



CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15022

- DIMANCHE 16 - LUNDI 17 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## La nouvelle bataille de Kaboul

UNE quatrième bataille d'en-vergure est engagée dans capitale de l'Afghanistan, qui était pourtant sortie presque indemne de la cruelle guerre de dix ans que l'URSS avait imposée au pays. Les combats et bombardsments à Kaboul revêtent, depuis le 12 mai, une Intensité sans précédent : le Crob-rouge a dénombré plus de 200 morts et 1 200 blessés. En outre, on signale, depuis quelaffrontements ellleurs dans le pays – signe d'une dégradation

L'accord de cessez-le-feu signé le 7 mars à Islemabad par les factions afghanes a ainsi volé en éciats, à la confusion des pays ans, le Pakistan, l'Iran e l'Arable seoudite, qui l'avalent patronné, avant de lui donner la sanction d'un pèlerinags à La Mecque. Or les données du problème n'ont pas évolué depuis le ment, fin avril 1992, du régime communists par des fac-tions islamistes capables de mettre l'Armée rouge à genoux, mais inaptes à organiser leur victoire.

ENJEU est la possession d'une ville qui n'est plus qu'un symbole, après avoir été le capitals d'un pays à présent éclaté en une myriade de fiefs vague ellégeance à une demidouzaine de pôles de pouvoir ethniques et - ou - religieux. Deux hommes Incament cette lutte sans merci : le générai Massoud, ministre d'un gouvernement qui ne commande guère qu'à la moitié de Kaboul; et Guibuddin Hekmatyar.

L'un et l'autre fondamentalistes, et d'esprit centralisateur, ces edversaires sont pourtant irréconciliables. Par-delà son propos politique - la création d'un Etat islamiste - M. Hekmatyar entend aussi (eurtout?) renouer avec l'encestrale domination de ses frères de race pasitioune sur cette mosaïque afghane. Appar-tenant, lui, à la nébuleuse tadjike persanophone, Ahmed Shah Massoud voudrait incamer, sans trop l'expliciter, l'aspiration des minorités du nord du pays à un renversement des anciennes dominations ou, dans l'idéal, à une meilieure distribution des

En théoris, la ministre de la défense a, cette fois, un avan-tage : il vient, selon toute appa-rence, de retrouver l'ellience, perdue depuis l'automne, du général Doston. Dernier rempart du président Nejibulieh, le chef de guerre ouzbek lui avait donné l'estocade en se rapprochant da Ahmed Shah Massoud, Fer de lance, an avril-mal puis soût 1992, des deux premières batailles de Kaboul, dont il avait reçu plus de coups que de profit, il était resté neutre en janvier-fé-

er des

a agray -

Aqui profitera «in fine» l'an-trée en lice da cet homme capable, dit-on, d'aligner 50 000 hommes aguerris? Maître de la « capitale du Nord », Mazar-l-Sharif, adossé à un Ouzbékistan ent, reçu dans les capitales de la région qu'inquiète un démembrement de l'Afghanistan, Rashid Dostom pourrait bien, un Rashid Dostom pourrar pier, un jour, jouer son propre jeu. Serat-ce, alors, pour imposer sa vegua vizion « fédéralista » da l'avenir? En attendant, on azit bien qui perd, dans l'actuelle partie : les Afghans. A peine sortie du conflit qua tui e imposé une puissance étrangère, la population souffre à présent d'une tion souffre à présent d'une guerre civile sangiante, et qui, de surcroit, reporte indéfiniment sa



## Tandis que les Serbes de Bosnie se prononcent par référendum

# L'ex-Yougoslavie est devenue un test pour M. Clinton

Les Serbes de Bosnie étaient appelés à se prononcer, le 15 et le 16 mai, sur le plan de paix proposé par la communeuté internationale. Tandis que les membres du Conseil de sécurité discutent des moyens à attribuer à la FORPRONU pour les encleves musulmanes de Bosnie, Bill Clinton, pour qui la situation dans l'ex-Yougoslavie est devenue un test politique, a dû se défendre, vendradi, des critiques dont il faisait l'objet pour « irrésolution » et « manque de leadership ».



Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

## L'intervention du RAID, la mort du forcené et la libération des enfants

# Le ministre de l'intérieur a privilégié la sécurité des otages de Neuilly

Neuilly-sur-Seine e pris fin, samedi 15 mai, un qué un attentat à Neuilly. Le capitaine Evelyne peu avent 7 h 30. Profitant d'un moment Lambert, médecin das armées, restéa avec d'assoupissement du ravisseur, constaté grâce l'institutrice auprès des enfants, e certifié que à une caméra vidéo, les policiers du RAID sont les six fillettes n'avaient rien vu de la mort du entrés dans la clessa. Un premier groupe e forcené. M. Pasqua a adressé ses félicitations libéré les six enfants qui restaient, pendant aux policiers et eux daux femmes, promues qu'un deuxième tirait trois belles sur Eric chevaliers de la Légion d'honnaur.

«Le cauchemar est terminé, les ravisseur, qui menaçait de faire otages sont en bonne santé, le forcené est mort», a concin le ministre de l'intérieur Charles Pasqua, samedi à 8 h 30 du matin, devant l'école maternelle de Neuilly-sur-RAID. On a arraché les gamins qui Seine. Deux jours et deux nuits se sont agrippés à nous. Ils ont été d'angoisse venaient d'être ponctués par l'intervention de l'unité d'élite de la police nationale. Les hommes Le preneur d'otages a été atteint du RAID, dans leurs uniformes de trois balles en pleine tête, par noirs avaient profité de l'assournisdes policiers qui ont utilisé des sement du preneur d'otages pour armes munis de silencieux. Les dercénétrer dans la salle de classe. Ils niers enfants out aussitôt pu quitter avaient commencé à évacuer les six la pièce, vers 7 h 30 du matin. Ils enfants, âgés d'environ trois ans, ont cédé la place aux démineurs, qui dormaient en présence du

Quand l'un des petits écoliers s'est mis à pleurer, le preneur d'otages s'est réveillé. Un groupe d'une dizaine d'hommes du RAID s'est occupé des enfants. Un deuxième groupe e «neutralisé» le

La prise d'otages dens una école de Schmitt, quarante-deux ans, qui evait revendi-

#### La «bombe humaine» sauter des explosifs. ell n'aura pas fallu plus de trois secondes entre la prise de décision et lo fin de l'opépar Edwy Plenel ration, dira plus tard un policier du

« C'est un grand chasseur de loups », enrait dit l'institutrice Laurence Dreyfus aux six enfants otages pour les rassurer, en leur faisant croire à un jeu dans lequel l'homme cagoulé et armé aurait joué un rôle de contes et légendes. On ne saura jamais ce qu'a pensé de cette invention courageuse le preneur d'otages, dont le scénario méticuleux, extraordinairement qui ont trouvé vingt et un bâtons maîtrisé dans son délire, semblait de dynamite sur le corps du ravisdire, au contraire : le loup, c'est seur, transformé en bombe moi. Moi. qui ai décidé d'y jouer PHILIPPE SROUSSARD fou, l'homme est un loup pour et ERICH INCIYAN Phomme.

Lire la suite page 8

# George Soros, spéculateur et philanthrope

Emigré juif hongrois, le milliardaire américain réalise son rêve : dépenser son argent en faveur de la démocratie en Europe de l'Est

par Sylvie Kauffmann Françoise Lozare et Yves-Michel Riols

George Soros n'a pas de problèmes de sommeil. « Oui, je dors bien avec mes milliards », dit-il, amusé. Pourquoi scrait-il insomniaque? Même en dormant, il continue de gagner de l'argent. En une nuit, le 16 septembre 1992, jour de forte bourrasque sur le système monétaire euro-péen, la fortune de George Soros s'est enrichie de I milliard de

Depuis, en Grande-Bretagne, on l'appelle « The man who broke the pound » (« l'homme qui a casse la livre »). Quand, elle s'apaise enfin, la tempète monétaire de l'automne lui a rapporté quelque deux milliards de dol-lars. Sept mois plus tard, George Soros refait parler de lui, cette fois sur le marché de l'or : en rachetant, pour 400 millions de dollars, une participation dans

l'une des plus grandes mines d'or hongrois, sa langue maternelle. Et des Etats-Unis, Newmont de son cartable de cuir, ce n'est Mining, il fait grimper les cours (lire page 15 la chronique « Devises et or »).

A soixante-trois ans, cet

homme placide, capable d'ebranler les banques centrales, affirme pourtant « s'être retiré des affaires », « J'al des gens qui les gèrent, ma présence n'est plus nécessaire, dit-il. J'y consacre 10 % de mon temps, 20 % peutêtre, mais pour les décisions stratégiques, pas pour la gestion au jour le jour. » Dans la suite du Bristol, où, de passage à Paris cette semaine pour la sortie de son livre en France (2), il reçoit des journalistes du Monde, un cherche en vain l'arsenal du parfait magnat de la finance : ni collaborateurs fébriles ni petits écrans fournissant minute par minute l'évolution des mar-chés. « Un téléphone, ça me suffit pour me tenir au courant », sourit-il tranquillement. Lorsque le téléphone sonne, il répond en

pas un dossier de rapports financiers qu'il sort, mais le livre de Strobe Talbott, le nouvel ambassadeur itinérant du président Clinton pour l'ex-URSS, At the Highest Levels, «un livre qui montre très bien que les Américains n'avaient pas compris les changements révolutionnaires à

Car depuis le début des révolu-tions dans le bloc communiste. George Soros e entamé une nouvelle vic. Grand spéculateur devant l'Eternel à l'Ouest, il est philantrope à l'Est. A travers un réseau de fondations créées dans dix-huit pays ex-communistes, il participe à la construction de la démocratie en essayant de favoriser l'apparition de a sociétés

Lire la suite page 4

(1) Un dollar vaut euvirou 5,40 france. (2) Sauver la démocratie à l'Est, Albin Michel

## Un entretien avec le premier ministre canadien

Brian Mulroney, qui ebandonne see fonctions le 1- juillet prochein, fait le bilan de ses neuf années au pouvoir et des mesures impopulaires qu'il a dû prendre. «Un chef de gouvernement, dit-il, peut être soit populaire, soit afficace, mais pas las deux à la fois. M. Mulronay évoque ausei la lettre que Pierre Bérégovoy lui a écrite la veilla de son suicida.

#### Compromis en Allemagne sur les salaires des métallurgistes

Live in suite page 8

Le patronat de la métallurgie et le syndicat iG Metall ont trouvé, le 14 mai, un compromie qui repousee de deux ens l'égalisation des salaires entre les parties occidentale et orientale de l'Altemagne.

Lire page 13 l'erticle d'ÉRIC LE BOUCHER

#### Cannes 93 : le vieux maître et le clochard

Akira Kurosawa, le vieux maître mal-aimé du cinéma japonais, a présanté — hors compétition — son darnier film, Madsdayo, une métaphore grinçante sur l'amour reçu et non donné. Tandis qu'on découvrait Naked, da l'Anglaie Mike Leigh, qui met en scène les tribulatione d'un elochard métaphysique dans l'Angleterre post-thetchérienne. Lire paga 11 les articles de MICHEL BRAUDEAU

JEAN-MICHEL FRODON, COLETTE GODARD, DANIÈLE HEYMANN

#### Ouverture de l'Opéra de Lyon

En présence du maire de la ville, Michel Noir, et du ministre de la culture, Jacques Toubon, l'Opére da Lyon, conçu par l'architecte Jean Nouvel, a été inauguré avec la représentation d'une œuvre Inachevée da Debussy, Rodrigue et Chimène, dirigée par Kent Nagano.

Lire page 12 l'article d'ALAIN LOMPECH



certains services de l'administration dans des villes de province. Avec les pages « Régions », le dossier sur la Calabre et le Corse et une enquête sur Calais dans la série « Cités »

# M. Chevènement au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste du Territoire de Belfort, fondateur et présidant du Mouvement des citoyens, invité da l'émission habdomadaire «Le grend jury RTL-la Mondas, dimanche à 18 h 30.

#### CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaira et obligataire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux

événement:



**GABRIEL GARCIA MARQUEZ** 

Prix Nobel de littérature

Grasset

**DOUZE CONTES VAGABONDS** 

A L'ETRANGER: Alpite, 4.50 DA; Merce, 8 DH: Turiele, 850 m; Alemana, 2.50 DM; Authris, 25 ATS; Belgicus, 45 FC; Caracts, 2.25 \$ CAN; Amilian/Réunion, 9 F; Côte-d'hoère, 455 F CFA; Demanark, 14 KPD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Payz-Bas, 3 FL; Portugel, 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Saisse, 1,90 FB; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$;

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL . 15, RUE FALGUIÈRE, 76501 PARIS CEDEX 16 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télex : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1. PLACE HUBERT-6EUVE-MÉRY
94852 TVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1| 40-85-25-25
Télécopleur : (1| 49-80-30-10
Télex : 261.311 F

Edué par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Principant associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

# Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros

calme.

chées d'une nuée de tracts et de journaux, nn ne parle que de cette manifestation monstre qui a

nccupé la capitale tout l'après-

midi dn 13. De la gare de l'Est au Champ-de-mars,

1 300 000 personnes ont sillonné

la capitale aux cris de « Dix ons,

ça suffit!». « De Goulle à l'hos-pice!». « Nous sommes tous des

enrages! »... En tête du cortège :

trois jeunes gens dont les noms

ne lui disent pas grand-chose - le « Nanterrois » Dany Cohn-Ben-

dit, le président de l'Union natinnale des étudiants de France, Jacques Sauvageot, et le

secrétaire général du Syndicat

national de l'enseignement supé-rieur, Alain Geismar - devant

une baie de drapeaux rouges et

une grande banderole:

« Etudionts-EnseignontsTrovailleurs salidoires ». Et au
coude à coude, mais loin der-

rière, tous les grands du syndica-lisme – Genrges Séguy (CGT), Eugéne Descamps (CFDT), James Marangé (FEN) – et de la polltique : le PCF, avec Waldeck-Rochet, Genrges Marchais,

Roland Lerny; la FGDS, avec

Guy Mallet et François Mitter-rand; le PSU, avec Pierre Men-

La bouilloire

de Nanterre

La manifestation s'est rendue à Denfert-Rachereau. De là, des

groupes innumbrables unt gagné le Champ-de-Mars, où ils unt dis-

enté tard dans la soirée. Des dis-

cussinns, il y en a partnut depuis

quelques jours - et en particulier

à la Sorbunne, occupée par les étudiants depuis le 13 au matin, après Ceusier qui l'est depuis le samedi 11. Qu'ont-ils danc à se

dire, ces étudiants et ces lycéens.

ees unvriers, ces employés, ces

vendeurs, ces artistes, ces cadres,

ces médecins, ees avocats, ees sportifs... qui semblent poursui-

vre, dans les amphithéatres et les

carrefours, dans les usines et les bureaux, d'interminables pala-

bres, chaleureuses, échevelées,

vives parfois, rarement agres-

sives? D'abord, ils parlent des

événements incroyables qui se

sont précipités depuis quinze jours. Et pais ils parlent de tout :

de leur vie quotidienne et de l'avenir du mnnde, de l'impéria-

lisme et de la société de consom-

mation, de leur travail et de leurs

plaisirs, de l'école et de leurs

enfants, de théâtre et de politi-que, d'économie et de philoso-

pbie... Bref, de tout ee qui les

intéresse... Tont peut se dire, tout est permis. ell est interdit

d'interdire v... lit-on sur les murs.

devant lui, untre voyageur peut à présent recoustituer les événe-

ments des jours précédents.

A force d'être répétés, exaltés

Tout a commencé à Nanterre,

cette faculté bnueuse de la ban-lieue ouest de Paris, où s'entas-

sent les étudiants que la vieille

Sorbonne ne peut plus contenir.

Cela fait languemps que la ten-

sion monte dans cette bouilloire :

l'application de la réforme Fon-

chet de l'enseignement supérieur

se passe mal, gauchistes de tout poil (trotskistes, maos, situation-nistes...) et «fafs» (fascistes) s'y

affrontent régulièrement à coups

de barres de fer, à propos antam-

ment de la guerre du Vietnam, Et

puis il y a cette bistoire un peu

folklo des cités universitaires, où les garçans veulent pauvair

entrer dans les bâtiments réser-

Directeur général: Michel Cros
Membres du combté de direction:
Jacques Guiu, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaïdi
15-17, rue du Colomel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél: (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
186ix: 46-62-873. Sociéd filiale
de la SARL le Mande a de Médias a Réjes Europe S

Imprimerie
din Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex
Commission paritaire des journaux
et publications, ur 57 437
ISSN: 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Repseignements sur les microfilms mseignements sur les microfilms idex du Monde au (1) 40-66-29-33

Reproduction interdits de tout article, aauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE osez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tel.: (1) 49-60-32-90 (de 8 beures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE. BELGIQUE LUXEMB, PAYS-BAS	AUTRES PAYS Faire Boomale CEE
3 moés	536 F	STZ F	790 F
6 mais	1 038 F	1123 F	-1 560 F ·
1 40	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : érienne tarif sur des code d'acrès ABO

4 15. MCNUE; a (UNTS - pending) is published daily for 5892 per year by a LE MONDE a 1, pince Hobert-Berre-Mety = 94852 lvry-sue-Senut - France. Second class pantage pard at Champlain N.Y. U.S. and additional sustaing offices, POSTPASTER: Send address champes in 1955 of NY - Box 1518, Champlain N.Y. 12919 - 1519. Put is advantaged as specific are USA INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1330 Pacific Avenue: Suite 404 Vaginia Boxth. VA 23451 - 2883 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT DUREE CHOISIE

**Мош:** Prénom

Code postal:

Localité :

Veuille: avoir l'obligeance d'écrire tous le noms proprés en capitales d'impressure.

## Le Monde Edité par la SARL Le Mon

Rédacteurs en chef

Anciens directours Fert Becare-Mary (1944-1969)

# DATES

Il y a vingt-cinq ans

# Le mois fou de mai 68



Geismer, Cohn-Bendit et Sauvageot en tête du défilé du 13 mai.

Cela fait un certain temps que tout cela dure, mais le elimat devient de plus en plus pesant pour les enseignants et l'administration. Le 22 mars, un groupe d'e enragés » (c'est ainsi qu'ils s'appellent eux-mêmes, en bommage ironique aux révolutionnaires de 89) unt occupé pendant toute la nuit la salle du conseil de la fac. Huit d'entre eux sont convoqués devant le canseil de discipline, ce qui fait encore monter la pression. Alors, le 2 mai, à la demande du doyen Grappin (un bamme pourtant libéral), le ministre de l'éducation nationale, Alain Peyrefitte. décide de fermer la fae ponr quelques jours.

Un événement mineur et une décision Ingique et largement approuvée, mais qui anront des cnaséquences inealeulables. «Chassés» de Nanterre, les étudiants en colère refinent à la Sorbanne. Le 3 mai, ils y tiennent meeting. An fil des henres. l'atmosphère s'échauffe. En fin d'après-midi, le ministre de l'éducation nationale décide de falre évaener les lieux par la police et de fermer la Sorbonne. Des étudiants sont arrêtés, ce qui provnque la fureur de leurs camarades. On attaque la police à coups de cailloux, de bonteilles. de grilles d'arbres arracbées. Celle-ci réagit durement. Il y a des blessés.

Le 4 et le 5 mai, plusieurs manifestants arrêtes sont condamnés, dont certains à des peines de prison ferme, et le 6 les étudiants de Nanterre comparaissent devaat le conseil de discipline de l'université de Paris.

Meetings et manifestations se succèdent les juurs suivants, de plus en plus fournis, de plus en plus décidés, avec trois mats d'ordre simples : libération des emprisonnés, récuverture de la Sorbonne, retrait de la police du Quartier latin. Le vendredi 10, la tension monte encore d'un eran. et les étudiants, qui se sont ras-semblés à 16 b 30 place Denfert-Rochereau, refusent de quitter le Quartier latin. Toute la soirée, ils campent sur place et dressent des barricades. A 2 beures du matin, la police charge. La bataille de rue dure jusqu'à 5 b 30, faisant de nombreux blessés. La France entière, stupéfaite, a suivi les événements grâce aux radioreporters. Le samedi matin, les rues du quartier soot dévastées pavés arracbés, arbres détruits,

vitrines brisées, vnilures brûltes ... - et l'on entend à la radio la voix fièvreuse de Dany Cont-Bendit appeler trus les syn-dicats à manifester leur sulidanté avec les étudiants, par une grève et un grand défilé unitaire. Le choc des événements dans les esprits est tel que les responsables syndicaux ne peuvent se dérober. La libération des étudiants emprisonnés, le dimanche 12, ne change rien à l'affaire. Le 13 mai, le pays est arrêté et les

#### Une gigantesque auto-analyse

Cette grande journée populaire marque-t-elle la fin dn mouvement et sa récupération par les forces syndicales « responsables », les manifs cédant la place aux négociations? Le général de Gaulle le croit, qui, mardi 14, s'envole pour la Roumanie. Or e'est le contraire qui se produit.

Le chef de l'Etat n'aura pas eu le temps de prêter attention à un petit événement provincial : le déclenebement d'une grève sauvage à l'usioe Sud-Aviation de Château-Bougon, près de Nantes, nu le directeur et les cadres sont séquestrés dans leurs bureaux. C'est le déclie. Le leodemain, l'usine Renault de Cléon s'arrête; puis celles de Flins et de Boo-logne-Billancourt. Le samedi 18, lursque le général de Gaulle revient, il y a deux millions de grevistes. Le lundi 20, ils sont six millions et le pays est arrêté.

Pendant ce temps, à Paris, tan-dis que la Sorbonne et l'Odéon occupés sont devenus des forums permanents, les manifestations se paursuivent, émaillées d'incidents de plus en plus violents. Le mnuvement se radicalise, mais piétine. Il s'enkyste: Après la fête unitaire du 13 mai, un processus de décomposition s'engage. Dans les jnurs qui vont suivre, le mouvement diverge et plusieurs réalités se superposent :

- dans les lycées et les univer-sités, les jeunes, mobilisés sur place, sont engages dans une gigantesque auto-analyse de leur propre situation : l'arganisation de l'enseignement, les relations en général, les finalités de l'éducation, les inégalités devant l'école, leur rôle de futurs cadres dans la société...

- dans les usines et les bareaux occupés, salariés et travailleurs remettent en questinn à la fais les salaires et l'organisation du travail, la hiérarcbie, la gestinn des entreprises et le capitalisme...

dans la rue, les manifestations tendent à dégénérer et à prendre un caractère insurrectionnel par l'intervention de groupes vinlents dont les motivations sont peu elaires. Les responsables étudiants, qui tiennent à garder aux manifestations leur caractère pacifique, sont de plus en plus débardés par des élémeots provocateurs «incontrôlés»...

sur le plan politique, on assiste très rapidement a un effondrement du pouvoir, de l'Etat et des partis. De retour de Roumanie, le général de Gaulle se trouve en face d'une situation incontrôlable, qu'il ne comprend pas. Le 24 mai, il annonce à la télévision un projet de référendum sur la participation qui tumbe à plat. Il doit y rennucer le lendemain. Le gouvernement est désemparé. Seul le premier ministre, Genrges Pampidou, entouré de quelques proches, par-vient à garder son sang-frèid. Le 25, il entreprend des négociations salariales avec les syndicats et le patronat, mais leurs conclusions serant rejetées par les nuvriers, à Boulngne-Billancourt.

Tandis que Georges Pampidou ne peut que constater que les leviers de commande ne répondent plus, les chefs de la gauche tentent, maladrnitement, de s'adapter à la situation. Le 27, un grand meeting, au stade Charléty, rassemble les étudiants contestataires et la gauche « elassique ». Mendès France (le seul paraissant capable d'établir un lien entre la rue et le régime) y participe, mais ne prend pas la parole. Le 28, François Mitterrand pose sa candidature en cas d'élection présidentielle et propose un gouvernement provisoire dirigé par Mendès France. Mais les communistes sont réservés.

Le 29, an coup de théâtre bonleverse la situation : à 11 b 45, le général de Gaulle s'embarque en bélienptére, à Issy-les-Mnulineanx, pour une destination inconnne. Tonte la journée, il a disparu. On apprendra plus tard qu'il est allé à Baden-Baden rencontrer le général Massu. Lorsqu'il réapparaît par surprise, le soir même à 18 h 15, c'est pour reprendre en main une situation désormais sans autre issue : les étudiants n'ont pas de projet politique, et la gauche « classique», qui est rejetée par le mouvement, ne représente pas une alternative crédible. Dès le lendemain; de Ganlle annunce à la radio le maintien da premier ministre (qui avait présenté sa démissinn), le remaniement du gouveroement et la dissolution de l'Assemblée. Le jeudi 30, une massive manifestation de sontien, sur les Champs-Elysées, montre que l'opinion a basculé. Comme l'avait souhaité le générai de Gaulle, « la récréation est terminée »:

Le 30 mai, les pompes à essence sont à nouveau approvisionnées, et natre voyagenr pourra, avec la grande masse des Français, prendre la route pour le week-end de la Pentecôte.

Le 30 ioin, les élections fant entrer une majorité absulue de députés de droite à l'Assemblée.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

# **JEAN-PIERRE**

PRESIDENT DU MOUVEMENT DES CITOYENS

ANIMÉ PAR HENRI MARQUE

AVEC ANDRE PASSERON. ET PIERRE SERVENT (LE MONDE) DOMINIQUE PENNEQUIN ET BEATRICE HADJAJE (HTL)



117 Status C to the THE MINE

12 12 13

227 1 117

31-3 - 3.7111

do maria

FILE STATE

व्यक्षः स्थलकः ।

273,222

de la Bosnie

desermination de

... Date: -

್ತು ಜನ್ ನಿಕ್ಕ

The second secon

# La question de la Bosnie s'est transformée en test de la détermination du président américain

WASHINGTON

de notre correspondent

L'important n'était pas dans les réponses. Lors de la conférence de presse que Bill Clinton a donnée, vendredi t4 mai, l'important était dans les questions : toutes celles qui portèrent sur la Bosnie eurent trait à « l'Irrésolution » manifestée par le président dans cette affaire, à son manque de « détermination » vis-àvis des alliés des Etats-Unis, à ses «hésitations» dans la définition d'une politique. Bref, la question de la Bosnic s'est transfirmée en «test» des capacités de leadership du nouvean président.

M. Clinton, pour cette troisième conférence de presse depuis son arri-vée à la Maison Blanche, voulait parler d'économie. Mais il a dû, comme lors de ses deux premières interventions, consacrer beaucoup de temps à la guerre dans l'ex-Yougos-lavie. Il s'est défendu de mener une politique «hésitante»: «J'ai une politique «nestiante»: «Jai une politique forte et claire (mais) vous ne pouvez obliger les protagonistes à vous obètr le doigt sur la couture du pantalon quand ils s'entre-déchirent depuis des siècles.» La politique des Etats-Unis reste inchangée: il faut «continuer à faire pression» sur les milices serbes de Bosnie et sur la Mémblique de Serbie Pour ce faire République de Serbie, Pour ce faire, la proposition américaine d'une action militaire à double détente, levée de l'embargo sur les armes et bombardements aeriens, a doit rester et reste sur la table».

M. Clinton ne perd pas espoir de voir les partenaires européens des Etats-Unis s'y rallier tôt ou tard. C'est une proposition, dit-il, « qui n'a pas été rejetée de but en blanc». Un «lendership» flottant à l'égard des Européens que le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, lors de sa récente tournée, n'a pas sn convaincre de la justesse du point

de vue américain? La encore, M. Clinton s'en défend énergique-ment : dans un confiit qui est «au caur de l'Europe», sur un théâtre où « les Européens ont déjà déployé des forces», « les Etats-Unis, dit-il, ne peuvent pas agir unilatéralement et ne doivent pas le faire». Ils doivent ne doivent pas le faire». agir dans un cadre multilatéral, « avec l'ONU»; il leur fant donc

#### Le «syndrome vietnamien »

M. Clinton a indiqué qu'il n'avait pas encore pris de décision sur l'op-portunité pour les Etats-Unis de portunite pour les sans déployer quelques centaines d'hommes en République de Macédoine, afin de dissuader toute agresdoine, afin de dissuader toute agression serbe contre ce pays. Il a, en
revanche, rappelé que l'avertissement lancé par le président George
Bush au gouvernement de Belgrade
à propos du Kosovo tenait tonjours :
les Etats-Unis ne resteraient pas les
bras croisés si le régime serbe étendait le politique d'afortration ethnidait la politique d' «épuration ethnique» à cette province du sud de la République de Serbie peuplée d'une écrasante majorité de Musulmans d'origine albanaise

Cet ensemble de réponses à paru confirmer le seul vrai engagement pris par l'administration Clinton à l'égard de la Bosnie : les Etats-Unis ne sont prets à y déployer des troupes que dans le cadre d'une force de maintien de la paix pour faire observer un accord dument signé par toutes les partles en conflit.

Sur le fond, il n'est pas sûr que les Américains ne partagent pas la prudence du président. Prétendument centerré dans les sables de la guerre du Golfes, le « syndrome viet-namien » paraît plus lancinaut que jamais. Les sondages mantrent qu'une majorité d'Américains jugent que tous les camps dans l'ex-You-goslavie sont à pen près compables au même degré. Des éditorialistes réputés peu tendres pour le prési-dent, comme ceux du Wali Street Journal, ou ceux qui ini sont habi-tuellement pius favorables, comme les commentateurs du Washington Post ou du New York Times, esti-ment que M. Clinton n'a pas commis d'erreur de fond face à une crise dont il a hérité. Si les Occidentaux ont failli à leur tâche, dit la presse américaine, c'est d'abord et avant tout la faute des Européens.

Mais la politique est aussi affaire de perceptinn. Or la Maisnn Blanche, dans cette affaire comme dans d'autres, s'y est prise de telle manière qu'elle a bel et bien donné l'impressinn de «vaciller», d'«hésiter», de «fintter» nu d'« osciller», pour reprendre quel-ques-unes des formules utilisées par les journalistes qui interrogeaient le président. Depuis près d'un mois, l'administration Clinton annunce, chaque semaine, qu'elle est décidée à passer à la pression militaire contre les Serbes et qu'elle se fait fort de convaincre ses alliés de la nécessité de cette escalade.

#### Pas d'engagement ferme

Les résultats n'ont pas suivi semaine après semaine. Pis, face à une crise sans «bonne» solution, l'administration ne paraît pas vraiment convaincue dn bien-fondé de sa proposition d'intervention mili-taire. Après tout, M. Christopher est parti en Europe non pas pour faire part d'une « décision» à laquelle scrait parvenue l'administratinn mais d'une « direction » que les Etats-Unis souhaitent vnir prendre et sur laquelle ils entendaient recueillir l'avis des Européens.

son cortège de massacres et de misères, la crise bosniaque est devenue le principal cassetéte de politi-que étrangère de la nouvelle équipe à la Maison Blanche. Mais à aucun moment M. Clinton n'a pris soin d'expliquer longuement à ses compa-triotes en quoi les intérêts des Etats-Unis étaient en jeu dans cette guerre. Il a, brièvement, avancé trois guerre. Il a, brievement, avance tros arguments: des préoccupations d'or-dre moral face à «l'épuration ethni-que», les risques d'extension du conflit et la question du respect des frontières internationalement reconnnes. La crise en Bosnie, a-t-il expliqué, à ce propos, est « à la fois une guerre civile et une guerre d'agres-sion». Lors de la crise du Golie et en Somalie, «les alliés ont suivi les Etats-Unis», de bon ou de mauvais explique Helmut Sonnenfeldt, un des spécialistes de politique étrangère de l'institut Brookings, « parce que l'administration avait pris une décision claire». Cette fais, les alliés européens n'ont pas eu le sentiment d'un engagement ferme des Etats-Unis, dans un sens ou dans un autre, et n'éprouvent donc pas le même degré de pression de la part de Washington,

Même si la situation bosniaque est différente - ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'une guerre que les Etats-Unis considérent comme un problème avant tout européen, l'administration Clinton n'a pas donné l'impression d'avoir une idée claire de ce qu'il fallait faire et, en ce sens, a pu laisser s'accréditer l'image d'un manque de «leaders-bip». Dans un article daté de Bruxelles, le New York Times cite plusieurs responsables de l'OTAN qui craignent que cela ne «cause un dommage permanent à la crédibilité de l'Alliance et aux intérêts des Etats-Unis en Europe ».

**ALAIN FRACHON** 

# La visite de M. Mitterrand à Athènes

# «Convergences» franco-grecques sur les Balkans

Lors d'une visite à Athènes, vendredî 14 mai, François Mitterrand s'est notamment entretenu avec le président grec, Constantin Caramanlis, le premier ministre, Constantin Mitsotakis, et le chef de l'opposition socialiste, Andréas Papandréou. M. Mitterrand a été fait docteur honoris causa de l'université de sciences politiques Panteios.

**ATHÈNES** 

de nos envoyés spéciaux

Le séjour à Athénes de M. Mitterrand a revêtu, malgré sa brièveté, un caractère politique attesté par les deux parties. La presse hellénique a deux parties. La presse hellér deux parties. La presse nellenque a accordé une large place à cette visite, d'antant plus appréciée que les positions de la Grèce sur la Macédoine et plus généralement ses sympathies pour la Scrbie l'out isolée de ses autres partenaires de la Communauté européeane. A l'issue de son déjenner avec le chef de l'Etat français, M. Mitsotakis a déclaré, à propos des Balkans: Nus sommes très proches», en ajoutant que les politiques des deux pays « concordent ». Dans l'entourage de M. Mitterrand, on soulignait qu'Athènes et Paris ont « des zones

ALLEMAGNE

Les Verts et Alliance 90

fusionnent

750 délégués dn Parti vert alle-

mand et de l'Alliance 90 nnt

appronvé, vendredí 14 mai, la

fusion des deux formations déci-

dée en janvier dernier par leurs

instances dirigeantes. Les Verts,

fondés en Aliemagne de l'Onest-

en 1979, furent le premier parti

écologiste et pacifiste européen à

faire leur entrée, en 1983, dans

un Parlement national, le Sundes-

tag. En 1990, lnrs des premières

élections législatives de l'Alle-

magne unifiée, ils échunèreut à

franchir la barre des 5 % néces-

Alliance 90 est un mouvement

issu des comités de citnyens de

RDA qui avaient animé le mou-

vement populaire hostile au

régime d'Erich Honecker.

saires pour avoir des députés.

Réunis en congrès à Leipzig, les

l'atmosphère de ce déjeuner auquel participaient notamment le cinéaste Costa Gavras et le compositeur Mikis Théodnrakis, ancien député communiste qui a rallié le parti conservateur (Nouvelle Démo-cratie) de M. Mitsotakis - avait été

encore « réjouie que la Grèce, dans un environnement balkanique désta-bilisé, représente un facteur de stabilité et puisse être une sorte de point avancé de la Communauté euroocenne» dans cette région. Elle s'est aussi félicitée des dernières initiatives grecques sur le conflit bosnia-que (sommet d'Athènes et visite de M. Mitsotakis à Pale pour tenter de convaincre le «parlement» des Serbes bosniaques d'accepter le plan de paix Vance-Owen), jugées « tout à fait positives ».

gnait que la position adoptée par Paris a eu pour objectif d'éviter que le différend entre Athènes et Skopje ane dégénère en conflit ouvert entre pays de la zone». M. Mitsotakis a manifesté, indiquait-on, sa volonté

Pour une Europe

M. Mitterrand a saisi l'occasinn de son discours de remerciement, à

une « idée jalouse, frileuse et suffisante de l'Europe». Il a invité les Européens à ne pas «faire la sourde nreille aux appels qui s'élèvent des quatre coins du monde», et ajouté qu' «il y a une servitude moderne»

incarnée à ses yeux par le tiers-

Seule éventuelle - et très vague allusion à la cohabitation en France, M. Mitterrand, après avoir reconnu les limites de la démocratie athé-nienne d'où étaient exclus esclaves, métèques et femmes, a déclaré: « Nous réintégrons les esclaves, les métèques - pas toujours, - et les femmes... » En tout cas, pour les relations internationales, la gestion du «domaine partagé» entre le pré-sident et le ministre RPR des affaires étrangères, Alain Juppé, ne provoquerait pas, pour le mom de difficulté : on sonligne même dans l'entourage du président que M. Juppé s'est « excellemmeet » exprimé en suggérant de prendre au mot le président serbe Slobodan Milosevic, après le retrait de son soutien aux Serbes bosniaques morés dans leur refus du plan

> JEAN-LOUIS ANDRÉANI et DIDIER KUNZ

Vance-Owen.

 Des délégations croate et bosaia-que sont attendues à Lourdes. – Près de vingt mille soldats de vingt-quatre nations participent, du 14 an 16 mai 1993, au 35 pélerina taire international à Lourdes (Hautes-Pyrénées). Temps fort du calendrier spirituel des sanctuaires de la cité mariale, ce pèlerinage regroupait essentiellement, jusqu'en 1990, des participants nriginaires des pays de l'Europe occidentale ou des armées de l'OTAN statiounées en Europe. Parmi les délégations nouvelles, sont attendus, cette année, des Albanais, des Lituaniens, des Argentins, mais aussi cinquante-cinq militaires de Croatie conduits par Mgr Juraj Jezerinac, évêque auxi-liaire et vicaire général de l'archevêché de Zagreb. Pnur appuyer l'image d'une hypothétique réconciliation dans l'ex-Yougoslavie, une délégatinn de dix militaires catholiques de Bosnie-Herzégovine était annoncée à Lourdes mais, selon la directimo du pèlerinage, seul Mgr Vinko Puljic, archevêque de Sarajevo, aurait finalement obtenu un visa de sortie de la capitale bos-

## Les Serbes de Bosnie se prononcent sur le plan Vance-Owen et sur l'indépendance de leur « république »

prononcer sur le plan Vance-Owen samedi 15 et dimanche 16 mai, lors d'un «référendum» qui, seinn leur leader Radovan Karadzie, devrait déboucher sur la victoire du «non». Les autorités de Belgrade avaient espéré faire renoncer leurs alliés de Bosnie à ce référendum en organisant, vendredi, une réunion des diri-geants et « parlementaires » de Ser-bie, de Yougoslavie, de Croatie et de Bosnie. Mais les Serbes de Bosnie sosne, Mais les seroes de Bosnie ont refusé d'y participer et maintenu leur projet de référendum. La réunion de Belgrade s'est conclue, après trois heures de débats houleux et le départ bruyant des députés serbes ultra-nationalistes, par une déclaration de souties, par une déclaration de souties, par une declaratinn de soutien au plan Vance-Owen, sans qu'auenne muvelle mesure contre les Serbes de Bosnie soit envisagée.

Deux questinns sont posées lnrs de la consultatinn de samedi et dimanche, laquelle, vues les circons-tances, ne répond guère aux critères démocratiques. L'une porte sur le plan de paix que propose la com-munauté internationale pour la Bosnic, et anquel le président serbe Slo-bodan Milosevie s'est récemment rallié; l'autre sur l'indépendance de la «république serbe» auto-procla-mée en Bosnie.

En raison des importantes migratinns provoquées par la guerre, na ignore en fait quelle est la popula-tion de cette «république serbe» et qui sont ses électeurs. 900 000 bulletins de vote ont été imprimés pour chacune des deux questions et sont distribués dans les commissions municipales des 84 communes de la « république», La Bosnie-Herzégo-vine comptait, selon le recensement de 1991, 1,5 million de Serbes, soit un tiers de la population bosniaque, auxquels ils faut ajouter, selon l'un des organisateurs du scrutin, un peu plus de 200 000 personnes qui sont en fait « des Serbes infectés par l'esprit yougoslave ». Les soldats devaient voier à dans les casernes et les tranchées, sur les lignes de front ». Les Serbes nriginaines de Bosnie réfigiés en Serbie et au Monténégro devaient également être consultés.

A la veille de ce référendum, les milices serbes ant poursuivi leur offensive dans la région de Brcko (au anrd), qui contrôle le coulair reliant les territoires serbes de l'est et de l'ouest de la Bosnie. Dans la soirée de vendredi, Radin Sarajevn faisait état de la poursuite de bombardements, au canno de char notamment, en indiquant cependant que les attaques d'infanterie avaient cessé. Le HCR a d'autre part essuyé

Les Serbes de Bosnie devaient se un nouvel échec dans l'acheminement de l'aide humanitaire vendredi : un convoi destiné à Srebre-nica (Bosnie nrientale) a dû faire demi-tour et le général Ratko Mis-dic, chef de l'armée serbe de Bosnie, a envoyé un ultimatum au général Mnrillon, qui commande la FOR-PRONU, en posant ses conditions à l'accès des «casques bleus» aux enclaves de Srebrenica et Zepa, parmi lesquelles toujours le désarm ment des forces musulmanes.

#### La France doit « revoir sa position »

A Mostar, une accalmie était perceptible vendredi, seuls des tirs spo-radiques d'armes légères se faisant entendre tandis que les blindés de la FORPRONU patrouillaient la ville. La radin croate a annoncé que 400 prisonniers civils avaient été relâchés vendredi. Selon des sources hosniaques et nausiennes, entre les jours précèdents par les forces croates dans une usine désaffectée de la région, Il était questinn vendredi d'une possible rencontre entre les président croate, Franja Tudjman, et bosniaque Alija Izetbegov mardi prochain à Mostar. Si elle a lieu, les médiateurs internationaux David Owen et Thorvald Stnitenbreg devraient y participer.

D'autre part, les consultations notamment autour du mémorandum présenté par la France au Conseil de sécurité pour définir les moyens de garantir la protection des zones musulmanes de Bosnie (voir ci-desous). Cependant, le ministre des affaires étrangères de Bosnie, Haris Silajdzic, a demandé vendredi à la France et à la communauté internationale de revoir leur position à pro-pos notamment de l'embargo sur les ventes d'armes à son pays. « Nous position v, a-t-il dit au terme d'une rencontre avec le ministre des affaires étrangères, Alabri Juppé, au Quai d'Orsay.

Le chef de la diplomatic bosnia que a souligné que seul l'envni d'armes aux combattants bosniaques permettrait à ses compatrintes de vivre dans une meilleure sécurité. « Dans le cas comraire, la commud'un génocide », a-t-il ajouté. Haris Silajdzie a aussi mis en doute la bonne foi des Serbes de Belgrade et a souligné l'inefficacité des sanctions a soutifie interface des sanctains économiques prises par les Nations uries : « des sanctions sont appli-quées depuis un an... On en voit les résultats. » — (AFP, Reuter.)

Le mémorandum français remis à l'ONU

# Quelques dizaines d'observateurs ou 40 000 « casques bleus »

Dans un mémorandum ramis ces jours derniera aux autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU, la France propose différentes options pour la protec-tiun des villes et enclavea muaulmanes déclaréas il y a quelques jours «zones de sécurité » par la résolutinn 824 de l'ONU (Sarajeva, Tuzla, Zapa, Gorazde, Bihac, Srebrenicaj.

«Par zone de sécurité, dit le mémnrandum, nn entend une zone encerciée, où l'aide huma-niteire est aesurée et où l'on interdit toute egression (...). L'objectif général du projet devrait être de donner un coup d'arrêt aux conquêtes territoriales des forces serbes et d'obtenir une eclution négociée entre les intéressées. [...) les

» Le mandat de la FORPRONU devrait être modifié, (...) une nouvelle résolution devrait prévoir explicitement le recours à le force par taus lee mayene

» (...) Trois options sont envi-

» - deux options légères, qui consietent soit, en l'ebsence d'unités constituées, à matérialiser une présence symbolique de l'ONU (dépiniement de aimples équipes d'observateurs), soit à assurer le contrôle d'un périmetre restraint evec des effectifs relativement faiblee (5 000 hommes à Sarajeva, 900 dane chacuna des autres zones);

» – une option lourde qui consiste, sur un large périmètre, à assurer la libre circulation des forces de l'ONU et à empêcher tnuta egreesion ennemie, nntemment evec son artiflerie. Le voluma des forcea nécessaires (...) s'élàve alors à une divielnn (15 000 à 20 000 hommas) pour Sarajevo et une brigade (5 000 hommes) pour chacune des quatre autres

» Dene tnus lee cas if convient de prévoir une unité d'intervention (3 000 hommes) et l'utilisation da moyene aériens (en partie déjà déployés) si l'on veut faire face à d'éventuelles agressions majeures.»

Le taxte énumèra lea missinns qui eeraient cellas des casques bleus » dans les différentea options Inbservation ou contrôle du cessez-le-feu, soutien à la population, etc.). Seule l'aptian clourde» prévait de «meintenir nuverts un nu plusieurs couloirs logistiques à travers les zones serbae». Elle seule permettrait, «le cas échéant », de regrouper les der à la démilitarisation.

Le texte se conclut par un appel à Waahington et Moacou : «Il nous paraît que la participation effective sur le terrain dee Etats-Unis et de la Fédération de Russie aux côtée des pays déjà engagés conférarait une crédibilité accrue à un tel concept de zones de sécurité at pourrait rendre suffisentes les options légères (...).»



de impe

1

25-12

95 24 Fr.

----

19 12 TO 17

المراجع المواكن

A 185 4.

B . F.

# de convergence importantes », et que

« extrêmement cordiale ». La délégation française s'est

Sur le dossier macédonien, l'en-tourage du président français soulid'arriver à un «compromis raisonna-ble», ce qui ne signifie pas que la querelle puisse trouver une solution évoquée par Bill Clintnn d'envoyer des troupes en Macédoine pour assurer le maintien de la paix, l'entourage du chef de l'Etat français a indiqué qu'un tel déploiement, dans le cadre de l'ONU, «ne pourrait pas

« ouverte »

l'université Panteios, pour la remise de son titre de docteur honoris causa, pour révêler - ou confirmer quelques-nnes des raisons qui justi-fient son attachement à la Grèce, et tont particulièrement à la cree, et dieu originel où soet mes réfé-rences», a-t-il dit. « Quelles que soient les variations de la vic politique, il existe comme un ciment, qui lui ne bouge pas, dans les relations entre la Grèce et la France, «t je m'en flatte!», a lancé le chef de

A partir d'une réflexinn sur l'Athènes antique, M. Mitterrand s'est livré à un long éloge de la démocratie, et de la politique elle-même, compiété d'un plaidoyer pour une Europe «ouverte», «avant-poste de la démocratie», qu'il a opposée à

## Une vingtaine de blessés dans un attentat à la voiture piégée à Rome

des dégâts matériels importants, vendredi soir 14 mai, dans un quartier dreit soit 14 ma, eans in qualitation résidentiel de Rome. La déflagration s'est produite vers 21 h 40, via Fauro, dans le quartier Parioli. Elle a éventré un immeuble et fait sauter les debris ont eté projetés sur environ 150 mètres. Deux des blessés se trou-vent dans un état grave. L'objectif de l'attentat pourrait avoir été le présen-tateur de la télévision privée Canale 5, une des chaînes de Silvio Berlusconi, Maurizio Costanzo, animateur d'un programme très suivi, le «Maurizin Costanzo Show», qui e

Un attentat à la voiture piégée a fait notamment de nombreuses cam-fait une vingtaine de blessés, dont deux sérieusement atteints, et causé teur et son chauffeur, suivis d'une pagnes contre la Maña. Le présenta-teur et son chauffeur, suivis d'une voiture d'escorte, venaient de quitter comme chaque soir le Théâtre Parioli, après l'enregistrement de l'émission, quand la déflagration s'est produite, dans la rue même où se les vitres à 500 mètres à la ronde.
Seion les premiers éléments de l'enquête, elle a certainement été provoquée par une voiture piégée, dont les débris out été projetés sur environ 150 mètres. Deux des blessée sa tout exclure, il est encore trop tôts, a-t-il ajouté, à propos de l'hypothèse d'un attentat de la Maña «Il s'ant d'un attentat de très grand impact : faire exploser une volture au cœur d'un quartier de la ville est un acte de forte intimidation.» – (AFP.)

# **EUROPE**

# Le sommet de la CEI à Moscou

# Le projet d'union économique entre les Républiques de l'ex-URSS a du mal à se concrétiser

Le sommet des pays membres de la CEI, consacré à la mise en place d'une union économiqua et monétaire entre ces Républiques issues de l'ex-URSS, a abouti à la mise en place de commissions de coordination techniques, sans toutefois rapprocher sensiblement les partisans de l'accélération et ceux du frainaga da cette Intégration économique.

MOSCOU

de notre correspondant

Même «couronnés de succès», les sommets de la CEI ne foot plus recette. La dernière réonion des chefs d'Etat de l'ex-URSS, vendredi 14 mai, à laquelle ont participé des représentants de dix pays (1), s'est déroulée aussi bien qu'on pouvait l'espérer, avec des résultats eux aussi à la mesure des possibilités. On a signé une solennelle déclaration affirmant la nécessité de créer une affirmant la nécessité de créer une «union économique» entre les pays membres. Boris Eltsine, qui présidait la réuoion, a célébré ce «tournant dans la vie de la Communauté», qui aborde une étape «qualitativement nouvelle». Après quoi il est rapide-ment apparu que tout restait à faire, et en particulier la mise au point, d'ici le mois de juillet des evines. d'ici le mois de juillet, des «vingt-cinq documents» définissant cette union économique. Que le président du Turkméoistan, M. Nizzov, o'avait pas signé, que d'antres avaient accompagné leur signature

pas d'accord sur les mots, le prési-dent ukrainien, Leonid Kravtchouk, ne voulant pas entendre parier d'« union », un terme qui rappelle selon lui, trop de mauvais souvenirs

de réserves. Et qu'on n'était même qu'une déclaration d'intentions, et était vrai que la Russie voulait pas d'accord sur les mots, le prési- que la question de l'adhésion ou pas que la question de l'adhésion ou pas de tel ou tel membre se poserait le a couvenn qu'il y aurait divers degrés d'intégration, selon le choix particulier des Etats et selon qu'ils



Comme toujours, on a constaté que certains « poussaieot », et d'abord le Kazakh Noursoultan Nazarbaev, tandis que d'autres, l'Ukraioe en tête, freinaient. M. Kravtchouk a souligné que le texte signé n'était riea d'autre

essentiels sont restés dissimulés. Un petit coin du voile a tont de même

sion à cette future «union économique» à signer en même temps le pacte de sécurité collective qui lie à pacte de secume collective qui lie à ce jour sept Républiques de l'ex-URSS et où Moscou jone évidem-ment un rôle dirigeant. Le président russe a répondu en substance qu'il était trop tôt pour en parler et qu'on verrait plus tard.

Quelques décisions longtemps attendues concernant les institutions de la CHI ont malgré tout été prises, avec la création d'un «comité exécu-tif», sorte de secrétariat technique de la communauté, et d'un «comité consultatif de coordination», présidé dispurations retenues mootrent
décominations retenues mootrent que ces organes o'auront aucun pou-voir de décision. Pour le reste, on a une fois de plus proclamé l'urgente nécessité de constituer une banque commune destinée à faciliter les règlements entre pays membres : la décision date d'octobre dernier et o'a toujours pas été suivie d'effet.

Le Kirghizstan

hors de la zone rouble

Contrairement aux habitudes, ce sommet, prévu pour la fin du mois, avait été avancé: il s'agissait apparemment de réagir à la décision prise unilatéralement par le Kirghizstan de sortir, de son propre chef et sans avoir consulté ses partenaires, de la zone rouble. Cette petite République d'Asie centrale,

délicate, a longtemps passé pour l'un des partisans les plus zélés de l'intégration économique avec ses partenaires de l'ex-URSS, mais elle a tiré les conséquences d'une situation de plus en plus intenable pour les partenaires de la Russie, entraînés dans la spirale de l'inflation russe, et que Moscou menace de priver de crédits. Depuis le 14 mai, l'usage du rouble est en principe interdit au Kirghizs-tan, au profit do « som », dont la valeur de départ a été fixée à 200 roubles. Ce pays compte sur le Fonds monétaire international pour l'aider dans cette difficile opération. Le FMI in a accordé le 11 mai une allocation de 62 millions de dollars, auxquels s'ajoutent des crédits aux importations de la Banque mon-

diale, du Japon, de la Suisse et des Pays-Bas pour un total de 130 mil-Le pas décisif franchi par les diri-

geants de Bichpek a provoqué un certain émoi, en particulier parmi les autres pays d'Asie centrale ex-soviétique, qui ont pris des mesures de protection, pour éviter que le Kirghizstan ne déverse sur leurs propres marchés les quantités de roubles ainsi récupérées, un risque d'ailleurs limité par les dimensions réduites de

JAN KRAUZE

(1) Russie, Ukraine, Biéloro

#### GÉORGIE

## MM. Eltsine et Chevardnadze sont d'accord pour appeler à un cessez-le-feu en Abkhazie

Le président russe Boris Eltsine et son homologue géorgien Edouard vendredi 14 mai, sur une série de mesures destinées à tenter de mettre un terme au conflit abkhaze, dans l'ouest de la Géorgie.

Les deux dirigeants sont convenus d'appeler à un cessez-le-feu, qui doit entrer en vigueur le 20 mai. Scloo M. Chevardnadze, cité par l'agence russe RIA, le cessez-le-feu

serait suivi du retrait des armements lourds de la zone de conflit et d'une interdiction de survoi de la

L'Abkhazie est depuis neuf mois le théâtre de combats meurtriers entre les forces régulières de Tbilissi. et les rebelles séparatistes. La Géorgie accuse l'armée russe déployée dans la région d'approvisionner les Abkhazes eo armes. — (Reuter, UPL)

# George Soros spéculateur et philanthrope

Ses fondatiuns, il leur coosacre,

dit-il, la majeure partie de son temps et 50 milliuns de dollars par an, auxquels il faut ajuuter, eu 1992, un dun de 100 milliuns de dullars pour aider la recherche scientifique à se relever en Russie, nn dun de 50 millions d'aide de 25 milliuns à la Macédoine. Puur le jeune juif hongrois qu'il

fut, contraint de vivre sous de faux

noms sous l'occupation allemande avant de fuir le enmannisme à dix-sept ans, e'est une fabuleuse revaoene. Lorsque le jeune Soros arrive à Londres en 1947, essentiellement nanti d'nne solide image paternelle, il cherche uo financeune association de la communanté juive qui lui refuse une bourse, il fait de petits boulots, puis, nn jour, se casse une jambe en travaillant sur une voie ferrée. Il saisit l'occasion pour reformuler sa demande noo sans avoir tiré une larme au duquel il s'était offusqué que des juis aient pu refuser de l'aide à l'un des leurs dans le besoin - tou en dissimulant qu'il touche déià de accideot du travail. Cette expé du demandeur est de tirer de l'ar-gent de la fondation et que la tache de la fondation est de se protèger ». Bieo plus tard, à la tête de ses propres fundations, il santa s'en

Il entre à la London School of Economics, où il apprend, bien sûr, les métiers de l'économie et de l'argent, mais aussi se familiarise ovec les théories du philosophe Karl Popper, dont le livre la Société ouverte et ses ennemis est pour lui oue véritable révélation. Après un passage à la City, il part pour l'Amérique en 1956, alors que dans sa ville natale, Budapest, les chars soviétiques écrasent le soulèvement

> La consécration de Wall Street

A Wall Street, il fait son chemin comme analyste financier jusqu'au jour uu, enfin, il saute le pas et passe de l'autre côté: en 1969, il crée son propre fonds d'investissement, le Quantum Fund, enregistré à Curação. Enfin, il va pouvoir gagner de l'argent», une activité oui commence réellement à rapporter gros au début des années 70.

Jamais antant one ces derniers l'un des grands financiers sur les

Kaufman, le «gouroo» de Salo-mun Brothers, Ivan Boesky, le magicien des fusions-acquisitions, ou Elaine Garzarelli, analyste financier de Shearson Lehman Hutton, sacrée vedette du jour an lendemain pour avoir prédit – bien mieux, d'ailleurs, que Soros – le krach d'octobre 1987. Aujourd'hui, e'est au tour de George Soros d'accéder à la notoriété, pour son rôle dans la tempête monétaire de sepgouvernement français ont discute alurs avec lui pour le convaincre de la stabilité du franc. Non sans soccès, visiblement, puisque George Soros affirme avoir « joué un rôle constructif dans la déjense du franc» – « non par civisme, pré-ciset-il, mais parce que c'était mon jugement, que la défense du franc serait couronnée de succès ».

Eo revanche, il affirme o'avoir eu aucun contact avec les respon-sables britanniques pendant cette convaincre de ne pas spéculer con-tre la livre sterliog? Baissant les bras devant la spéculation (le Quantum Fuod avait à lui seul investi 10 milliards de dollars dans la bataille), Londres fut finalement ntrainte d'annoncer le retrait de la livre de système monétaire européen le 16 septembre ao soir.

li v a maintenant un geffet Soros». Apprend-on que le milliardaire s'intéresse aux titres japo-nais? Aussitôt, la hausse du marché nippon s'aecélère. Lorsqu'à Washington il y a deux semaines, le chancelier de l'Echiquier, Normao Lamoot, propose que le Fonds monétaire international d'or pour financer de couveaux crédits aux pays les plus pauvres, oo le soupçonne immédiatement de vouloir se veoger de Soros, pourfendeur de la livre, en espérant secrètement faire chuter ainsi les cours de l'or... Un soupcon que o'est pas loin de partager George Soros: « C'était aussi mon impres-sion», avoue-t-il sans complexe, tout en reconnaissant que l'idée de mettre en vente de l'or do FMI « n'est pas mauvaise »!

Le fioancier américain est très pessimiste sur la conjoncture mondizie, notamment européenne : « Je crois que nous sommes dans une dépression dont il sera difficile de sortir.» Ce jugement le conduit à anticiper une baisse massive des taux d'intérêt en Europe, qui ue s'est toutefois pas concretisée aussi rapidement qu'il l'avait prévu.

Discret jusque-là, l'homme sort Tramp, le roi de l'immobilier newyorkais? Pas de luxe tapageur - ni yachts ui jets privés, quatre mai-



gleterre et les Etats-Unis. Pas de rie privée retentissante - trois enfants d'un premier mariage, un divorce, deux perits garçons d'un second mariage, il y a dix ans avec nue jeune bistorienne de l'art, Susan Weber. La presse populaire toire de houteille de Chatean-Lafitte à 5000 francs scandaleusement gaspillée dans uo iofame goulash, complaisamment révélée par un maître d'hôtel licencié, mais sans vraiment faire mouche. Insen-sible aux courtisans, George Soros se déplace généralement seul, ou accompagné d'un unique collaborateur, eo Concorde, sur des lignes régulières ou, à défaut, en petit avion privé de locatioo. Mais, ait-il, e'est vrai, «il y o un grand changement »: il accepte à présent d'être un personnage médiatique. « J'ai trop réussi dans la finance, explique-t-il candide-ment. Mon fonds d'investissement o connu une croissance de 30, presque 40 % par an. Sur vingt ons, ça donne des résultats fantastiques! Je suis donc devenu reconnu sur les marchés, ce qui o encore accru ma puissance. C'est dangereux car quand on monte très haut, on peut aussi tomber très bas... Mais en même temps, ça me permet de me faire entendre, et j'utilise cette pos-sibilité.»

Ayant atteiot le monde des riches et des puissants, e'est donc sur la grande politique – essentiellement sur sa vision de l'avenir de l'Europe de l'Est et de la Russie que George Soros veut désormais se faire entendre. Il a le grand moment où tout n'y était pas encore joué. Nui ue conteste aujourd'hui, par exemple, le rôle de la fondation Soros en Hongrie, où il s'implante dès 1984, cher-chanl, dit-il, à « provoquer de petites fractures dans le commu-

A Budapest à la fio des années 80, les locaux de la fondation, sur l'uoe des hauteurs de Buda, sont déjà un petit foyer de démocratie, où l'on reocontre autour de micro-ordinateurs, de photocopieuses et de tasses de café finmantes tont ce que la Hongrie compte de gens brillants et indé-peodants, déjà sortis, dans leur tête, do commonisme. En accordant des bourses d'études ou de recherche, en facilitant les contacts culturels, en aidant les publications iudépendantes, la fondation Soros finance en fait l'opposition.

> Les putschs de Moscou

Les fondations de George Soros connaissent des fortunes diverses scion les pays. En Chine, il aban-donne assez vite après s'être fait infiltrer par les services de sécurité. Eo Pologne, il fait oce première tentative avec des intellectuels de tentative avec des intellectuels de Solidarité mais sans grand succès; George Soros en conclut, comme Stefan Batory, coble hongrois deveno roi de Pologne dont la fondation à Varsovie porte le nom, que «l'on peut faire beaucoup pour les Polonais, mais pas-grand chose avec eux»... Unistoire de sa fondation à Mossone e le le carellélation. tion à Moscoo, « très parallèle à l'évolution de lo société russe », commence, elle, en 1987. Sakharov décline l'offre de collaboration de Soros, convaincu que sa fondation va être noyantée par le KGB. « On o commence comme une organisa-tion soviétique, dit Soros. Il nous a fallu deux putschs dans la fondation pour corriger la trajectoire, et cinq ans pour arriver à fonctionner.

Car l'une des clés de la méthode Soros, outre d'éviter les institutions, c'est de confier les fondations à des collaborateurs recrutés sur place, au lieu d'envoyer des Occidentaux. En URSS, se souvient George Soros, a les premiers formaient une clique et ont créé une fondation dans la fondation. Je n'arrivais pas à changer leur façon de travoiller. Alors on a fait un putsch, de l'intérieur, comme au Kremlin: le directeur est arrivé à la réunion comme directeur, il est sorti comme ex-directeur. Puis celui qui avait arrangé le putsch, le conseiller juridique de la fondation, o pris le pouvoir. Il était « politiquement correct » mais il s'est révélé pire dictateur que les précèdents. pire dictateur que les précèdents. Alors au bout d'un an, j'al dû organiser un autre putsch, pendant qu'il était en Amérique... » Prémonition d'un second putsch au Kremlin? Pas plus que les dirigeants occiden-taux, George Soros ne voit d'alternative au président Eltsine, bien qu'il ait « perdu son élan ». Depuis un an, après « un chan-gement révolutionnaire qui me

donne un peu d'espoir pour la Russie », la toodation à enfin reussi quelques programmes, en particu-lier celui consistant à aider le ministère de l'éducation à remplacer tuut l'enseignement du marxisme-léoinisme par celoi des sciences humaioes. Beaucoup repose sur le choix des personnes, pour lequel Soros peut se décider en cinq minotes, sur un instinct, un coup de cœur, une intuition. « Parfols, nous n'avons pas trouvé le contact, dit-il. Par exemple en Lituanie nous avons fait du très bon travail, pas en Lettonie. Quand je dis « nous », en réalité c'est mol : au départ, il faut un contact person-nel. » Une fois qo'il a choisi, il fait tutalement confiance, y compris sur l'argent. L'utilisation des fonds est décidée sur place, par chacune des fondations, et une copie des comptes eavoyés à New-York. «Il responsabilise les gens en Europe de l'Est», relève Sandra Pralong, qui dirige la fondation Soros en Rou-

En Pologne, George Soros a su écouter, puis changer d'avis : « J'ai essayé d'introduire la formule qui essaye d'introduire la formule qui avait réussi en Hongrie. Mais sur place les gens ont résisté, ils avaient une autre conception. Or c'est eux qui avaient raison. » La fondation Stefan Batory est à présent le fleu-ron des fondations Soros.

Bête noire

de l'extrême droite hongroise Pourtant pour George Soros, l'age d'or des fondations, celui « du bon vieux temps des soclétés fer-mées », est terminé. L'avènement de nouveaux régimes l'a placé face à des difficultés inattendues. A Bodapest, il est deveou la bête coire des monvements d'extrême droite, aux yeux desquels il incarne tout ce qu'ils détestent : il est juif, riche et étranger. Nummément attaqué dans des pampblets l'an dernier par les ténors de la droite hongroise, Istvan Csurka et Gyula Zacsek, il proteste auprès do premier ministre, Jozsef Antall, avec legnel ses relations se dégradent.

En Slovaquie et en Ronmanie, les milieux nationalistes l'accusent d'être un « agent hongrois ». Mais la pire déconvenue lui est infligée à Prague, où il a installé son projet le plus cher, l'Université d'Europe

centrale: le premier ministre tchè-que, Vaclav Klaus, «qui n'est pas mon meilleur ami, relève-t-il avec pn sourire un peu forcé, est un adepte du marché libre, très dogmatique, qui veut devenir membre de la CEE et tourner le dos à l'Europe de l'Ests. N'ayant que faire d'une université qui l'anere dans un ensemble dont il cherche à sortir, M. Klaus a donc dénonce l'arran-gement conclu entre ses prédécesseurs au gouvernement, proches de Vaciav Havel, et M. Soros, d'au-tant plus facilement que, reconnaît ce dernier, «l'arrangement était faible car mes amis là-bas, les mais démocrates, sont très faibles l». A la suite de cette « très pénible » aventure, George Soros à décidé de plier bagages et de rapatrier l'Uni-versité à Bodapest dans les deux ans. A Prague, wie ne vois na l'énergie sur laquelle je pourrais m'appuyer. Je me sens de trop. Klaus veut poursuivre ses intérêts étroits, mol j'ai une conception plus large de mes intérêts : vivre dans un monde de sociétés ouvertes».

L'impituyable spéculateur de Wall Street se serait-il donc méta-morphosé en saint George? Intellectuel frustré - les longs chapitres tbéoriques de suo livre l'attestent, - George Soros trouve indubitablement son compte dans la philantropic. « Mon engagement en Europe de l'Est o transformé ma vie, écrit-il. Pendant la révolution, mon propre rôle a largement dépassé le cadre de mes fondations. Je suis devenu une sorte d'homme d'Etat sans Etat. Ce rôle me plast. J'ai beaucoup d'estime pour mon personnage, à la fois d'un point de vue subjectif et objectif. Objectivement, je travaille pour le bien de l'humanité » C'est l'image, affirment des gens qui le connaissent bien, qu'il voudrait laisser à la pos-térité. Il est devenu aussi disert sur cette partie de son activité que lui et ses collaborateurs du Quantum Fund restent secrets sur leurs fonds d'investissement, refusant souvent de recevoir les représentants des plus prestigieuses publications financières anglo-saxonnes.

Redoutant que le nationaliste Milosevic ne fasse des émules, Soros met en garde les dirigeants est-européens contre le phénomène « nadi » (acronyme de « national dictatorship ») qu'il voit s'installer, cà et là, dans le lit du communisme. Au passage, il demande à la CEE de se servir des « moyens de pression dont elle dispose »,
e'est-à-dire de l'aide, pour
cootraindre les oonveaux régimes
de l'Est à respecter toutes les règles démocratiques, par exemple loss-que « le gouvernement hongrois ins-titue un véritable monopole des médias audiovisuels ». Malheureusement pour lui, car il en tire de toute évidence une certaine amer-tume, les grands de ce monde ne font guère de cas des visions politiques de George Soros.

SYLVIE KAUFFMANN FRANÇOISE LAZARE et YVES-MICHEL RIOLS

en naga

# Canada: un entretien avec le premier ministre

« Un chef de gouvernement peut être soit populaire, soit efficace, mais pas les deux à la fois », nous déclare M. Mulroney

Brian Mulroney, qui abandonne le 1ª juillet prochain ses fonctions de premier ministre du Canada. qu'il occupe depuis 1984, vient d'effectuer une visite officielle de deux jours à Paris, au cours de laquelle il e été notamment recu par M. Mitterrand at M. Balladur. Avant de rentrer vendredi 14 mai à Ottawa, M. Muironay nous a accordé un entretien eu coura duquel il e fait la bilan da son action en insistant sur la nécessité. pour un chef de gouvernement, de prendra des mesures souvent impopulaires.

« Vous étiez, il y a quelques jours, à Moseou. Etes-vous toujours aussi convalncu de la nécessité pour les Occidentaux d'aider la Russie de Boris Ett-

- J'en suis convaincu, J'ai trouvé Boris Elisine en grande forme après le référendum, ce qui o était pas le cas à ootre dernière rencootre à Veocouver, au sommet avec Bill Clintoo: il était épuisé et quelque peu découragé, car les problèmes à ce moment-là paraissaient iosormontables. Je l'ai retrouvé confiant, vigoureux, prêt à agir, d'abord au niveau constitutionnel, eo niveau des changements de structures du gouvernement, tels que le renvoi du vice-président. Mais le défi économique demeure entier pour lui. La transformation de l'économie en un instrument moderne de production peut prendre non pas des mois ou des années, mais des décennies... D'abord, seuls les Russes peoveot sauver la Russie. Il va falloir qu'il contique à jouer soo rôle de rassembleur et qu'il conserve toute sa crédibilité. Ensuite, il faudra que le G7 et les autres pays développés maintiennent leur aide, proposition à laquelle le Canada adhère. Notre aide financière est la deuxième des pays do G7 per capita, précédée sculement par celle de l'Allemagne.

» Les engagements pris à Londres en 1994 o'ont pas été respectés iotégralement par le G7. Cette fois-ci, il y a une promesse formelle qui sera entérinée à Tokyo dans quelques semaines, et il est absolu-ment indispensable que tout cela soit effectivement livré entre les mains du gouvernement russe, dans les meilleurs délais. Il en a grandoment besoin.

» Comparons les promesses faites par le G7: aides directes, garanties bancaires, garanties d'emprunts, et le montant récliement remis. Vous verrez qu'il y e une marge impor-tante entre les deux. Boris Eltsine rentre chez lui en disant : mes collè-gues du G7 ont tellement confiance co moi qu'ils m'ont promis 43 milliards de dollars. Le problème est que six mois plus tard ses adver-saires lui demandent: où soot ces 43 milliards? Si le G7 s'engage à fournir 50 milliards, il doit livrer

» Je ferai ooe parenthèse : e'est comme pour les Natioos unies. A Theure actuelle, sur 181 pays mem-bres, il y en a 41 seulement qui ont payé leur cotisation annuelle, ainsi que les cotisations spéciales pour les forces de maiotieo de la paix. M. Boutros-Ghali est obligé de pas-ser son temps à aller quêter de l'argent auprès des pays riches pour payer les ioterventions do Conseil de sécurité. Chaque aooée, le le janvier, l'ambassadeur canadico aux Nations unies remet un chèque pour payer à l'avance toutes nos cotisations. Je pense que e'est une bonne formule pour oos engage-

- Etes-vous favorable à la création d'une force permanente des Nations unles qui serait dis-ponible à tout instant pour intervenir dene des missions de maintien de la paix?

 Cest une possibilité. Je ne l'exclus pas du tout, mais imaginez les problèmes financiers que cela poserait aux Nations unies. Ils ont un rait aux Nations unies. Its ont un déficit, dans ce domaine, de 2,7 miliards de dollars, et ils n'ont pas le pouvoir de récupérer les fonds qui leur sont dus. Il se peur qu'on décide d'avoir de nouvelles dispositions qui permettraient la présence dans les pays membres de troupes affectées exclusivement aux Nations unies, sous le contrôle du secrétaire général. Ce n'est pas une proposition qui nous effraie et nous serions prèts à collaborer dans ce sens-là.

- Précisément, des soldats canadiens se trouvent actuellement dans l'ex-Yougoslavie, sous le casque bleu des Nations unies. Est-ce que vous pensez qu'il facult intervenir militairement en Paris

राष्ट्र केल अन्य कामकारमा राष्ट्र रहे अर्थ । १००० व



lution actuelle co vertu de lamelle les troupes françaises et caoadiennes sont sur le terrain, en exé-eution d'un mandat des Nations eutioo d'un mandat des Nations uoies. Aujoord'hui, il y a 5 000 Français et 2 500 Canadiens. Actuellement, nous sommes proté-gés par la force morale des Nations unies. Nous sommes à l'abri d'une attaque parce que oons sommes la pour maintenir la paix. Si oous changeons ce mandat pour les Fran-cais, les Canadiens et les Britanni-ques, il faut sollieiter auprès du Conseil de sécurité une oouvelle résolution qui oous permettrait eotre autres de rapatrier oos troupes qui sont dans l'ancienoe Yougoslavie. Nous oe sommes pas hostiles à l'utilisation de la force, mais nous sommes dejà sur le ter-rain. Il y a des ressortissants fran-cie et canadiene qui penuent être cais et canadiens qui peuvent être tués sur-le-champ s'il y a un conflit entre ces résolutions.

Le Canada a décidé de rapatrier toutes ses troupes d'Europe. Ce geste est passé un peu inaparçu. Quel sens lui donnez-

- L'OTAN è perdo son adver-saire. Il est génant d'entretenir une armée pour repousser un adversaire qui o'est piùs là. Mais on n'a pas abandoooe l'Europe pour autaot. Nous étions les premiers à être présents en Yougoslavie. Le Canada s'engage plus efficacement envers l'Europe en ayant des soldats dans l'ex-Yougoslavie aujourd'hui, plutôt qu'en ayant des soldats oisifs dans le sud de l'Allemagne, atteodant une confrontation qui ne viendrai pas. Je pense que e'est une décision stratégique importante, mais qui o'affecte en rico notre engagement fondamental envers l'Europe.

#### La francophonie expliquée aux Américains

- Le triengle Paris-Ottawa-Québec ne fait plus guère perler de lui. A votre avis, le querelle est-elle définitivement enterrée? - Entre Paris et Ottawa, oous avons maiotenant les relations les plus fécondes et les plus respec-tueuses. Nous sommes très fiers de cette réussite. Le geste politique de 1984, posé par mon gouvernement à l'occasion de la première viaite en Amérique du premier ministre Laurent Fabius, a permis l'organisation de sommets de la francophonie. Ces sommets sont devenus d'extraordinaires instruments pour l'épanouis-semement du fait français à travers le monde. La France et le Canada, les deux plus grands pays franco-phones au monde et les deux plus riebes, soutiennent financièrement grosso modo l'opération. Et cos relations au oiveau international oot une graode valeur pour mon gouvernement. Pen ai longuement parlé aux présidents Reagan, Bush

- Les Américains vous comprennant-ils quand vous laur expliquez cela?

- J'ai dit récemment à M. Clintoo: il faut que vous compreniez que le président de la République française a deux responsabilités. Il a d'abord celle de diriger la France, mais il a, en outre, une responsabilité descriptionale rour la promolité internationale pour la promo-tion du français à travers le monde. Et nous, les anglophooes, avons parfois tendance à considérer cela comme de la petite bière! Mais si cette responsabilité n'est pas accep-tée par le président de la Républi-que, il faillit à sa tâche. Cest pourquoi vous voyez le président de la République française, dans cer-taines occasions, exiger le respect de la langue et de la culture françaises. Certaius trouvent cela ennuyeux, prétentieux, Moi je dis : non, ce o'est pas cela du tout. Le Canada - Il y a deux propositions com-plètement différentes et peut-être incompatibles. Nous avons la résodossier, très heureux de ses rela-tions avec M. Mitterrand et son premier ministre, M. Ballacur. Des relations privilégiées existent et vont continner d'exister. Les chi-canes de tapis rouges et de dra-peaux, c'est du folklore, du passé.

- Vous avez évoqué, au cours da votre visité à Paris, cette pomme de discorde qui subsiste entre la France et le Cenada, à savoir le problème des pêches. Ca dossier va-t-il finir par sa régier en bonne entente?

- Le problème est le suivant : il ne reste plus de poissons. Est-ce la faute des Russes, celle des Espa-gnols ou celle des Terre-Neuviens? Qui le sait? En tout cas, il o'en reste plus pour personne. Nous pre-nons maintenant des mesures de conservation et oons essayoos de reconstituer ce stock fabuleux qui a courri une partie importante de l'Europe depuis quatre cents ans. Nous le faisons avec l'aide de la Communauté. Mais je recoonaia qu'il y a un problème particulier en qu'il y a im problème particuler en ce qui concerne Saint-Pierre-et-Mi-quelon. Certaines suggestions oot été faites par le premier ministre Balladur. Nous allons les examiner

#### Une opinion publique injuste?

- Vous ellaz quittar votre poste da premier ministre du Canada le 1- juillet après l'avoir occupé pendant neut ens. Neuf ennées pendant lesquelles on e eouvent dit au Canada et à l'étrangar que vous étiez le emal-aimé » de la politique canadienne. Avez-vous l'impression qua l'opinion publique a été injuste envers vous?

- Pai au contraire connu les sommets de la popularité: 63 % des de beaucoup, le meilleur des pre-miers ministres qu'ils aient jamais vus. C'était au début de mon premler mandat et je o'avais encore rien-fait... Et lorsque j'ai commence-à prendre des décisions difficiles, petit à petit, j'ai pertin de la popu-larité. Je pense que de oos jours no chef de gouvernement peut être soit populaire, soit efficace, mais pas les deux à la fois. Les problèmes sont trop complexes, ceux dont oo hérite pesent trop lourd.

»Le jour où j'ai prêté serment, pour chaque dollar reçu en impôts, e gouvernement canadien versait dollar et 33 cents aux contribuables canadiens. Qu'est-ce que cela veut dire? La dette nationale, sous moo prédécesseur (NDLR : Pierre Elliott Trudeou), a été multipliée par onzel Le déficit, inexistant le jour où il a pris ses fonctions, était le plus élevé du monde occidental le jour de sa démission : 39 mil-liards de dollars canadiens. La progression dans les dépenses sociales a été de 14 % chaque année pendant quinze ans, sans aucune augmenta-tion de la productivité. Au lien d'acheter des points de popularité à coups de milliards empruntés, comme mon prédécesseur avait fait, j'ai décidé de gérer avec une certaine rigueur.

» Quelles eo soot les cooséquences aujourd'hui? Notre taux d'inflation sera de 1,9 % pour 1993, le plus bas des grands pays dn monde, et de 1,5 % l'année prochaine. Notre taux de croissance, cette année, sera de 3,3 %. Les taux d'intérêt tournent autour de 6,5 %, le plus bas niveau depuis vingt ans. Et le taux de croissance des dépenses gouvernementales a été ramené à 2 % cette année. On a ramené à 2 % cette année. On a privatisé vingt-trois sociétés en éliminant 90 000 postes an niveao fédéral, on a «dégraissé» l'appareil, on a supprimé des subventions. En outre – et e'est pour moi le plus importaot, – notre productivité nationale cette année s'est amélionationale cette année s'est amélio-rée de 2,8 %. Nous sommes sur la voie d'une relance spectaculaire et durable. Pourquoi? Parce que nous sommes devenus compétiols. Choi-sir entre popularité et courage, tel est le dilemme. Fai été très aimé, très populaire, tant que je o'avais pas réformé la fisculité, que je o'avais pas mis en vigneur la TVA, le traité de libre-échange avec les Etats-Unis, pais signé celui avec le Etats-Unis, puis signé celui avec le

Mexicue. » On choisit de faire de la politi-que pour quoi faire? Pour éviter de prendre des décisions, pour être populaire? Si vous voulez être populaire, faites-vons élire marguil-lier de paroisse!

» Je crois que j'ai été très bien traité. Lors de ma première élec-tion, en 1984, mon parti a rem-porté 211 sièges de députés, le chif-fre le plus imposant de l'histoire du Canada. On e dit eprès cela que

j'étais fini. Quatre ans plus tard, j'ai remporté 171 sièges, un ocoveau goovernement majoritaire. En treote-cioq ans, accun premier ministre n'avait remporté deux majorités successives. Et je suis le premier chef de gouvernement conservateur à l'avoir fait depuis 1891. Je oe peux pas me plaindre!

- Pensez-vous que le dossier constitutionnel ait été un fecteur aggravent dans votre impopula-rité? Nous savons que vous vous êtes bettu pour faire passer l'ac-cord du lec Meech et celui de Charlottetown. L'art du compromis, disiez-vous, est une tradi-tion canadienne. Croyez-vous qu'un compromis soit encore possible après vous?

Oni, je le pense. Mais cela dépend de la façon dont vous envi-sagez vos responsabilités. Il n'est pas difficile pour un premier minis-tre canadien de formuler des propo-sitions constitutionnelles qui fassent l'affaire de convergement fédéral et l'affaire do gouvernement fédéral et des oeuf provinces anglaises et de imposer au pays, sans le Québec. C'est ce que mon prédécesseur a fait. Ses propositions constitution-nelles ont été rejetées par l'Assem-blée oationale du Québec et repous-sées par les Québécois

» Moi, je pense que des proposi-tions constitutionnelles doiveot refléter la réalité canadieune, y compris bien entendu la réalité francophone, et la réalité quèbé-coise. A deux occasions, Jai obtenu l'unanimité, la signature des pre-miers ministres provinciaux sur un document constitutionnel. Pour l'accord du lac Meech, à la toute dernière minute, un des premiers ministres e décidé de oc pas le soumettre à un vote, comme il était cooveno. Quel était donc moo devoir de premier ministre? D'unposer un vote à Terre-Neove on ailleurs? Je oe le peose pas. Le projet de Charlottetown e lui aussi quatre associations amérindiennes et les deux gouvernements territo-riaux. Loio d'être parfait, ce docuvision du Canada.

» Noos avoos des gens au Canada qui persisteot à vouloir atteindre la perfection. Moi, tout ce que j'ai pu offrir, e'est cette unani-mité, reflet d'un réalisme politique respectueux des traditions les plus nobles de mon pays. Ce projet a été soumis à référendum et rejeté. Le tour est venu à un autre ou une autre, venant peut-être d'une autre province, de trouver une formule qui suscitera l'enthousiasme des Canadiens Canadiens qui suscitera l'enthousiasme des Canadiens. Ce que j'avais à faire, je l'ai fait, et l'histoire me jugera. l'ai rempli mes devoirs de premier ministre engagé. Oui, j'ai été atta-qué et j'en ai payé le prix. Je suis en bonne compagnie: John Major, Helmut Kohl, Margaret Thatcher, George Bush, nous sommes tous George Bush, nous sommes tous mal simés...

#### Une lettre de Pierre Bérégovoy

- Vous avez reçu une lettre de Pierre Bérégovoy écrite la veille de sa mort. Est-ce que vous pou-vez nous dire ce qu'alle conte-neit? Et ce que cela vous a ins-

- Après la défaite de la gauche l'avais écrit à Pierre Bérégovoy, que je connaissais depuis dix ans et que je connaissais depuis dix ans et que j'aimais bien, pour lui dire qu'il avait fait un excellent travail dans les circonstances les plus difficiles. Le jour de son décès, je me trouvais à New-York, et l'ambassade du Canada à Paris m'avise que la veille j'avais reçu une réponse de la main de Pierre Bérégovoy. On me l'a remise le lendemain à New-York II y parisit de notre amitié. York Il y parisit de notre amitié de nos relations et de ce que j'a cru comprendre être la responsabi-lité personnelle qu'il portait sur ses épaules dans la situation économi-que difficile que traversait la France. Il mentionnait surtout le chômage. La situation de l'emploi le troublait profondément.

» Je vois maintenant à quel point il portait, à tort, je pense, complète-ment à tort, sur ses seules épaules cette responsabilité. J'ai été très touché, j'en ai parlé an président de la République, je lui ai même mon-tré la lettre hier à l'Elysée, et il était particulièrement étnu. Mais, d'autre part, je pense qu'il était peut-être heureux de voir cette lettre, une des demières sans doute sinon la derdernières sans doute, sinon la der-nière, de Pierre Bérégovoy.»

> Propos racueillis per DOMINIQUE DHOMBRES

# **AFRIQUE**

AFRIQUE DU SUD

## Le mouvement de Nelson Mandela veut discuter avec l'extrême droite

Le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, inquiet de l'iofluence croissante de l'extrême droite, a indiqué, ven-dredi 14 mai, qu'il allait immédiatement tenter de rencontrer les dirigeants extrémistes. Les pourparlers auront pour but de « trouver une solution pacifique » aux pro-blèmes du pays, a déclaré le mou-vement, au terme d'une réunion de trois jours dans no lieu tenu secret.

L'ANC a souligné qu'il était per-L'ANC a souligné qu'il était par-ticulièrement préoccupé par la for-mation, le 7 mai, du Front du peu-ple afrikaner (AVU, extrème droite). Dirigé par un comité d'an-ciens généraux de l'armée et de la police, l'AVU regroupe des mouve-ments oéonazis, des partis politiques et des syndicats hlancs. « Lo rhétorique d'extrême droite o trouvé un écho auprès de nombreux Blancs qui craignent les changements et sont soumis à des pressions écono-migues sévères en conséquence de lo récession... Un racisme belliqueux

offre pas de solution réelle oux

problèmes de ces gens », estime l'ANC, qui se déclare coovaincu qu'« une solution pacifique, dans les Intérêts de tous les Sud-Africains, peut être trouvée par les négocia-tions ».

Par ailleurs, le procureur général du homeland «indépendant» du Ciskei s'apprête à poursuivre 70 militaires, pour le massacre de 28 manifestants de l'ANC, tués lors d'une marche sur Bisho, le 7 septembre dernier. Les soldats du Ciskei avaient ouvert le feu à l'arme automatique aur une foule d'envi-ron 80 000 manifestants de l'ANC. — (AFP.)

45 morts dans une mine de char bon. - Quarante-cinq corps ont été retirés de la mine de charbon de Middelhurg, au sud de Johanoesburg, où un eoop de grisou s'est produit jeudi 13 mai, a annoncé, vendredi, la radio sud-africaioe, en soulignant que huit mioeurs étaient toujours portés manquants. — (AFP.)

Petit-fils du fondateur de l'apartheid

## Wilhelm Verwoerd en campagne pour l'ANC

LE CAP

de notre envoyé spécial

Plusieurs centaines de Noirs, de métis at de Blancs, réunis. jeudi 13 mai, à Perow, petite ville des faubourgs du Cap, ont applaudi, debout, le nom de Verwoerd. Cet hommage n'était pas destiné à Handrik Verwoard, grand erchitecta de l'eparthaid et anclen premiar ministra essassiné en 1966, mais à son petit-fils, Wilhelm, vingt-neuf ans, professaur da sité da Stellenbosch. Militant de l'ANC dapuis un an la Monde du 8 evril). Wilhelm Varwoerd participait à sa première réunion

La gorge nouée par l'émotion, il a retracé son parcoure de jeuna héritier de la grande tribu blanche. Répondant au préaldent De Klerk qui s'axcusalt, il y e peu, pour les dommages cau-sés par l'aparthaid, Wilhelm Verwoerd e eu les mots que le chaf da l'Etat n'avait pas su trouvar: « Ca fut une injustice

faite à des millions d'hommes qu'il faut aujourd'hui réparer. »

A Parow, l'ANC e lancé sa cempegne de eéduction en direction d'une communeuté blanche effrayée par la violence et angoisséa per un evanir ineartain. Depuie longtemps déjà, Nelson Mendele pressait las Blanes de ne pas quittar l'Afrique du Sud et leur demandait d'assumer leur rôle dens la transformation du pays, Dans la petite cité blenche, les orateurs de l'ANC ae aont axpriméa an efrikaans at, pour la pramièra fois, Qua Diau aauve l'Afrique, l'hymna des mouvamants da libéradon noirs, fut chanté dans la langue des Afrikaners et non pas en xhosa ou en zoulou.

A l'extérieur de la salla où se tenait la réunion, la trantaine da militants néonazia du Mouvemant da résistanca afrikanar (AWB), boueha pincéa at épaules basses, n'est pas revenue da cetta outrecuidence.

**GEORGES MARION** 

#### EN BREF CENTRAFRIQUE: oouvelle

candidature à l'élection présidentielle. - Jeanne-Marie Ruth Rolland, einquante-six ans, présidente du Parti républicain centrafricain (PRC), a annoncé, jeudi 13 mai, sa candidature à l'élection présidentielle du 17 octobre prochain. Ministre de la santé, des affaires sociales, de la condition féminine et de la solidarité nationale, elle devient ainsi le septième candidat déclaré à l'élection présidentielle. Seule femme candidate à ce scrutin, elle a justifié sa décision par le fait qu'elle avait « toujours œuvré pour les plus pauvres et les plus démunis». Ses activités dans l'opposition l'avait conduite en prison pour cinq ans, an début du régime de l'actuel chef de l'Etat, le général André Kolingba. ~ (AFP.)

□ ÉTATS-UNIS : quarante aus de prison pour un bonnue recount con-pable d'un viol avec préservatif. — Un Américain âgé de vingt-huit ans a été condamné veodredi 14 mai à quarante ans de prison, avec une période de sûreté de dix ans, pour un viol qu'il niait, affirmant que sa victime était consen-tante puisqu'elle fui avait demandé d'atiliser un préservatif. Joel Val-dez a été condamné à Austin (Texas) par un jury composé de huit femmes et quatre hommes. Sa victime, Elisabeth Wilson, a remercié le jury. Joel Valdez l'avait violée sous la menace d'un couteau, et elle lui avait demandé de mettre un préservatif, par crainte du sida. - (AP. Reuter.)

D MALI: no chef rebelle towareg renonce aux armes. - Le chef rebelle Rhissa Ag Sidi Mohamed a annoncé, jeudi 13 mai, à Bamako qu'il o'était « plus question de reprendre les armes» sauf en cas de oécessité absolue. Dernier de le chef de la contra del contra de la contra del contra de la contra del contra de la contra de la contra de la contra del contra de la contra de la contra de la contra de la contra del contra de la contra de la con rebelle touareg à avoir rallié le pacte national signé en avril 1992 entre le gonvernement malien et Carlo Andres Perez dans une les Mouvements et Fronts unifiés affaire de détournement de fonds et MARTINE JACOT de l'Azawad (MFUA), Rhissa Ag e publics. - (Reuter.)

dit qu'il déscodrait désormais ses droits dans le cadre d'on parti. Secrétaire géoéral du Front popu-laire de libération de l'Azawad (FPLA), il a ejouté que le congrès extraordinaire de son mouvement se tiendrait en juin, dans la région de Gao, dans le nord du Mali. -(Reuter.)

□ MEXIQUE : un mort et plus de cent blessés dans des affrontements entre étudiants de tendances politi-ques opposées. – Des affrontements qui ont eu lieu dans la nnit dn. jeudi 13 au vendredi 14 mai entre étudiants de teodances politiques opposées pour le contrôle de l'École d'études supérieures d'agriculture de Ciudad-Juarez, dans le nord du Mexique, près de la frontiére avec les Etats-Unis, ont fait un mort, plus de cent blessés, dont vingt-quatre par balles, et abouti à deux cents arrestations. - (AFP.)

NIGER : un nouveau président pour l'Assemblée. – Le candidat de la majorité, Moumouni Adamou Djermakoye, a été élu, veodredi 14 mai, président de l'Assemblée nationale du Niger. Les cinquante députés de la majorité ont voté pour lui, tandis que les trente-trois eius de l'opposition, qui n'avait pas présecté de candidat, c'oot pas participé au vote. Colonel à la retraite, M. Djermakoye avait déjà été élu le mois dernier à ce poste mais la Cour suprême avait annulé l'élection après le dépôt d'une plainte par l'opposition. - (AFP.)

□ VENEZUELA : l'état d'urgence décrété à Caracas. - Les autorités vénézuélienoes oot décrété veo-dredi 14 mai l'état d'urgence dans la espitale, Caracas, pour juguler les mouvements de violence qui se sont multipliés à l'approche d'une décision de la Cour suprême sur la culpabilité éventuelle du président

## Le Parti socialiste conserve la majorité absolue

Le Parti socialiste (PS) du président Abdou Diouf a conservé la majorité absolue à l'Assemblée nationale, avec 84 députés sur 120, mais eo e perdu 19, e accocé. vendredi 14 mai, à Dakar, le président de la commission nationale de recensement des votes en publiant les résultets des élections législatives du 9 mai. Le Parti démocratique sénégalais (PDS), principale formation de l'opposition, a obtenu 27 sièges, soit un gain de 10 députés par impport à 1988.

Quetre autres formations ou coalitions de partis foot, pour la première fois, leur eotrée à l'Assemblée nationale en se partageant les 9 sièges restants. Il s'agit de la Ligue démocratique (3 députés); de la coalitioo «Japoo» (3), qui regroope le Parti africaio pour la démocratie et le socialisme (PADS), la Convention des démocrates et patriotes, le Rassemble-meot oationel démocretique (RND) et des représentants de le société civile; du Parti africain de l'indépendance et do traveil (2); et de l'Ucioo démocratique sécéga-laise-Rénovation (1). L'Assemblée nationale sortante était composée de 103 députés PS et 17 PDS. Le taux de participation e été de 40,74 %, contre 51,46 % lors de

l'électioo présidentielle le 21 février.

Les résultats coofirment la tendance enregistrée au lendemain du scrutin présidentiel : maiotien du PS ao pouvoir mais evec une sensible érosioo, poussée de l'opposi-tion, principalement du PDS. – (AFP, Reuter.)

D Protestations après l'agressien do correspondant de RFI, - Les organisations professionnelles de la se - africaines et ioternationales - ont exprimé «énergique-ment» vendredi 14 mai, leur indiments vendred l'a ma, tell' indi-gnation à la suite de l'agression, la veille, du correspondant de Radio France ioternationale (RFI), Nico-las Balique, par des militaots du Parti démocratique séoégaleis. L'agressioo est surveoue près do domicile do secrétaire géoéral du PDS, Abdoulaye Wade. Le correspoodant de RFI, qui veneit de s'entretenir avec le dingeant d'opposition, a été frappé par des militants du parti ao visage et au ventre. Il dit o'svoir de son salut qu'à sa fuite et précise que sa voiture, qui contenait divers objets person-cels doot soo metériel de repor-tage, a été brûlée. ~ (Reuler.)

ANGOLA: reprise des pourparlers à Abidjan

#### Le gouvernement et l'UNITA sont toujours en profond désaccord

PROBLÈME Nº 6040

HORIZONTALEMENT

Constituerait un sérieux handicap sur un champ de courses, L'avocat le trouve souvent dans sa manche. – II. Est victime d'une affection dont

il ne saurait rougir. Présente un caractère pointu ainsi qu'un eccent aigu.

AII

de XII

jeunes vertébrés. Un xv bian... feit n'est

Prépoeltion. — XIII VII. Nourrit de trae XIV

VIII [

Après plus d'uoe semaioe d'ioterruption, les oégociations ont finalement repris à Abidjan, vendredi 14 mal, dans un climet de grande tension. L'Union nationale pour l'iodépendance totale de l'Angola (UNITA) a «radicalisé ses positions », et cela pourrait conduire à «la rupture», a estimé le général Higioo Carneiro, chef de la délégatioo gouvernementale à l'issue de la première séance d'entretieos au cours de laquelle l'UNITA e réitéré son refus d'évacuer les villes qu'elle contrôle.

En ouvraot la séance plénière, la (AFP, Reuler, UPI.)

à certeine êtres une

apparence cyclo-

péenne. Pratiquee.

D'un auxilieire. -

IV. Homme de let-

tres. Ville de la Haute

Egypte. Agent de

trenemiesions. -

V. Telle une nature

dee vertus désalté-

rantes. - VI. Tele

dee euteurs capti-

vants ou diffue. Est

eouvent perée de plumee d'eutruche.

jamaje perdu. -

VIII. Abréviation, Incident fâcheux.

- IX. Remercie l'amphitryon musul-

man. Obligent à faire preuve d'une

viaire. - X. Ancien titre honorifique. Fut erdente, à Pompéi. Base

raires. - XI. Conserva see dessous

jusqu'à ca que son mari eit pris le

deeeus. Fut pendant longtempe unique en son genre. – XII. Pro-nom. Article. En dieparaiesant, il

immortalisa une mer. – XIII. Une

fonction tràe bien securée par

Cyrano. Sont plus que buvables. -

XIV. Administra un somnifère.

Dérèglement d'un précieux régula-

teur. - XV. Pression due à l'attrac-

tion des corps. Peut être lié à un

VERTICAL EMENT

1. Il e envie d'en finir au plus vite.

Uns beauté à ravir. - 2. Orifice. Trou pas cher. - 3. Fin de parti-

vec mesure. - 4. Affection

bénigne. Un homme qui compte

pagnon. Lui. Abréviation marginale.

Ne touche pas toujours l'oreille

flotte aérienne. Est en pasee de

trouver la bonne voix. Fait le suc-

cès de plus d'un derby. - 7. On

peut y trouver uns place, mais

aucun débouché. Conseiller techni-

sans dépenser. - 5. Eventuel com-

cipe. Idylle. Ne peut e'utilis

représentante des Nations unies, Mergaret Anstee, qui préside la réucioo, avait souligné, que les pourparlers étaient entrés « dans leur phase la plus cruciale». «L'attente est immense en Angola, en Cote-d'Ivoire, mais aussi dans la communauté internationale », avait-elle déclaré. A New-York, le Cooseil de sécurité s'est déclaré « profondément préoccupé » par le situation en Angola et a exprimé le souhait de voir les oégociations

d'Abidjan aboutir à une conclusion

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

que dans le prêt-à-porter. - 8. Cel-

lule de nonnette. Lieu de passage. Interjection. - 9. Plus pensif qu'ex-

pressif. On y danse la sardane.

10. Incroyent. Boucles et lecets

ornant une botte. - 11. Pièce

charme. Annonce une explication. - 12. Refroidir. Dont la prudence a

théoriquement doublé. -

13. Exprime un manque de consi-

dération. Degré. Quelque chose de révoltant. Feu follet. - 14. Protec-

teur des mineure. Conjonction.

15. C'est tout l'éclat qu'on peut

ettendre dae cruchee. Champ de

Solution du problème nº 6039

Horizontalement

III. Gingembre. - IV. Edéa. Péon. -V. Ré. Chien. - VI. Peur. EV. -

VII. Pé. Marée. - VIII. Marie. -

IX. Oil. Rouse. - X. Tee. Ultra. -

Verticalement

Psīsn. - 3. Urne. Perles. -4. Sagace. - 5. Osé. Humérus. -

6. Lempire. Olé I - 7. Eubéa.

Route. - 8. Erronée. Ers. - 9. Sen.

GUY BROUTY

1. Mégèrs. Motu. - 2. Acide.

Mausolée. - II. Ecreseure. -

manœuvres. Pigeonné.

# **ASIE**

CAMBODGE: malgré la menace des Khmers rouges

# La campagne électorale bat son plein

Deux personnalités, Hun Sen, premier ministre à Phnom-Penh depuis 1985, et le prince Norodom Ranariddh, l'un des fils du prince Sihanouk, émergent dans fa rude bataille en cours pour les slections qui aeront organisées du 23 au 28 mai.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Ils sont deux à tenir la vedette : Ils sont deux à tenir la vedette :
Hun Seo et le prioce Ranariddh.
Hun Sen est la locomotive du PPC,
le Parti du peuple cambodgien, qui
cootrôle l'admioistratioo et les
forces armées do régime de PhnomPenh. Le prince est le président du
FUNCINPEC, oo mouvement
fondé à Pyongyang en 1981 par son
père. Les deux hommes appartienneot à la même génératioo (quarante-deux ans pour le premier,
quarante-neuf pour le second). Bons
orateurs, ils tiennent l'un et l'autre
de longs discours sans notes. La de longs discours sans notes. La comparaison s'arrête là.

comparaison s'arrête la.

Par ses mimiques, ses iotonations, sa silhouette, sa façon de graticuler et uoe forte ressemblance physique, le prince Ranariddh rappelle étrangement soo père il y a vingt-cinq ans. Il joue à fond de cette carte. Norodom Sihanouk e beau rester à Pékin – et annoncer qu'il oe regagnera le Cambodge qu'après le scrutio prévu du 23 au 28 mai, – le FUNCINPEC foode ses espoirs sur lui. L'affiche la plus répandue de cette formation montre ses espoirs sur lui. L'afriche la plus répandue de cette formation montre Ranariddh, eo uoiforme de commandant en chef de l'Armée nationale sihanouliste (rebaptisée ANKI, Armée oetionale du Kampuchéa indépendant), au pied d'um « Monseigneur Papa » assis dans un fauteuil Louis XV et souriant. La légitimité royeliste soos-tend soo discours électoral

Le régime corrompu de Phnom-Penh, affirme-t-il, e été mis en place par les yuôn (terme péjoratif pour désigner les Vietnamiens). Si le PPC l'emporte, ce sera de oou-veau la guerre svec les Khmers rorges. Reprenant le raisonnement de son père, Ranariddh se prouonce pour une solution politique. donc pour une solution politique. pour une solution politique, donc pour une ereconciliation nationales pour une a réconciliation nationales avec les Khmers rouges. Son discours est émotionnel : il va de la dénonciation, fort populaire, de la présence d'une forte communanté de yuôn au Cambodge, au rappel de la paix qui régnait lorsque le père était au pouvoir,

> La sécurité du scrutin

Le thème dominant de la campagne de Hun Sen est simple: les Khmers rouges et le FUNCINPEC, c'est blanc bonnet et bonnet blanc. Uoe victoire do FUNCINPEC, dit-il, ramènera les hommes de Pol Pot, « responsables d'un génocide », dans le système. Et, comme dans les années 70, les Khmers rouges comparerent du Cams'empareront à nouveau du Cam-bodge. Ce discours est repris inlas-sablement par les cadres de l'admi-nistration de Phnom-Penh. Aux bonzes, on rappelle que le régime en place s relait du bouddhisme une religioo d'Etat. Aux commer-cants, à l'oreille plus sensible, oo répète que la «stabilité» actuelle vaot mieux qo'un plongeon dans

S'eppuyant sur l'appareil d'Etat, M. Hun Sen draîne les plus grandes fonles. Le prince Ranariddh se plaint, evec de bons arguments, des entraves mises sur son chemin par le pouvoir de Phnom-Penh. Meur-tres d'agents électoraux, aggressions, discours et alogans au vitriol : la campagoe est rude - d'aotant qu'elle e lieu, au moins depuis deux

scrutin ne pourra avoir lieu dans les zones d'insécurité, il reste à voir dans combien de secteurs, le jour J, les Khmers rouges seront parvenus à décourager les électeurs.

Le PKD («Parti da Kampuchéa démocratique») doit, d'ailleurs, amèrement regretter de o'avoir pas saboté plus sérieusement l'enregistrement par l'APRONUC, l'hiver dernier, de 4,7 millions d'électeurs. Car il y a eo, eu moins à ce moment-là, un engouement pour une opération dès lors couronnée de succès. Aujourd'hui, les Khmers rouges déchirent les cartes d'élec-teur, font sauter les trains, tentent teur, iont santer les trains, tement de perturber le trafic routier et, même, d'enrayer l'opération électo-rale dans les provinces les plus dis-putées: celles de Siem-Réap et de Kompong-Thom. Les intimidations et les enactions sont aussi le fait, au demeurant, de gens do régime, de sorte que nombre de Cambodgiens

a AFGHANISTAN: diplomates libérés. - Trois diplomates out été libérés. – Trois dipiomaiss ont ete libérés eprès trois semaines de cap-tivité en Afghanistan. Jack Dodds, britanniqoe, Stepben Elhert, alle-mand, et Gert Piening, néerlandais, soot arrivés en boooe santé, vendredi 14 mai, à Quetta, au Pakistan. Officiers de liaison chargés de la lutte anti-drogue, en poste à Isla-mabad, ils avaient été enlevés le 23 avril, après s'être eventurés en Afghanistan. Leurs ravisseurs, des membres de le tribu Noorzaī, impliquée dans le trafic de drogue,

réclamaient que denx des leurs,

détenus eo Pakistan pour trafic d'armes, soient relachés. - (AFP.)

La campagne entre dans les der-

niers jours : elle preodra fio le 19 mai. Tous les dérapages sont encore possibles. La sécurité do scrutin s'ordonne sur deux lignes : les «bérets bleus» de l'APRONUC assureront la «défense rapprochée» des bureaux de vote, et l'armée de Phnom-Penh sera chargée de la w défense éloignée ». Tandis que, chaque jour, une cinquantaine de meetings sont recensés par l'APRONUC à travers le pays, tout le monde spécule sur la capacité des Khmers rouges à saboter le scrutin: grenades dans les villes, opérations de commando ou tirs de mortiers dans les campagnes? Cambodgiens et gens de l'ONU retieocent leur souffle, Quant aux nombreux Vietnamiens présents dans le pays. namiens présents dans le pays, après l'exode qui a débuté en mars à la suite de massacres perpétrés par les Khmers rouges, ils préfèrent aller attendre chez eux les résultats d'une opération qui décidera de

JEAN-CLAUDE POMONTI

s'envenime. - Le gouvernement chimercredi 12 mai au dalaï-lama par le ministre des affaires étrangères britannique Douglas Hurd. Pékin accuse Londres de soutenir le sépara-tisme do chef tibétain en exil. Uo quotidien officiel chinois a, par ailleurs, accusé le gouverneur de Hong-kong, Chris Patten, en visite à Wahington, d'agir comme une annue Wahington, d'agir comme une apros-tinuée: en evançant un projet de réformes démocratiques, il voudrait, en fait, ioternationaliser la question de la restitutioo de la colonie à la Chine, prévue pour 1997. - (AFP, Reuter, UPL)

u: •

FIGURES.

E 381

**LOIN DES CAPITALES** 

# Darjeeling. «reine des collines» déchue

DARJEELING de notre envoyé spécial

E choc est rude. La visiteur, fort de ses lectures, attend de Denjeeling une certaine tenue. Les agences de tourisme rant, de parler de «la reine des collines» à propos de cette station de l'Himeleya? Pourtent, le sentiment d'une irrépressible paupéri sation étreint le voyageur à voir cee ruee défoncées et bordées d'édificee dont beaucoup tirent la cité vers le bidonville.

Le cité entière est désormais livrée eux hawkers, ces marchands à la sauvette qui proposent au chaland quelquee carrés de tissu ou six tomates ou oranges. Seule réconcilie avec Darjeeling la vision panoramique du cirque de collines où, de 2 400 à 2 100 mètres, s'étagent ses maisons, surtout lorsque, l'horizon se dégageant, resplendit le Kanchenjunga, deuxiàme sommet de la planète.

La ville, il est vrai, e au ses vicieeltudes e Imaginez-la lorsque l'administration britanni-que e'y transportait, l'été, de Calcuttas, nous explique un général Indien qui e pris sa retraite dans le district. D'évidence peu nostalgique du passé colonial, l'officier n'en est pas moins sensible à ce qui fut un étonnant décorum : «Nul n'était admis dans les hauts de la ville s'il n'était pas habillé selon les convenancee anglaises. Avant l'indépendance, des Indiens ont été admis au ritu la promenade, en calèche ou à pied, en se pliant au code vestimentaire. La construction d'édifices était réglementée. Le bes, avec ses marchés, était laissé aux serviteurs et à leur familles. La cité e gardé son lustre dans les

Le eéisma est survenu lorsque les ruraux des alentours sont venus en masse à Darjee-ling, en quête d'opportunités. En vingt ans, la population s doublé, atteignant sans doute, à présent, 150 000 - qui sait au juste? Nombre des nouveaux verus étaient originaires du Népal voisin. La migration vers une Inde plus riche est une offaire ancienne pour les sujets du royaume himelayen, qui ont fini par dominer ethniquement non seulement Darjeefing, mais aussi le Sikkim, le Bhoutan et diverses régions de l'Assam, donnant crédit au fantasme d'un « complot » pour la création d'un

Au siècle dernier, les Népalais ont d'abord été appelés ici pour cualillir le thé sur les domaines que venaient de créer des Britanniques. Leur patiente robustesse, leur courage silencieux les ont désignés comme «race martiale » au colonisateur qui, sous l'appeliation de «Gurkhas» - du nom de la principauté d'où était partie l'unification du Népal au dix-huitième siècle – en a enrôlé des milliers dans les régiments de la Couronne. Jusque dans les années 50, Daneeling obritait un

Parmi eux figuraient des Sherpas, vite repé-rés, pour leurs qualités de montagnards, par les orgenisateurs des expéditions hima-layennes qui, jusqu'en 1951, partaient surtout de Darjeeling, puisque Katmandou refusait les étrangers. C'est ainei qu'un homme né à Thame, au Népal, est venu, à dix-huit ens, en 1932, chercher du travail dans la ccapitale d'été»: Tenzing Norkay avait déjà participé, de 1936 à 1952, à six expéditione infructueuses à l'Everest - le «Chomolongma», dens sa langue - avent de le vaincre, le 29 mai 1953, en compagnie du Néo-Zélandais Edmund Hillary. C'est Nawang Gombu un petit homme affable, lui-même deux fois vainqueurs du « Toit du monde», qui a succédé ici à son oncle Tenzing comme directeur technique de l'École de montagne - qui nous fait ce récit, puis nous conduit, dans un parc, à la etatue élevée au premier vainqueur de l'Everest aur le lieu de sa crémation, en 1986.

Le déclin des «quatre T»

Une autre coup e atteint Darjeeling ces der-niers lustres : le repli de ses activités écono-miques, «La «reine des collines» avait quatre fleurons à sa couronne, nous explique un Bengali, M. Sengupta. Les Anglaie parlaient des « quatre T » : tee, tourism, teaching et timber [le thé, le tourisme, les écoles et

abattage du boisj. Tous ont périclité.» L'ebattage e été purement interdit, pour freiner l'érosion. Les collèges, quant à eux, ont perdu de leur lustre depuis l'époque où ils ient fréquentés par les fils de maharadjahs.



Quelques institutione demeurent, pourtant : Seint-Joseph, Seint-Paul, Loretto... Elles sont toujours tenues par des chrétiens, protestants surtout, mais les jésuites gardent la cote. La thé demeure, lui, la gloire de Darjeeling. Si loin que se pose le regard, ce ne sont que

pentes plantées des petits buissons vert tendre tailiés à heuteur d'homme - ou plutôt de femme, puisqu'il n'y e plus que des cueil-leuses. Les grands domaines - soixantequinze dans le district - commencent à Kurseong, à mi-chemin de la vertigineuse route qui monte, en trois heures pour 80 kilomà-tres, de le pleine torride de Siliguri. A Londres, ce sont encore les thés de Derjeeling qui font les enchèree record. Mais le perte récente du marché soviétique e conduit meints planteurs eu désarroi. Une egitation sociale endémique ejoute encore aux difficul-

Le tourisme, enfin, e bénéficié d'un regain de passagee depuis l'ouverture, en 1990, du Sikkim voisin. La randonnée de moyenne montagne (trekking) tient la vedette. Le petit train à vapeur avec ses trois wagons d'opé-rette, qui monte, en huit ou neuf heures, ses voyageurs depuis Siliguri, e eussi see emeteurs. Pourtant, c'est la quête nostalgique du passé qui eppelle ici le plus grand nombre, et d'abord des Britanniques. Pour eux, une seule adresse : le Windamere. Admirablement tenu per une famille tibétaine dont Alexandra David-Neel disait déjà du bien vers 1917, les Tenduf La, l'hôtel est unique pour les attentions qu'il procure : le feu dene la cheminée des chambres, qui dégourdit l'air frais du soir. bouillote glissée dans les lits... De plus, on y «filtre et bout l'eau depuis 1939, de sorte que, depuis lors, nul n'a ici été malade »1

Hélas, les saisons ont été perturbées par un séisme aux effets durables : la revendication d'un « Gurkhaland » séparé du Bengale oriental, Etat dont fait partie Derjeeling. C'est en 1988 que les violences ont commencé. Elles ont duré deux ans et fait 300 morts. Elles avaient été lancées par un ex-sous-offi-cier gurkha, Subhae Ghising, qui a fini par obtenir, en 1988, la création d'un « Conseil des collines » autonome. L'échec de cette instance vient de conduire M. Ghising à relancer l'agitation.

Même si les circonstances sont désormais peu propices eu séparatisme, la « reine des collines » retient son souffle. On murmure volontiers eujourd'hui contre M. Ghieing, rautocrate incompétent et corremous. L'idée progresse d'un rattachement au Sikkim, qu'un premier ministre talentueux, N. B. Bandhari, e lancé vers la prospérité par une utilisation judicieuse des crédits de New-Delhi, après la conversion forcés du royeums en vingt-deuxième Etat de l'Union, en 1975. Or c'est le chogyal du Sikkim qui, au début du dix-neu-vième siècle, svait cédé Derjeeling à la Compagnie des Indes, désireuse d'y créer un établissement pour ses cadres tuberculeux. De quoi conforter hindous et bouddhistes, ici l'immense majorité, dans leur conviction que la vie est un éternel recommencement l

JEAN-PIERRE CLERC

«tuteur» de l'Association des républicains et Indépendents, récemment créée eu aein du groupe UDF de l'Assemblée nationele, conçoit celle-ci comme un aimple « groupe de travail», Philippe de Villiers, qui en est l'un des enimateurs, n'exclut pas de la transformer, le moment venu, en un groupe parlementaire distinct de celui

L'annooce, le 12 mai, de la constitution d'une Association des républicains et indépendants, regroupant vingt-huit députés tous issus du Parti républicain (le Monde du 14 mai), a suscité un certain trouble ao sein du groupe UDF de l'Assemblée oationale (1). Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, s'est efforcé, jeudi 13 mai, de le dissiper, Soulignant qu'il avait été c de mointenir dans lo droite

inititiative, M. Vasseur a expliqué que « des députés ont légirimement le droit de se rassembler pour essayer de faire passer un certain nombre de thèmes qui leur tiennent à cœur », « Plus nous serons capables de gèrer notre pluralité, plus nous serons forts ».

Une amhiguité semble pourtant demeurer sur cette « gestion ». Dans l'esprit de Raymood Mar-cellin, qui eotcod être le tuteur historique d'une association qui avait existé jusqu'à l'élection présideotielle de 1988, il oe s'agit que de fevoriser et d'encadrer la réflexion de parlementaires désirant échapper à la «politique

L'ancien ministre de l'intérieur nous a précisé que c ce groupe de trovoils aura l'avantage a de pousser le PR à prendre position sur les grands problèmes » et sera c un facteur de modération », afin

Alors que Raymond Marcellin, c parfaitement informé » de cette républicaine ceux qui auroient horeau exécutif de ce parti les tendance à diverger ».

Les prétentions de Philippe de Villiers apparaissent radicalement divergentes, pour oe pas dire opposées. Limitant le rôle de M. Marcellin à un simple parrai-oage dû à l'anciencté, les proches de l'animateur de Combat pour la France oc dissimulent pas que « la vocation de cette association est de devenir un outil politique ».

> « Aile droitière »

Après avoir perdu la bataille de l'anticohabitation, M. de Villiers cherche une noovelle plaoche d'appel pour rehoodir et exploiter, à sa façoo, la « dérive centristc» do gouvernement Balla-

Pour lui, cette association jette les bases sooterraioes d'un nouveau groupe parlementaire qui pourrait se constituer dans les mois à venir. Si, par exemple, les. dépotés centristes, qui se sont également regroupés dans une association, décidaient, après le délai de six mois d'essai qu'ils se soot imparti, de reprendre leur sutocomie par rapport au groupe UDF. Si, encore, il advenait que la cohésion de ce groupe UDF se hrise sur ooe questioo foodamentale, ce qui, au vu du débat sur le code de oetionalité qui vient d'evoir lieu, n'est pas simple vue de l'esprit.

Charles Millon, président du groupe UDF, feiot pour l'heure de ne poiot trop se soucier de cette agitation, susceptible, pourtant, d'entamer son actorité. Soc cotourage n'imagioe pas que cette association, afaite de bric et de broca, puisse longtemps subsister. Se oaissance erée oéanmoins déjà quelques frictions au sein du Parti républicain.

Commentant les résultats do débat sur le code de nationalité. Gilles de Robieo, député de la Somme, qui vient de prendre en charge an sein du oouveao ajoute-t-il.

fédérations, s'est inquiété, dans le Figaro du 14 mai, de l'infloence de « cette aile droitière de lo majorité ».

Le suspectant de vouloir a mettre le seu aux poudres ». M. de Robico soubeite que « son ami Philippe de Villiers se contente d'allumer les seux d'artisice du Puy du Fou». cLa cohésion sociale, estime-t-il, exige plus de sagesse et moins de politique-spec-

DANIEL CARTON

(1) Les noms des vingt-huit députés adhérant à l'Association des républicains et indépendants sont les suivants : Raymond Marcellin (Morbiban), Alain Griot-teray (Val-de-Marne), François d'Aubert (Mayenne), Francis Delattre (Val-d'Oise), Philippe Mathot (Ardennes), Philippe de Villiers (Vendée), Joël Sarlot (Vendée), Claude Gatignol (Manche), Daniel Colin (Var), Jean-Louis Beaumont (Val-de-Marne), Michel Godard (Morbihan), Hubert Falco (Var), Aimé Kerguéris (Matbhan), Jean Roatta (Bouches-du-Rhône), Reland Blum (Bouches-du-Rhône), Yann Piat (Var), Roger Lestas (Mayenne), Pierre Micaux (Anbe), Hubert Bassot (Orne), Alain Mayond (Rhône), Gny Tessier (Bouches-du-Rhône), Gérard Trémège (Hautes-Pyrénées), Antoine Carré (Loires), Gilbert Gantier (Paris), Jean-François Denian (Cher), Arthur Paecht (Var), Christian Gourmelen (Val-d'Oise), Charles Ehrmana (Alpes-Maritimes).

D Jacques Chirac «approuve pleinement » le plan Balladur. - Jacques Chirac écrit dans l'éditorial de l'Essor du Limousin, cette semaine, qu'il approuve pleinement les décisions qui viennent d'être annoncées par Edouard Balladur». Il s'agit, scion le président du RPR, de «la pr entreprise sérieuse depuis 1988 de rééquilibrage structurel de nos complex sociaux ». « C'est pour éviter que la situation ne se dégrade encore ct pour pouvoir construire sur du solide qu'il fallait agir vite et fort»,

ANDRÉ LAURENS

Réuni en conseil national

# Génération Ecologie rompt le silence

Le conseil national da Génération Ecologie, qui doit ae réunir. dimanche 16 mai, pour la première fois depuis les élections législa-tives, sera saisi des travaux de la « commission du bilan », créée au endemain du scrutin. Celle-ci, qui avait adressé un questionnaire à tous lea candidats da GE, a reçu an outre plusieurs dizaines de contributions sur la stratégie à conduire dans les prochaines années. Nous publions ci-dessous un extrait de celle de Guy Aznar, secrétaire national de Génération Ecologie.

POINT DE VUE

## Un mouvement de contestation ou de gouvernement

par Guy Aznar

'ÉCOLOGIE politique est à un tournant de son histoire : selon le choix qui sera fait. elle disparattra de la scène politique ou bien elle deviendra le cata-lyseur de la démocratie du futur,

B est clair que, da toute façon, les écologistes doivant retrouver leurs racines environnementalistes C'est là que résidant laur fondement existential, leur histoire, leur crédibilité. C'est la vocation que le public laur ettribua, C'est la domaine qui correspond à la com-pétence de ses militants et de ses cadres. L'environnement n'est pas un recentrega limitatif sur cles petites fleurs et les oiseaux», c'est une grille de lecture du monde, non exclusive mais qui e sa pentinance et qui amène à porter des lugements sur le politique écono-mique, la politique énergétique, celle des transports, etc.

L'anracinement environnemental étant, supposons-le, une chose entendue, il axiste deux manières de ae situer politiquemant : comme un mouvement de contestation ou comma un mouvament de gouvernement. Il n'est pas inutile de préciser les deux scénarios.

Le seénario da contestation consiste à développer un mouvedens la protection de l'environnement. Il retrouve de ce feit les recines contestataires historiques du mouvement et cherche à remettre en cause, à travers sa grille de lecture environnementale, les choix politiques des pouvoirs en place. Il peut présenter des candidats à des élections municipales, régionalea, pour défendre la cause da l'environnement, mais n'e eucuna vocation à se présenter à des élections législetives ou présidan-tielles. S'il le fait, c'est par provocation, pour occuper las écrene, non pour gagner.

Le scénario de gouvernement consiste à développer un mouve-ment qui prétend reconstruire un discoura global eur la société, comme e'il devait un jour en assurer la gestion. Sa grille de lecture environnementala est le point de départ d'une réflexion systémique La question eous-jacente étant : faut-il avencer saule, entre écologistes, en se donnant le tempe qu'il faut pour devenir compétents et crédibles sur tout, ou bien faut-il développer cette réflexion avec d'eutree courants de pensée? Dans ce dernier cee, lee écologistee reconnaîtreiant qua laur epport n'est qu'un élément de réflexion permi d'eutres. Avec

partie d'un puzzla. Pourquoi les écologistes deviendreient-ile lee catalysaure. d'une nouvalla réflexion eociale? Perce qu'ils constituent de fait un courent se sont réunis sur des valeurs, sur une certaine conception des rep-ports entre l'homme at la société, sur un projet planétaire essentiel et des idéaux collectife, parce qu'ile constituent une force neuve moins usée que d'autres par la via politique, parce qu'une bonne par-tie de la jeunesse se reconneît an eux. Quel sereient le concept unificateur, le eignal de relliement qui feraient de ce nouvel ensemble la lieu d'imagination de la société du siècle 21?

#### Solidarité autonomie

Parsonneilement, le point focal ma pareît se situer autour du binôme solidarité-autonomie, qui définit le relation dialectique de l'homme eu monde et qui diffèra da manièra significative dea anciens concepts. Solidarité ne fait pae partie d'une démarche exclusivemant gestionnaire, parca qua terme, on peut accoler le mot de «partage», qui est la forme organi-setionnella de la eolidarité (partage das reseources, de l'amploi, du

L'autonomie est la couleur complémentaire de la solidarité. C'est le droit à l'eventure individuelle. qui va être rendue bientôt possible par le libération du temps, le droit à la liberté, à la transgression, à la différence. En brendissant l'étendard solidarité-autonomis, les écologistes sortiraient alors de l'écologia environnementele pour revendiquer plutôt l'« écosophie», dont perait notre emi Félix Guet-

Parti de constestation ou parti de gouvernement, démarche soli-taire ou fuelonnelle, les deux voies sont respectaclas. L'une est plus encrée dans la pureté des origines, l'eutre constitue une nécociation difficile evec la réalité. C'est l'elternative éternelle extre Antigone le rebella et Créon la geetionneire. Pour ma pert, j'edore les élans de cœur d'Antigone, meis je ne peux oublier qu'elle s'est emmurée ellemême dens son tombeau.

► Guy Azner, sociologue, est secrétaire national de Généra-tion Ecologie, chargé du travail et de l'emploi.

humilité, ils eccepterelent de faire

### La réforme du code de la nationalité

## Harlem Désir dénonce la «mise en cause du droit du sol»

Harlem Désir, membre de Génération Écologie, e déclaré, vendredi 14 mai, que « les dérapages et la surenchère auxquels l'on vicnt d'as-sister » dans l'exameo de la réforme du code de la nationalité à l'Assemblée netionale « montrent bien qu'il ne fallait pas mettre le doigt dans cet engrenage ».

Selon l'ancien président de SOS-Racisme, «cela rend d'autant plus incompréhensible la position de soutien au texte, adoptée sans véri-table débat par le bureau national de Génération Écologie», qui « ne devrait pas accepter de mise en cause du droit du sol ».

Le Mouvement des réformateurs, enimé par Jean-Pierre Soisson, « condamne », lui aussi, la réforme. L'ancien ministre de l'agriculture a déclaré, vendredi, que le gouverne-ment evait « durci le sexte inoial » et « donné des gages à l'aile droite de sa majorité ».

« Il o fait adopter un texte qui contient des ferments d'exclusion et qui ne contribuera pas à l'intégration », estime M. Soissoo. Yves Jouffa, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, indique, dans un entretien à paraître dans l'hebdomadaire Tribune juive (daté 20 mai), qu'il « souhaite que François Mitterrand fasse un geste » au sujet de cette réforme. « Je le lui dirai, si j'ai, prochainement. l'occasion de le rencontrer », précise-t-il.

Fermement opposé à cette réforme, M. Jouffe ejoute : « On s'est battu contre lo double peine, mais il y aura, désormais, une triple peine : la condamnation pénale, l'interdiction de devenir français et, eventuellement, l'expulsion. Les juiss de France s'honoreraient en prenant position contre ce texte. »

M. Jouffe estime, eo effet, que « quand on commence à toucher un cheveu d'un Arabe ou d'un Africain, vous pouvez être sûr que, demain. c'est toute la chevelure d'un juif au'on enlèvera ».

En conflit avec son premier adjoint

# Charles Deprez (UDF-PR) se démet de ses fonctions de maire de Courbevoie

(UDF-PR) de Courbevoic (Hautsde-Seioc), a déclaré, veodredi 14 mai, qo'il s'était démis de cette fonction, le 12 mai, lors do conseil muoicipal, pour provoquer uo e renouvellement » de la municipalité, au sein de laquelle il s'oppose au premier sdjoiot, Jesn-Yves Haby, député, également membre du Parti républicain. Maire depuis trente-quatre ans. Charles Deores est candidat à sa propre succession contre. Jean-Yves Haby.

Selon ce dernier, le conflit entre le maire et lui-même avait débuté entre le premier et le second tour des élections législatives de mars dernier, c Charles Deprez m'a alors

LIVRES POLITIQUES

Charles Deprez, maire fait comprendre qu'il voulait revenir Philippe Vasseur, secrétaire général du PR, dans laquelle celui-ci

La majorité mooicipale est 5 RPR, 5 UDF et 12 divers droite. Front national

sur la succession envisagée entre lui et mol, qui devait conduire à ma désignation comme tête de liste aux municipales de 1995 », a déclaré M. Haby. Le député a indiqué qu'il avait reçu une lettre de soutien de appelle les élus PR du conseil

composée de 35 membres : 13 PR, Dans la minorité siègent 4 conseillers socialistes, 2 communistes, 1 indépendant et 3 membres du

# L'énigme de la démocratie

plus lucida des choses. La lucidité n'est, bien souvent, que la manière la plue positive de digérer ses déconvenues et d'an prévenir de

A cette fin, Guy Hermet ramène ses lecteurs à la dure et complexe . réalité des faits qui ne e accommodent ni des idéas recuee ou à la mode ni des doctrines simplistes et des politiques ou enpoyements à visée courte. Ca travail de décapaga a'appuie sur une information dont la richesse permet d'eligner les exemples, d'établir des comparaisons, là où elles sont possibles, de souligner les nuances et les contradictions, partout où se percoit une potentialité, une velléité, de pessage à la démocratie. Il est rare qu'une telle base de réflexion sur la ganèse démocratique soit, à travers l'histoire contemporaine et l'actualité, offerte au public pour l'instruire de la difficulté et de la multiplicité des processus qu'elle met en jeu. Loin d'apparaître comme une voie royale pour une finalité évidente, elle s'epparente plutôt à la résolution d'uns énigme à la sorte d'un

Souvent, l'énigme se poss avant même l'avenement du changement espéré : pourquoi tel bunker, băti pour durer, explose, sans intervention extérieure? Et pourquoi à ce moment-là? Les réponses ne sont jamais simples et ne peuvent e'étudier que cas par cas. L'auteur passe de « l'excellence du modèle espagnola à la libéralisation de l'ex-empire soviétique, sans oublier les exemples latino-eméricains, africains et asiatiques. A lui aeul, ce voyage dans le tempa et l'espace merita l'attention, tant par l'assemblags des expériences si diverses qu'il rappette que par les observations que formula l'auteur, à contre-

pessimisme, il propose une vision | mais des idées et des sentiments les plus communément et honoreblement partagés.

> On aura les mêmes surprises avae catte autre interrogetion essantielle concernant les conditions nécessaires à l'établissement de la démocratie. Celle ci ne seraitelle qu'un luxa réservé eux pays nantis et, de surcroît, étroitament lié à l'économis de marché? L'auteur s'insurge contre cette idéologie à la mode avec la même indignation ou'll dénonce caux qui reniaient cla liberté pour les pauvres au bénéfice de la tyrannie des guérillas révolutionnaires ». Cc sont parfoie les mēmes, assura-t-il. Guy Harmet constate que la misère matériella frappe à des degrés divers tous les terrains de démocratisation et que l'échelle de la détresse na permet pas, à elle seula, d'établir celle de la gouvernementabilité démocratique,

Historiquement, la démocratie est née en Europe de l'Ouest dans les psys qui n'étaient pas les plus avancés sur le plan économique (l'Allemegne par repport à l'Angleterrs) et, actuellement, pour s'en tenir à ce seul exemple, parce qu'il est la plus massif, l'Inde se classe au premier rang des démocraties sur la plan quantitatif at parmi les nations les plus pauvres du monde. La question mérite d'être inversée : ne serait-ce pas la démocratie qui apporteralt un avantage propre en matière de développement?

L'auteur a interroge de la même façon sur l'obstacle que certaines religions opposeraient à la reconnaissance de tout pouvoir démocratique. Il ne perçoit, à cet égard, que des décalagas chronologiques car, d'une manière générale, les dieux ne sont pas démocrates. La vraie différence entra les religions lui peraît liée à leur capacité de e eppuyer sur des organisations que, au-delà de l'optimisme et du courant, non seulement des clichés, i vouées à agir dans le siècle et à de leurs chères convictions.

mettre an œuvre das stratégies politiques, lesquelles peuvent, paradoxalement, participar à la naissance du pluralisme démocratique.

Au tarme de ce survoi des terres

de démocratisation et de cette ana-

lyse des présiables, conditions et recettaa dont on prétand baliser leurs espérances, la lecon qui s'impose est celle de la modestie et de la prudence. Guy Hermet voudrait aussi, au risque d'opérar une sélection cruelle, y ejouter celle du discemement. Panni la pléthore de candidate à la démocratie, qui caractérise l'époque et qui crée une surcharge ingérable sur le champ, il préconisa de soutanir les promesses démocratiques des sites les plus fertiles, plutôt que de dispenser tous azimuts « des paroles réconfortantes et des ressources trop maigres », ou de céder à «une préférence subjective recouvrant des anticipations erronées».

il y e, dans l'immédiat, mieux à faire, selon lui, dans «la demi-douzaine de pays d'Amérique latine qui sont mûrs pour la démocratie » que dans l'ex-empire soviétique, à l'exception des psys da l'ancien espace austro-hongrois. Le besoin de discemement s'impose eilleurs car, dit-il. « nul ne devrait confondre la transition à Talwan ou eu Chili avec celle du Pérou, du Bénin ou de l'Aigérie», de même qu'il faudrait se garder de tous les dogmatismes, qu'ils refèvent de l'angélisme, ou de l'obéissance aux règles de l'économie de merché comme « eux normes techniques de l'ingénierie politique occidentales.

Guy Hermet n'est pae neutre; il e'engage, bouscule la routine des bons sentiments et dae réflexes Intellectuela, secone ses lecteurs, pour leur plus grand bien dans la mesure où il leur apporte matière à réfléchir sur ce qu'il y e de plus intéressant actuellement dane le spectacle du monde et sur l'intelligence

LES DÉSENCHANTEMENTS **DE LA LIBERTÉ** de Guy Hermet, Fayard, 336 pages, 140 F. confirmé et reconnu dana

lectorale has single

Son domaine, celui da la science politique, que se connaissance du sujet, l'évolution du monde et son intuition parsonnelle conduisent, au début des année 90. à entraprendra un travail de recherche sur la thème de la transition démocratique. Il ne part pes à l'aventure, il sait, en gros — il croit savoir, — où il va et l'actualité sart aon dessein: son objectif est d'analyser avec la riqueur de sa discipline une mutation qui, per son ampleur et sa diversité, marque une étape historique.

Au départ de l'entreprise, il v a une sorte d'évidence mais, chemin faisant, la chercheur achoppe sur le confusion, voire le chaos, de la réalité qu'il examine : les fruits que l'histoire produit sont loin de tenir les promesses des fleurs. C'est ainsi que son livre sur la sortie des dictatures dans les années 90, qui devait e'Intituler le Temps de la démocratie, est paru, il y a peu, sous le titre les Désenchanten de la liberté. Il n'en est pas moins passionnant et, à quelque chose la déception étant bonne, il est, sans doute, plus utile pour le suite.

Cette histoira n'est pas seulement celle de la déconvenue de Guy Hermet, chercheur honnête qui, en refusant de plier les faits à ses désirs, rend compte de son cheminement contrarié: elle concerne tous ceux qui s'interrogent sur le nouvel état du monde et qui ont quelque raison de s'inquiéter de ce qui sortira des bouleversements considérables qu'il a coomis cas demières appées. L'auteur des Désenchantements de la liberté ne leur apporte pas que le reflet de leurs propres désillusions - quand il ne les dérange pas carrément dans leur confort – car si son travail est utile c'est bien parce enfants et l'institutrice.

Charles Pasqua, au cours d'une conférence de presse, a félicité les services de police et du RAID qui ont ainsi permis la libération des otages. « Il était important que la force reste à la loi p, a déclaré le ministre de l'intérieur. M. Pasqua, M. Sarkozy, maire de Neuilly-sur-Seine et ministre du budget, ainsi que M. Bayrou, ministre de l'éducation qui s'est aussi rendu sur les lieux, ont rendu hommage en par-ticulier à Laurence Dreyfus, l'institutrice, qui «a joué un rôle déterminant dans cette affaire », selon M. Pasqua. De son côté, M. Mitterrand, rentré à Paris après un séjour officiel à Athènes, a également transmis ses félicitations «à tous ceux qui ont pris part à la libération des enfants retenus en otages ».

# La prise d'otages à l'école maternelle du Commandant-Char-

Un système de mise à feu, en état de marche, et e actif » en langage policier (c'est-à-dire pouvant être actionné), comprenant des détonateurs électriques, avait été disposé dans la salle de classe. La carte d'identité française d'un homme âgé de quarante-deux ans a aussi été trouvée en possession de ce demier, sans qu'il soit du tout sûr qu'elle corresponde à la vérita-ble identité du ravisseur. Une carte au nom d'Eriek Schmitt, ne en Algerie le 31 juillet 1951 et demeurant à Rosny-sous-Bois.

Un peu avant huit heures, la centaine de journalistes de la presse française et internationale ont pu voir des hommes du RAID sortir du bâtiment un frappant dans leurs mains. Puis ils ont cru distinguer les enfauts quittant le gronpe scolaire Commandant Charcot à bord de voitures banalisées et en compagnie de leurs parents. Le drame de la première prise d'écoliers en otages jamais survenn en France était dénoué. Au terme de quarante-sept heures de négociations, de dialogues et de tensions, entre un ravisseur cagoulé

Très vite, l'homme a demandé que le chef du RAID, Louis Bayon, soit celui qu'il autorisait à pénétrer dans la pièce pour mener les trac-tations. Le policier e pénétré à plusieurs reprises dans la classe, où le preneur d'otages se tenait dans un coin tandis que les enfants se trou-

vaient à l'autre bont de la pièce. Libre de ses allées et venues, l'ins-titutrice s'occupait des enfants, les calmant en leur racontant des contes, épaulée à diverses reprises par un médecin-capitaine des armées, Evelyne Lambert. Se présentant comme un chef d'entre-prise, l'homme avait alors reconnu qu'il était bien à l'origine de l'attentat à l'explosif commis, dans la nuit du 7 au 8 mai, dans un parking de Neuilly et revendiqué par un texte signé des initiales «HB».

#### Un troc efficace et terrible

e Dans les jours prochains aura lieu une explosion, signée HB et revendiquée pour affirmer sa capacité de destruction, soulignait ce texte. Elle sera cette fois purement symbolique et de faible importance, et aucune victime ne sera à déplorer (...) Son unique but est d'annoncer l'imminence d'une opération d'envergure à la police et au ministre de l'intérieur, en particulier. Cette affoire vo sensibiliser la France entière et mobiliser tous les médias qui auront de quoi largement satis-faire le public. Elle sera de nature à éhranler très sérieusement le pouvoir en place, qui risquera de voir toute la population, réunie pour une fois, se dresser contre lui et mani-fester violemment en réclamant des têtes importantes.»

Rein après la prise d'otages, ce texte prend toute sa signification quand on sait que les divers documents remis par le ravisseur aux autorités, pour poser ses conditions et imposer ses consignes, portaient la même signature « HB ». C'est sous ce paraphe que l'on pourra lire le récit mouvementé des deux journées d'angoisse et de négocia-tions. Aux négociateurs le ravisseur

La «bombe

humaine »

Salte de la première page

Mol, Erick Schmitt, inconnu des

services de police, saof pour des

excès de vitesse, qui a choisi d'en-

man» d'apocalypse et de série

américaine: Human Bomb, cet

"HB" qui, par l'explosioo d'un

engin artisanal, à Neuilly déjà, le

8 mai, avait voulo « annoncer l'im-

minence d'une opération d'enver-

gure » destinée à e sensibiliser la

France entière », e mobiliser tous

les médias » et e ébranler très

sérieusement le pouvoir en place».

Bombe humaine... Homo

sapiens, Homo demens, indissocia-

bles, cousins pour l'éternité...

L'ambivalence est au cœur du «fait

divers », cette catégorie qui n'en est

confiera que «HB» signifie Human

Jendi et sa nuît avaient été le temps de la libération d'enfants ao gré d'un e troc» efficace et terri-ble : une vic en échange d'un sac de billets de cinq cents francs, une autre pour des coupures de dollars américains ou de marks allemands; une bonne grace obtenue du ravisseur contre un téléviseur, un téléphone on une rencontre nvec un curnaliste de TF1; le ministre de 'intérieur accepta même de lui faire parvenir sa carte d'identité pour prouver qu'il suivait bien l'affaire en personne. Réclamant cent millions de francs, l'homme en nvait finalement rabattu pour qua-rante, puis avait exigé cinquante millions de francs. La somme avait été tirée des caisses de la Banque de France, pnis entreposée nu ministère de l'intérieur.

Cette stratégie du «donnant-don-nant» evait tout d'abord payé; sur les vingt et un enfauts prés dans la classe des « petits » de la maternelle de Neuilly, jeudi matin, quinze avaient ainsi pu retrouver la liberté. Le ravisseur affichait un grand calme, étant même attentif aux enfants et allant jusqu'à jouer avec eux. Il avait ainsi réclamé une caméra pour réaliser une cassette vidéo qui sera diffusée aux parents.

Mais la tension est allée cres-cendo, le lendemain : plus aucune libération n'était intervenne depuis vendredi 14 mai à une heure du matin. Le ravisseur refusait de se séparer des six derniers enfants que, dans la prose écrite au moyen d'on ordinateur qu'il avait remise aux policiers, il considérait comme entant de e boucliers ». Dans l'après-midi, la totalité du la rancon issue de la Banque de France avait été apportée à l'école de Neully à bord d'une voiture break chargée de volumineuses cantines métalliques de conleur blene.

L'homme avait paru soulagé quand des sacs contenant des liasses de billets lui avaient été apportées. L'argent, qui nvait jus-qu'alors été sa seule obsessioo avait cédé la place aux exigences

pas une, où l'on range en vrac tout

ce qui dérange et intrigue, fascine

et effraye, parce que s'y dévoile

brusquement l'envers trouble et

mystérieux de l'homanité. Dérècle-

ment du social sondainement

incarné dans une histoire indivi-

duelle unique, il semble un miroir

énignatique de nos démences ordi-

Dans l'organisation de sa mis-

sion suicide, qui était dès le départ

une façon de choisir sa mort, Eric

Schmitt nous renvoie l'image

monstrucuse d'nn monde où ne

compterait que la mise en scène

des médias - « qui auront de quoi largement satisfaire le public »,

avait-il promis des le premier texte

signé e HB » -, où l'argent, l'argent

fou, primerait sur la vie - 100 mil-

lions de francs, en coupure usagées

et en lingots d'or, telle semblait sa

scule exigence -, où l'informatique,

que l'on a dite «conviviale», serait

soudain mise au service de terri-

fiants chantages - tous les textes de Human Bomb sontaient d'un ordi-

nateur -, et où une politique de

plus en plus personnalisée devien-drait la cible de duels délirants - il

réclama la carte d'identité de Char-

Le dénouement de la prise d'otages

drastiques posées par le ravisseur en ce qui concerne sa propre securité. Si bien qu'en fin d'après-midi, l'homme exigeait de partir nvec l'ensemble de la rançon, on enfant et deux adultes en otage, en échange de la totalité de la rançon et des garanties de ponvoir s'échapper sain et sauf.

Aux commandes dans son bureao de la place Beanvau, Charles Pasqua pilotait l'opération en maintenant la ligne qui a été constamment celle do dispositif mis en place à Neuilly : priorité absolue à la vie des enfants, sangfroid et patience maximale. Le recours à la force n'était envisagée, insiste-t-on an cabinet du ministre que dans le cas où la sécurité des enfants serait immédiatement mise en danger on si des violences physiques étaient commises. Il n'était pas davantage question de laisser le ravisseur s'échapper nvec un seul

Le «patron» du RAID, auquel s'était joint le procureur de la République de Nanterre, Pierre Lyon-Caen, qui a traité directement avec le ravisseur, feignit alors d'accepter le « marchà» proposé par le preneur d'otages. L'idée était reprendre les négociations après la libération des cinq premiers enfants. Louis Bayon proposa de troquer les explosifs contre une arme de poing, ce qui fut accepté par le ravisseur à la tombée de la nuit. Puis ce dernier, de plus en plus tendu, revint sur cet engagement, multipliant les objections et réclamant qu'on lui donne une nouvelle nuit pour réfléchir. Un système de «sonorisation» permettant d'éconter ce qui s'y passait dans la classe a finalement décidé les policiers à intervenir, quand ils ont eu la certitude, grâce à la caméra vidéo qui avait été installée, que le ravisseur, après deux ouits sans dormir, s'était assonpi.

> PHILIPPE BROUSSARD et ERICH INCIYAN

à protéger, à sanver, avant tonte autre chose, avant même d'envisager l'arrestation de celui qui les avait pris en otages. C'est ce qu'a immédiatement compris le ministre de l'intérieur dont les consignes furent de calme et de prudence. Seul maître de la négociation - au point de demander au maire de Neuilly et ministre du bodget de laisser faire les professionnels, malgré son émoi légitime - M. Pasqua, en liaisoo avec le procureur de Nanterre, le préfet des Hautsde-Seine, le chef de la police judiciaire parisienne et le « patron » dn RAID, a choisi la patience et le silence. Comme si l'irruption de la

démence appelait à la raison. Scul semblait de trop, et nombre de journalistes l'ont compris, le spectacle médiatique. Comme si nos indiscrétions et nos coriosités étaient soudain inhumaines.

**EDWY PLENEL** 

#### EN BREF

D FOOTBALL : match nel entre le Paris-Saint-Germain et Bordenux lors d'une rencoutre avancée du championnat de France. - En match avancé de la trente-cinquième journée du championnat de France de football, Bordeaux et Paris-SG ont fait match nul (1-1), vendredi 14 mai, au parc Lescure de Bordeaux. Les deux buts ont été marqués par Alain Roche pour le PSG à la 23 minute et par Christophe Dugarry pour le cinb des Girondins à la 43 minute, à la suite d'une grossière erreur de Ber-nard Lama, gardien du PSG et de l'équipe de France.

 Suicide de l'un des ravisseurs de Paul Van den Boeynants. - Patrick Haemers, quarante ans, l'un des ravisseurs présumés, en 1989, de l'ancien premier ministre belge Paul Van den Boeynants, a été retrouvé mort dans la unit du jeudi t3 an vendredi t4 mai dans sa cellole de la prison de Forest, près de Bruxelles. Son procès devait commencer le 19 nvril, mais il avait été reporté, fante de jurés. Ceux-ci a'étaient tous désistés. Le 3 mai, deux coaccusés, Philippe Lacroix et Basti Barjami, s'étaient évadés de la prison bruxelloise. A la suite de ces incidents, l'opposi-tion avait mis en cause le ministre de la justice, M. Melchior Wathelet, et réclamé sa démission.

#### Des précédents à l'étranger

Si la France evait, jusqu'à présent, été épargnée par les prisee d'otagnn denn lea écoles, d'autres pays, et perticulièrement les Etats-Unis, ont connu le développement de ca phénomène au cours des dernières décennies.

e En Californie, en 1992 : un ancien lycéen prend plus de quatre-vingts élèves en otage dane un lycée d'Olivehurst, Il en tue trois, sinsi qu'un profes-neur, et blesse une dizaine d'élèves avant de se rendre.

e En Alaska, en 1988 : un homme garde quatre-vingta enfants en otage dans une école élémentaire du Tuncaloosa; il les libère esinn et saufs après douze heures.

", with 21, 18 " 1

52 N 5 18 1

923:11: / -

5 7 7

Grand Control of the

Dans l'Illinois, en 1988 : une femme pénètre dena une école élémentaire de Winnetka et ouvre le feu. Un enfant est tué, cinq blessés. La femme retourne ensuite l'arme contre

e En Union soviétique, en 1988 : quatre hommes et une femme prennent le contrôle d'un car transportant trente écoliers dans le nord du Caucase. Les autorités accèdent è leurs exigences et leur remettent l'équivalent de 15 millions de francs einsi qu'un avion pour se rendre en Israel, il n'v e pas de victimee. Puis lee ravisseurs sont remis par Israel aux nutorités soviétiques pour qu'elles les jugent.

• Dane le Wyoming, en 1986 : un couple ermé d'une bombe prend cent soixanteeept adultea et enfants en otage dans une école élémentaire de Cokeville, exigeant une rançon de 300 millions de dollers. Ils sont tuéa tous lea deux, elle epparemment par l'explosion accidentelle de l'engin, kui apparemment en se sui-cidant.

· Aux Pays-Bas, en 1977 : des extrémistes des Moluques du Sud détiennent cent cinq écollers en otage à 8ovensmile. Tous les enfants sont libérés sains et saufs au bout de quatre heures.

#### *Les conditions d'accès* aux locaux scolaires

Dans les écoles maternelles et primaires, la surveillence des enfants et l'eccès aux locaux sont fixés par une circulaire du 6 juin 1991. Les écoles maternelles font l'objet de dispositions particulières. A l'enivée à l'école, eles enfants doivent être remis par lee perents ou les personnes qui lee accompagnent, soit au eervice d'ac-cueil, soit au personnel enseignant chergé de in surveillance». A la fin de chaque demi-journée, ells sont repris par les parents ou par toute personne nommément désignée par eux, par écrit, et présentée par eux eu direc-

Ces dispositions limitent donc forcément l'eccès den locaux scolaires aux personnes extérieures. Toutefoin, dana chaque établissement, c'est le conseil d'école qui fixe les modalités d'accueil des enfants et de leurs parents dans l'école. Dans ce cadre, le plupart des écoles matemelles autorisent les parents à entrer dans l'établisaement, voire dans les salles de classe, pour accompagner et reprendre leurs enfants.

teurs.

#### MICHEL PETRUCCIANI Mercredi 19 mai 20 h 30

à Los Angeles

à Amiens?

# La presse étrangère en haleine

Il est rare que l'actualité intéjournaux britanniques et américains. La prise d'otages de Neuilly-sur-Seine échappe à cette règle. Après avoir brièvement annoncé l'affaire, en première page, ven-dredi 14 mai, le journal britaonique The Guardian y est revenu, samedi 15 mai, avec on ensemble texte et photo qui occupe plus de la moitié de sa une. De son côté, The Independent est resté fidèle à une ligne éditoriale qui privilégie la politique étrangère et nationale. mais un article sur l'affaire débutait néanmoins en première page. Même le *Fînancial Tîmes,* le auotidien britaonique des affaires, aborde le sujet en une sur une

Côté télévision, la BBC et nombre de chaînes américaines ont filmé les événements ou ce qu'on ponveit en voir de l'extérieur de l'école. Le ton général était sobre alors que le dénouement de l'affaire se faisait attendre mais ne

#### Le communiqué du ministère de l'intérieur

Après la libération des otages de l'école Commandant-Charcot à Neuilly, le ministère de l'intérieur e publié le communiqué suivant :

«A 7 h 25, ce samedi 15 mai, profitant d'un moment d'assoupissement du preneur d'otages, les poli-ciers du RAID ont pénétre dans la classe afin de sortir les six enfants et l'institutrice. L'homme s'est réveille. Les policiers du RAID ont fait usage de leur arme afin d'assurer la securité des otages. L'homme est mort sur le coup.

» Il y avait vingt et un bâtons de dynamite dans la classe dont seize autour de sa ceinture. Le dispositif de mise à feu était opérationnel. Le ministre de l'intérieur o aussitôt prévenu le premier ministre et le président de la République du succes complet de cette opération. »

STEPHANE GRAPPELLI Mardi 18 mai 20 h 30 au Carnergie Hall à Amiens?

gommait rico d'uo drame qui a gommait rieo d'uo trame qui a tenu en halcine l'opinion en France et au-delà. Dans la presse améri-caine, l'International Herald Tri-bune a suivi l'affaire de très près également. Vendredi 14 et samedi 15 mai, texte et photos occupaient une place notable en première

En Espagne, El Pais du samedi 15 mai consacrait l'essentiel de la page 6 à l'événement. Quant à la Libre Belgique, ce journal se demandait eo première page et sous ooe photo si les antorités n'étaient pas «résignées à céder». La e neutralisotion» du preneur

soirement ce débat. ti Nicolas Sarkozy, maire de Nenilly: «La police et le RAID out

été sensationnels». – e La prise d'otages o duré 45 heures, 59 minutes et 59 secondes. Il n'y a qu'une seconde qui fut bonne», a déclaré samedi matin 15 mai Nicolas Sarkozy, ministre du budget et maire de Neuilly-sur-Seine. «La police et le RAID ont été sensa nels. L'institutrice merveilleuse. Tout s'est fait dans un climat de constance », a-t-il ajouté.

DÉFENSE

## «La France ferait une grave erreur en sacrifiant ses crédits militaires»

estime M. Léotard à l'IHEDN

Devant «un ordre mondial qui s'est relâché» et devant la nécessité d'«une rénovation de l'Alliance atlantique et de nos relations avec les Etats-Unis», François Léotard, ministre d'Etat, ministre de la défense, a estimé, samedi matin 15 mai, à l'Institut des hautes études de défense uationale (IHEDN), à Paris, qu'il fallait « désormais repenser l'OTAN» et «ne pas sacrifier les crédits militaires» de la France. Invitant les stagiaires de l'IHEDN à nue «lancinante réflexion» qui aurait pour point de départ et de référence « le mois de juin 1940 », la date de l'appet à la résistance du général de Gaulle, M. Léotard s'est alors exclamé : « Que les événements tragiques qui ensanglantent les Balkans nous servent, enfin, de leçon ! s.

e Tant que les Européens n'auront pas réalisé une unité politique a minima, qui permette l'élaboration d'un système organisé de sécurité. qui puisse assurer un équilibre même relatif, la présence des Américains sera une nècessité vitale pour l'enmble du continent, estime le ministre. L'Alliance a pour vocation de

protéger ses membres contre une agression, d'où qu'elle vienne. De l'Est, assurément. Du Sud (...) si des nents excessifs I'y contraignent (...). Cela suppose, désormais, de repenser l'OTAN. Il est absurde de la confiner au seul rôle de protection contre une menace qui n'apparaît plus sinon comme vraisemblable, du moins comme unique (...) au moment où les pays d'Europe cen-trale, danubienne et balkanique tiennent l'Alliance comme un modèle aujourd'nui, comme un tuteur peutêtre, un arbitre demain.»

les Pasqua afin d'être certain que le ministre de l'intérieur, et nul autre, était bien son interlocuteur. Ao choix de Nenilly, à cette façon de dire qu'aucune humanité n'est à l'abri, même celle des plus riches et des plus protégés, s'ajoute surtout le symbole de l'enfance L'enfance comme dernier interdit comme territoire intouchable. Et c'est en ce sens que ce drame de mort parlait à tous de vie, de vies

« Notre pays ferait une grave erreur en sacrifiant ses crédits mili-taires, considère M. Léotard. Les risques de crises et de conflits sont différents. Mais ils demeurent importants: relacher notre effort pourrait nous coûter cher ». « Le premier ministre lui-même écrit qu' « il est indispensable que la défense revienne au premier plan des préoccupations nationales». Je partage ce sentiment», a conclu le

REBIRTH BRASS BAND Mardi 18 mai 18 h à la Nouvelle Orléans

## de Neuilly-sur-Seine

# Laurence Dreyfus, « institutrice Courage »

dernier encore, elle était en for-mation à l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) d'Antony (Hauts-de-Seine). C'est se première expérience, sprès quelques stages, des enfants de classe matemelle pulsqu'elle remplaçait, depuis le début de l'année, une institutrice en congé de maternité. Et elle avait la chance de faire ses premiers pas d'enseignante dans une école particulièrement « bien fréquentée», comme on dit. Le groupe scolaire Charcot accueille, en effet, dens ses huit classes maternelles, quelque deux cent trente élèves du quartier le plus chic de Neuilly, enfants de femilles huppées, de grends petrons ou de diplomates.

S. 52 S. S.

2 60

a...

8 17 Tag

oth Mary

4 1 -- 1 -- 7

" "

1.0752.00

. . . .

11 7 1775

1. 1. 4.2%

12.00

9 . 32

. 3.75

4.0 12.5

1 71 8

. . #

h draffin.

-

100 miles

Bref, e'était un début de carrière palsible pour cette jeune famme blonde de trente ans, haute comme deux bambins de maternelle, elle-même mère d'une petite file de vingt mois. Et que ses anciens formateurs, comme ses ectuels collègues, décrivent unanimement comma « équilibrée, discrète et bonne organisetrices. Selon ees proches, son choix d'enseigner dans les petites classee de matemella répondait à une vraie vocation, fondée sur une attention et un ettachement chaleureux aux leunes enfants.

Brusowement, ce coure tranquitte e basculé. Depuis que, jeudi 13 mai, une demi-heure après le début de la matinée, un homme cagoulé de noir est entré dans sa classe et qu'elle a compris que ses élèves, ses centants » étaient pris en otage, Laurence Dreyfus e été projetée eu centre de ce fait divers

D'autres auraient pu « cre-

C'est son premier posta. L'an la classe, faire peser une prassion dangeureuse sur la praneur d'otages, laisser s'installer la peur et l'angoisse chaz les vingt enfants retenus initialement, et surtout chez les six demiers, enfermés pendant deux interminables lournées et deux nuits, sprès que quatorza enfanta eurent progressivement été libé-

> Pendant querente-six heuree, infatigable malgra quelques problèmes de santé, Laurence Drevfus aura fait preuva d'un calme d'un « cran » at d'un courage remarquebles, soulignés par tous ceux qui ont participé aux laborieuses négociations. C'est elle qui e été la première interlocutrice du preneur d'otages et qui aura su établir avec lui une ralation suffisamment confignts pour qu'il la leisse sontr de la salle de classe et donner aux parents des nouvelles de leurs enfants. C'est elle, surtout, qui a su trouver immédiatement les mots pour ressurer les enfants, faire passer le drame pour un jeu, et puls, forcément, eu fil des heures, répondre eux questions des gemins, inventer sans cesse les mots, les ectivités, les gestes capables de les calmer.

Pour Laurence Drayfus, le plus dur risque de venir maintenant, avec le contrecoup de cette terrible tension. Pour l'institutrice, rian ne sera plus comme avant. Ni avec ces enfants auxquels elle e, deux jours durant, évité le pire. Ni evec leurs parents. Ni evec l'école. Et c'est maintenant, sans doute, qu'elle aura le plus besoin de ces bouquets de flaurs anonymes déposés depuis deux jours à l'école Charcot de Neuilly, accompagnés de ce eimple mot : « Courage. »

G, C.

#### **ENVIRONNEMENT**

#### Malgré l'opposition des Japonais et des Norvégiens

# Le moratoire sur la chasse à la baleine est prolongé

La Commission baleinière internationale (CBI), réunie du 10 au 14 mai à Kyoto, a non seulement maintenu l'interdiction de le chasse commerciale, mais encore adopté deux orientations qui témoignent de le prépondérance des pays protecteurs au sein de l'organisation : au principe d'un sanctueire beleinier en Antarctique (le Monde du 15 mail, s'est ejouté le souci nouveau de la CSI d'élargir ses compétences à la protection des petits cétacés comme les dauphins.

de notre envoyé spécial

Créée en 1946 pour arbitrer les intérêts entre pays chasseurs, la Commission balcinière internationale (CBI) tend à s'adapter à une réalité nouvelle : une opinion mondiale massivement opposée à la chasse à la baleine. Une évolution qui a le don d'irriter le Japon, hôte de la conférence et en même temps partisan résolu de la chasse balei-nière, «La CBI devient une institution de défense des droits des baleines au détriment de ceux des humains. On est en train de créer de nouvelles vaches sacrées », s protesté le représentant japonais, Kazuo Shima. Aucune de ses propositions n'a été retenue, sinon une

dans le département du Calvados

parmi les plus rares en France.

fut membre du conseil de gestion.

On retroovait Frank Duncombe

toute la France.

résolution appelant à reconnaître la «détresse sociale» des communautés vivant de la chasse. L'avai donuée par la CBI au principe d'un sanctuaire baleinier en Antarctique peut être cousidéré comme une vietoire de la France, qui avait demandé-l'ioterdiction de toote chasse commerciale au-delà du 40 parallèle sud. Mais la proposition française o'aurait pu obtenir les trois quarts des votes oécessaires à sou adoption. C'est done une résolution de compromis, préparée par la Suisse, qui e permis de déblo-quer le débat. « Un par en ovant qu'on ourait souhaité plus décisif, mais qui ménage l'avenir», estime M. Xavier Dufresne de la Chevalerie, commissaire français auprès de

Uo groupe de travail sera chargé d'étudier les modalités de mise en œuvre d'un tel sanctuaire. Il se rénnira dans le courant de l'année en Anstralie ponr examioer « les thèmes politiques, écologiques, géographiques et financiers de ce sanctuaire ». Lors de la prochaine conférence baleinière, qui se tiendra eu Mexique, le groupe de tra-vail présentera une nouvelle proposition, plus complète et mieux argumentée que « lo grande et belle idée française ».

La création d'un sanctuaire aura eu moins uo svantage, seloo la France : il permettra de pallier les insuffisances de la oouvelle méthode d'évaluation des populalions de cétacés étudiée par le comité scientifique de le CBI,

La mort du vice-président du conseil général du Calvados

Frank Duncombe,

Cette méthode, fuudée sur un modèle mathématique, est jugée insatisfaisante par beaucoup. Le Japon et la Norvège ont demandé la mise en place au plus tôt de ce système, qui permet d'établir des quotas de capture. En rejetant cette demande, la conférence e de fucto maintenu le moratoire, déjà prorogé l'année dernière, sans même sommettre la proposition au voie

sonmettre la prorogation au vote. Les arguments scientifiques évoqués à Kyoto ont été éclipsés par des considérations politiques et les pressions en coulisse exercées par les grands pays sur les micro-Etats des Caraïbes et du Pacifique. Pressions de la rue eussi : l'extrême droite gangstérisée est venue à la rescousse des coopératives de pêche nippones en vociférant des slogans nationalistes et en s'en prenant notamment à la France.

#### Arguments « émotionnels »

La conférence de Kyoto s donc finalement accentué l'opposition entre les pays favorables à une reprise de la chasse et ceux qui s'y opposent. Comme les Norvégiens ont décide de reprendre unilatéralement, des juin prochain, la chasse côtière à la baleine dans l'Atlanti-que (où vivraient 86 700 petits rorals), les États-Unis ont menacé de boycotter les croisières à bord de oavires norvégiens. Le chef de la délégation norvégieune, Jau Arversen, a répliqué que son gou-vernement devrait reconsidérer son eppartenance à la CBI, comme l'avait fait l'Islande co quittant l'organisation l'an dernier. Les Japonais reprochent aux Etats pro-tecteurs de se laisser influencer par les organisations on gouvernementales: « Ce sont elles et non les États qui ont écrit le scénario de cette conférence », nous dit-il.

La conférence a demandé eo Japon de reconsidérer la procédure d'octroi des permis de chasse à objectifs scientifiques (300 baleines par an). Les Japonais soutiennent destinées à étudier les moyens de réduire le temps d'agouic des beleines, par l'utilisation d'un har-

par la mise à mort des baleines dans les pays uccidentaux, estiment-ils, devrait inciter ceux-ci à réfléchir sur des pratiques admises telle que la corrida. Les Japonais allègoent aussi leurs comptages, opérés par extrapolation. Selon ces estimations, il y aureit 760 000 petits rorquals dans l'hémisphère Sud, ce qui permettrait d'en chas-ser 2 000 par an sans compromettre la survie de l'espèce. « Notre opproche doit être scientifique et non pas emotionnelle», estime M. Shima.

Ayant renoncé à obtenir la levée du moratoire, Japonais et Norvé-giens ont tenté de faire valoir les droits des petites communantés indigènes qui vivent de la chasse à la baleine, comme les Esquimaux. Les Japonais font aussi valoir que la consommatiun de viande de baleine s'inscrit dans leur tradition alimentaire. Ce qui n'est que par tiellemeut vrai. La chasse à ls baleiue est pratiquée au Japon depuis les temps les plus reculés. mais seuls les hebitants de certaines régions evaient coutume de s'en nourrir. Après la deuxième guerre mondiale, en raisoo de la pénurie alimentaire, cette pratique se répandit à toute la popu à la fio des années 40, 55 % des protéioes cousommées par les Japonais provenaient des baleines. Aojourd'hui, ce o'est plus qu'un mets d'amateurs, proposé dans une dizaine de restaurants.

Derrière la bataille menée par le Jepon, il y e plus que la défense des quelque trois cents pêcheurs vivant aujourd'hui de la chasse à la baleine oo d'une question de principe: la baleine constitue une première ligne de défense de l'industrie de pêche nippone. Des espèces tel que le thoo soot également menacées, soit une pêche ayant des implications économiques autrement plus importantes que celle de la balcine : céder sur les cétacés,

# CARNET DU Monde

#### <u>Décès</u>

- M= Madeleine Bachman, M= Laurence Bachman-Tronel, son époux et ses enfants,
M= Catherine Cogdell,
son époux, et ses enfants,
M, et M= Julien Solovieff et leurs enfants, Les familles Lévy, Elbaz, Chavel et

ont la douleur de faire part du décès de leur très regretté

André BACHMAN,

surveun le 12 mai 1993.

L'inciuération aura lieu le luudi 17 mai, à 9 heures, an crématorium du Père-Lachaise (entrée place Gambetta).

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

M= Jean de GALLIER de SAINT SAUVEUR,

s'est endormie dans la paix do Sei-

Vous êtes invités à participer ou vous etes invites à participer ou a vous unir par la prière à la messe qui sera célébrée le tundi 17 mai 1993, à 14 heures, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye.

De la part de Ses enfants, Ses seize petits-enfants, Des familles Happe, Saint-Sanveur et

Ni fleurs ui couronues mais des

Des dons peuvent également être envoyés à la Ligne coutre le cancer, 18, rue Hoche, 78000 Versailles.

Cet avis tient lien de faire-part. 73 bis, rue de Pologne, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

VICENTE AMIGO Jeudi 20 mai 20 h 30 à Barcelone ou à Amiens?

- C'est avec tristeme que Jean-François, Jean-Luc,

ses fils,
Ses petits-enfants,
Sa famille,
Et ses amis, foat part du décès de

André GUILLOT.

dans sa quatro-vingtième année. - Marseille (Buuches-du-Rhône).

Le conseil d'administration de

Le personnel de l'AGRMVO, out la tristesse de faire part du décès de

Raoul ROSE. président d'Organic-Provence, vice-président de l'AGRMVO,

survenu le 14 mai 1993, à Marseille.

La cérémonie religiouse sera célébrée en l'église Saint-Michel, à Marseille, le 17 mai, à 14 heures.

- Le docteur Marianne Delacour-Severie, M. et M= Michel Delacour, ses enfants, Toute la famille, Et les amis, font part du décès de

M. Roger SEVERIE, ancien préfet, officier de la Légion d'honneur, officier du British Empire,

surveuu le 14 mai 1993, dans sa

Les ubsèques serout célébrées le mardi 18 mai, à 15 heures, en l'église d'Agoa.

Condoléances sur registres Cet avis tient lieu de faire-part. « Les tillenis de Masse », 50230 Agoa-Containville.

**Anniversaires** - Le 16 mai 1988, mon mari bien-aimé,

BOUS CUITAIL

Axel GUIGUL

a Il n'a jamais blessé personne, si ce n'est par sa mort, »

un discret défenseur des oiseaux La mort subite du docteur Frank dans toutes les associations qui se Duncombe (le Monde du 15 mai) est préoccupent d'environnement, qu'il un choc pour tous ceux qui, avec lui, s'essesse de la LPO, dont il était viceont œuvré pour la protection des président, ou de la Société nationale oiseaux et la défense de l'environne-ment. A côté de son rôle politique de protection de la nature, dont il était administrateur. Il avait participé dès 1968 à la fondation de CRE-PAN, le groupe qui se consacre à la protection de la nature dans sa région d'origine, à Caen, et il était devenu administrateur de la Fédéracomme vice-président do conseil général, et dans sa ville de Caen comme maire adjoint, Frank Dun-combe s'était engage très tôt dans la sauvegarde du patrimoine naturel de tion française des sociétés de protection de la nature, appelée aujourd'hui France Nature Environnement. II Son effort a d'abord porté sur la présidait sussi l'association Rivages de France, créée en 1991 pour souteréserve de l'archipei des Sept-Iles, créée en 1912 par la toute nouvelle

Ligne pour la protection des ciseaux (LPO) su large de Perros-Guirec (Côtes-d'Armor). Il a été à l'origine Frank Duncombe ne s'intéressait de la réintroduction aux Sept-lles du macareux moine, qui, avec le fou de Bassan, sont les oiseaux nicheurs pas sculement aux oiseaux marins et an littoral. Discrètement, mais efficacement, il lançait toutes sortes d'ini-tiatives pour la protection de l'envi-Lorsque le docteur Duncombe a ronnement dans sa ville et son pris la succession du colonel Philippe Milon au poste de conservateur de la département, qu'il s'agisse de gestion des déchets on de taxe départemenréserve des Sept-lles, il s eu la tâche de défendre ses pensionnaires contre les marées noires. Il a donc créé sur le continent, à l'Île-Grande, un centre tale pour les espaces naturels sensi-bles. L'une des dernières, avant son retrait en 1989, aura été l'élevage des coccinelles pour lutter contre les pucerons, à la place des insecticides d'information et de sauvetage pour d'information et de sauvetage pour uiseaux mazoutés, qui a en tant à faire dans les années 70 et 80. Frank Duncombe s'est aussi bezucoup inté-ressé au sort de la réserve de Camar-gue, dont il était membre du conseil scientifique, ainsi qu'à la réserve de Grandien (Loire-Atlantique), dont il chimiques (le Monde du 21 avril 1993). Sans tapage, il avait fait de sa ville un centre pilote de la lutte biologique pour la protection des plantes. Il est mort en moment même où cette initiative e pris une ampleur nationale.

ROGER CANS

JUSTICE

Au tribunal de Paris

## De six à dix ans de prison ont été requis contre le «commando itinérant» de l'ETA

De six à dix ans d'emprisonne-ment out été requis, vendredi 14 mai, devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris contre quatre Français, membres présumés du «commando itinérant» de l'ETA, et trois Espa-gnols, militants présumés de cette organisation. Au cours des débats, les

JOHN MC LAUGHLIN Teudi 20 mai 20 h 30 à Londres a Amiens?

trois evocats de la défense ont pris à partie le substitut du procureur, frène Stoller, lui reprochant d'avoir été récemment décorée, en même temps que deux autres magistrats parisiens, de la plus haute distinctico de la justice espagnole pour «leur inlassa-ble travail et leur collaboration avec l'Espagne dans la lutte contre l'ETA».

Tout en affirmant qu'elle avait «toujours travaillé dans le respect du droit » et u'svait « absolument pas honte de lutter contre un mouvement terroriste comme l'ETA», Mª Stoller a requis dix ans de prison contre Francisco Mugica Garmendia, dit rrancisco Mugica Carmendia, dif «Artapalo» ou «Paco», chef pré-sumé de l'organisation, José Maria Arregui Erostarbe, dit «Fitti», Jac-ques Esnal et Frédéric Haramboure, ques Esnal et Frédéric Haramboure, sept ans contre Jean Parot, frère d'Henri Parot, emprisonué en Espagne et qui aurait dénoncé tous les prévenus, et six rus contre José Ochoantesana et José Aizpurua-Aizpuru, qui apportaient une aide active au groupe. Le jugament a été mis en délibéré au 18 jum,



CM 20h30 BOB BROZMAN (ESA)

SAMEDI 22 MAI

DU 18 AU 22 MA1

PG 15h00 PUZZLE (France)

BUDDY GUY AND BAND (USA)

CM 29h50 PAT METHENT SECRET STORY TOUR (USA)

LP 24h00 LAPIRO DE MBANGA (Cameroun)

BIREII LAGRENE / M. STERN REUNION (USA/Europe)

EL GRAN COMBO DE PUERTO RICO (Puerto Rico)

LOGATION FNAC OU AU 22-97-79-77

**AGENDA** 

malgré lui : 21 h.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DU
SOLEIL (43-74-24-08). L'inde : de père
en file, de mère en fille : 15 h et 18 h 30.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA
TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle I. Mercadea : 20 h 30, dim. 18 h. CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69). Alfred et George : 20 h. Les Taxider-misses : 21 h 30. Chez Panique : 23 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Alde-mémoire : 18 h et 21 h, COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Le Doux Baiser d'amour : 20 h, dim. 14 h. L'Epouse prudente : 21 h 16, dim. 16 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 19 h et 21 h 30. COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHE-COMEDIE-FRANCAISE SALLE HIGHE-LIEU (40-15-00-15). La Serva amorosa : 14 h. La Feissur : 20 h 30.0km. Les Pri-cieuses riclicules ; l'impromptu de Ver-sailles : 20h30. La Malade imagineire ;

14h.

COMÉDIE-FRANAISE THÉATRE DU
VIEUX-COLOMBIER (42-22-78-22). Le
Sience : Sie est B : 20 h 30, dim. 15 h.

EDQUARO-VII SACHA GUITRY
(47-42-59-92). La Frousse : 21 h. dim.
15 h.

EDRACE MARAIS (49-44-91-55) 176-

ESPACE MARAIS (48-04-91-55), L'Ile des esclaves ; 19 h. Feu la mère de mademe ; 20 h, dim. 16 h. Le Mouette ; 21 h. Téléremdem : 23 h. dem. 19 h.Dim. Le Meriege de Figuro : 16h. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Dis-

logue avec une jeune fille morte : 20 h 30, dim. 16 h, FONDATION DEUTSCH-OE-LA-MEURTHE (48-57-44-11). Etiem Peccata Middlen less péchés): 21 h.
PONTAINE (48-74-74-40). Le Clen des veuves: 15 h 30 et 20 h 45,
G A I T É - M O N T P A R N A S S E

(43-22-16-15). Ce qui arrive et ce qu'on ettend : 20 h 45, dim. 16 h. HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmallon : 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h. HUCHETTE (43-26-38-99), La Cantatrice Chause: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. L'Augmentation: 21 h 30. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Temps LA BRUYERE, 148-74-78-99, 1 emps contre temps: 20 h 30, dim. 15 h. LE TRIANON (48-06-83-86). Dérapage sur un clair de lune : 16 h 30, dim. 14 h 30. Schubert, le voyageur de l'hiver : LIERRE-THÉATRE (45-66-65-83).

Encore une houre si courte : 20 h 30, dim. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Salle Roger Blin. La Marolle ; Dicascalles : 20 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 16 h 45, L'Escaller : 20 h. René Destes, le passion d'un exilé vol carries, le passion d'un excle volontaire ; 21 h 30. Théêtre rouge. Les Dix Com-mandements : 18 h. La Benc : 20 h. La SI Johe Via de Sylvie Joly : 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09). Atout coeur : 21 h, dim. 16 h 30. MARIE-STUART (45-08-17-80). Je me tiens devant toi nue: 18 h et 20 h 30. Huis clos: 18 h 30. Tempête sur une toile

MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pee un homme fecile : 17 h 30 et 21 h, cirr. MARIGNY (SALLE POPESCO) (42-25-20-74). Suite royale : 21 h, dim.

MICHEL (42-65-35-02), Sexe & jalousie : 18 h et 21 h 15, dkm, 15 h 30, MICHODIÈRE (47-42-35-22), Partenaires: 17 h et 20 h 30. dim. 16 h. 20 h 30, dim, 16 h. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Mox-

(PETIT) MONTPARNASSE (43-22-77-30), Le Golem : 21 h, dim.

## PARIS EN VISITES

**LUNOI 17 MAI** 

«Une création originale de l'architecte Duban : l'Ecole nationale des
beaux-arts » (limité à vingt-cinq personnes). 14 heures, 14, rue Bonaperte (Monuments historiques).
«Montmartre : cités d'ertistes,
ruelles, jardins et village», 14 heures,
métro Abbesses (M.-C. Lasnier).
«Les passages couverts du Sentier,
où se réalise la mode féminime. Exotieme et dépaysament assurés »

« L'hôtel de Sournenne et de Madame Hamelin » (limité à vingt-cinq personnes), 14 h 30, 68, rue d'Hau-taville, dans la cour (Monuments his-

« Exposition : Is printsmps des génies», 14 h 30, Bibliothèque natio-leis, 56, rue de Richelieu (Tourisme

« Versailles : les hommes célèbres du quarter Notre-Dame », 14 h 3D, 7, rue des Réservoirs (Office de tou-risme de Versailles).

«Hôtels et jardins du Marais. Place es Vosges», 14 h 30, sortie métro aint-Paul (Résurrection du passé). «Le village de Charonnes, 14 h 30, métro Porte-de-Bagnolet, sortis bou-leverd Mortier (C. Merle).

«Le jardin du Luxembourg : histoire d'un jardin et d'un paleis e, 14 h 30, métro Luxembourg, sortie à l'entrée du jardin (Conneissance de Paris). « Cours et hôteis de Saint-André-des-Arts», 14 h 30, carrefour de NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-59). Le roi se mourt : 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Tout va blen : 20 h 30, dirg. 16 h. OLYMPIA (47-42-25-49). Guy Bedos et

OLYMPIA (47-42-25-49). Guy Bados et Muriel Robin: 20 h 30. P O C H E - M O N T P A R N A S S E (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quetre heures de la vie d'une femme : 18 h et 21 h, dim. 15 h. PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock : 17 h et 20 h 45. POTIMERE (42-61-44-16). Méli-mélo-man : 21 h, dim. 18 h. RANELAGH (42-88-64-44). Les Enfants

RANELAGH (42-88-64-44), Les Enfants du silence : 20 h 45, dim. 17 h. SPLENDID BAINT-MARTIN (42-08-21-93). Gisèle st Robert : 20 h 30. Improvisiond : 22 h. THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-65). Coupeurs de virages : 21 h. THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). L'Avere : 20 h 30. THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Laurent Violet : 21 h. THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Jourse Filips

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89]. Journes Filles seules avec peu d'expériences...: 20 h 30, dim. 17 h. Belle de Mei. L'Aber-ration des étoiles fixes : 21 h, dim. 17 h. THÉATRE OE LA MAINATE (42-08-83-33). Les Dessous de Labiche : 22 h, dim. 20 h 30. THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. Le Mégère exprivoleés : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-68-43-60). Petite salle. Staline : 21 h, dim. 18 h.

THÉATRE NATIONAL DE L'OCÉON (PETITE SALLE) (44-41-36-36), Le Phénix du Nouveau Monde : 16 h 30, THÉATRE DE NESLE (48-34-61-04). Sette rit jeune : 20 h 30. On va faire la cocotte, Meis n'ite promène donc pas toute nue: 22 h 16.
THÉATRE OU ROND-POINT RENAUD-BARRAULT (44-95-98-00). Petita sele.
La Moine: 19 h, drn. 16 h.Drn. Là où le

bleu de la mar est sens limite : 18h. THÉATRE SILVIA-MONFORT (45-31-10-86). Arlequin serviteur de deux metgres : 20 h. dim. 16 h 30. THEATRE OF LA VILLE (42-74-22-77). Florero divorce : 20 h 30. TOURTOUR (48-87-82-48). M'sieur Offenbech: 19 h. Chronique d'une mont retardée : 20 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).

Marc Jolivet: 21 h.

# CINÉMA ..

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24) SAMEDI Pavillon neir (1944, v.o. traduction simul-

tanée par cseque), de Frank Borzage. 16 h ; la Femme su corbeau (1933, v.o. interdires angleis - traduction simultanée), de Frank Borzage, Humoresque (1820, v.o. interdires angleis - traduction simultanée). Frank Borzage, 21 h.

DIMANCHE DIMANCHE
Hommage à Frank Borzage: The Ninth
Commandment (1823, v.o. Intertitres
anglais - traduction simultande), de Frank
Borzage, 5a vie (1624, v.o. intertitres
angleis - traduction simultande), de Frank
Borzage, 16 h 30; Simon is pêcheur
(1668-1958, v.o. traduction simultande),
de Frank Borzage, 16 h; Caux de la zone
(1933, v.o. a.t.), de Frank Borzage.

> PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Trop tift, trop tard (1980-1981), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 19 h ; Chronique d'Arne Magdalene Bach (1968, v.o. s.t.1.), de Jean-Marie Straub, le Fiancé, la comédienne et le maquareau (1668, v.o. s.t.l.), de Denièle Huillet et John-Marie Straub, 21 h.

DIMANCHE J. M. Straub et D. Huillet ; la Mort d'Em-

l'Odéon, statue de Danton (Mr Cazes).

e Rotonde et salle souterraine de l'ancienne faculté de médecine et collège des Ecossals s, 15 heures, angle de la rue de la Blücherie et de la rue Colbert (D. Bouchard).

«Le septième arrondissement ou le quartier du Vieux-Caillou», 15 houres, sortie métro Latour-Maubourg (Pans et son histoirel.

**CONFÉRENCES** 

Musée de l'homme, palais de Chail-lot, 12 h 30 : «Hommes et cultures au temps de la Préfisitoire : Arts pré-historiques», par D. Vialou. Entrés libre (Société des amis du Musée de

23. quai de Conti, 14 h 45 «Temps coemique et temps du sais dans la conscience iranienne islam que», per C. Jambet (Académie de sciences morales et politiques).

23, quai de Conti (grande salle des séances), 15 heures : e Les centres actifs en polymérisation ionique : una nouvelle approche de leur caractérisation » par S. Penczek; « Exchotoxicité et cibles gliales du glutamate », par V. Teichberg (Académie des eciances)

35. rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : «L'Autriche de Scheen-brunn», per A. Neumann (Maison de

pédocie (1985), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, Noir Pédoé (1989), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 18 h : Amerika, rapports de classe (1984, v.o. s.t.f.), de Jean-Marie Straub at v.o. 3.t.f.], de Jean-Mana Straub at Danièle Huillet, 18 h; Tournage de Ame-rika, rapports de classe (1983), d'Hanun Farocki, Toute révolution est un coup de dés (1877), de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, En rechachent, de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 21 h 16.

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Paradise Lost (1970, v.o. s.t.f.), d'Evelyn Lambart, Pour la saiste du monde (1963, v.o. s.t.f.), de Fierre Perrault, 17 h 30; Tout rian (1978, v.o. s.t.f.), de Frédéric Beck, Gine (1875, v.o. s.t.f.), de Denys Arcand, 20 h 30,

DIMANCHE DIMANCHE
Les Cinémas du Canada: Métrofolie
(1967, v.o. s.t.f.), d'Yvon Malietta, isabel
(1967, v.o. s.t.f.), de Paul Aimond,
14 h'30; Zakkaron (1971, v.o. s.t.f.), de
Laurent Coderre, Patricis et Jean-Baptista
(1968, v.o. s.t.f.), de Jean-Pierrs Lefebvre, 17 h 30; Après ia via (1978, v.o.
s.t.f.), d'Ishu Petal, Dembères Françailles
(1973, v.o. s.t.f.), de Jean-Pierre Lefebre (1973, v.o. a.Lf.), de Jean-Pierre Lafèvre,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande Galerie, porta Saint-Eustacha, Forum des Halles (40-28-34-30)

SAMEDI SAMEDI
Charles Trenet, le Fou chentant a quatre-vingts ens : Spot dens les phermecies (1978) de François Reichenbach, Ce soir à l'Etolie, Charles Trenet (1961) de François Chatel, Trenet (1990) de Simon Freige, 14 h 30 ; Spot chocolat Kolter (1947), Ce soir à Paris : Charles Trenet (1961) d'Igor Barrère, Frederica (1942) de Jeen Boyer, 18 h 30 ; Eclair journel, Cheles Trenet (1983) de Jecques Erraud, 18 h 30.

DIMANCHE
Charles Trenet, le Fou chentent a quatre-vingts ans : les Paris du cosur (1986) de Jacques Richard, France actualités, Romenes de Paris (1941) de Jean Boyer, 14 h 30 ; Portrait : Charles Tranet (1970), de Pierre Philippe, Spot chocolat Kohler (1947), Spot Wizard (1979), Trenet d'hier et d'sujourd'hui (1868) d'André Pargament, 16 h 30 ; Spot chocolat Kohler (1947), Ce soir à Paris : Charles Tranet (1942) de Jean Boyer, 16 h 30 ; Spot dans les phermackes (1878) de François Raichenbech, Ce soir à l'Etolie, Charles Trenet (1961) de François Chatel, Tranet (1990) de Simon Freige, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITES DIMANCHE

LES EXCLUSIVITÉS L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) : L'Emrepot, L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). AGAGUK 67.-Can., v.o.): Georgs V, 8-(45-52-41-45: 38-65-70-74); v.f.: Geu-mont Panasse. 14- (38-68-75-55). AGANTUK LE VISTTEUR (Ind., v.o.): Lucerneire, 8- (45-44-57-34). USS AMIES DE CŒUR (It., v.o.): Letine, 4-42-72-47-465.

4 (42-78-47-86), ANTONIA & JANE (Briz, v.o.) : Gaumont

Parmassa, 14 (36-68-75-65), L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIA-THÉQUE (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6-(48-33-87-77; 36-65-70-43); Le Seint-Germain-des-Prés, Salle G. de Besuregard, 6- (42-22-87-23). ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum

ANIZONA DHEAM (A.-H., v.o.); Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26; 36-65-70-67); Les Trois Luxembourg, 6-(48-33-97-77; 36-65-70-43); UGC Bier-ritz, 6= (45-62-20-40; 36-65-70-81); Mistral, 14= (36-65-70-41), Magrat, 14 (30-65-70-41), ATTACHE-MOII (Esp., v.o.) : Studio Gelende, 6 (43-64-72-71 ; 38-65-72-05) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

(45-54-46-85).

AVRIL ENCHANTÉ (Brit., v.o.): Forum Orient Express. 1- (42-33-42-26; 36-65-70-67): 5 turbio des Ursulines, 5- (43-26-18-09): George V, 6- (45-62-41-46; 36-65-70-74); Sept Parnassiers, 14- (43-20-32-20); 14- Juliet Beaugreralia, 15- (45-75-79-79); v.f.; Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43; 38-65-71-88).

38-65-71-89). BAD LIEUTENANT ("1 (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Vtopie, 5-(43-26-84-65) ; v.1. : Mompemessa, 14-BASIC INSTINCT (T) (A., v.o.) : Studio

Galande, 5- (43-54-72-71; 36-66-72-05); UGC Triomphe, 8-(45-74-93-50; 36-65-70-78). BEGNETS DE TOMATES VERTES (A. vo.): Ciris Bezburg, 3·(42-71-52-36); Cirioches, 6·(48-33-:0-82); UGC Triomphe, 8·(45-74-93-50; 36-65-70-76); Grand Pavois, 15·(45-54-46-85).

BENNY'S VIDEO (415., v.a.): 14 Julies Odect, 6 (43.25-59-83). 8LADE RUNNER-VERSION INEDITE 84.0/2 HUNNEH-VERSION INCOME IN C. (A. v.o.): Cub Gaumoni (Publicis Marigoni), 3: (42-56-52-78); Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68).

800.YGUARO (A., v.o.): Images d'aileurs, 5: (45-37-18-09); Grand Pavols,

15- (45-54-48-85). C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (\*) (Bel.) : Ecde de Bois, 5- (43-37-57-47).

(7) Ded : Epse Ca Bost, 5" (43-37-67-47).

CAVALE SANS ISSUE (A., v.o.): Gaumont Marignan-Concords, 6"
(36-68-75-55); v.f.: Paris Ciné I, 10(47-7D-2)-71); Montpamasse, 14125-50-75-51. (36-69-76-55). CHÉRIE, JAI AGRANDI LE SÉBÉ (A., V.I.): C-roches, 6- (48-33-10-82); Seint-Lambert, 15- (45-32-91-69).

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.): Grand Pavois, 15: (45-54-46-85); Saint-Lam-bert, 15: (45-32-91-88). COUP DE JEUNE (Fr.): UCC Montpar-Rasse, 6 (45-74-94-94; 36-65-70-14); George V, 8- (45-62-41-46; 36-65-70-74); UGC Opérs, 9-(45-74-95-40; 36-65-70-44). LA CRISE (Fr.) : UGC Triemphs, 8-

(45-74-93-80 ; 36-65-70-75); Lus Mont-parnos, 14- (38-65-70-42); Saint-Lam-bert, 15- (45-32-91-65). CUISINE ET DEPSNDANCES (Fr.) : Guimort Les Helles, 1- (36-68-75-55); Gau-mort Opéra, 2- (36-68-75-55); 14 Julies

#### LES FILMS NOUVEAUX

FRANÇOIS TRUFFAUT. A partir de vendredi 14 mai. Film français de Serge Toublene et Michel Pascal : Le Seint-Germain-des-Prés, Seile G. de Beauregard, 6+ (42-22-87-23); Le Batzec, 8+ (45-81-10-60).

ه کذار من رالامل

MA SAISON PRÉFÉRÉE. A partir MA SAISON PRÉFÉRÉE. A partir de vendredi 14 mal. Film français d'André Téchiné: Fonum Horizon, 1º (45-08-57-67; 38-65-70-83); Gaimont Hautefeulle, 6º (36-68-75-55); UGC Denton, 0º (42-25-10-30; 38-65-70-68); UGC Mantiparnasse, 8º (45-74-94-94; 38-65-70-14); Le Pagode, 7º (36-68-75-55); Gaumont Marignan-Concorde, 8º (36-68-75-56); Saint-Lazara-Psaquier, 8º (43-67-35-43; 36-65-71-88); UGC Barritz, 8º (45-62-20-40; 36-85-86-71-88); UGC Barritz, 8º (45-62-20-40; 36-85-(43-87-35-43; 36-65-71-88); UGC Barriez, 8: (45-82-20-40; 36-85-70-91); UGC Opérz, 9: (45-74-95-40; 36-65-70-44); La Bastille, 11: (43-07-48-80); Las Nation, 12: (43-43-04-87; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59; 38-65-70-84); UGC Gobelins, 13: (46-61-94-95; 38-65-70-45); Gaumont Alésie, 14: (38-68-75-14); Montperness, 14: (38-68-75-16); 14: Julien Basugranella, 15: (45-75-79-76); Gaumont Convention, 15: (36-68-76-65); UGC Misitot, 17: (40-88-00-16; 36-65-70-61); Pathé Wepler, 16: (38-68-20-22).

PASSAGER 57. Film américain de PASSAGER 67. Film américain de Kevin Hocks, v.o.: Forum Hortzon, 1 = (45-08-57-57; 38-85-70-83); UGC Damen, 6-(42-25-10-30; 36-65-70-83); George V, 8-(45-62-41-48; 36-65-70-74); UGC Normandie, 6-(45-83-16-16; 36-65-70-82); v.f.: Rex, 2-(42-38-83-93; 38-65-70-23); UGC Momparnesse, 6-(45-74-94-94; 38-85-70-14); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31;

36-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12• [43-43-01-59; 36-65-70-84]; UGC Gobeline, 13• (45-61-94-95; 36-65-70-45) ; Mistral, 14- (36-65-70-41) ; Montparnassa, 14- (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15- (45-74-83-40; 36-65-70-47); Pathé Cachy, 18- (36-68-20-22); Le Gambetta, 20- (45-36-10-98; 38-85-71-44). PROPOSITION INDÉCENTE. Film

américain d'Adrien Lyne, v.o.; Forum Horizon, 1= (45-08-57-57; 36-65-70-83); UGC Odéon, 6= (42-26-70-83); UGC Odéon, 6- (42-26-10-30; 38-65-70-72]; Gaumont Merignan-Concords, 6- (38-68-75-56); UGC Normandie, 6- (45-63-16-16; 36-85-70-82); UGC Opérs, 9- (45-74-95-40; 36-85-70-44); 14 Juliet Bastille, 11- (43-67-90-81); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-96; 36-85-70-45); Sept Parmessiens, 14- (43-20-32-20); 14 Juliet Beaugraneite, 15- (45-75-79-78); UGC Meillot, 17- (40-88-00-16; 38-65-70-61); v.f.; Rex (6- Grand Rext), 2-70-61); v.f.: Rex (le Grand Red, 2-(42-36-83-93; 36-85-70-23); UGC Montparmasse, & (45-74-94-94 ; 36-85-70-14); Saint-Lazare-Pasquier, & (43-87-35-43; 36-65-71-88); Para-mount Opéra, 9- (47-42-56-31; 36mount Opéra, 9- (47-42-56-31; 36-65-70-18); Les Nation, 12- (43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-56; 36-65-70-84); Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (36-68-75-55); Gaumont Alésio, 14- (36-68-75-55); UGC Conven-tion, 15- (45-74-93-40; 38-65-70-47); Partié Wenter, 18- (36-65-

Odéon, 6 (43-25-98-83); La Pegode, 7(36-88-75-55); Gaumont Ambassade, 8(38-88-75-56); 38-85-75-08); Les
Nation, 12 (43-43-04-87;
36-85-71-33); UGC Lyon Bastille, 12(43-43-01-58; 36-65-70-84); Gaumont
Gobelins bis, 13- (38-88-76-55); Gaumont Alfeis, 14- (38-85-75-14); Miramer, 14- (38-85-70-38); Gaumont
Convention, 15- (38-88-75-55); La Gambatta, 20- (46-38-10-98; 38-85-71-44).
DE FORCE AVEC D'AUTRES (Ft.): Epée
de Bois, 5- (43-37-57-47). MALCOLM X (A., v.o.) ; Images d'silde Bois, 5- (43-37-57-47).
DELICATESSEN (Fr.) : Studio Galenda, 5-

DELICATESSEN (97.): Studio Galenda, 5-(43-54-72-71; 36-65-72-05); Select-Lambert, 15- (46-32-81-68). DERNIÈRE L'ARTE (\*\*) (A., v.o.): Images d'allisurs, 5- (45-87-18-09); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). DES HOMMES D'HONNEUR (A., v.o.):

Ciné Beubourg, 3: (42-71-52-36); Grand Pavois, 15: (45-54-48-85); Saint-Lam-bert, 15: (46-32-91-88). DES JOURS ET DES NUITS DANS LA DES JOURS ET DES NUITS DANS LA FORET (Ind., v.o.): Les Trois Linembourg, 6: (48-33-87-77: 36-65-70-43), LA DIFFÉRENCE (A., v.o.): Crof Beeubourg, 3: (42-71-52-36); Gaumont Ambassade, 8: (38-68-76-55; 38-65-76-08); Les Montparnos, 14: (36-65-70-42); v.f.: Paramount Opére, 9: (47-42-66-31: 36-65-70-18); Gaumont Gobains, 13: (36-68-75-18); Gaumont Alésia, 14: (38-85-75-14); Gaumont Alésia, 14: (38-85-75-14); Gaumont Corvention, 15: (38-68-75-55); Le Gambatta, 20: (46-36-10-86); Gambatta, 20- (46-36-10-86;

36-65-71-441 DRACULA (\*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) ; Seint-Lambert, 15-(45-32-91-88). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.,

v.c.); Ciné Benubourg, 3-(42-71-52-36); Lucernaire, 6-(45-44-57-34); Seint-Lembert, 15-(45-32-91-88). ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.): Gaurnont Ambassade, 6: (36-68-75-55; 38-65-75-06); v.1: Gaurnont Parnesse, 14: (38-68-75-56), FATALE (FT-Brit., v.o.): Cirioches, 6: (48-32-10-87)

(48-33-10-82). FOREVER YOUNG (A., v.o.): UGC Denton, 6- (42-25-10-30; 36-85-70-88); Gaumont Marignan-Concorde, 8- (36-88-75-55); v.1. Rex., 2- (42-36-83-83; 36-65-70-42); Les Montpernos, 14- (38-65-70-42).

HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-36) ; Denfert, 14-(43-21-41-01). HÉROS MALGRÉ LUI (A., v.o.) Cinoches, 6 (46-33-10-52); George V, 9 (45-62-41-46; 38-86-70-74). IMPITOYABLE (A., v.o.): Bysées Lin-coin, B. (43-59-36-14); La Bestile, 11-(43-07-49-80); Grand Pavola, 15-(45-64-48-85). INDOCHINE (Fr.): Forum Orient Express,

INDOCHINE Ft): Form Orient Express, 1\* |42-33-42-26; 36-65-70-67; George V, 6: |45-62-41-46; 36-65-70-42; Grand Pavois, 15- |45-64-46-85; Saint-Lambert, 15- |45-54-46-85; Saint-Lambert, 15- |45-52-91-68; INTIMES CONFESSIONS (7 (A., v.o.): George V. 8: |46-82-41-48-

George V. 6: (45-82-41-48; 36-65-70-74; v.f.: UGC Montparresse, b: (45-74-84-84; 38-65-70-14). JENNIFER 8 (A., v.o.) : Germont Lee Halles, 1 (38-68-76-55) ; Germont Heu-Halles, 1º (36-68-75-65); Germant Neu-tefeuille, 6· (36-68-75-65); Publicis Seint-Germain, 6· (42-22-72-80); Publicis Champs-Bysses, 8· (38-68-75-65); 14 Juillet Seaugranete, 15· (45-75-79-79); v.f.: Miramar, 14· (36-85-70-38). JERICO (V. v.o.) : Letina, 4-(42-78-47-86) ; L'Entrepôt, 14-(45-43-41-83).

LE JEUNE WERTHER (Fr.) : Ciné Beau-bourg. 3- (42-71-52-36) ; Le Baizec, 8-(45-61-10-60) ; Escurial, 13-(47-07-28-04) LE JOUR DU DÉSESPOIR (Por., v.o.) : Latins, 4-(42-78-47-86). LES LIAISONS DANGEREUSES (A.

v.o.) : One Beautourg, 3- (42-71-52-35) ; Grand Paucis, 15- (45-54-48-85), LA LOI DE LA NUIT (A., v.o.) : Cinoches, 6- 145-33-10-821 LOUIS, EMFANT ROI (Fr.) : Gournort Las Helles, 1+ (36-68-75-55); Gaumont Lee Opéra, 2+ (36-68-75-55); 14 Juffet Odéon, 6+ (43-25-59-83); Gaumont Hau-tefaulle, 8+ (26-68-75-55); Le Pegode, 7sées, 8<sup>-</sup> (36-68-75-55); 14 Juillet Bas-tille, 11<sup>-</sup> (43-57-90-81); Les Nation, 12<sup>-</sup> (43-43-04-87; 38-85-71-33); Gaumont Gobelins bis, 13<sup>-</sup> (36-68-75-55); Gau-mont Parriesse, 14<sup>-</sup> (36-68-75-55); Gaumont Parmases, 14° (36-58-75-59); Gau-mont Alésia, 14° (36-55-75-14); Gau-mont Convention, 15° (36-88-75-55); Geumont Kinopanorame, 16° (36-68-75-55); Pathé Wepler II, 18° (36-68-20-22); Pathé Wepler, 18° (36-68-20-22);

70-47); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22); La Gambette, 20 (46-36-

10-96; 38-65-71-44).

MALCOLM X (A., v.o.); Images d'sileurs, 5 (45-87-18-09), MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION (A., v.f.); Cinoches, 8 (46-33-10-82); Seint-Landert, 15 (45-32-91-68), MARIS ET FEMMES (A., v.o.); Cinoches, 6 (46-33-10-82); Lucameire, 6 (45-44-57-34); Seint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

(45-32-91-69), Sent-Cambert, 13-(45-32-91-69), MENDIANTS ET ORGUEILLEUX (Eg., v.o.): Umple, 5- (43-26-84-65); Reffet République, 11- (48-06-51-33); Sept Per-passione, 14- (43-20-32-20),

MONSIGUR LE OÉPUTÉ (A., v.o.); Forum Orient Barress, 1+ (42-33-42-26; 36-85-70-87); Geumont Ambassade, B-(36-68-75-56; 36-85-75-08); UGC Nor-(36-68-75-55; 38-85-75-98); UGC Nor-mendie, 8• (45-63-16-16; 38-66-70-82); v.f.; Rex, 2• (42-38-83-83; 38-65-70-23); UGC Montparmasae, 6• (45-74-94-84; 36-65-70-14); Paramount Opdra, 9• (47-42-56-31; 36-65-70-19); UGC Lyon 8agrille, 12• (43-43-01-56;

36-85-70-84); UGC Gobeline, 13-(45-61-84-95; 36-85-70-45); Gaumont Alfsia, 14-(38-65-76-14); UGC Conven-tion, 15- (45-74-93-40; 38-85-70-47); Path Clicky, 18-(38-85-20-22); La Gam-betta, 20- (48-38-10-98; 38-85-71-44). MY OWN PRIVATE IDAHO (\*) (A., v.o.): Ciné Bembourg, 3-(42-71-52-35); Grand Pavole, 15-(46-54-46-86).

Grand Pavols, 15 (45-54-46-35).
LES NUITS FALIVES (\*) (Ft.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36): UGC Montpernasse, 6- (45-74-94-94: 38-85-70-14); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50; 36-85-70-76); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40; 36-65-70-44); UGC Gobeline, 13- (45-81-94-85; 36-65-70-45); Mistral, 14- 18-85-70-41). L'CEIL DE VICHY (Fr.) : Reflet Logos 1, 5-(43-54-42-34).

(43-54-42-34).

OPPOSITE SEX (A., v.o.) : George V, 8-(45-52-41-45 ; 36-55-70-74) ; Sept Parisasient, 14-(43-20-32-20).

ORLANDO (Srit., v.o.) : Cné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5-(43-37-57-47).

(43-57-57-47).
LE PAYS DES SOURDS (Fr.): 14 Juliet
Parnesse, 9- (43-26-58-00).
PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES
DU GUARTIER (Esp., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Studio Gsiende,
5- (43-54-72-71; 36-65-72-06).
PETAIN (Er.) bourg, 3- (42-71-52-36); Studio Gelende, 5- (43-54-72-71; 36-65-72-05); PÉTAIN (Fr.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57; 36-65-70-83); Genment Heutefeustle, 8- (36-68-75-55); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30; 38-65-70-72); Gaumont Marignan-Concorde, 8- (36-63-75-55); Seira-Lazaro-Paequier, 8- (43-67-35-43; 36-65-71-89); UGC Bitarritz, 8- (45-62-20-40; 36-65-70-81); UGC Dpéra, 8- (45-74-85-40; 36-65-70-44); Les Netion, 12- (43-43-01-68; 36-65-70-84); Gaumont Gobelins, 13- (43-20-32-20); Bienvende Montpernesse, 14- (43-65-70-41); Sept Parnessiens, 14- (43-20-32-20); Bienvende Montpernesse, 15- (36-65-70-83); Gaumont Convention, 15- (36-85-70-83); Gaumont Convention, 15- (36-85-70-83); Gaumont Convention, 15- (36-65-70-83); Gaumont Convention, 15- (36-65-70-73); UGC Melitot, 17- (40-68-00-18; 36-65-70-61); Pathé Wapler B. 18- (36-88-20-22). PETER'S FRIERIOS (Brit, v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28; 36-65-70-67); UGC Banton, 8- (42-26-10-30; 36-66-70-68); UGC Rotonde, 6- (46-74-84-84; 36-65-70-73); UGC Bietritz, 8- (45-62-20-40; 36-65-70-81); Linear-

(45-62-20-40 ; 38-65-70-81). LE PETIT PRINCE A ORT (FT.) ; Liboar-naira, & (45-44-57-34) ; Grand Pavola. 15- (45-84-48-85). PROSPERO'6 BOOKS (Brit. HoL, v.o.):

Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Denfert, 14- (43-21-41-01). QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin.,

RAPIO FIRE (A., v.o.): George V, 8-(45-62-41-46: 36-66-70-74); v.f.: Res. 2- (42-36-83-93: 36-65-70-23); UGC 2: (42-36-83-93; 6- (45-74-94-84; 36-65-70-14); Paramount Opérs, 6- (47-42-56-31; 36-65-70-18); UGC Gobeline, 13- (45-81-94-85; 36-65-70-45); Pathé Cichy, 18-

RESERVO(R DOGS (\*\*) (A., v.o.) : Ciná Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Utopia, 5-(43-26-84-65) ; Grand Pavois, 15-(45-54-48-85). RETOUR A HOWARDS END (Bric.,

v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Geumont Ambessede, 9- (36-88-75-55 ; 36-56-76-08) ; Saint-Lembert, 15-

36-56-76-08); Saint-Lembert, 18(45-32-91-68);
RIENS DU TOUT (Fr.): Ciné Beaubourg,
3- (42-71-52-36); 14 Juliet Pamesse, 6(43-26-58-00);
ROULEZ JEUNESSE I (Fr.): Gaumont
Les Halles, 1- (36-68-75-55); Gaumont Hautefeuille, 6- (36-68-75-55); Gaumont Hautefeuille, 6- (36-68-75-55); Gaumont Hautefeuille, 6- (36-68-75-55); Gaumont Ambassade, 8- (36-68-76-65);
36-65-75-08); Gaumont Grand Eoran Itaile, 13- (36-68-75-55); Gaumont Parnesse, 14- (36-68-75-55); Gaumont Parnesse, 14- (36-68-75-55);
SASSEA TRAORÉ (Fr.-Suis,-burkinebé,

ne, 13\* (36-68-75-65).

SAMIRA TRAORÉ (Fr.-Suis.-burkinsbé, v.o.): Utople, 5\* (43-26-84-85).

SANTA SANGRE (\*\*) (Mex., v.o.): Espace Saim-Michel, 5\* (44-07-20-49); Espace Saim-Michel, 5\* (44-07-20-49); Espace Saim-Michel, 5\* (44-07-20-49).

SCHTONIK ((All., v.o.): Bennente Mont-parmetes, 15\* (36-85-70-38).

LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A., v.o.): Grand Pavole, 15\* (45-32-91-88).

SINGLES (A., v.o.): Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57; 38-85-70-83); 14 Juillet Oddon, 9\* (43-25-59-83); UGC Barritz, 9\* (45-62-20-40); 38-85-70-81); 14 Juillet Bastille, 11\* (43-87-90-81); Escuriel, 13\* (47-07-28-04); Sept Parmessiens, 14\* (43-20-32-20); 14 Juillet Beautille, 15\* (45-75-79-79); v.f.: Miremer, 14\* (38-85-70-39).

15 (48-70-78-70) (38-85-70-38) SISTER ACT (A., v.o.) : Cinoches, 8-(46-33-10-82) : Saint-Lambert, 15-

SISTER ACT (A., V.O.): CHINATES, V. (46-33-10-82); Saint-Lambert, 15- (46-32-81-88).

SOMMERSBY (A., V.O.): Gaument Les Heiles, 1- (36-88-75-55); UGC Denton, 6- (42-25-10-30-36-86-70-88); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94; 36-65-70-73); Gaumont Marignan-Concorde, 8- (36-88-76-55); UGC Normandle, 6- (45-63-18-16; 36-86-70-82); Gaumont Grand Ecran Italia, 13- (36-88-70-85); UGC Mailtot, 17- (40-88-00-18; 36-85-70-81); V.f.; Gaumont Opéra, 2- (36-83-76-55); Bretagne, 8- (36-86-70-37); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-68; 38-86-70-84); Gaumont Gobelins, 13- (36-88-75-56); Gaumont Alásia, 14- (36-85-75-14); UGC Convention, 15- (45-74-63-40; 38-86-70-47); Pathé Wapler R, 18- (36-88-20-22).

(36-88-20-22), LE SONGE DE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.) : LE SOUNGE DE LA LUMITERE (1912, V.O.): Espace Saint Michel, & (44-07-20-48). LE SOUPER (Fr.): Lucemaire, & (45-44-57-34): UGC Bierritz, 8-(45-82-20-40: 38-85-70-81).

45-82-20-40; 38-85-70-81].

LES SURVIVANTS (A., v.o.); Forum Orient Express, 14 (42-33-42-26; 36-85-70-87]; Gaumont Marignen-Cancorde, 9 (36-88-75-65); v.f.; Rex, 2-(42-36-83-93; 36-85-70-23); Paremount Opére, 9 (47-42-86-31; 36-65-70-18); Gaumont Gobeline, 13-(36-88-75-55); Montparnesse, 14-(38-88-75-55); Gaumont Convention, 15-(38-88-75-55).

TALONS AKGURLES (Esp., v.o.): Stantio Gslands, 5- (43-64-72-71; 36-65-72-06); Statio des Ursuffres, 5-(43-26-19-06); Denfert, 14-(43-21-41-01); Ssim-Lembert, 16-(45-32-91-68).

(45-32-91-68). LE TEMPS D'UN WEEK-END (A., v.o.); Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26; 38-86-70-87); George V, 8-(45-62-41-46; 38-65-70-74); UGC Blar-ritz, 8- (45-82-20-40; 38-65-70-91). THE CRYING GAME (\*) (Bit., v.o.): Cné Beeubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Elysées Lincoln, 6- (43-59-36-14).

coin, 6- (43-59-38-14).
THE UNBELIEVABLE TRUTH (A., v.o.):
Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Lucarneire, 5- (45-44-57-34).
THELMA ET LOUISE (A., v.o.): Ciné
Besubourg, 3- (42-71-52-36); Cinoches,
6- (46-33-10-82). TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) :

TOUS LES MATINS DU MONDE FT.]:
Crié Besubourg. 3- (42-71-52-36); Grand
Pevois, 15- (45-54-46-85); Saint-Lembert. 15- (45-32-91-88).

TOYS (A., v.o.): Crié Besubourg. 3(42-71-52-36); George V; 8(45-62-41-45: 36-65-70-74); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.: Gaumont Opéra, 2- (36-88-78-56).

UN CEUR EN HIVER (Fr.): Epée de
Bols, 5- (43-37-57-47).
UN FAUX MOUVEMENT (\*) (A., v.o.):
Forum Horizon, 1- (45-08-67-67);
36-86-70-63); UGC Odéon, 6(42-25-10-30; 36-65-70-72); UGC
Rotonde, 6- (45-74-84-64);
38-65-70-73); UGC Champs-Elyaées, 9(45-82-20-40; 36-85-70-99); Paramount Opéra, 8- (47-42-66-31;
38-65-70-18); 14- Julitet Bastille, 11(43-67-90-81); UGC Gobeline, 13(45-68-70-46); Mistral,
14- (36-65-70-41).

UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS

(Brit.-A., v.o.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47). VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Uto-

VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.): Usopia, 5- (43-26-84-65). LSS VISITEURS (Fr.): Geumont Les Hieles, 1- (38-68-75-55); Gaumont Opéra, 2- (36-68-75-66); Rex. 2- (42-36-83-83; 36-65-70-22); Bestagna, 6- (36-65-70-37); UGC Odéon, 8- (42-26-10-30; 38-65-70-72); Gaumont Ambassade, 6- (36-68-76-66; 36-65-76-08); Publicis Champs-Elysdes, 6- (36-68-76-08); LISC Lyon Reselle, 12-Ambassede. 6- (36-68-76-66; 36-65-76-08); Publicis Champe-Bysdes, 6- (36-68-75-59); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59; 36-65-70-84); Gaumont Gobelins, 13- (36-68-75-56); Gaumont Aldels, 14- (36-68-75-56); 14 Juillet Bestgrendle, 15- (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15- (38-68-76-56); UGC Maillot, 17- (40-68-00-18; 36-65-70-81); Pathé Wapler II, 19- (36-68-20-22); Le Gambetts, 20- (46-38-10-68; 36-65-71-44). LE ZÈBRE (Fr.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); Saint-Lembert, 15- (45-32-91-68).

The second 1 Capraga 200 20 

W. F. Land

p / 12 =

MA STATE OF THE ST

Tananana da

-

(2)

28. 12. 12. 12.

-138 i . 21

15 E 11 . ...

The state of

John Will

المنازية المنتقر

22 in 1 mg

A 50 11 24 14

10.00

7.7

60 to 20 to

Section .

Sec. 1

....

- D 14.

1 di ---

22.30

STOPPHA (\*

للمنطوة أأران

But the straightful

فير أعدار ورارا

# AP 574

the second per law

with mineral water

er e e esta e**a**r-a-

and the second of the second

تعوين فالحرار المنادات

الم سينسمن

**有基层产品**。

SULFORM DISKERS Madadayo

THE WALL



Les films peuvent très bien être des portraits des pays, on l'a vu vendredi. Le clochard métaphysique anglais, les carabiniers italiens manipulés. les jeunes gens roumains frustrés et le vieux maître nippon amoureux de son chat sont autant de métaphores de l'Angleterre, de l'Italie, de la Roumanie et du Japon. Avec le remake des Body Snatchers, premier film d'horreur en compétition à Cannes, Abel Ferrara va plus loin ; il dit que son film est le symbole de notre planète livrée au virus du sida... Les chiffres, cependant, parlent aussi. Ceux de l'industrie de la fête à Cannes, ceux de l'industrie du cinéma

Champagne!

par Michel Braudeau

Il y a, le temps du Festival, à

Cannes, un genre de stress

mou qui e'empare de chacun,

un sentiment confus d'exagé-ration et d'Irréalité. Peut-être

parce que la réalité se met à

exegérer, en effet. Les

vêtements sont plus voyants,

les voitures plus neuves, les

edditinns plus salées qu'eil-

leurs. Parce qu'il faut que tout

le monde vive dans la ville qui se veut l'une des plus propres

et les plus sûres de France. En

moins de deux semaines, l'an

dernier, le Festival international

du Film e dreiné 35 000 per-

sonnes supplémentaires, dont 20 000 professinnels, soit

quelque 100 000 nuitées pour l'hôtellerie. A la melrie, an

estime à 4 millions de francs la

budget elloué au Festival, à

12 millinns le coût de san

fonctionnement, en parsonnel

notamment. On constate aussi

que le Festival repporte à le

ville et aux commerçants envi-

ran 350 millions de francs.

Sans même estimer l'incalculeble bénéfice de la gloire.

Le tour de force est d'étendre à toute l'année l'impulsion

donnée par ces douze jours de

palliettes. Le Palais fonctionne 365 jours par an. Du Festival international du bel âge à celui

de la mueique classique, du

Marché international des pro-

fessionnels de l'immobilier au MIP TV, du Cangrès national

des Notaires au Festival du film

publicitaire, sans oublier les

concerts, les feux d'artifice, les

eoncours de pétanque, les régates, les marionnettes, le tir à l'erc, les entiquaires et le

Festival de la voyance, un n'en finit pas de sahler la cham-pagne. Il faudrait interroger un gastro-emérologue local à es

Le soir, on projette an com-

pétition officielle un film déses-péré et Irrésistible, Naked, de

l'Angleia Mike Leigh, nù l'on

essiste à la dérive d'un leune

clochard intellectuel dans un

Lundres plus maussade que

neture, superbe d'énergle camique. Après quai an

reprendra les coupes et les

sujet.

en France.

.... to 1 19 "

 $p > 6 \cdot 100^{10}$ 

1.00

NAKED, de Mike Leigh, LA SCORTA, de Ricky Tognazzi Le juge et le clochard

Un type est en train de violer une pauvre nana dans un souterrain, la fille s'échappe en hurlant. Le film de Mike Leigh n'a même pas commencé, nffrant avant le générique une sorte de carte de visite bien glauque du «héros». Le violeur, c'est lui. Mais on n'a pas fini de rire. Pas drôle? Mais si, e'est drôle et tragique, sale et superbe, réaliste et métaphorique, sordide et métaphysique. Mike Leigh, eprès High Hopes et Life is Sweel (titres antinomiques, bien entendu), doune avec Naked (Nu) une véritable gifle, tonique et dm-loureuse. On suivra son Johnny de bout en bout avec une sorte de dégoût émerveillé.

SELECTION OFFICIELLE

Juhnny, joné avec un engage-ment, une virtuosité, un bumour incroyables par un comédien de théâtre, David Thewlis, est jeune, enfin pes vraiment d'âge. Il e une tronche maigre, envahie des mau-vaises berbes d'une barbe rare, de jolies mains. Envant Manchester jolies mains. Fuyant Mancbester (et la fille violée), il arrive à Lon-dres dans une vniture volée. On devrait le détester, on va l'edorer la plupart du temps. On ne sait pas la plupart du temps. On ne sait pas où il ve ni pourquoi, C'est nu chien perdu, mais pas geignard, génial. Il sonne à la porte d'une ancienne copine qui habite avec une autre copine, bien définncée (Katrin Cartlidge, Lesley Sharp), Johnny ne fait que pesser, mais il revient toujours vers ce havre de féminité où s'incruste un yuppie obsédé dans nu mini-slip noir assorti à sa Porsche (Gree Crutt. assorti à sa Porsche (Greg Crutt-weif). Johnny, lui, ce n'est pas pour l'amour qu'il vient, il n'est plus temps peut-être.

Les dialogues sont tout le temps décalés, très comiques. Il y a un boomerang sur une cheminée : « Tiens, ton boomerang est

Un type est en train de violer revenu » Les filles, paumées, larguées, plaquées, disent de petites phrases pathétiques et banales, qui font mal. Clochard lyrique et riche iont mal. Clochard tyrique et riche à crever d'une culture qui ne nourrit plus son homme, Juhnny, lui, 
parle d'abondance à des gens de 
passage, un vigile, un colleur d'affiebes. Il eite Shakespeare, 
Homère, la Bible et Hitcheock, il 
voit dans la statue du Discobole un 
liment de siente du Discobole un du Livre de pizza, et dans le passage du Livre de l'Apocalypse où il est dit: «Tu ne pourras ni vendre ni acheter sans la marque» l'ancêtre

«M. Mains propres»

Des qu'on se rassure un peu, Des qu'on se rassure un peu, qu'on se dit : ca va s'arranger pour Johnny, pour les filles, pour l'Angleterre post-thetchérienne, il y a un coup dur. Des bouffées de désespoir violent, filmées vite, comme des eoups de poing d'actualité. Johnny a « des pieds qui en ant plein les jambes », il perd le pen qu'il a, il se fait tabasser par des ombres dans une ruelle sombre, se cogne la tête contre les murs, les cogne la tête contre les murs, les vrais, et ceux de Jéricho, de Berlin et des Lamentations pour faire bonne mesure. Enfin, il va se repo-ser, il chante avec sa copine une douce ballade de suie et de poussière où il est question de leur bon vieux a pluvieux Manchester». Et puis non, blessé mais indomptable, Johnny se tire à cloche-pied evec du fric qu'il a piqué. On n'oubliera pas de si tôt Naked, ce petit chefd'œuvre délabré et salubre.

d'œuvre délabré et salubre.
Curieusement, qunique à mille lieues par le tou, le style, l'inspiration, la Scorta (l'Escorte), de Ricky Tognazzi, traite du même sujet que Naked. C'est aussi le portrait sans fard d'un pays. L'Italie aujour-d'hul. L'Italie des juges assassinés,

filmée volontairement « télé », dans un manifeste un pen simplificateur mais sincère et salutaire.

Comment de simples carabiniers, mal entraînés, peu motivés, vont devenir les membres de l'escorte d'un magistrat engagé sur une grosse et louche affaire d'adduction d'eau, en Sicile, et que menacent à la fois la Mafia et sa hiérarchie. Comment, prenant leur tâche à cœur et leur juge en affection, nerfs à vif et armes à la main, ils vont bientôt dépasser leur mission, mettant leur propre vie et celle de leur famille en danger. Comment, à la fin, tout rentre dans l'« ordre», le juge trop homête dessaisi de son dossier et ses « trois mansquetaires» mutés.

On n'est pas plus clair. Peut-être trop. Pour dénoncer en bloc prévarications, collusions, corruptions en tout genre et au plus haut niveau, Rieky Tognezzi, fnuguenz «M. Mains propres», e choisi l'efficacité, pas la nuance. Brossant à di grands traits archétypiques les caractères de ses personnages (le juge intègre et obstiné, le flie naï et courageux, le « repenti » brutal s et malin, etc.), il pousse chacun à le surjnner (Clandio Amendola, E Enrico Lo Verso, Angelo Infanti...).

Mais cette théâtralisation de la réalité, la nervosité spectaculaire des policiers, les buriements «opé-ratiques» des sirènes de vuiture, on les vit bel et bien an quotidien dans les rues des grandes villes d'Italie. Ricky Tognazzi, en optant pour le mélodrame, en montrant des enfants qui tremblent et des hommes en lambeaux, est peut-être plus prêt de la vérité qu'il n'y

DANIÈLE HEYMANN



Avec Body Snatchers (en compétition Samedi) d'Abel Ferrara, pour la pre-mière fois l'horreur e droit de cité eu Festival, Italo-Américain et catholique tourmenté et rica-Festival, Italo-Américain et catholique tourmenté et rica-neur (le festival n'a pas oublié Bad Lieutenant en 1992), Abel Ferrara, né dans le Bronx en 1951, a longtemps été tenu pour le cousin maléfique de Martin Scorsese. Comme lut, il bouge tout le temps, parle très vite, saute d'un sujet à l'autre et ne finit jamais ses phrases. C'est à cause de Scorsese qu'il a accepté de tourner la troisième mouture de Body Snatchars que lut proposait la Warner (Don Siegel avait réalisé l'originel au milieu des ennées 50 et Phillip Kaufman le remake à la fin des ennées 70). «Si. et Phillip Kaufman le remake à la fin des ennées 70). « Si, en tournant Cape Fear, Scorsese n'a pas eu honte à s'atleux ?»

Le livre de Jack Finney, qui e inspiré les films, dépasse d'après Ferrara, la science-fiction ordinalre : « Le concept du « pod », cette entité venue d'une autre planète qui s'in-sère dans le corps des humains pendant leur sommeil, est a priori inconcevable : l'ennemi est d'abord passif. Ensuite, l'ennemi, c'est vous. » Dens les ennées 50, on vit dans Body Snatchers une métaphore du Meccarthysme. «En 1990, ce pourrait être le crack, ce pourrait être le SIDA, dit Ferrara, des métaphores infiniment plus terri-fiantes – et plus évidentes. Vous vous réveillez un beau matin at... vous n'existez plus, A votre place, une semence, un virus. Qui vient d'aù? Et pourquoi?» H. Bé.

SÉLECTION OFFICIELLE HORS COMPETITION MADADAYO d'Akira Kurosawa

# Cache-cache avec la mort

prêt? - Pas encore!): paroles rituelles d'une variante japonaise du jeu de cache cache. « Moyikai» est le nom donné par ses disciples à l'association qu'ils ont formée en l'honneur de leur vieux maître. Chaque année, lors d'un banquet d'anniversaire, celui-ci vide une grande chope de bière et crie «Madadayo!» (je ne suis pas prêt - à mourir, - je suis toujours là), prélude aux libations, aux discours et aux chansons. Jeux d'enfan et cruauté, rituel et humour : tout le film est là, dérangeant et instable. Madadayo e déplu aux Japonais, il décevra, ici, les admirateurs des Sept Samourais et de Ran. Pourtant, cha-que plan porte en lui l'évidence du cinéma, une noblesse de la composi-

tion et de la durée anssi assurée que l'ensemble est déséquilibré. Kurosawa aussi est «toujours là». Oui est ce maître ainsi fête au long du film? Un prof d'allemand, égale-ment auteur de livres, et qui prend sa retraite, annonce la séquence du début, située durant la deuxième guerre mondiale : le grand écrivain Hyalden Uchida, paraît-il, mais au public français les sous-titres n'en disent rien. Un senser, en tout cas, c'est-à-dire plus qu'un enscignant : un guide intellectuel et moral. Kuro-sawa lui-même, à peine dissimulé derrière le visage de l'acteur Tatsuo

Marsumura?

Le cinéaste japonais le plus fêté au monde n'a jamais occupé, chez hri, pareil statut – et n'a jamais fait mystère qu'il en souffrait. Il semble donc se rendre hui-même les honneurs que ses compatriotes lui refusent, à tra-vers le portrait de cet intellectuel inrévérencieux et sentimental, entouré par une femme compréhensive et des jeunes gens imperturhablement dévoués et cravatés, dont on ne connaîtra rien d'autre que leur état

e disciples. A la fois bonhomme et amer, cet A 12 1015 DORDOMINE et amer, Cet exercice de narcissisme, tissé d'aper-cus sur les mœurs traditionnelles peu à peu transformées par la modernité, émaillé d'aphurismes pleins de sagesse, de chansons à boire et de sagesse, de chansons à boire et de sourires, paraît devoir se pounsuive paisiblement au fil des ans. Il est brutalement brisé net, un peu après le milieu du film. A propos d'un incident banal, la perte de son chat, le sensei devient geignard et ridicule. Il persécute son entourage et se décompose littéralement sous nos

L'histoire du sage qui avait perdu sa maison sans sourciller mais craque à la disparition d'un animal familier à la disparition d'un animai raminer devient alors grinçante métaphore sur l'insuffisance de l'amour reçu mais non donné, et parabole sur la dépendance affective du maître. On songe aussi à la phrase de Giaco-metti sur l'art et la vie disant que, dans un incendie, entre un chat et un le monde se retrouve dix-sept ans cache dans les foins et que ses camaplus tard, plus vieux dans une société rades crient : « Moyikal ? » Pas plus jeune, pour une ultime fête. Sa encorel Le ciel est rose et vert, magion l'emporte, ses disciples le veillent, Dodes'ka-Den, ce chef-d'œuvre dont en piccolant sec (il y a, parmi mille l'échec poussa Kurosawa à tenter de autres indices évoqués, une véritable se suicider. Etait-ce lui, son chat description de la culture japonaise de perdu? l'alcool dans Madadayo). Le vieux

«Moyikai? - Madadayo!» (Es-tu Rembrandt, il sauverait le chat. Tout rêve, rêve qu'il est un enfant, qu'il se chope avalée, le maître a un malaise, que et malsain, comme celul de

JEAN-MICHEL FRODON

QUINZAINE DES RÉALISATEURS / DES DIMANCHES DE PERMISSION, de Nicolae Caranfil

# Rire roumain

envoyé des lettres enflammées, elle croit avoir une vocation de comé-dieme, le jeune soldat croit qu'il va enfin consommer, et tout le monde est floué. Tous veulent partir, et par-tent sans trouver ce qu'ils cherchent.

protagonistes : l'histoire est racontée cours : il reprochait l'esprit négatif et ravie, et j'ai dû m'exécuter. En Routrois fois, du point de vue de chacun. exigeait que soient désormais montres Belle réussite d'écriture, dans le ton frénétique des comédies napolitaines, comme assistant – je déteste ce avec un regard aigu sur les person-nages puérils, sur la déliquescence d'un monde où l'on parle pour ne rien dire sachant qu'on ne va pas être écouté. C'est le premier long métrage de Nicolae Caranfil, jeune cinéaste

métier : j'étais incapable de me concentrer sur les aspects concrets de la production. J'ai alors réalisé des mises en scène au théâtre.

» J'ai attendu deux ans avant de pouvoir tourner mon film. C'était mon travail de fin d'études. L'avais montré «Je suis entré dans la vie profes-sionnelle au plus mauvais moment, Ceausescu venait de consacrer au Alors j'ai déclaré que l'histoire serait racontée par trois personnes. Elle a été

dimanche aur la Croisette l'enga-

gement des pouvoirs publics

manie, il existe une rupture schizo-pfirène entre ce qui est officiel et la réalité.

» Nous devions donner l'idée d'une armée en marche, disciplinée et fière. En fait, tout le monde s'en foutait. Nous étions très mal payés, c'était déjo trop pour ce que nous faisions. J'ai trente-deux ans, j'appartiens à une génération de victimes et en même temps de profiteurs. Ignorant la culpa-bilité collective de nos aines, nous étions superbement irresponsables.

» Nous n'avons jamais mis nos » Nous n'avons jamais mis nos échecs sur le compte du manque de talent, de détermination, de travail, mais sur le compte du système. Nous avons employé la langue de bois offi-cielle, mais toujours avec des clins d'ail de connivence. En même temps, les gens faisaient la queue pour les tivres anant que pour la nourriture. Je ne crois pas que l'humanité ait jamais connu une époque où l'on ait passé autant de temps à discuter des mérites comparés de Dostoïevski et de Tolstoï, de Fellint et d'Antonioni, de Picasso et de Dali Les démocraties produisent la culture, les dictatures s'en gavent. culture, les dictatures s'en gavent.

» On a beaucoup dit que les années 80 ont été la période pure et dure de la dictature. Ce n'est pas si simple. Ceausescu avait trouvé une formule ceausescu avait trouve une jornaue efficace : le maximum de verreur, le minimum d'horreur. La menace plus forte que la répression. Je suis parti pour la Belgique en 1988. Je suis revenu chez moi le 31 décembre 1989. J'ai vêcu la désillusion, le réveil.

» En Roumanie, le milieu du cinéma est en pleine dérauce. Les cinéastes se sont jetès sur tout ce qui était interdit. On ne voit plus que meurtres et viols avec du sang pariout.

Mais pas de façon commerciale, ils

sont esclaves de leur éducation

«second degré», ils montent sur scène
et disent : si mon film vous fait mai, je suis heureux, j'ai atteint mon but.»

> Propos recueillis par **COLETTE GODARD**

Le jeune soldat est amoureux de la lycéenne. Elle exige des fiançailles, puis tombe sous le charme d'un jeune premier en tournée dans sa petite ville. Celui-ci croit qu'elle lai a

Des dimanches de permission est une sorte de Ronde, autour de la frustration sexuelle, d'un vide cerné

roumain.

par les désarrois drolatiques des trois cinéma deux paragraphes d'un dis-

# Moins de spectateurs dans les salles

la Festival, la Centre national du einéme (CNC) deveit rendre publics, dimanehe 16 mei, aes indicateurs pour l'année écoulée. Un bilan relativement stable, ce quì n'est déjà pas si mai, compte tenu de l'état général du cinéma, mais qui fait apparaître une nouvelle, et inquiétante, baisse des entrées en salles.

Au chapitre de la production, 113 filme français unt été pro-duits en 1992, cinq de plus que l'année précédente, dont 39 premiera films contre 34 en 1991. lls représentent un investiase-ment de 2 623,84 millians de francs, soit une hausse de 9 %. Le « devis médian » (budget du film qui se situe au milieu du classement par coûts) s'établit à 19 millions de francs, soit 0,5 de plus qu'en 1991. Alurs que Canal Plus est présent dans pratiquement tous les films français, 89 titres ont été cofinancés par les chaînes de télévision en clair, pour un total de 391,9 millions

de francs – soit une baisse sen-sible par rapport à l'ennée précé-dente, du fait de le disparition de

Côté distribution et exploitation, 381 nouveaux filme sont sortis en 1992 dans les 4 402 selles françaises, suit une baisse du numbre de titres de 13 %, et le disperition de 39 écrans — ce qui constitue une quasi-stabilisatinn, aprèe la grende chute des ennées 85-90. Sous réserve de quelques enrrectinns de dernière minute, le nombre des entréea e'établit à 115,9 millions, soit un nouveau recul de la fréquentetian (~ 1,4 %), en ennstente diminutian depuis 1982. En revanche, la part du cinéma français sur son propre marché s'améliore, avec 34,9 % des entrées (contre 30,6 % l'an dernier), tandis que celle des filma américaine demeure constante à 58 %.

En marga de ce bilen chiffré, Dominique Wallnn, directeur du CNC, devait également souligner

dane le dameine de l'enseignement du cinéme, destiné à rennuvaler les générations de apactateurs, et dens les npératinne da seuvegerde et de conservation des films. Et évnquer ce qui, à côté de le toujours préoceupante situation des entrées, est en passe de devenir la pomme de discorde du cinéma en France : le risque de disparition totale des studios de tournege. Ausaltôt avent cette conférence de presse, Jacques Toubon, ministre de la culture, devait rencontrer une délégation des professionnels qui not occupé, le jeudi 13 mai, le siège du CNC, et on s'ettend sur le Croisette qu'il prafite de l'occasion pour annuncer les premières

mesures en faveur des industries J.- M. F.

...

e .

# **CULTURE**

#### MUSIQUES

# L'œuvre au noir de l'Opéra de Lyon

Un inédit de Debussy a été acclamé dans la capitale des Gaules pour l'inauguration de la nouvelle scène lyrique

#### de notre envoyé spécial

Il y a quinze jours à peine, la place qui fait face à l'Opéra et à la mairie de Lyon était encombrée de palissades, et le bâtiment résonnait palissades, et le bâtiment résonnait des travaux inachevés. Tout devait être près pour l'inauguration, le 14 mai. A l'intérieur, Rodrique et Chimène de Debussy se répétait dans le bruit et les allées et venues. Ce soir, la place est envahie par le public, et seul le va-et-vient des voitures officielles – le maire, Michel Noir, le ministre de la culture, Jacques Toubon – et des caméras de télévision rappelle le caractère solennel de cette soirée.

solennel de cette soirée.

Si l'Opéra de Lyon est séduisant vu de l'extérieur, son hall d'entrée déroute. Le sol et les murs sont noirs, l'éclairage qui vient du sol est si faible, le plafond si bas, que l'on n'y voit pas grand-cbose. Pour atteindre la sulle, il faut prendre des escaliers roulants, dont le moins qu'nn puisse dire est qu'ils sont rapides. Jean Nouvel a-t-il voulu mettre en scène l'arrivée du publie? Ces épreuves imposées conditionnent le publie, qui découvre avec plaisir une salle aux proportions harmonieuses qui offrant le paradoxe de paraître plus grande qu'elle n'est tout en donnant l'impression que l'on y est peu nombreux. Bien que l'on y est peu nombreux. Bien qu'à l'italienne, elle n'a pas été conçue pour que les gens puisse s'y observer. Bien au contraire, le noir focalise l'attention du public vers la

Après les discours d'usage, le rideau se lève. Les premières notes de Rodrigue et Chimène de Debussy sortent de la fosse et se déploient dans la salle. L'orchestre déploient dans la salle. L'orchestre est transparent, et pourtant le son semble venir de partont à la fois. Un second rideau – noir celul-là – se lève, à son tour, sur le décor. Jean-Pierre Vergier a fait construire deux immenses bases de tours stylisées. Légèrement décalées, elles délimitent un espace ehichement mesuré, écrasant. C'est là que va se dérouler le drame. Vergier n'a pas joué le jeu du réalisme : ses tours sont gris foncé, presque nnires, et parsemées d'étoiles argentées qui semblent tombées du petit coin de ciel nuageux qui se dessine entre lenrs sommets tronqués. Rude décor unique, qui concentre le mouvement des chanteurs sur quelques mêtres carrés seulement. Les costumes sont à mi-cbemin de la costumes sont à mi-chemin de la stylisation ibérique et du défilé de mode d'un couturier farfelu.

La mise en scène de Georges Lavaudant, elle-même, semble mar-cher à eloche-pied, hésitant entre l'essentiel, des corps qui s'enlacent, se repoussent, des situations drama-tiques si condensées qu'un geste infine provoque l'effroi - scène admirable où Don Diègue (Jean-Pbilippe Courtis) perd la face devant Don Gomez (Jules Bastin) et ses gens - la parodie et le mille fois vu (ces têtes qui chantent à fois vu (ces fetes qui chantent a travers des trous pratiqués dans le décor). Mais au mains, Lavaudant a-t-il, ce qui est si peu fréquent à l'opéra, dirigé les acteurs. La bride sur le cou, ils semblent ne faire aucun geste, ne lancer aucun regard qui ne soient déterminants.

A la décharge de Lavaudant, il y a le livret de Catulie-Mendès, d'une platitude, d'une médiocrité rare, vulgaire et belliqueux. On comprend pourquoi Debussy n'a pas achevé son opéra. Ce n'était pas dans sa manière, le grand sujet historique, avec duel, défilés militaires,

simulacres de procès et processions religieuses, la musique efficace et redondante. Et pourtant, ce qu'il a laissé de Rodrigue et Chimène ne ressemble en rien à ce que l'on écrivait à son époque. Ni dans la maniement de l'archestre ni dans la rhétorique. C'est du Debussy, parfois du Debussy un peu gourd, parfois du Debussy digne de Pellèus et Mélisande, chnvirant d'émotion (tout le rôle de Don Diègue, si proche de celui d'Arkel, les duos de Rodrigue et de Chimène). S'il fallait irouver une autre source d'inspirasimulacres de procès et processions trouver une autre source d'inspira-tion à cet opéra, ce pourrait être Tristan et Isolde, dont il a parfois le lyrisme hrûlant. Edison Denissoy, qui a achevé et orchestré l'œuvre (le Monde Arts et Speciacles du 6 mai), Monde Arts et Spectacles du 6 mai), porte évidemment sa part de responsahilité dans l'impression ressentie lors de cette première mondiale. Avec humilité, il a choisi de se glisser dans la peau de Debussy, en sorte que son travail s'ouhlie tant il semble que Rodrigue et Chimène n été pensé, ainsi qu'on l'n entendu, comme un travail préparatoire à Pelléas. Le compositeur russe n'n pas cherché à gommer les faihlesses de la musique. A l'extrême fin de l'opéra, Debussy a été vaincu par le livret. Denissov n'n rien strangé : les faiblesses d'un génie sont dignes de respect.

On s'en doute, un opéra comme celui-là tient avant tout par ses interprètes. L'Orchestre de Lyon a le poids, le son qu'il faut. Il a également la fluidité, la mobilité psychologique requise. Et Kent Nagano qui le dirige, une vivacité, un lyrisme et une légèreté de touche indéniables. Il lui manquerait la inste carque rethnique si difficile à liste carque rethnique si difficile à lynsme et une legerate de trache indéniables. Il lui manquerait la juste carrure rythmique si difficile à tronver chez Debussy, la précision dans la plus extrême liberté qui fait toujours tenir l'édifice debout. Il a encore quatre représentations pour peanfiner son travail. Et il est si méticuleux que le disque qui va bientôt être mis en boîte pour Musifrance-Erato devrait s'imposer pour langtemps. D'autant que les chanteurs, malgré quelques inégalités, sont ceux qu'il fallait choisir. Eprouvé par une tessiture exigeante, Laurence Dale compose un Rodrique juvénile, emporté et convaincant, et Donna Brown une Chimène émouvante, passant de la résignation à la colère, de l'amour fou à la raison, avec une aisance de grande raison, avec une aisance de grande artiste. Les deux héros sont malheuartiste. Les deux héros sont malheureusement parfois couverts par l'orchestre – Il faudra quelque temps à
l'inrchestre pour s'habituer à une
salle qui «sonne». Jules Bastin
(Don Gomez) n'a plus ses facilités
d'antan, mais il dit toujnurs aussi
bien, et sa présence en scène est
intacte. Gilles Ragon (Hernan) et
Jean-Christnphe Hurtaud (Bermudn) manquent, certes, de poids
vocal pour tnujours passer la
rampe, mais ils out de rolies voix. rampe, mais ils out de jolies voix, jouent excellemment, et leur diction est impeccable. Hélène Jossoud est une Inès bien chantante, même si elle paraît trop en retrait. Vincent Le Texier se sort du rôle impossible Le Texter se sort du role impossible du roi avec les honneurs. Et Jean-Philippe Courtis mériterait pour la splendeur de son chant, de sa dic-tion et de sa performance d'acteur que l'on débaptise Rodrigue et Chi-niène pour l'appeler Don Diègue. Depuis Paul Cabanel, on n'avait pas entendu, en France, de voix d'homme dont les inflexions puis-

sent ainsi passer de la colère à la résignation, voix plus blessée et plus noire dans la douleur. ALAIN LOMPECH

#### ÉDITION

Sous la houlette du Groupe de la Cité

## Julliard prend le contrôle des Editions François Bourin

Au terme d'une négociation qui a abouti le jeudi 13 mai, les Editions François Bourin et Julliard vont fusionner et intégrer le Groupe du la Cité, deuxième gronpe d'édition français derrière Hachette. La nouvelle entité prendra le nom de Julliard. Les deux fondateurs en 1987 des Editions des deux fonds. «La mission de Julliard consiste à associer une grande qualité et une bonne gestion. Il ne lui est pas demandé de sympathique et lui laisse sa liberté éditoriale pour devenir une maison d'édition solide », affirme l'un des fonds. «La mission de grande qualité et une bonne gestion. Il ne lui est pas demandé de sympathique et lui laisse sa liberté éditoriale pour devenir une grande qualité et une bonne gestion. Il ne lui est pas demandé de sympathique et lui laisse sa liberté éditoriale pour devenir une grande qualité et une bonne gestion. Il ne lui est pas demandé de sympathique et lui laisse sa liberté éditoriale pour devenir une grande qualité et une bonne gestion. Il ne lui est pas demandé de sympathique et lui laisse sa liberté éditoriale pour devenir une sympathique et lui laisse sa liberté dition solide », affirme l'un des controlles pour devenir une sympathique et lui laisse sa liberté dition solide », affirme l'un des controlles pour devenir une sympathique et lui laisse sa liberté dition solide », affirme l'un des controlles pour devenir une suite par le la controlle pour devenir une suite par l'allier de l'argent, ce qui est plusée sympathique et lui laisse sa liberté dition solide », affirme l'un des controlles pour devenir une suite par l'argent par l'arg groupe d'édition français derrière Hachette. La nouvelle entité pren-dra le nom de Julliard. Les deux fondateurs, en 1987, des Editions François Bourin, François Bourin et Marie-Anne Bernard, gardent la marque « Editions François Bourin», qui ne fait donc pas partie de la négociation. M. Bourin devient PDG des éditions Inlliard, et a conserve une participation de 15 % du nouvel ensemble», tandis que Me Bernard en devient directrice générale. Des « garanties » ont été obtenues pour les huit salariés de leur maison d'édilion, au cours de la négociation avec Bertrand Eveno, PDG des Presses de la Cité et qui était jusqu'à maintenant PDG par intérim des éditions Julliard, toutes denx filiales du Groupe de la Cité.

La fusion des Editions François Bourin et Juliard a pour objectif de développer la qualité littéraire

participants à la négociation. Le fonds des éditions François Bourin compte plus de 120 titres, romans et essais, et eompte parmi les anteurs qu'elles ont publiés les romanciers Jeanne Bourin (mère de l'éditeur), Jack-Alain Léger, François Salvaing, Bernard Chambaz, etc., et des essayistes comme le philosophe Michel Serres, Jac-ques Testart, Alain Etchegoyen, etc. Le catalogue des éditions René Juliard, qui découvrit Françoise Sagan, camprend quelque 350 titres. La nouvelle maison d'édition Julliard privilégiera la littérature française et les essais avant d'envisager de publier de la littérature étrangère, comme le fit antérieurement Julliard.

# TÉLÉVISION

# Samedi 15 mai

	TF 1
20.45	Téléfilm : On a tué mes enfants. De David Greene.
0.05	Magazina : Formule foot. Chemplonnat de France.
0.45	Journal et Météo.

#### Le Club de l'enjeu. FRANCE 2

0.50 Magazine:

20.50 En attendant l'Eurovision. Présentation du sélectionné français, Patrick Fiori, et de sa ville natale, Cargèse (Corse).

21.00 Variétés 38 concours Eurovision de la chanson. Emission présentée per Flon-nuela Sweeney, en direct de Missireet (irlande). 0.05 Journal et Météo.

# 0.20 Magazine : Le Cercle de minuit.

FRANCE 3 20.45 Opéra :
les Contes d'Hoffmann.
De Jacques Offenbech, par
les Chours et l'Orchestre de
l'Opéra de Lyon, dir. Kent
Negeno (retransmis en direct
de l'Opéra de Lyon aimultanément en stéréo sur FranceMusique).

23.10 Journal et Météo. 23.35 Magazine : Repères. 0.30 Continentales club. Meilleurs moments du la semalne.

**CANAL PLUS** 20.35 Téléfikm : L'Enfant en héritage. De Josée Dayan.

#### 22.25 Documentaire: Les Allumés... L'Atelier des Busions, de 22.52 Flesh d'informations.

22 54 Le Journal du Festival. Présenté per isabele Gior-23.00 Magazina : Jour de foot. Buts et extraits des matches de le 35- journée du cham-pionnet de France de D1.

23.30 Cinéma : L'Exorciste, la suite. Il Film américain de William Peter Blatty (1988). 1.15 Cinéma : Betty, mmm Film français de Claude Cha-brol (1991).

#### ARTE 20.45 Documentaire: Grands soirs

Grands soirs
et petits matins.
Mai 68 au Quanier letin, de
William Klein.

22.30 Téléfilm : Le Collection
secrète de Salvador Dali.
D'Otto Kelmar

23.40 Courts métrages.
Premiers regards: Una de Amor, de Carlos Brito. Vis à vis, d'Antonio Cano. 0.00 Musique: Montraux Jazz Festival.

Flamenco de toujours. El Pele, Lole y Manual, Manolo Sankusz, Cameron de la Isla & Tomatito (45 min).

M 6 20.45 Téléfilm: Bangkok Hilton. Da Kan Cameron

0.30 Série : Soko, brigade des stups. 1.25 Informations: Six minutes première heure

En cleir jusqu'à 20.35

de Casanova, = 1

L'Equipe du dimanche,

Vincennes-Neuilly. #

Sur la câble jusqu'à 19.00 -

Mon pays est la mer.

Surabaya Jonny.

Bleu marine. »

Cimetière marin.

Airport unité spéciale.

Tonnerre mécanique.

20.50 Documentaire : Marines.

18.20 Documentaire : Palettes.

19.00 Série : Ripping Yams.

19.30 Magazine : Mégamix.

20.40 Soirée thématique :

19.20 Magazine : Nulle part silleurs.

20.35 Cinéma : Le Retour

22.05 Flash d'informations.

22.15 Magazine:

0.45 Ciriéma :

ARTE

18.10 Court métrage.

20.30 8 1/2 Journal.

20.41 Court métrage :

21.20 ➤ Cinéma:

22\_40 Documentaire:

23.20 Documentaire:

17.05 Série :

19.00 Série :

Naufrages.

18.00 Série : Clair de lune.

22.10 Le Journal du Festival.

# Dimanche 16 mai

#### TF 1 19.05 Magazina : 7 sur 7. Hassan D, roi du Maroc.

20.00 Journal, Tiercé et Météo. 20.45 Cinéma : Nikita. 22.45 Magazina:

Ciné dimanche. 22.55 Cinéma : Le Repos du guerrier. a 0.45 Journal et Météo.

#### FRANCE 2

18.20 Magazine: Stude 2. britte : Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports. Footbell; Rugby; Bas-ket-ball; Cyclisme; Escrime; Gymnastique; Rugby à XII; Tir à la carabine.

19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Cinéma : Canicule. » 22.30 Cinéma : Bandido Caballero.

23.55 Journal et Météo. 0.10 Magazine: Le Cercle de minuit.

#### FRANCE 3

19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Divertissement : Yacapa 20.45 Spectacle: Cirque de Monte-Carlo.

22.05 Magazine: A vos amours.

22.50 Journal et Météo. 23.15 Cinéma : Frankenstein.

## **CANAL PLUS**

17.05 Documentaire: Les Surprises du sexe.

18.00 Cinéma : Confessions d'un berjo. a

#### 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série: Cosby Show. 20.35 Sport 8 (et à 1.00).

20.50 Téléfilm : Bébé désir. 22.25 Magazine : Culture pub.

22.55 Cinéma : Vanessa. D

0.25 Six minutes première heure. 0.35 Magazina : Noubs.

Troisième échec pour Jean-Marie Rouart

### Elections blanches à l'Académie française

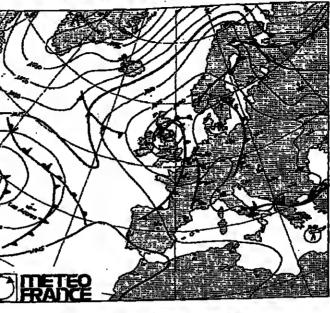
Deux voix de plus auraient suffi d Jean-Marie Rouart pour entrer à l'Académie française dont il hri-guait jeudi t3 mai les suffrages pour la troisième fois. Elles lui ont été refusées. Déjà mis en compéti-tinn le 25 février dernier, le fauteuil du professeur Jean Hambur-ger, décède le 2 février 1992, reste donc vacant, au moins jusqu'à l'automne prochain. Pour beaucoup, Jean-Marie Rouart, cinquante ans, écrivain et responsable du «Figaro littéraire », était pourtant donné gagnant, il n'avait contre lui que Charles Dedeyan, l'éternel candidat malheureux. Quatre tours de scrutin - car, contrairement à l'usage, Y.-M. L on ne s'était pas arrêté au troi-

sième - n'avaient guère modifié les prises de position des trente-deux votants. En voici le détail : premier tour, M. Dedeyan, huit voix, M. Rouart, quinze voix, bulletins marqués nuls de la croix fatale, neuf. Second tour, dans le même nrdre : huit, quatorze, dix. Troisième tour : six, quatorze, douze. Quatrième tour: six, quatorze, un bulletin blanc et onze impitoyables.

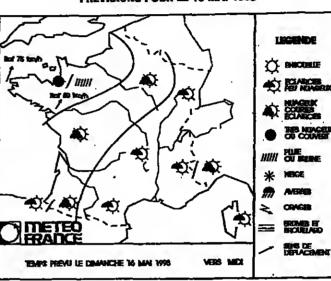
Plutôt qu'un rejet d'ordre personnel, faut-il voir dans cette tinn blanche un vieux réflexe d'hostilité à toute candidature unique, celle de Jean-Marie Rouart étant généralement considérée JEAN-MARIE DUNOYER

# MÉTÉOROLOGIE

#### SITUATION LE 15 MAI A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 16 MAJ 1993



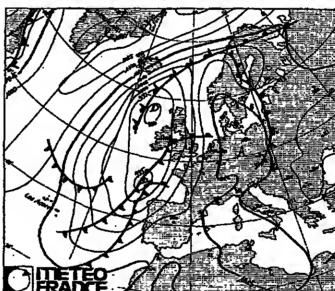
Dimanche. – Temps déjà couvert et piuvieux eu lever du jour, eur le Bretagne. Cette zone de mauvais temps gegne peu à peu dans le journée les pays de le Loke, le Normendle, le Picarde et le Nord-Pas-de-Caleis. A l'avent, sur un grand quart nord-ouest, de Poltou-Cherentes. Centre, ouest de la Bourgogne, lie-de-France et Champagne-Ardennee, le ciel sera très nuageux toute le journée. Toutefols, ces régions ne devraient pas être touchées par les pluies qui se limiteront eux cotes de le Manche. Ciel très nuageux également du Nord-Est sux Apos, mais il se dégagers blan dans la journée. Pertout effeurs, le journée commencera avec de nombreuses hrumes, perfois des hancs de mages bes, mais ils seront vite dissipée, et le soleil brillere

lurgement dans un ciel clair à peu nua

Le vent de secteur aud-ouest souf-flere modérément dens la zonn plu-vieuse du Nord-Ouest, jusqu'à 50 km/h en pointes, atteignant 75 km/h sur la pointe Bretigne.

Les températures matinales seront fraîthes, de à à 8 degrés en général, et atteignant-13 degrés eur le pourtour médiamenéen. Dans l'après-midi, avec un putit vent du sad généralisé, les températures maximales seront en hausse. Elles s'étagecont au Nord, entre 20 et 24 degrés, sauf dans l'axtrême Nord-Ouest, où files ne dépasseront pas 18 degrés. Au Sud, on dépassera couvent 23 degrés, localement 26 degrés au pied des Pyrénées.

#### PRÉVISIONS POUR LE 17 MAI 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima at tamps observé

A B	C	D	N ciel	Ocage	P	T	#
EREST 12 CARY 17 CARY 17 CEREBOURS 16 CLEMBOUT FRE 20 RUON 11 CEREBOURS 11 LEAGES 11 LEAGES 17 LANGES 17 L	14 D C 12 F C D D P P P	BANGEC BARCEL BELGE BELGE BERLIN BRULEL COPENE BALAL GENEYA JERUSA LE CAR LESONI LASON	DAM 15 S 21 S 21 S 21 S 25 GRE 20 DB 25 LES 16 AGUE 20 LES 17 LL 17 LEM 28 S 28 RE 19 S 16 SLES 22 OURG 14	8 A 12 B 26 M 11 D 12 X C P C D C D C D C A 17 C A 17 C X 25 N	NEW-DES NEW-YOR PALAFA PÉEIN EGNES BENEGOR SEVILLE SINGAPOR STOCKHOM TURN YARSOVIE VESTER	22 23 25 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27 27	13 C C 24 D D 12 N C C 12 N C C C 12 N C C C C C C C C C C C C C C C C C C
FRANCE ALACCIO 21 RIABERTZ 18 BOURGES 21	13 N 13 C	TOURS.	OURG_ 17 88 21 19 TRANGE	13 C		ECH_ 25	13 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale mons 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure an hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie

PATELLINE . "

TER HEREN

THE SECTION SECTION ENTER HALL HALL

12 H 2 TO 1 7- 1

3:74.2

TER IL THE

Transport of the state of

Est Land EMER LONG OF

The Little of P.

المنتبد مدان

- T T.

The transfer to a f

<u>ta an</u> 'n mur' su .

all the many

The Control

ಹಾಟ್ಯಾ ಚಿತ್ರ

212565

1250 7: See

The street of

2234 ....

KESTREE WITHOUT

32.

The same of

A. 100

TO POST SHE ST

THE WAY

The Calendar

A Transport

S 200 (4 10)

1.50 E.M.

1 1 1 1 2 1 m

Carrier .

E 3 :-

Silera W.

MAN EDS

المستعلقة

المسترا

120 P 11

377 F2 (6. 1917)

⊒ **=** 3.

TIME:

100 4 4 4 4

3 (1) (F.O.)

STREET, STREET,

TOT HOUSE, I'm one

57: 37 ! W

サーア・マー は対象を指する一般

Dix mille salariés et chefs d'entreprise ont manifesté dans Paris

## « Balkanisation sociale »

Les références traditionnelles du jeu social sont en pleina implosion. La semaine qui vient da s'écouler an a foumi des illustrations particulièrement édifiantes. Lundi, la plan da redressemant

d'Edouard Balladur a été accueilli avec una modération teintée de moroaité par les syndicats. Le gouvernement, contraint d'augmanter les prélèvements sociaux at da programmer un rétrécissement des avantages sociaux, n'a apparemment paa à redouter une intensa mobilisation syndicala, Seula, la CGT tentare da réaliser un baroud d'hunnaur la 27 mei, avec una journée de grèva dont la auccès n'est pas acquis, si l'on en juge par la discrétion des cortèges du 1" mai. Les manifestations d'antan cantre les plens da rigueur sont bien loin l Interlocuteurs traditionnels du gauvemement et du patronat. les syndicats ne sont pas plus heureux dans le jeu institutionnel dans lequel ils se sont empêtrés, Mercredi, la réunion de l'UNEDIC a confirmé qu'ils n'ont le chaix qu'entra gérer la crise ou se condamner à l'impuissance, au risqua d'abandonner à l'Etat les demières prérogatives qui laur restent.

Alors qu'en Allemagne, en Italie at an Espagna, la triptyque traditionnel mobilisation-négociationcompromis paraît ancore apérationnel, un clivage social d'un type nouveau apparaît dans l'Haxagona, Jeudi, à Nantes, salariés et employeurs de la fillère bois ont manifesté contre les importations. acandinaves, dopées par les dévaluationa successives. Enfin. vendredi, dix milla petits patrons et salariés de l'industria de l'habillament ont défilé côte à côta à l'appel des nrganisations professionnalles mais contre l'avis des syndicats

- pour dénoncer les excès du libre-échange. Alors qua les plans da licenciement ne déclenchent plus guère da conflits sociaux, les réactions de défense émanent désormaia da collectivités professionnelles toute entière. Dépassant l'antagonisme employeur-salarié, elles se mobilisent contre une menace extérieure et cherchent des remparts contre la concurrenca internationale. Una tella balkanisatinn sociale » menace aussi les organisations patronales, déchirées par dea conflits d'intérêts croissants (les professions qui axportent craignent les conséquences d'un durclasement de la position française au GATT). Quant au gouvernement, il se trouve en porte à faux. Apparemment seule capable de faire entendre sa voix, cetta France, qui est largament celle du ennn à Maastricht, attend da kii des décisions subvantione, protections

civil, membre du cabinet d'Hervé de Charette, ministre du logement, e été nommé directeur de l'habitat

douanières - peu compatibles

JEAN-MICHEL NORMAND

avec de fermes aptions

européennes ou avec la

palitique du franc fort.

# des patrons de l'habillement

Le pari gagné

Il y avait des slogans mille fuis entendus, comme ceux défendant l'emploi. Il y evait cet « achetons français» qui reprenait un thème mis en avant par le Parti commu-niste eu début des années 80. Il y avait eussi, plus surprenants, ces macerons e GATT pas mun métiers ou « Le temps se GATT pour le textile ». Et ce slogan, car-rémment étonnant, lui : « Paironssaturiés, nuus summes tuus ras-semblés», à peine ebahuté par des sifflements venus des profondeurs de la manifestation.

Précédés par une soixantaine de caddies garnis de ballots de tissus fabriques en Chine, en Corée nu « made in nilleurs », envirnn 10 000 salariés ont battu le pavé de Paris, vendredi 14 mai, des Invalides à Mantparnasse. Dix mille, des jeunes femmes en majnrité, défilant au coude à coude avec leurs patrons dans un cortège dout les échasses de quel-ques Landais rappelaient l'origine provinciale et, sous une firêt de parapluies bleu-blane-rouge, l'hu-menr cocardière...

L'Union française des indus-tries de l'habillement (UFIH) a tries de l'habillément (UFIH) a gagné ce pari « fiu », dunt son président Henri Weil soulignait le caractère « suns précèdent », « cette uniun sucrée entre les patrons et les saiaries ». Malgré la défection de l'Uniun des industries textiles (UIT), le branche cousine, qui n'avait pas cru le pari possible. Malgré, surtont, l'opposition des syndicats, manifeste dans certaines entreprises.

La CGT l'avait qualifié de « manipulation gigunies que des salariés »; la CFDT avait demandé aux salariés de « ne pas être les dindons de la farce »; Force nuvrière avait dénoncé la e manauvre trampeuse de type e'était la Coordination rurale qui

Les difficultés

du secteur automobile

La Française de Mécanique

va supprimer

274 emplois

LENS

de notre correspondant

La Française de Mécanique (4 913 salariés), dunt l'usine située à Donvrin (Pas-de-Calais)

au cœur de bassin minier entre Lens et Béthune, produit six mille

mnteurs par jour pour les groupes Peugeot et Renault, vient d'an-nancer 274 euppressions d'em-

pinis sur la base du vuluntariat d'ici à septembre 1994.

Une programmation

sur cinq ans

Ce plan enmporte quetre mesures : préretraites FNE, muta-tions vers des sites des maisons-

mères, travail à mi-temps et diverses aides à la reconversion.

Cent quinze salariés partiront

cent quinze saures partitont en FNE et 146 rejoindront le nou-veau site de Sevelnnr Peugeot-Fiat à Hordain, au sud de Valen-ciennes, reconstruit sur celni de l'ancienne usine Taibnt. Les antres départs se feront snus furme d'aides diverses.

Désiré Heine, directeur de le Française de Mécenique, a annoncé une programmation sur

annonce une programmation sur au moins cinq ans des réductions d'effectifs qui devront, « dans des proportions supportables», per-mettre à l'établissement de passer de 4 900 saleriés à mains de 4 000.

s'était déclarée « solidaire »... Les quelque 800 chefs d'entreprise qui s'étaient associés à le manifestation avaient certes fait correctement les choses, fermant l'usine, payant transport et nourriture, sans aller toutefois jusqu'à donner un eungé – la journée sera

#### Un troisième signal

Dans une profession qui e perdu la moitié de ses effectifs en quinze ans, qui pourrait en perdre enenre 60 000 dans les dix ans (sur 143 000); les salariés ont pré-féré croire leurs patruns, qui, comme Mercel Albert, PDG des Etablissements Marcel Albert en Vendée, se défendait d'avnir chuisi délibérémment le délocalisatinn dans les pays du tiersmonde. « C'est vrai, nous aussi naus délocalisans : mais naus y summes contraints par l'environnement laxiste qui naus est imposé par Bruxelles», affir-mait-il, répandant aux syndicats qui lui reprochent de produire i bas prix en Russie quand les 800 emplois du groupe en France sont

Aux yeux des manifestants de vendredi, les patrons ne sont plus des boucs émissaires. Les conpa-bles sont silleurs. A Bruxelles, nu l'absence de statistiques empêche de faire joner toute clause de san-vegarde à l'égard de pays du tiens-monde détournant l'accord multimonde détournant l'accord multi-fibres (AMF). Sur les bords de lac de Genève, dans les locaux fen-trés du GATT, où se june la réin-tégration du textile dans le cadre général du commerce internatio-nal. Après les agriculteurs, après les salariés du buis (le Munde du 15 mais les Europe Munde de 15 mai), la France rurale des petites entreprises de confection a envayé, vendredi, un troisième signal au gouvernement.

François:Perigot reçu à Matignon

## Le CNPF entend «tout faire pour éviter les licenciements»

« Naus devons taut faire pour éviter de licencier et les licenciements daivent être le dernier recours d'une entreprise lorsqu'elle ne peut plus vraiment faire autrement», a déclaré vendredi 14 mai François Perignt, président du CNPF. à l'issue d'une entrevue de plus d'une heure et demie à l'hôtel Matignon avec Edouard Balladur.

« Nous devons être à l'affut de toute possibilité d'embaucher, a souligné M. Perigot, estimant que les aides annuncées le 10 mai en

faveur des entreprises (prise en charge des cotisations au titre des allocations familiales sur les bas salaires, suppressinn du décalage d'un mais pour la déductibilité de la TVA) « sont des mesures absolument nécessaires pour éviter la dégradation très rapide et pour arrêter les 8 000 faillites d'entreprises par mols ». Le représentant patronal a également fait part de son intentinn de mobiliser a tous les moyens pour doubler le nombre

Pour faciliter une meilleure répartition des emplois

d'apprentis ».

## La DATAR et France Télécom encouragent trente-sept projets de «télétravail»

La délégation à l'aménagement du territuire et à l'action régio-nale (DATAR) et France Télécom unt rendu publics, jeudi 13 mai, les résultats de l'appel à projets concernant les techniques connues sous le nom de « télétravail » (travail à distance). Sur 185 dossiers reçus, 37 ont été sélectinnnés par un jury qui était présidé par Gil-bert Trigano, PDG du Club Médi-terrannée.

Les projets et expériences qui recevront un soutien financier des ponvnirs publies concernent soit le redéploiement d'activités (en ministère de la justice, par exem-ple, nu à la SNCF), la téléassispie, nu a la siter, la telessais-tance (Compagnie générale de chanffe à Laon et Centre bospita-lier universitaire à Pointe-à-Pi-tre), le maintien de services en milien rural (en Lot-et-Garonne), les activités télépendulaires dans lesquelles les salariés ou functionnaires travaillent alternativement sur leur lieu de travail et à leur domicile (recturat de Bordeaux, CNRS à Nice).

#### «Le Monde» . primé

Le Mande a été primé à ce titre. Il s'agit pour celui-ci de per-mettre à ses correspondants et à ses envoyés spéciaux, ainsi qn'à ses délégués commerciaux, d'avoir accis, quel que soit le lieu où ils

se tronvent, aux banques de données essentielles et au fond documentaire du journal.

Daniel Hneffel, ministre délégué chargé de l'aménagement du territuire et des collectivités locales, a précisé que ces projets représentaient le maintien ou la créatinn d'environ 500 emplois et nne aide moyenne de 30 000 francs par emplni. Selun lui, le télétravail peut être un instrument essentiel d'aménagement du territoire, notamment des zones rurales, puisqu'il permet « à des saluriés d'effectuer des tâches d domicile au dans des télécentres de proximité, d'où des économies de déplacement, un maindre engorgement des mètropoles et le maintien d'une présence humaine hors des grandes villes.»

Il faudra cependant concevnir et adapter les tarifs des transmissions des dannées en conséquence pour que les régions reculées an peu peuplées ne soient pas pénali-sées. M. Hoeffel a souhaité que le télétravail incite, par exemple, la Sécurité sociale et les caisses d'alincations familiales à renfureer leurs réseaux de « hureaux relais » dans les petites villes pour repprocher les services publics de la population, notamment dans les bourg.

Soumis aux 400 000 adhérents d'IG Metall

# Un compromis a été trouvé dans le conflit salarial de la métallurgie allemande

Un compromis a été trouvé dans l'est de l'Allemagne entre IG Metall, le syndicat des métallurgistes en grèva depuis daux semaines, et lae employeurs. Tout an remattant an vigueur l'accord de 1991 dénoncé par le patronat, il repousse l'égalisation des salaires da l'Est sur ceux de l'Ouest de deux ans : la parité sera abtenue en cinq étapes d'ici à 1996 et non plus en 1994. Les entreprises en grande difficulté pourront dérogar à la règla at payer laurs salariés au-dessous du tarif de la branche. Les 400 000 métallurgistes doivent se prononcer en début de semaine prochaine sur ce compromis.

FRANCFORT

de notre correspondant

Un compromis salarial est un art furcément complexe. Surtant au bont de négociations-marathon de vingt heures avec en arrière-plan deux semaines de grève. Surtuut parce qu'an-delà des salaires le conflit portait sur le consenaus social allemand et la réussite ou l'échec de la réusification.

Le patronat ne peut pas rompre unilatéralement une conventinn collective signée par lui. Le compromis trouvé vendredi 14 mai à Dresde, sous l'arbitrage de Kurt Biedenkopf, le ministre-président chrétien-démnerate de la Saxe, vient d'abord souligner que le dialogue est une nobligatinn, même dans des conditions économiques dans des conditions économiques drametiques. La loi du conscusus s'applique à toute l'Allemagne, y ompris à l'Est.

Le syndicat IG Metall avait déclenché la grève, il y a deux semaines, après la dénunciation par les patrons de la métallurgie P.-A. G. d'un accord salarial conciu en 1991 vaises, un délai supp d'ans la liesse de la réunification.

Seion ce texte, les salaires de la métallurgie est-allemande devaient rapidement rattraper ceux de l'Ouest afin de ne pas laisser sub-sister durablement deux zones sala-riales, c'est-à-dire une division en deux de l'Allemagne du travail. IG Metall y tenait particulière-ment, sachant que les entreprises utiliseraient les plus bas salaires à l'Est pour faire pression sur ceux de l'Onest. Selnn l'accurd, les rémunérations, qui atteignent 68 % du niveau de l'uuest, auraient dû augmenter de 26 % an 1 avril 1993 et représenter alors 80 % du niveau de l'Ouest. Une dernière hausse était prévue en avril 1994 afin d'atteindre l'égalité.

Les difficultés économiques et la découverte de l'extrême véusté des usines out convaincu les patrons que cette stratégie conduisait à l'ahtme. La productivité est si basse à l'Est que, tout compris, il coûte 70 % plus cher de produire à l'Est qu'à l'Onest. Les entreprises de la métaliurgie et de la sidérurgie unt rumpu unilatéralement les accords de 1991 au début de l'an-

#### Un plan en cinq étapes

Le patronat vient, en somme, d'être rappelé à l'ordre social. L'ac-enrd de 1991 est remis en vigueur... du i au 15 evril. Une bausse rétroactive de 22 % sera appliquée, représentant en gros une prime de 250 marks (840 francs) par métallurgiste. Le 15 avril, l'ac-cord est abandonné au profit d'un plan de rattrapage en cinq étapes. Le 1<sup>st</sup> juillet, le 1<sup>st</sup> septembre et le 1" décembre de cette année, le niveau des salaires sera porté successivement à 75 %, 77 % et 80 % de celui de l'Ouest. Puis on passera à 87 % le 1ª juillet 1994 et à 94 % un an plus tard. Les 100 % seront atteints le 1¤ juillet 1996. Si les conditions économiques sont manraises, un délai supplém

Ce rattrapage programmé à nouvean de façon indépendante de l'évalution de la productivité à l'Est est tontefuis accompagné d'une « clause de surtle ». Les entreprises qui sont déclarées en grande difficulté pourront payer leurs salariés au-dessous du niveau contractuel. Une commission paritaire de la branche décidera, entreprise par entreprise, celles qui unt droit à l'application de cette clause.

La composition de cette commissinn était un point de divergence qui avait bloqué les négociatinns depnis une semaine. Le patronat vonlait que, du côté syndical, les membres en soient chnisis au niveau de l'entreprise (du comité d'entreprise) et non au niveau du syndicat de la branche, escomptant que les salariés concernés directement feraient montre de plus de souplesse que les functionnaires syndicaux. Il a échoué : IG Metall a nbtenu une commission «de branche», qui conforte le pouvnir des syndicats dans les unuveaux lander et qui sauve l'essentiel du principe des accords de branche.

En nutre, cette « clause de sortie» disparaîtra à partir du 1ª juillet 1996, soulignant que la règle reste en Allemagne l'accord de branche. Ayant montré sa force à l'Est et menaçant d'étendre le conflit à l'Ouest, IG Metall epparaît comme vainqueur. L'ali-gnement salarial des deux Allemagnes reste l'objectif, même s'il est différé de deux ans. Le syndicat reste l'interlocutent premier des firmes. Toutefnis, le compromis est plus équilibré qu'il n'y parait. On pent penser que la clause de sortie sera appliquée assez sonvent dans les faits. 1G Metall, forcé d'arbitrer loi-même sur le terrain entre l'emploi et les salaires, devra faire prenve de réalisme. Et puis l'essen-tiel : la paix sociale est confortée à

#### INDICATEURS

### **ÉTATS-UNIS**

• Inflation: + 0,4 % des prix en avril. - Les prix de détail ont augmenté da 0,4 % en avril per rapport à mars. Il s'agit de la plus farte hausse depuis trais mois. En mars, las prix da détail avaient progressé de 0,1 % seulement. Sur un an, cependant (avril 1993 comparé à avril 1992), la haussa das prix da détail ast limitée à 3,2 %.

 Production industrielle: + 0.1 % en avril. – La production industrialla a progressé de 0.1 % en avril per rapport à mars, après être restée inchangée le mois précédent. La taux d'utilisation daa espacités industriellas n'a paa varié, à B1,4 %, mais il a progressé de 1,6 point per rapport au mois d'avril 1992, signe du redémanaga de l'activité économique.

La justice et l'affaire Sasea

## Le Crédit lyonnais se retourne contre Florio Fiorini

Après evoir porté plainte eux Stats-Unis contre Kirk Kerkorian, rendeur de Metro Goldwyn Mayer MGM) au financier italien Gianarlo Parretti, le Crédit lyonnais va myrir un autre front juridique en suisse. Une plainte sera déposée dans les prochains juurs à Genève contre Florio Finrini, petron de la nébuleuse Sasca et ancien associé de M. Parretti dans le conquête de MGM, Il a fallu un an au Crédit lyonnais et au cabinet d'audit Peat Marwick pour démonter les fils de ce qui semble être une gigantesque lues. escroquerie du milieu bancaire.

métier » porte sur quatre aspects. Parmi ces aspects, M. Finrini est accusé d'avoir indûment gonflé le valeur de certains actifs en organisant des cessions fictives entre sant des cessinns rictives entre filiales de son propre groupe. Il lui est également reproché d'avoir orga-nisé un vaste commerce de créances fictives basé sur des actifs vendus et non livrés nu non payés. Le Crédit lyonnais reproche, en nutre, à M. Fiorini d'avoir multiplié les sociétés paur mieux masquer le caractère fictif de certaines plus-va-

Sur plainte de Bernard Tapie Finances

## Le directeur général de Testut est en prison

Bruno Flocco « des faux en écriture, abus de pouvoir, abus de blens sociaux». Une plainte avait été déposée, le 1" avril, par le groupe Bernard Tapie Finances (BTF), dont Testut est une filiale, contre M. Flocco pour des malversatinas atteignant près de 3 millions de

Le directeur général de l'entre-prise Testut, qui fabrique des ins-truments de pesage, a été incarcéré lundi 10 mai à la maison d'arrêt de Béthune (Pas-de-Calais). Selon son avocat, M. Jacques Lammens, du barreau de Lille, il est reproché à Bruno Florco e des frair en deritaires Finances du mandat lui permettant de négocier la reprise du groupe Testut, indique l'avocat. Me Lammens a fait appel de la décision d'incarcération prise par le juge délégué du parquet de Béthune, M. Lemaire. Bruno Fineco, quarante-neuf ans, dirigeait l'entreprise de Béthune depuis 1986, après avoir Schon Me Lammens, cette somme, été le PDG de Trayvou à Lyon.

## Un nouveau directeur de l'habitat et de la construction

Emmanuel Edou, administrateur

sceaux, ministre de la justice (1973-1974), rejoignent ensuite le cabinet de Michel d'Ornano forsque celui-ci fut ministre de l'industrie et de la recherche (1974), pais de l'environnement et du cadre de vie ( (1977-1981). Sous-direcce poste Michel Dresch, nummé en novembre 1991.

[Né le 6 février 1943, M. Edou est licencié en droit et énarque. Il a notamment été directeur de cabinet du préfet de la Nièvre (1967-1969) et de celui de Seine-et-Marne (1969-1971), chef de cabinet de Jean Taittinger, garde des

# REVUE DES VALEURS

**SEMAINE DU 10 AU 14 MAI 1993** 

**PARIS** 

# Inquiétudes sur tous les fronts

Nouvells semains de Paria qui, en dépit de reprises techniques merdépit de reprises techniques mer-credi et jeudi, perd encore du terrain. D'un vendredi à l'eutre l'indice

CAC 40 cède 1,41 %. Il a terminé la semaine de justesse au-dessus du seuil, considéré comme révélateur par les enelystes, de 1 850 points, à 1 851,74 points. A l'évidence un ressort est cassé et il semble bien loin le 30 mers, quand les valeure françeises avaient atteint leur plus haut niveau de l'année, deux jours après la vic-toire électorale de le droite aux législatives. A prauve, la balsse de 1,21 % et l'accueil désabusé fait, mardi 11 mai, au plan de rigueur d'Edouard Balladur annoncé la veille, «On attendait des mesures un plan de refroidissement en pleine récession», explique un ana-

C'est tout juste si les coups de pouce fiscaux pour inciter l'épargne à s'investir en ections - jugés généralement insuffisants - ne sont pae passée inaperçus l E1 pourtant le gouvernement e fait deux gestes : l'un ettendu, en détaxant les plue-values réalisées sur les SICAV monétaires si les sommes sont transférées vers un PEA (plan d'épargne en ections) pour au moins cinq ans et l'autre, plutôt inattendu, en suppriment l'impôt de Bourse sur les petits

14-5-93

361,30

1115

14-5-93

615 324,50

14-5-93

14-5-93

14-5-93

532 1 216

323,50 219 232,50 1032

Crédit et banques

Consommation non alimentaire

Bâtiment et matériaux

Diff.

0.70

Diff.

8,20

7,90 10,90 18,10

Diff.

Diff.

0,60

Diff.

0,40

17,50

2,30 33

1,60 15

18

Agroalimentaire

**Assurances** 

Chimie

à partir du 24 mei bénéficiera d'un ebattement de 150 francs. Ainsi, les achata ou les ventes n'excédant pas 50 000 francs échapperont au droit de timbre. Il devrait en coûter 540 millions en année pleine au budget de l'Etat. Mais les investisseurs ont d'autres préoccu-pations : l'activité et les perfor-

mances des entreprises.

Le mai semble d'ailleurs profond et il e pour nom récession. Depuis plus d'un mois, les valeurs francaises ne cessent de perdre du terrain pour finir per se retrouver maintenant juste en dessous de leurs cours du 31 décembra. La chute atteint les 10 % depuis un mois et demi. Après avoir parié en février et en mars sur un scénario favorable de belsse des taux d'intérêt, d'effet psychologique sur l'investissement du retour de la droite aux affaires et, pour finir, du redémarrage de la croissance d'ici à la fin de l'ennée et, au pie, au début de 1994, lea boursiers volent l'économie française s'enfoncer inexorablement dens la récession. La collectif budgétaire, dant l'objectif principal est de réduire les déficits budgétaires et sociaux ne peut qu'eggraver cette situation en emputant le pouvoir d'achat des ménages. Or le consommation reste clairement le eeul moteur de la croissance. En Allemagne, principal partenaire de la France, la récession frappe dur et de nombreux pays européeens qui ont dévalué leurs monnaies cas demiera mois - l'Espagne et le

Electricité et électronique

Montal-Cible

Pétrole

14-5-93

115.50 n.e. 256 - 4 3 361 - 29 649 - 6 170,15 - 5 158,15 + 1,10

14-5-93 Diff.

91,50

371,50 308,15 729 636

14-5-93

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

Nombre de titres

3 224 623

202 903

**JUN 1993** 

117,36

117,34

Sicomi ou ex-Sicomi

0,50 10,60 5,15

Diff

cop. (MF)

2 434 106

28 597 242

120 107

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

INDICES CAC (do lundi au vendredi)

(base 100, 31 décembre 1987)

dica CAC 40 . | 1 877,21 | 1 854,52 | 1 872,67 | 1 879,93 | 1 851,74

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 14 mai 1993

Nombre de contrats : 116 604 environ

**SEPT. 1993** 

117,02

117,04

7-5-93 | 10-5-93 | 11-5-93 | 12-5-93 | 13-5-93

2 956 034

33 208 594 31 151 455 24 482 918 29 427 566 35 965 164

10-5-93 | 11-5-93 | 12-5-93 | 13-5-93 | 14-5-93

ÉCHÉANCES

DÉC. 1993

116.50

118,60

147 469

Diff.

exportations francaises. Un marché encore cher

Certes, le mouvement de baisse du loyer de l'ergent à court terme est engagé dans toute l'Europe. Le Banque de France e réduit par six fois ses taux directeurs e1, pour bon nombre de spécialistes, les taux courts pourraient epprocher avant la fin de l'année les 6 %. Mais la baisse du coût de l'argent est perçue avant tout comme le reflet de la dégradation continue de la situation économique. A preuve, la demière diminution d'un quart de point par la Banque de France du loyer de l'argent jeudi n'a pas pro-voqué de réactions sur le marché des actions. Pour les opérateurs, la baiece des taux d'intérêt elle-mands, mercredi, lors de le prise

ment similaire en Europe, appelait un nouveau geste de la Banque de France. Un point, c'est tout. L'assouplissement de la politique de crédit permet à le Bourse de Peris tout eu plus « d'encaisser moins mel la coup » des mauvaises nouvelles annoncées par les sociétés. Mais il ne lui permet pas réellement de résister aux ventes 10uiours importantes d'investisseurs étrangers et notemment englosaxons. Ces demiers ne voient pas de raisons pour conserver leurs investissements en France où le marché des valeurs est cencore chera, compte tenu des perspec-tives. Le rapport cours/bénéfices

moyen reste élevé, de l'ordre de concurrents redoutables pour les Les épargnants français ne se

manifestem pas non plus et les professionnels sont essentiellement préoccupés par le niveau de l'acti-vi1é en France. L'INSEE a einsi confirmé, vendredi, dans son dernier paint conjoncturel que «la France est en récession » et que le rance est en recession) et que le chômage devrait continuer à croître. Du coup, les valeurs françaises ont cédé le même jour 1,5 %. L'activité économique devrait reculer sur l'ensemble du premier semestre de 1993, après avoir commencé à chuter au qua-trième trimestre de 1992. L'Institut de la statistique estime que le pro-duit intérieur brut marchand va fléchir d'environ trois quants de point eu premier semestre. Dans ces conditions, si l'activité reste étale à partir de juin, la croissance eera négative de 1 % en 1993. en pension, suivie par un mouve-

Toujours selon l'INSEE, l'effet de la baisse des taux d'intérêt sur les comptes des entreprises ne pourra êtra que progressi et touchera en priorité les petites et moyennes entreprises plutô1 que les grandes, qui sont généralement endettées à long tenne. Et les taux d'intérêt à long terme ont beaucoup moins baissé que les taux courts. En terme réels, c'est-à-dire diminués du taux d'inflation (faible en avril), les taux obligataires (à long terme) restent trèe élevés (environ 6 points). Or, mécaniquement les cours de Bourse sont avant tout

ÉRIC LESER

#### Immobilier et foncier Mines d'or, diamants 14-5-93 Diff. 14-5-93 Diff. 284 415,10 -2 8,90 150,10 + 4,70 53,60 + 3,25 95,70 + 2,20 58,90 + 6,95 14,30 + 0,50 24 + 0,50 38,20 + 1,75 45,20 + 4,40 129,70 + 11,20 415,10 - 8,50 N.C. 5 54,35 - 1,55 3206 - 45 489 + 2,50 731 + 11 528 - 9 715 - 32 550 - 2 Métallurgie, mécanique Distribution

14-5-93 Diff. 14-5-93 Diff. 192,50 - 7,50 2 029 540 2 619 133,60 615 478 1 285 + 9 - 29 - 2,40 + 2 - 1 - 22 Decease Avist 485 - 7 1615 + 19 307,10 - 8,90 415 + 5 171 - 9 72,20 + 4,70 292,10 - 75 Fines-Life .... Impital ...... Legris Industr Métaleurop ... Partieur Cl 282,70 + 78 184,90 - 5,15 544 + 1 549 - 38 730 - 7 160,70 - 7,30 463 1 471 1 500 1 381 728 827 Pechinay krt..... Peopent SA..... Strator Fecom ... + 7 - 154 - 10 - 81 - 5 - 83 + 19

5.25

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RIM)

2 850 743

182 287

2 634 271

139 971

**MARS 1994** 

118,88

Baferie

Investissement et portefeuille

	14-5-33	Dut.	
Armanit et Assoc. Bulloré Carox. CGIP Eusafrance Gaz et Ease. Legendère MMMB Blanise-Prendel Averligation minds Moré-Est Origar-Deservise Parfices Proporte SPEP Susz Vicanes et Cie	NC 477,10 73,40 1085 1630 1421 96 326 970 141,15 770 185 400 335,389 288 257,15	5 9,90 - 0,80 + 5 90 - 28 inch 4 5 - 14 - 5 5 9 + 14 - 5 5 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9	
Transmorts	laider	carrieres	

Transports	, loisirs,	services .
	14-5-93	Diff.
Accor	612 166 1291	- 8 - 0,50 + 15
Cap Garriel	156,20 341 355	- 8,15 - 12,50 - 5
Club Miditorania Doublin Otr	350.±J 270	- 3.30 lack. - 64
Glade, des atres Ecco Euro Dieney	2115 425 67,65	+ 8 - 2,80
Lycanoleo-Dumer.	411,90 435,50 555	- 16,15 + 4,40 + 25
Pub. Filipacchi Publicia	684 675 780 602	+ 4 - 7 - 30 - 15
Stigne	480 949 481,50	- 5,15 + 28 + 13,50

Valeurs à ou indexé	revenu i	ixe
	14-5-93	D

101.60

102,30 5 530 100,06 n.c. 99,80 100,05

15 % 1978 ...... 9,80 % 1978 ..... 9 % 1979 ..... 10,80 % 1979 .... EDF-GOF 3 % .... CNB 5 000 F .....

CRIS Par. 5 000 F. CRIS Suez 5 060 F CRIS 6 000 F......

Diff.	Alfad Lyon
+ 0.10	RTR
- 0,60	De Beers
inch. + 70	GUS
n.c.	Routers
inch.	Shell

**NEW-YORK** 

## **Indécise**

Après avsir battu Apres avan record mercredi, Wall Street e finalement

+ 0,17 % terminé le semanue sur des gains modestes, le marché étent daminé par les craintes d'une accélération de l'inflation aux

Etats-Unis, après la publication d'une eugmentation des prix de gros et de détail en avril supérieure aux prévisions (lire page 13). L'indice Dow Junes des valeurs vedettes a progressé légèrement d'un vendredi à l'antre de 5,82 points (+ 0,17 %) pour s'ins-crire à 3 443,01 points.

Les prix de gros ont progressé de 0,6 % et ceux de détail de 0,4 % en avril, alors que les experts tablaient en moyenne sur une bausse de 0,2 % des deux indices. Ces statistiques ont fait chuter les prix sur le marché obligataire (entralnant une hausse des taux), rebondir le prix de l'or et fait monter les titres des compagnies minières. Ce groupe de valeurs puntrait enutinuer d'accroître ses gains et progresser plus rapidement que le reste du marché, indique Mace Blicksiver, analyste du Crédit lyonnais Securi-ties, qui a ajouté que 1993 pourrait

être l'année de la remontée des prix de l'or. M. Blicksilver oote, par ailleurs, que le record établi mercredi par les trente valeurs vedettes ne reflète pas la grande stabilité du reste du marché.

in record espai

A THE STREET

Sur le marché obligataire, le taux des bons du Trésor à trente ans, principale référence, est remonté vendredi à 6,94 % contre 6,84 % la semaine précédente.

	Cours 7 mai	Cours 14 mai
Alcon ATT Boeling Chase Man. Bank Du Pent de Namours Esstiman Kodek Excon Fort General Motors General Motors Goodyeer 18M 11T 11T Teleso Control UAL Corp. (ex-Allegis) United Tech Westinghouse Xeron Corp.  Xeron Corp.	63 7/8 56 3/8 38 7/8 51 7/8 51 7/8 40 1/2 60 1/8 55 3/8 48 1/2 63 3/4 63 3/8 135 1/2 51 3/8 135 1/2 51 3/8 135 1/2 51 3/8 135 1/2 51 3/8	85 348 84 7/8 89 7/8 55 1 1/2 63 7/8 83 1 1/4 83 1 1/4 85 1 1/4 85 1 1/4 85 1 1/2 1 18 3/4 86 7/8 87 1/8 1 18 3/4 1 18 3/4

TOKYO

# Nouvelle baisse

a poursuivi son mouvement de = 1,6 % beisse cette semaine, les investisseurs se montrant préoccupés par la publication de meu-

La Bourse de Tokyn

vais résultets de sociétés pour l'année fiscale termioée en mars. Le Nikkei e reculé de 337,21 points, snit 1,6 %, a 20 474,15 points après avnir déjà perdu 107,82 points (0,51 %) la semaine dernière.

En mnyenne, le volume d'af-faires e été de 589 millions de titres par jour, contre 605 millions la semaine dernlère, Le chiffre d'affaires quotidien a été en moyenne de 559 milliards de yens, contre 548 milliards du yens (27,6 milliards de francs) la semaine précédente.

Après une ouverture à 20 682,46 points, le Nikkei atteignait lundi le niveau des 21 000 points pour la première fais depuis mars 1992. Seion les courtiers, cette hausse de

LONDRES

Reprise + 1,9 % Les espoirs d'une baisse des taux

d'intérêt out stimulé cette semaine le Stock Exchange, mais les gains ant été rédnits à l'approche du week-end par des prises de bénéfices. L'indice Footsie des cent grandes valeurs e toutefois enregistré un gain hebdamedeire de 53,3 points (+ 1,9 %), terminant à 2 847 points. 11 retronve son niveau dn 31 décembre.

Les spéculations sur une baisse du loyer de l'argent ont repris, car les investisseurs ont estimé que le gouvernement britannique pourrait assouplir sa politique manétaire afin de tenter de redresser sa popularité après sa déroute eux élections locales de la semaine précédente. Ces espoirs nn1 été alimentés par une baisse du 100x de prise en pension de le Bundesbank mercredi, avant de diminuer à l'approche du week-end, déclen-

chant un repli de la cote.

Le marché e été également favorablement influencé, lundi, par
l'annonce d'une hausse de 0,4 %; des prix de gros en avril, d'une baisse de 1 % du prix des matières premières industrielles et de la plus forte hausse depuis deux ans de. l'encours du crédit à la consommation. Indices «FT» du 14 mai

100 valeurs 2 847 (c. 2 793,7); 30 valeurs 2 218,6 (e. 2 189,5); fonds d'Eta1 94,71 (c. 94,79); mines d'or 165,1 (c. 151,0).

	Cours 7 mai	Cours 14 mai
Affect Lyons  BP  BTR  Codoury  De Seers  Gloss  SUS  ICI  Rectaes  STZ  Shell	5,60 3,06 5,85 4,42 11,72 5,93 29,13 12,40 12,68 6,10 5,66 10,85	5,43 3,20 5,87 4,87 11,38 6,39 29,13 12,60 12,67 6,44 6,15 10,66

achats intenses des fonds publics. Mais l'indice n'e pas cessé de chubeisse cette ter pendant le reste de la semaine, semaine, les investisseurs se montrant précocupés par les résultats annuels des sociétés, dont la publication e commencé cette semaine. Les intervenants se sont inquié-

le lin fait peau ne

1.1.2.64

A 1/2 3 3 4 2

Sec. 35.

موقر ا

l'indice a été provoquée par des

tés de la forte hausse da yen qui pourrait evoir des conséquences négatives sur les firmes japonaises vouces à l'exportation, notamment dans les secteurs de l'automobile et

de l'électronique. Indice do 14 mai : Nikkel 20 474,15 (c. 20 \$11,36), Topix 1 605,71 (c. 1 620,77).

	Cours 7 med	Cour 14 m
Alai Bridgestone Canon Full Benk Honde Motors Mussushita Electric Mussushita Heery Bony Corp.	1 380 1 400 1 530 2 080 1 410 1 390 734 4 890 1 780	1 360 1 400 1 430 2 040 1 415 1 350 4 750 1 690

FRANCFORT **Espoirs** 

+ 1,45 % Les espoirs d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt ont alimenté la

hausse cette semaine à la Bourse de Francfort, même si vendredi, après des déclarations « refroidis-santes » de Helmnt Schlesinger, président de le Bundesbank, les valeurs allemandes unt perdu du terrain. D'un vendredi à l'antre, l'indice DAX des valeurs vedettes a gagné 1,45 % et s'est inscrit en fin de semaine à 1 634,51 points. La petite baisse, mardi, du taux des prises en pension de la Bundes-

bank à 7,60 % contre 7,71 % a surpris agréablement le marché. Tou-tefois, les déclarations de Helmut Schlesinger jeudi, indiquant qu' «il n'était pas souhaitable de mener une politique de baisse des taux au marteau-pilon », suivies vendredi par un refus de «baisser les taux directeurs pour ramener le calme au sein du système monétaire européen lorsque ce dernier est en crise», ont fait l'effet d'une douche froide.

D'autant que, selon les npérateurs, la Bourse allemande reste fondamentalement sous l'influence de la récession en Allemagne et que la reprise des cours provoquée par les espoirs d'une baisse des taux n'est que de courte durée. Ils indiquent également que l'accord intervenu vendredi entre patronat et le syndicat IG Metall metant fin à le crèse des les factures de la facture de l'accord intervenu vendredi entre patronat et le syndicat IG Metall metant fin à le crèse de la facture le sur facture les parties l'accordant les contra l fin à la grève dans la métallurgie est-allemande n'a eu que peu d'influence sur le marché. Indice DAX du 1 634,51 (c. 1 611,92). 14

152 217,30 254,40 282 665 230,50 516,20 250 20 606,20 326,60 149,80 222,80 280,60 281,50 894,70 241,90 814 264,40 610,80 318,50

Carolina 1

---

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

#### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# Un record espagnol

Le Trésor public espagnol a réussi un coup de maître. Deux jours avant les dévaluations de la peseta, qui devaient être annoncées jeudi, il a augmenté de 1 milliard de francs français le montant de son euroémission de six ans de durée, qui avait été émise au début du mois de mai, L'opération s'est faite sans aucune difficulté et les changements monétaires ne l'ont pas affectée. Pourtant, au vu des souscriptions qu'elles avaient recueillies la semaine passée, les banques qui s'occupaient de l'emprunt n'étaient pas toutes convain-cues de la nécessité d'en accroître le volume. La transaction atteint maintenant 7 milliards de francs, ce qui constitue un nouveau record pour le compartiment de l'eurofranc, et chacum aujourd'hui s'en félicite.

Pour le développement de Paris en tant que place financière, e'est un événement important, qui montre que le marché français est à même de rivaliser avec son homologue allemand. Les pays qui lèvent des fonds en devises cherchent, certes, à se pro-curer les ressources dont ils ont besoin en grandes quantités et an meilleur compte, mais ils veulent par surcroit avoir l'occasion de s'illustrer. Or, l'Espagne en est à sa seconde réussite de l'année. La première avait été obtenue en février. Madrid s'était alors aisément procuré 4 milliards de deutschemarks à Francfort pour une durée de dix ans. Sa dette allemande lui coûte 7,37 % l'an tout compris. L'opération française qui est plus longue de cinq ans lui revient entre 7,86 % et 7,87 %.

Pour le crédit de l'Espagne, l'une et l'autre de ces transactions sont capitales, car elles lui permettent de enmpenser l'impression laissée par l'instabilité de la situation monétaire. En octobre dernier, Madrid, qui cherchait des fonds en dollars des Etats-Unis, avait fait une tout autre expérience. La crise qui s'était déclenchée sur le marché des changes avait mis à mal l'exécution de son emprunt et il avait fallu accroître de beaucoup le rendement des titres reodum danois sur le retrait de

pour attirer les investisseurs. La leçon de ce pénible échec a été tirée d'une manière qui force l'admiration de tous les spécialistes.

Parmi les raisons qui expliquent la éussite de cette dernière transaction espagnole, il convient de mentionner l'appétit persistant que les investisrappent persisant que les investis-seurs internationaux manifestent pour les placements en francs, de même que la qualité du travail accompli par les banques qui s'occu-paient de cet emprunt. L'affaire était placée sons la direction de trois éta-blissements, le Crédit commercial de France, le Crédit lyonnais et la Société générale. Mais dans le milieu financier, on insiste tout particuliè-rement sur la façon dont les autorités madrilènes ont géré la transaction. Le Trésor espagnol a toujours été très précis dans l'énoncé de son projet. Depuis l'annonce des élections légis-latives qui se tiendront le 6 juin, il a pris grand soin de faire part de son plan et de sa détermination à l'accomplir. Les investisseurs qui veulent savoir à quoi s'en tenir avant de souscrire hii en sont reconnaissants.

#### Vers une baisse des taux an Danemark

D'autre débiteurs ont profité de l'attrait des placements en francs, parmi lesquels il convient de mentionner l'Île-de-France, qui vient d'émettre sa première euro-émission. D'une durée de but ans, cette affaire et de le des profites de la let pre des grandes réprésées de la a été une des grandes réussites de la semaine écoulée. La signature est impeccable et le rendement proposé au départ, de 31 points de base plus élevé que les obligations du Trésor, était alléchant. En cherchant bien, les critiques avaient fini par trouver un défent à l'opération se trille. critiques avaient fini par trouver un défaut à l'opératio, sa taille, 800 millions de francs, visiblement trop faible pour autoriser l'espoir d'une véritable liquidité des titres sur le marché secondaire. En fait, cela o a pas empêché de nombreux investisseurs institutionnels de souscrire avec empressement.

A quelques jours d'un second réfé-

Maastricht, le marché des titres en couronnes danoises est assez fié-vreux. Les rendements des fonds d'Etat sont encore très éloignés de ceux des titres comparables libellés dans d'autres monnaies, et en par-ticulier ceux du Trésor allemand, qui servent de référence. Cet écart apparaît injustifié à de nombreux experts qui, pour ces prochaines semaines, tablent sur une baisse des taux, quoi qu'il arrive, quei que soit le résultat du référendum. Si le oui l'emporte, cela n'aura rien de surprenant. Le pays ne se singularisant plus, ses taux d'intérêt devraient évolucr de la même façon que l'ont fait récemment les taux français; l'écart avec l'Allemagne devrait se rétrécir fortement. Si an enstraire la réponse est non, il y a fort à parier, prédisent ces mêmes experts, que la monnaie sera soumise à une lourde pression, ce qui pourrait conduire à des remaments de parités dans le système monétaire européen et, partant, facili-ter une baisse des taux danois, comparables à celle qui vient de se produire en Espagne.

Les investisseurs sont nombreux qui cherchent à bénéficier de cette rspective et les banques s'emploient à mettre à leur disposition des instruments qui leur permettent de jouer la baisse des taux au Dane-mark. C'est ainsi que la Société de banque suisse vient d'émettre une série de warrants qui, durant un an, permettront à leurs détenteurs d'acquérir à un prix déterminé d'avance des obligations du Trésor danois dont le coupon est de 9 % et dont la durée est de cinq ans. De tels war-rants amplifient de beaucoup la per-formance des obligations auxquelles ils se référent. On ne compte plus les transactions de ce geme qui se rapportent aux fonds d'Etat français et allemand, mais il s'agit en l'occurrence de la première émission à se greffer sur des effets publics du

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

# La peseta plonge, le métal jaune progresse

C'est fait! Jeudi 13 mai, le gou-vernement espagnol a demandé, et obtenu, une troisième dévaluation de sa monnaie, à hauteur de 8 %. Il aurait bien voulu 10 %, mais pluatran ben voint 10 %, mais pin-sients des partenaires européens, notarment la Grande-Bretagne, et surtout la France, la plus menacée par les exportations espagnoles, sur-tout agricoles, ont refusé, essayant même de limiter à 6 % le réajuste-ment. Mais les experts chiffaient à 2 % les pourcestages au descorée 8 % le pourcentage au-dessous duquel la dévaluation aurait été jugée insuffisante, avec la menace d'une reprise de la spéculation contre la devise espagnole un peu plus tard.

Cette fois-ci, après une première dévaluation de 5 % le 17 septembre dernier, après le décrochement de la livre sterling et de la lire, et une seconde de 6 % le 22 novembre. Au total, le cours de la peseta a glissé d'un peu plus de 20 % en buit mois, par rapport aux monnaies fortes européennes, mark, frane, florin, frane helge, couronne danoise. Ce glissement ne fait que compenser la dérive des coûts de production espa-gnols depuis 1987, Dans l'immédiat, gios depuis 1987, Dans i immedial, il va favoriser les exportateurs espagnols, qui voyaient leurs marges laminées par la surévaluación progressive de leur monnaie. Il risque, aussi, d'attiser la colère des agriculteurs français du Sud-Ouest qui programient de plus belle attraque les pourraient, de plus belle, attaquer les camions de fruits et légumes qui franchissent les Pyrénées. Seuls s'en étonneront les pouvoirs publics, qui s'imaginent qu'un avantage de cette ampleur donné en si peu de temps sera aisement admis par les citoyens d'un pays voué au «franc fort». Il y a là une faille dans le système moné-taire européen qui est difficilement admissible, sans les amortisseurs que représentaient, avant leur suppres-sion, les prélèvements compensa-toires aux frontières.

Dans l'immédiat, le cours de la peseta o'a baissé que d'un pen plus de 3 %, de 4,59 centimes à 4,44 centimes à Paris : c'est simplement le cours pivot de 4,61 francs qui a été abaisse de 8 %, avec une marge de fluctuacion de 6 % de part et d'nutre de ce pivot. Mais depuis l'été dernier le enurs de la devise espagnole est tout de même revenu de 5,30 cen-times aux 4,44 centimes déjà cités. Pour les marches des changes, la

dévaluation de la peseta a constitué une surprise, pas tant sur le principe (il était largement acquis) que sur la date. Le gouvernement espagnol avait affirmé et réaffirmé, la tête sur le billot, que les parités de la mon-naie seraient maintenues jusqu'au 6 juin prochain, date des élections législatives. Mais la Banque d'Es-pagne épuisait ses réserves de devises à soutenir sa monaie et les marchés devensient de thus en plus perveux à devenaient de plus en plus nerveux à l'approche d'un scrutin dont l'issue est tout à fait incertaine. De plus, la banque centrale, toujours pour défendre sa monnaie, devait prari-quer les taux d'intérêt les plus élevés quer les taux d'intérêt les plus élevés d'Europe, meurtriers pour une économie en récession, et ne pouvait même pas participer au grand mouvement de baisse européen, Mieux valait donc jeter le gant, sans avertissement. Notons que e'est la première fois, depuis janvier 1987, qu'un « réajustement » s'effectue à froid, sans capitulation d'une banque eentrale devant nue spéculation déchaînée. En tout cas ce réaustedéchaînée. En tout cas, ce réajustement a permis à la Banque d'Es-pagne d'abaisser immédiatement son taux directeur, ramené de 13 % à 11,50 %.

#### «Môr pour une reprise»

Les tribulations sont-elles termi-nées pour le système monétaire européen? Le sort de la couronne danoise est suspendu au second vote des citoyens du Danemark sur le traité de Maastricht, pendant le week-end prochain. Mais les milieux financiers internationaux parient sur un « oui » assez majoritaire.

A Paris, la Banque de France a fait rentrer plus de 24 milliards de francs de devises, portant ses avoirs net de change à près de 165 milliards de francs, c'est-à-doire le niveau – élevé – du début de 1991. Le cours du mark s'est légèrement raffermi à 3,3740 francs en fin de semaine, enntre 3,37 francs huit jours auparavant. Ce rafà la remontée du mark après l'accord de principe signé à la veille du weekend entre le patronat et les syndicats de la métallurgie de l'ex-RDA. Le mark restait relativement faible en début de semaine, face à un dolla qui se renforçait, notamment jendi lors de la dévaluation de la peseta. et, aussi, de l'escudo portugais, déprécié de 6,5 %: tous ces remous dans le SME bénéficient à la devise américaine. Mais, le lendemain, le sentiment que le mark était, derechef, réévalué, dopait la devise alle mande. Enfin, Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, réaffir mait que son établissement ferait tout son possible pour maintenir la confiance dans le mark et se déclarait opposé à tout assouplissement trop marqué de sa politique moné-

Le cours de l'once (31,1 grammes). d'or, en pleine reprise depuis quel-ques semaines, a atteint jeudi 13 mai, son plus haut niveau depuis dix-sept mois, à 369,55 dollars. En mars dernier, il était retombé au plus bas depuis sept ans, à 327 dol-lars. La baisse des taux d'intérêt, qui rend moins coûteux les achats à terme, la crainte d'une reprise de l'inflation aux Etats-Unis après l'annonce des prix de gros et de détail en hausse, les aehats de métal par les Chinois ont alimenté une vague de spéculation, déclenchée, au départ, par un événement boursier. L'inves tisseur et spéculateur américain d'origine hongroise Georges Soros, avait racheté, il y a trois semaines, an financier Jimmy Goldsmith, 10 % du capital des plus grands produc-teurs d'or américaio, Newmoot Mining, M. Goldsmith cédant encore 9,5 % à un consortium bancaire. Du coup, à New-York et à Hongkong, les «suiveurs» ont acheté massivement estimant que « l'or était mur pour une reprise ». En fio de semaine, Ponce cotait environ 367 dollars.

#### FRANÇOIS RENARD

# STÈME MONÈTAIRE EUROR per rapport à la plus forte

#### **MATIÈRES PREMIÈRES**

# Le lin fait peau neuve

Cultivé depuis des siècles - déjà les Egyptiens utilisaient des bandelettes de lin pour entourer leurs momies, - le lin enmaît aujourd'hui quelques accrocs de nature à peser sur les cours. Alors que la tonne valait 12 470 francs en 1990 sur le marché mondial, elle coûte aujourd'hui 6 710 francs. La plus aristocra-tique des plantes textiles a perdu l'essentiel de ses débouchés. Jusqu'en 1990, les pays de l'Est qui cultivent également du lin, mais de moindre qualité, achetaient systématiquement 15 000 tonnes par an. Aujourd'hui, leurs filatures tournent au ralenti en attendant une éventuelle restructuration. Même les volumes qu'ils produisaient pour lenr propre consommation ont chuté de moitié. «La destruction du mur de Berlin nous a été fatale», expli-que un professionnel. Grands amateurs de linge de table en lin, les pays de l'Est n'ont plus les moyens de cultiver l'art du raffinement

L'ancien bloc soviétique ne connaît pas un meilleur sort. Il confirme chaque année son incapacité à financer ses besoins. Le débouché était pourtant de taille : debouche etait pourtain de taite :
l'armée soviétique était la seule
armée au monde, hiver comme été,
à se vêtir de lin... Et l'ex-URSS ue
produit que 121 000 tonnes de lin,
tonnage nettement insuffisant pour
sa consommation. De l'autre côté de
l'Oural, il fant croire que le lin se

	PRODUITS	COURS DU 14-5
į	Cuivre h. g. (Londos) Trois mois	1 164 (+ 36) Livres/toune
	Aluminism (Londres) Trois mois	1 147 (- 4) Dollars/toune
	Nickel (Loadres) Trois mois	5 750 (- 310) Dollars/tonne
	Sucre (Para) Artic	313,80 (+ 11,50) Dollars/toane
	Café (Lookes) Juillet	\$86 (+ 12) Dollars/ionne
1	Cacao (Nes-York) Juillet	995 (- 29) Dollars/tome
i	Blé (Chicago) Juillet	354 (+ 61) Cents/boisseau
Ì	Mails (Caicago) Juillet	223 (- 7) Cents/boissezu
	Soja (Chicago) Juillet	193,1 (inch.) Dollars/t. courte
	Pétrole (Londres) Juillet	t8,48 (- 0,71) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la

13.4

Quant au Japon, autre grand consommateur de lin européen, il sonne également le glas des illusions perdues. Ce pays consommait 10 000 tonnes de lin par an entre 1987 et 1990, soit 25 % du potentiel européen. A ce jour, ce marché s'est volatisé au profit de la Chine qui cultive cette plante (elle est le cinquième producteur après l'ex-URSS, la France, la Belgique et les Pays-Bas) en Mandchourie, mais aussi la ramie, cette ortie qui ressemble ao lin mais qui coûte infiniment moins cher!

« Au bout de trois ans d'achats renouvelés de la part de l'Etat nippon, nous avons cru que c'était gagné! explique un liniculteur fran-çais. Nous avons augmenté nos sur-faces cultivées et... alimenté les stocks!» Ces derniers representent aujourd'hui 50 000 tonnes, soit un an de consommation. C'est ainsi que les cours ont chuté de près de moitié en deux ans. Devant cette moite en deux ans. Devant cette situation, les producteurs européens ont réagi immédiatement, ils ont divisé par deux leurs surfaces et, du même coup, leur productiou (1) qui s'élève à 53 500 tonnes aujourd'aui. L'Europe a pu ainsi commencé à déstocker. Concernée an premier abré la France dervième predicte. déstocker. Concernée au premier chef, la France, deuxième producteur mondial de lin par la quantité mais premier par la qualité - e'est au pays de Caux que l'on produit le meilleur lin au monde - a également réduit ses superficies cultivées. Elles sont passées de 60 000 à 35 000 hectares. Chiffres dérisoires pour un pays qui représente 80 % du potentiel européen... surtout lorsque l'on songe à la grande époque du lin. A son apogée, vers la moitié du dixneuvième siècle, les surfaces culminaient à près de 300 000 hectares.

#### Plus d'un atout dans son sac

On ne peut le cultiver que dans les zones tempérées et humides. Pour la France, la région linicole s'étend de la Manche à la mer du Nord, entre le Calvados et l'Oise en passant par la Seine-Maritime, l'Eure, le Nord-Pas-de-Calais et la l'Eure, le Nord-Pas-de-Calais et la Somme. Cette plante rare reste chère, car exigeante : il faut bien sûr semer, mais aussi arracher, rouir, opération qui consiste à déposer en quinconce la plante à même le sol, puis «teiller», c'est-à-dire séparer la fibre de la paille. Il faut encore filer, tisser et teindre.

Mais cette culture délicate dispose d'un atout de taille : elle est écologi-que, car elle nécessite pen d'azote, et constitue un piège à nitrate. Une qualité que les producteurs de lio entendent valoriser dans deux direc-

tions: d'une part, étendre le rayon-nement géographique du lin et, d'au-tre part, diversifier sa stratégie commerciale. Les mésaventures avec les pays de l'Est et le Japon lui ayant servi de leçon, la France ne néglige ancun pays. Elle vend également en chine et au Brésil. « Ce que nous avons perdu à l'Est, nous l'avons regagné en Chine, qui achète 10 000 tonnes de lin, commente Guy Hue, président de l'Associatiou générale des producteurs de lin, mais nous ne pouvons baser une policique d'exportation sur un pays qui importe un produit qu'il nous revend sous forme de vêtements. » Aussi la France ne néglige-t-elle pas le Brésil même si la demande de ce pays, d'un volume de 5 000 tonnes, reste marginale. « il s'agit d'une clientèle haut de s'agit d'une clientèle haut de gammes, souligne un opérateur. Et c'est là que réside le problème du lin. Luxneuse par essence, cette culture doit se démocratiser, s'ouvrir aux mélanges... Pour des raisons de prix mais aussi parce que le lin est froissable à l'excès. « Le cent pour cent lin n'a aucune chance auprès du concommentaire de barse pos plus en cent lin n'a aucune chance auprès du consommateur de base, pas plus en France qu'en Europe, à l'exception de l'Italie. Nous avons vendu du rêve aux créateurs de mode mais ce n'est pas suffisant; le marché a toujours raison, il faut répondre à la demande des filateurs qui veulent des métanges», souligne un professionnel du secteur. Les experts songent le plus souvent à des associatious avec le polyester on le Lycra. Une matière qui pourrait donner une nouvelle élasticité à un marché amoindri.

MARIE DE VARNEY (1) Un heclare enltivé produil en moyenne une tonne de fin.

Marché libre de l'or Or fin (kilo en berre) 61 100
- (kilo en linget) 81 300
Pièce française (20 F) 353
o Pièce Institute (20 F) 350
Pièce Intinu (20 F) 348
o Pièce Intinu (20 F) 348 64 200 64 450 380 365 367 388 360 463 458 286 Plani-sourcerin --Pites de 20 deles --- 10 deles --- 5 deles --- 60 pens --- 20 maris --- 10 fecial --- 5 roubles --- 5 roubles ---2500 1 350 575 2 395 440 380 261 2 300 1 350 790 2 280 439 360 260

e Cas pièces d'or ne sont cottes qu'à la séance

#### **COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AU 14 MAI 1993** (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	français	tripped -	D.mack	balge_	Florin	italicano
Londres		1,5345	8,3262	2,2312	2,4675	59,7613	2,7682	2266,46
DAIMOR		1,5810	7,9509	2,2411	2,4974	51,2718	2,7984	2292,45
New-York	1,5345		18,4298	68.7758	62,1891	3,0230	55,4324	8,08677
140M-141K-	1,5810	-	17,9099	70,5467	63.4317	3.0836	56,4972	0,00690
Paris	8,3262	5,4260		373,1774	337,4378	16,4927	300,7761	3,6737
	8,3999	5,3130		374,814	337,0124	16,3830	300,1695	3,6641
Zurich	2,2312	1,4540	26,7969	-	90,4229	4,3954	80,5987	0,9844
	2,2411	1,4175	27,3932	1	89,9144	4,3718	80,0847	0,9776
Francfort	2,4475	1,6088	29,6351	110,5915	1	4,8609	89,1353	_1,0887
TIGITALIA C	2,4924	1,5765	29,5334	111,2169	ij	4,8612	89,0678	1,8872
Bruxelles	50,7613	33,08	6,0966	22,7510	20,5721	-	18.3378	2,2397
Dittaca0a	51,2718	32,43	6,0947	22,8783	20,5709		18,3220	2,2366
Ameterdam	2,7682	1,8040	332,4732	1,24172	112,1890	5,45345		1,221394
Addisonation	2,7984	1,7790	332,4079	1,24868	112,2740	5,45791		1,230689
MBan	2266.46	1477	272,2079	1015,8184	918,5323	44,64933	\$18,7361	,
	2292,45	1450,00	275,9918	1022,9277	919,7590	44,71169	819,2090	-
Takyo	179,82	111,32	20,51603	76,56121	69,22886	3,36510	61,70732	0,075369
10470	174,23	110,20	21,57249	71,74250	69,90168	3.39809	62,25989	0,976000

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 14 mai 1993, 4,8742 F contre 4,8212 F le vendredi 7 mai 1993.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# La baisse continue sur le court terme

La détente des taux d'intérêt à court gence, vu l'état de l'économie. terme s'est poursuivie, cette semaine, en Europe. La Banque fédérale d'Alle-magne, qui, la semaine dernière, avait ramené de 7,75 % à 7,71 % son taux de pension à court terme devenu de pension à court terme devenu directeur, l'a abaissé, cette semaine, à 7,60 %, plus sensiblement que ne le prévoyaient les opérateurs. La Banque de France, pour la sixième fois en un mois, a réduit d'un quart de point ses tanx directeurs, ramenés à 7,75 % pour ses appels d'offres et à 8,75 % pour ses appeas u ornes et a 0,75 m pour ses pensions à 5-10 jours. Mer-credi, les banques commerciales fran-çaises, accédant avec grâce aux «sou-haits» du ministre des finances, ont diminué également d'un quart de point leur taux de base, qui, à 9 %, retrouve son niveau d'il y a quinze ans, époque où l'inflation était plus forte que maintenant. Ailleurs, les torte que maintenant. Auteurs, les banques centrales d'Autriche, de Bel-gique et des Pays-Bas ont procédé également à des réductions d'un quart de point sur leurs taux directeurs, accompagnées par celle d'Espagne (1,5 point de moins) après la dévalua-tion de la peseta.

A Paris, le loyer de l'argent an jour le jour, après avoir baissé à 7,80 %, est remonté à 8 %, contre 7,50 % à Françremonte a 8 %, contre 7,50 % a Franc-fort, où le trois mois vaut 7,40 % contre 7,60 %, sans changement, sur les bords de la Seine. Le rendement de l'OAT 10 ans est revenu à 7,15 %, soit un écart de 0,35 point avec le BUND allemand 10 ans. Tout le problème maintenant est de savoir si la Banque de France osera abaisser ses taux directeurs au descaus des teux elle directeurs au-dessous des taux allemands, ce qu'elle devrab faire d'ur-

Sur le front des sicav, Europerformance a publié ses chiffres monsuels définitifs sur les sicav en avril. Le fait marquant est l'accélération des sousmarquant est l'accélération des sous-criptions de sicav obligataires: 14,6 milliards de francs (contre 10 milliards de francs en chiffres pro-visoires), ce qui porte à 36,2 milliards de francs les souscriptions nettes depuis le début de l'année, l'essendel (35,3 milliards de francs) s'effectuant en sicav d'obligations françaises; l'en-cours atteint maintenant 372 milliards de francs: la enllecte en Sicav de trésorerie a été nettement positive en avril (17,4 milliards de francs), après avoir été négative de 3 milliards en mars, l'encours, compte tenn des intérêts capitalisés, augmentant de 27,6 milliards de francs et atteignant 1 326 milliards.

1 326 milliards. Financer le logement social Les sicav indexées sur le marché

monétaire subissent des retraits nets, au profit des sicav à «gestion dyna-mique» (+ 14 milliards de francs) et à «performance lissée (+ 4 milliards). ces variations étant le fait des tréso-reries d'entreprise. Quant aux parti-culiers, ils continuent à délaisser pru-demment les sicav court terme au profit des placements longs (sicav obli-gataires, assurance-vie, etc.).

Sur le marché obligataire, l'événe-ment de la semaine a été le lancement, sous la ennduite de Paribas, d'un emprunt d'une durée de vingt-six ans.

emprunts d'Etat, pour le compte de la Caisse autonome de refinancement (CAR), émanation de la Caisse des dépôts, qui met sur le marché, par ce moyen, ses prêts aux HLM, façon comme une autre de se procurer des fonds pour financer le logement social afin de pallier la disparition de l'ap-port du livret A des Caisses d'épargne, victimes de retraits continus. Cet emprunt, d'un moutant de 2,5 mil-liards de francs, à 7,75 % nominal et 8,02 % final, a été bien accueilli par les investisseurs institutionnels, dont l'horizon de placement est éloigné (compagnies d'assurance-vie et caisses de retraite). Pour d'autres, la durée a été jugée un peu longue.

En revanche, les 2,5 milliards de francs levés par la Compagnie ban-caire sous la houlette de la banque Paribas, à sept ans 7.50 % nominal et 7,70 % final, 0,85 point au dessus de l'OAT, ont reçu un accueil mitigé : le montant a été jugé élevé pour une obligation de deuxième catégorie, et certains investisseurs, malgré la solidité de l'émetteur, demeurent un peu réticents sur le financement de l'im-mobilier. Même accueil pour la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH), I milliard de francs à 7,40 % nominal et 0,40 point au-dessus de l'OAT 2004, sous la direction de la Société générale. De plus, cette signature, après de nombreuses émissions, atteint ses quotas réglementaires dans de nombreux portefeuilles institution-

Répondant aux propositions de M. Millon (UDF)

# M. Fillon écarte toute régionalisation de l'enseignement supérieur

Le ministre de l'enseignement supériour et de la recherche a précisé, vendredi 14 mai, sa politique universitaire. Répondent aux initiatives récentes de Charles Millon, président du groupa UDF à l'Assemblée nationale, il e notamment refusé toute régionalisation des univer-

M. Fillun s'était exprimé une première fuis, le 15 avril dernier, devant la conférence des présidents d'université pour ébeueber les orientations de sa politique dans le domaine de l'enseignement supé-rieur. Et il prévoit de préciser les grands axes de son action le 17 juin prochain. Avant cette date un peu loiotaine, il a jugé néces-saire de refaire le point, vendredi 14 mai. Pour deux raisons : tout d'abord, la nécessité de préciser les contours de la réorganisation admi-nistrative rendue inévitable du fait dn regronpement dans un même ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. D'autre part, le souci de répondre eux initiatives récentes de Charles Millon, président du groupe UDF à l'As-semblée nationale, qui souhaite un élargissement considérable de l'au-tonomie des universités.

Sur ce point, M. Fillon a été très elair, Il s'est, en effet, déclaré « favorable à une proposition de loi

qui pourrait être déposée par la majorité», mais uniquement si elle se limite à autoriser les universités qui le souhaitent à sortir du cadre législatif actuel pour expérimenter de nouveaux modes d'organisation et de functionnement. Mais ces innovations, a-t-il précisé, devront être mises en œuvre dans le cadre strict des diplômes nationaux et contrôlées par le ministère de l'en-seignement supérieur qui « les autorisera et mettra en place des procédures d'évaluation ».

#### Déconcentration des responsabilités

Pas questinn, par conséquent, Pas questinu, par conséquent, d'ouvrir les portes à une déréglementation généralisée. Pour être sûr d'être bien entendu, M. Fillon e ajuuté: « Je n'accepterai rien d'autre dans ce domaine: ni régionalisation, ni secondarisation des universités. Arec le gouvernement, y compris le premier ministre, nous ne sommes pas favorables à ces deux urientations. » Or il s'agit bien, là, des deux urientations qui sous-tendent, peu ou prou, les pro-positions de M. Millon.

Enfin, M. Fillon a précisé les grandes lignes de la réorganisation administrative rendue nécessaire par le regroupement de l'enseigne-ment supérieur et de la recherche. Il entend réunir l'ensemble de ses services, jusque-là répartis entre le ministère de la recherche et celui

de l'éducation nationale, autour de trois grandes directions - enseignement sopérieur, recherche, administration des ressources humaines s'ajouteront uoe direction de l'information seientifique et des hibliothèques et une direction de l'innovatina, de la technologie et de l'action réginnale, ainsi qu'une délégation aux affaires euro-péennes, internationales et à la Le ministre de l'enseignement

supérieur et de la recherche espère pouvnir mener à bien ces transformations, et les changements de personne qui les accompagneront, avant la fin du muis de juillet. Au-delà des nécessités functionnelles du nuveau ministère, administration en nne e administration de mission » plus que de gestion. Et son objectif central, en la matière, est de développer une pulitique très ambitiense de « déconcentration » des ponvnirs vers les établissements d'enseignement sapérieur. « Il faut donner leur budget aux universités pour qu'elles le gèrent elles-mêmes, y compris la gestion du personnel», a-t-il précisé. Et il entend mettre en place cette politique d'ici à la fin de l'année 1994.

GÉRARD COURTOIS

En raison d'un lourd déficit

# La menace d'un dépôt de bilan pèse sur l'Agence centrale de presse

L'Agence centrale de presse-Communication (ACP-C) est une nou-velle fois au bord du dépôt de bilan. vene lois au boad en depot de diain. Jean-Paul Fuurdinier, actionnaire, majoritaire du groupe Telpresse, qui contrôle l'ACP-C, a indiqué le jeudi. 13 mai aux représentants du comité d'entreprise que la situation finan-cière de l'agence, dont le déficit au 31 mars s'établit à 60 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 75 millions, lui faisait « envisager le tépot de bilan de l'ACP-C».

Une assemblée générale du per-sonnel de l'ACP-C et de Telpresse (91 salariés) s'est réunie le vendredi fusé le même jour, le persannel

Il y a vingt-cinq sns : le mois fou

Le guerre dans l'ex-Yougoslavie : le

question de la Bosnie e'est transfor-

mée en test de la détermination du

La sommer de la CEI à Moscou : la

projet d'union économique e du mel

Un entretien avec le premier minis-

Cambodge : la campagne électo-

rale sous la menace des Khmers

Loin dea capitales : Darjeeling

L'Association des républicaine et

indépendants lancée per MM. Mar-

callin et de Villiers ..... 7

Le conseil national de Génération Ecologie : un point de vus de Guy

Livres politiques, par André Lau-

rens : «L'énigme de la démocra-

Le dénouement de la prise d'otages

de Neuilly-sur-Seine...... 8 et 9

La moratoire sur la chasse à la

baleine est prolongé ......9

Le Festival de Cannes : « Naked ».

de Mike Leigh, «La Scorta», de

¿Des dimanches da permission »,

per Nicolae Caranfil ...... 11

Madadayos, d'Akira Kurosawa, 11

SOCIÉTÉ

CULTURE

Ricky Tognazzi...

président américain...

à se concrétiser....

DATES

relance n'a été mise en place » et s'étonne que « Jean-Paul Fourdinier n'ait pas tenu ses engagements pris auprès du tribunal de commerce lors du rachat du groupe». Le personnel s donc décide de « déclencher une procédure d'alertes auprès du tribunsi de commerce et de saisir l'ins-pection du travail, compte tenu de la «situation préoccupante» de

La gravité de la situation est tan-gible. A la suite de la démission, en avril, de Charles-Emîle Loo, président du conseil de surveillance de l'ACP-C et actionnaire minoritaire conseil, le tribunal de commerce de affirme qu'a aucune mesure de Marseille avait nommé deux admi

L'inauguration de l'Opéra de

Les euppressions d'emplois à la

La mise en détention du directeur

général de l'entreprise Testut... 13

HEURES LOCALES

· Services publics : des déména-

gements critiques e La Somme bâtit sur le sable e Essonne : les

voix de Bièvres e Dossier ; la Cala-bre proche de la Corse e Cités :

Calais, un pas entre la France e

Services

La télémetique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Ce numéro comporte un cahier

e Heuras localas a

foliaté de 17 à 24

< Radio-télévision >

Le numéro da « Monde »

daté 15 mai 1993

Revue des valeurs ......

Crédits, changes

et grands marchés

Abonnements.

Carnet..... Météorologia

Télévision.

Le bilan du cinéma français ..... 11 | a été tiré à 478 011 exemplaires.

ÉCONOMIE

SOMMAIRE

Me Henri Nespoulous et Jean-Pierre Bechtold, ex-directeur général de l'agence. C'est à enx qu'il revient de saisir le tribunal de Marseille, ville où l'ACP-C a son sage social depuis que Charles-Emile Loo, dirigeant de la Société coopérative de manuten-tino du port de Marseille (SOCOMA), étail devenu actioo-naire de l'agence, aux côlés de Robert Maxwell et de René Ten-dron, il y a trois ans (le Monde du 17 octobre 1990), après la mise en liquidation de l'agence alors

coundles per Robert Maxwell. ensuite entre deux solutions : le dépôt de bilan de l'ACP-C, sa mise en redressement judiciaire, pais en liquidation, ou l'obligation faite à Jean-Paul Fourdinier d'assurer la trésorerie de l'agence jusqu'à une prochaine assemblée générale des actionnaires, fixée au 2 juin.

Ao sein de l'ACP-C et de Telpresse, l'atmosphère est à l'amertume. L'ancien groupe de René Tendron, qui comprend en plus de ces deux agences les journaux le Journal des finances et Epargner, ainsi que des lettres et des activités de télématique, avait été repris en janvier pour un peu plus de 5 millions de francs par Jean-Paul Fourdinier. Cet actionnaire de plusieurs sociétés d'investissement, qui est aussi le gendre d'un riche agent de change, Henri Diti, avait promis de réinjec-ter 76 millions de francs dans le groupe (le Monde du 7 janvier).

Mais, selon différentes sources, il n'aurait pour l'instant versé que 8,5 millions de francs en compte courant. Pour sa défense, le patron de l'ACP-C et de Telpresse o déclaré au comité d'entreprise que les comptes étaient plus « dramatiques » que le budget prévisionnel ne le laissait prévoir et qu'il ne voyait pas «d'au-tres solutions que de combier le défi-cit pendant des années ou de metre l'ACP-C en dépôt de bilan ». A l'ACP-C, plusieurs journalistes estiment qu'an dépôt de bilan de l'agence pourrait être suivi par celui de Telpresse et par la vente du Jour-nal des finances. En dépit des déné-gations de M. Fourdinier, plusieurs candidats, dont le groupe britanni-que Pearson (propriétaire des Echos) et le groupe allemand Handelsblatt, seraient intéressés par l'hebdoma-

YVES-MARIE LABÉ

o Le RPR complète son organigramme. - Jacques Chirac a désigné, vendredi 14 mai, sur proposition du secrétaire général, Alain Juppé, trois nouveaux secrétaires nationaux du RPR. Christian Bergelio, ancien secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, et le benjamin sable de la franconhonie.

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

# Les « provocations » du docteur Garretta

La 13- chambre de la cour d'appel de Peris a terminé, vendredi 14 mai, l'interrogatoire des docteurs Michel Garretta et Jeen-Pierre Allain, qui evait débutá le 10 mel. Les professeurs Jecques Roux et Robert Netter seront Interrogés le semaine prochaine, avant que la cour procède à l'eudition de vingt et un

Une bonne justice peut aussi être un supplice pour des victimes qui doivent supporter ce que la mortelle blessure e rendu insupportable. Il faut, les poings crisnés, subir les discours de ceux que l'on juge et les arguments de leurs avocats. Il feut, la gorge nouée, retenir un cri lorsqu'un entend perier de sérénité, de droit de la défense, de droit tout court et de présomption d'innocence.

En prenant la parole, vendredi 14 mai, Me Pierre Chaigne tente d'exprimer ce sentiment qui règne aur quelques bancs des parties civiles où les longues explications des prévanus sont accuellles comme des «provocations». Et l'avocat traduit l'agacement de ses clients quand il dit : eLa question qui se pose n'ast pas de savoir si les médecins prescripteurs ou les hommes politiques ont fait ceci ou cele. Ce que nous voulons sevoir, c'est ce qu's fait ou n'a pas fait le docteur Gar-

Accusé de «tromperie sur la qualité substantielle d'un produit», l'ancien responsable du Centre national de transfusion sanguine soutient qu'il a donné les informations sur le contamination des produits sanguins à ceux qui étaient sea interiocuteurs, c'est-à-dire les médecins prescripteurs et les autoritée de tutelle, ell y e trois cents ou quetre cents personnes qui disposaient des mêmes informetions que j'ai contribué, entre autres, à diffuser», affirme le docteur Garretta. Il estime donc n'avoir trompé per-sonne dans la mesure où les

médecins spécialistes de l'hémophilie esavaients. Ce sont eux qui rédigezient les ordonnances.

Par ce moyen, l'accusé tente de briser le l'en juridique direct qui la relieralt aux victimes. L'argument devient discutable selun le sens que l'on donne au mot «sevoir» à une date donnée. Mais, depuis une semaine, le docteur Garretta se bat, bec et ongles, pour faire comprendre sa thèse. Il veut être clair, e'errête sur chaque détail, explique chaque mécanisme. Il le fait à le manière d'un instituteur, en employant les meilleures com-paraisons, les meilleurs exemples. I ne laisse nen passer et, à la moindre erreur prononcée par un avocat, la lucicle rouge de la lempe témoin de son micro a allume, énonçant une réponse claire, détaillée, renforcée par un écrit, qu'il puise Instantanément dans un dossier étudié la nuit.

#### La lettre ouverte de treize médecins

Le plus actif de ses comradicteurs, M. Genrges Halleaux, admet kii-même : eNous sommes d'accord sur besucoup de points, mais c'est sur l'interprétation que nous divergeons. . Ainsi, lursqu'un reproche au docteur Garretta de ne pas avoir rapatrié les produits contaminée en citant l'exemple de la société Perrier, qui avait fait retirer de la vente des bouteilles d'esu minérale, l'ancien président du CNTS erle à la supercheries : e A l'époque, nous ne disposions pas de produits exempts de contamination. Il y event l'hépatite C. Pour comperer velablement, il faudrait dire que nous avona remplacé du Perrier

per de l'eau de puits.» Cette nouvelle évocation de l'hépatite agace les avocats des victimes. Mais la docteur Garretta insiste en rappeiant que, en octo-bre 1985, lors d'une réunion du comité de Bretagne de l'Associa-tion française des hémophiles, la docteur Lorient aveit relevé qu'en Frence, 1,5 paur 1 000 hémo-philes avait développé un sida, alors qu'à la même époque 99 %

avaient été mis en contact avec l'hépetite C. eLe risque du sida était considéré comme extrêmemement minime», soutient le docteur Garretta.

Comme pendent toute le semaine, défense et accusation continuent d'exploiter des dizaines de lettres, de comptes-rendus, de rapports et de procès-verbaux de réunions. Dans les uns, la docteur Garretta et la docteur Allain puiréelle diffusion de l'information et les faiblesses de la connaissance. Dans les autres, les avocats des victimes constatent, au contraire, l'absence d'informations nu la mention alarmente qui aurait do conduire à prendre d'urgence les décisions qui s'impossient. Les victimes écoutent, submergées per tant de véritée contradictoires

L'interrogatoire des deux médecins se termine lorsque la docteur Garretta sort une ultime pièce. Elle est bien plus récente, et c'est son grand défaut. Il s'agit d'une lettre ouverte edressée le 18 février 1993 aux plus hautes autorités de l'Etat per treize responsables de la transfusion sanguine (le Monde du 26 mars). Cette lettre résume toute la défense du docteur Garretta en reprenant les mêmes arguments, notamment sur eles incertitudes scientifiques et techniques de l'époque».

Cependant, l'un des signataires, le professeur Maurice Goude-mand, du CRTS de Lille, avait déclaré, le 16 juillet 1992, devant la 16 chambre correctionnelle de Peris : eDès le mois de juin [1985], nous avons rappelé les produits contaminée (...). Nous les avons remplacés. Cela a pris un mois. » Une attitude qui, sans être totalement incompatible avec les termes de le lattre de février 1993, pourrait en affaiblir la portée. Pour en juger, il faudra attendre la déposition du docteur Jean-Jacques Huart, actuel directeur du CRTS de Lille, qui se présentera devent la cour la 25 mai.

**MAURICE PEYROT** 

-:5-

....

- C

107 14 15

322 341

S ...

72

2000

- =

which is  $\mu \to \pi^+ \pi^- \pi_{\pi}$ to be a second

And the second

Distriction of the Parket

C. ..

21 H 22 1 1 1 1 1

September 1

C 25.00

1022

Entre 1982 et 1985

# La Croix-Rouge suisse a exporté des produits sanguins contaminés par le virus du sida

à l'Arabie saoudile el à la Grèce des produits sanguins contaminés par le virus du sida, a reconnu,

La Croix-Rouge suisse a livré saoudite sur un total de plus d'un entre 1982 et 1985 aux Etats-Unis, million de sachets exportés. Jusqu'à présent, aucun des hôpitaux

destinataires des trois pays qui unt été prévenus o'a signalé que ces vendredi 14 mai, le porte-parole de cette institution, Markus Haechler. La produits avaient enutaminé des patients, a précisé M. Haechler. La Suisse a été, avec l'Espagne, le pays étés auraienl été envoyés, 40 à New-lyork, 32 à Athènes et 11 en Arabie

du laboratoire parisien où viennent

d'être détruits ces embryons. Le

7 novembre dernier, le GEEF avait

répondu : « Vous avez la possibilité d'en faire vous-même le transfert aux

patientes auxquels ils appartiennent

ou (...) de les transmettre à un labora-toire agréé par l'administration. » En

aucun cas le GEFEF n'avait évoqué une possible destruction des

tique de l'infection par le virus do sida dans les dons de sang. Selun la Télévision suisse romande, l'Office fédéral de la

santé publique (OFSP) evait refusé, en 1985, malgré les demandes d'un eentre de transfusion sanguine d'Interlaken, d'ntiliser le test de dépistage américain Abutt. Ce dépistage n'e commencé en Suisse qu'en mai 1986. Près de 300 hémophiles et transfusés auraient été infectés en Suisse jusqu'à cette date par des préparations sanguines contaminées par le VIH.

Selon le reportage diffusé par la télévision suisse, intitulé «Le sang qui tue», les responsables de la Croix-Rouge suisse et des ministères concernés avaient décidé, en 1987, de garder le silence sur ce drame, plutôt que de tenter de limiter les dégats en recherchant les personnes qui evaient été transfusées avec des produits contami-nés. Cette enquête n'a été déclen-ehée qu'en décembre dernier. Avant la diffusion de cette émissinn, la Croix-Ronge suisse avait saisi la justice et obtenn la censure d'un témoignage d'un jeune hémo-phile contre le Croix-Rouge. –

### Après la destruction d'une trentaine d'embryons

# M. Douste-Blazy souligne «l'urgence d'un débat public» sur la bioéthique

La destruction, dans un laboratoire lité des professionnels pratiquant la parisien, d'une trentaine d'embryons FTV, nous indique qu'il evait été conservés par constitution (le Monde interrugé par M. Marc Ebel, directeur du 15 mai) suscite de nouvelles réac-tions. M. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a déclaré au Monde: « il faut réaffurner que le principe fondamental est le respect de la rie des son commencement. Il tà rie des son commencement. Il figure des l'article premier de la loi de 1973 sur l'interruption de grossesse et dans les textes sur la bioéthique, adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale. Certaines exceptions sont possibles dans les cas pré-vus par la loi de 1975. D'autres ne rus par la tot de 1973. D'atures ne sont pas encore prévus, mais il n'appartient à personne de décider, à bui seul, de mettre fin à la vie. Cette triste affaire montre l'urgence d'un débat public. Nous allons très prochainement confier une mission, sur ce sujet, à un parlementaire.»

D'autre part, le Groupe d'étude de s fécondation in vitro en France (GEFF), qui représente la quasi-tota

du Sénat, Simon Loueckhote (Nouvelle-Calédonie), sont nommés auprès du secrétaire général, Jacques Legendre, ancien secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, sénateur du Nord, est responDirecteur adjoint du cabinet de M. Balladur

## M. Pouillieute devient directeur du cabinet du ministre de la coopération

Antoine Pouillieute, directeur adjains da cabinet da premier ministre, 2 été nommé, vendredi 14 mai, directeur du cabinet du ministre de la coopération, Michel Roussin, en remplacement de Dov Zerah, appelé à la direction de la Crisse française de développement.

Né le 20 décembre 1951 à Abbeville (Sounne), ancien élève de l'ENA, Antoine Pouillieute, membre du Conseil d'Ent, e été en poste à la direction géné-

de l'intérieur. Directeur adjoint du cabi-net d'Edouard Balladur au ministère de l'économie et des finances de 1986 à 1988, il est devenn, en avril 1989, viceprésident de Strategic Planning Associates. Ein conseiller (RPR) de quincième arrondissement de Paris en mars 1989, puis suppléant de Robert-André Vivien, réélu député (RPR) du Val-de-Marne aux-élections législatives, M. Poullieure avair été nommé directeur adioint du cablese du mombre primière le adjoint du cabinet da premier ministre le 2 avril dernier.]

W. 2. WFACE AUX PLAN

ES DÉMÉNAG

who have not the Since the Marie A Court of the Local State ---

ill galt ete

The Property of

La Somme bâtit

sur le sable

Essonne les voix de Bièvres

La moitié des habitants ont répondu

La Calabre proche de la Corse

Les deux régione méditerranéennes

Calais: un pas entre la France et l'Angleterre

La cité du Nord profite peu du trafic entre les deux pays

# DES DÉMÉNAGEMENTS CRITIQUÉS

A la demande de la délégation à l'aménagement du territoire, deux chercheurs du CNRS ont passé au crible les conséquences de la « délocalisation » de services publics en province

A «délocalisation» de services publics en province n'est pas une idée neuve.

Depuis les années 60, la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) tente en effet de lutter contre l'engorgement de l'Ile-de-France, en obligeant les administrations parisiennes à gager toute extension de locaux ou renouvellement de bail par un déménagement proportionnel (en surface et en emplois) de leurs services en province, Mais, selon le constat que viennent de dresser deux chercheurs dn CNRS, Nicole de Montricher et Jean-Claude Thomig, à la demande de la DATAR, il apparaît que cette procedure administrative n'a le plus souvent

pas tenu ses promesses (1). Cette enquête a été réalisée au début de l'année 1991 sur trois services de l'administration employant environ 300 personnes et dont les opérations de déménagement se sont effectuées à partir du milieu des années 70. Elle montre que les postulats et autres intuitions sur lesquels repose cette pratique ne se sont pas vérifiés à l'usage, qu'il s'agisse de la mobilité individuelle des agents, du développement local ou du fonctionnement du service transféré.

The second section

A travers l'étude de toutes les phases de ces transferts, qui ont duré dix ans, depuis la prise de décision jusqu'à l'insertion sociale des personnes transférées, Nicole de Montri-cher et Jean-Claude Thœnig ont d'abord mis en lumière le hiatus existant entre la volonté gouvernementale et les intérêts divergents des rouages administratifs chargés de l'appliquer. La mise en œuvre du déménagement repose essentiellement, par exemple, sur le bon vauloir de l'encadrement des services « délocalisés ». Or, aucun de ces cadres n'e intérêt à s'éloigner des réseaux parisiens qui conditionnent, selon eux, le bon déroulement de leur carrière.

De même, jusqu'à l'automne 1991, aucun financement spécifique n'était prévu pour accompagner le déménagement des ser-vices, alors que les administrations ne sont naturellement pas enclines à affecter des ressources à une politique qui leur est imposée. Cet obstacle financier a théoriquement été levé par le gouvernement d'Edith Cresson, avec la création, en 1992, d'un fonds spécial «délocalisations» de 900 millions de francs.

«La lassitude de Paris, sur laquelle est bâtie cette politique, apparaît comme une motivation relativement marginale», relèvent les chercheurs. Ils ont observé que les fonctionnaires qui acceptaient de suivre leur service en province fondaient avant tout leur décision sur leur souci de e retourner au pays » dont ils sont originaires. De leur côté, les cadres n'acceptent de partir que dans l'espoir d'accélérer leur carrière et n'envisagent d'autant plus lorsqu'il est composé d'emplois



donc pas de s'enraciner en province. A l'inverse, la principale cause de refus tient à l'impossibilité pour le conjoint de retrouver un emploi dans une région que le service transféré est censé redynamiser économiquement et qui connaît, par conséquent, un fort taux de chômage.

#### Une certaine frustration

Les habitants des villes d'accueil qui croyaient bénéficier des emplois transférés ont éprouvé une certaine frustration. Ces postes sont en effet le plus souvent pourvus par concours national ou par mutation. Et lorsque ces administrations finissent par recruter localement, les nouveaux embauchés ne peuvent de toute façon pas obtenir les mêmes statuts et salaires que leurs collègues d'administration centrale. Ce qui constitue une source inépuisable de

De plus, le service délocalisé - et ce

tertiaires - reste souvent, selon les deux chercheurs, isolé dans la réalité locale qu'il était censé animer, dans la mesure où l'essentiel de ses relations continuent de passer

par Paris. Mais, s'il rapporte peu en termes d'em-plois induits, voire en matière de sous-traitance, ce service peut toutefois constituer un levier significatif pour accélérer, par exemple, la construction d'équipements collectifs. « Les relations de pouvoir entre le centre et la périphèrie se transforment » sous l'effet de la « délocalisation », ont constaté les auteurs. Les services déménagés qui étaient déjà en situation de faiblesse au moment où la décision de « délocalisation » a été prise accen-

tuent leur marginalisation.

D'eutres subissent, eu contraire, une pression plus forte de la part d'une edministration centrale soucieuse de maintenir son emprise. Dans ce dernier cas, le tâche des services transférés, dans le domaine de la gestion des «affaires courantes», se complique singulièrement, faute d'une autonomie suffisante. D'une manière générale, l'enquête de Nicole de Montricher et de Jean-Claude

Thœnig montre que la distance géographique influe sur la marche du service. «Le fonctionnement de la structure, qui était inclus dans une politique globale à Paris, devient une fin en soi », constatent-ils. Une fois le transfert réalisé, l'activité du service devient plus transparente, l'autorité de l'encadrement est mieux affirmée, les responsabilités de chacun sont clairement définies. Quant aux agents, «ils perdent la protection que représente pour eux la masse du personnel qui les entoure dans les administrations centrales parisiennes...»

Apparaît, en outre, un phénomène paradoxal : la minorité d'agents parisiens qui ont fait l'effort de suivre leur service constituent souvent, une fais sur place, un frein eux changements d'organisation décidés par la nouvelle hiérarchie...

#### Valérie Devillechabrolle

(1) La Délocalisation des emplois publics, de Nicole de Montricher et Jean-Claude Thomig, aux éditions de La Documentation française, 65 p.,

## **Pathologie**

C ONJONCTURE oblige, les budgets allouéa à la communication des collectivités locales tandent à la baissa, mais paa l'intérêt des élus.

Daux rancontras qui sa sont déroulées cette sema Cap'Com à Lyon et Communication publique à Paris, ont permis de la constater.

« Dans l'action publique, rien ne se fait sans l'opinion », a rappalé, au Sénat, Jaan-Plarra Raffarin (UDF), présidant du consail régional da Poltou-Charantes, Les municipalités le asvent, et leurs directeurs da la communication ont profité des colloques pour échanger leure expériencas. Il fut question de « cohérence », da « coordination», face eu foisonnement des messages publics dans la

Changement de ton de la part des élus. Chez aux, le couple région-dépertement, quelifié de « pathologique » par Marc Censi (UDF), président de le région Midi-Pyrénéas, suscite plutôt le « rivalité », voire le « concurrence », dans leur façon da tirar, chacun, la communication à soi. Ce n'est pas un hasard si l'axpression dea collactivités locales souffre des mêmes défauts de jeunaesa qua la décantralisation. Elles nnt la mêma âga et révèlant les mêmaa conflits de

compétences.

Les régians at les départamants français, ainsi que leura équivalants frontaliers, commencent à sa faire connaîtra du reste du monda an nrdra pas trop disparsé, sous la forme d'un Arc atlantique par exempla. Mais il n'en va pes da mêma lorqu'ils e'adrassent à leurs habitants. Le gigantiama de panneaux indiquent la «collège départemental a devient plus démeeuré ancore lorsqu'un « lycés régional » lui fait face.

Las, les cofinencements étant da plus en plus souvent de ragie, la guarra dea anseignae risqua da devanir cocasse.

Martina Valo

# **PARIS FACE AUX PLAIDEURS**

Avec la multiplication des procès,

la capitale est obligée de renforcer ses services juridiques

ES Parisiens mécontents et proceduriers vont trouver à qui parler. Depuis le début mai, la Ville dispose d'un nouveau service des affaires juridiques particulièrement musclé. Fort d'une trentaine de fonctionnaires dont plusieurs du plus haut niveau, il est dirigé par Dominique Laurent, quarante-deux ans, jusqu'ici maître des requêtes au Conseil d'Etat. Par sa carrière, Mª Laurent est à la fois rompue aux subtilités du droit publie et à celles de l'administration des collectivités locales. Afin que nul ne s'y trompe, son service e été rattaché directement au secrétariat général de la Ville, alors que l'an-cien « bureau du contentieux » dépendait de la direction des

C'est la première fois dans les annales de l'Hôtel de Ville qu'un service juridique est doté d'un tel statut, qui l'apparente à une petita direction. La mesure s'inscrit dans le grand chambardement qui secone le «palais» de Jacques Chirac. Après les résultats des élections législatives, deux direc-teurs ont déjà rejoint des cabinets ministériels (1). Une dizaina d'antres mutations sont à l'étude et les rumeurs vont bon train. Il s'agit de renouveler et de « réveiller » la haute edministration municipale dans la perspective de la présidentielle et surtout des élections municipales de 1995.

La promotion des spécialistes du contentieux était l'une des décisions les plus urgentes. Comme toutes les mairies des grandes villes de France, celle de Paris est littéralement submergée par les procès. Jadis, les sujets se révoltaient contre les décisions du pnuvnir. Aujnnrd'hui, les citoyens votent et ils en appellent à la justice. Tel est le prix d'une société évaluée où l'État de droit a remplacé l'arbitraire.

#### L'arbitrage du juge

L'inflation des affaires de contentieux e de multiples sources : la prolifération des textes, l'instabilité des règles (par exemple les transformations incessantes des plans d'occupatinn des sols), les particularismes locaux (vérité ici, erreur ailleurs), la facilité d'accès aux tribunaux Legge occupe désormais son poste.

administratifs (le plaignant débouté pour procédure abusive ne risque rien), la carence des préfets qui ne contrôlent plus la léga-lité des décisions locales. Tnut cela a été dénoncé par le Conseil d'Etat, notamment en matière d'urbanisme et vient d'être souligné, une fnis encure, par les nntaires réunis en congrès à Cannes (le Monde daté 25-26 avril). Théme de leurs travaux : l'urbanisme et l'insécurité juridique. Autrement dit, on ne sait plus à quel texte se vouer et il faut hien recourir à l'arbitrage du

Marc Ambroise-Rendu

Lire la suite page 20

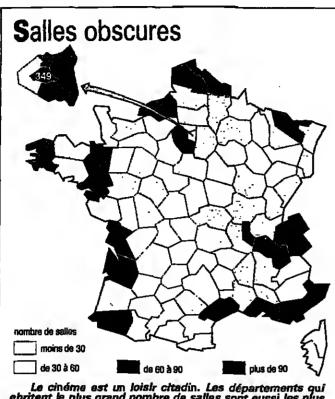
(1) Bruno Racine, directeur des affaires culturelles, a rejoint le cabinet d'Alain Juppé su ministère des affaires étrangères. Il est remplacé par Jean-Jacques Aillagon (le Monde du 5 mai). Elisabeth Allaire, directeur de l'action sociale, de l'enfance et de la santé, a été appelée eu cabinet de Simone Veil, ministre chargée des affaires sociales, de la santé et de la ville. Dominique de

# Le Monde des Le Monde

SUPPRIMER LES DÉPARTEMENTS :

En vente dans les kiosques - 30 F

#### **STATISTIQUES**



Le cinéme est un loisir citadin. Les départements qui ebritent le plus grand nombre de salles sont eussi les plus urbains. Mais les zones falblement peuplées ne sont pas toutes è la même enseigne. Côté fréquentation, les Hautes-Alpes font exception à le règle selon laquelle plus il y e d'équipements, plus le public va voir de films.

(Source : Centre national de la cinématographie.)

#### **CULTURE**

# **UN MOIS MUSICAL** DANS LES COTES-D'ARMOR

La diffusion de spectacles n'incombe pas aux conseils généraux, mais le département breton encourage la décentralisation culturelle

résonne dans les Côtes-d'Armor. Encore un festival? Pes exactement, nu du mnins pas un de ces «événements» prestigieux, créés pour vanter la gloire des artistes présents nu celle de la collectivité locale qui les a invités. Plus de querante enneerts - musique enntemparaine, nuit du rock, jazz et fest-noz - programmés dens une vingtaine de enmmunes, de Saint-Brieuc à Plnunévez-Quintin : le conseil général e préféré, en collaboration avec des associations locales, s'edresser aux mélomanes du littural aussi bien qu'à ceux du

centre rural. Le Cuartem Cedron se produit à Guingamp et à Lan-gueux, banlieue de Saint-Brieue, meis eussi à Plaubezlenec. Angélique Innetns à Perros-Guirec, Louis Selavis eux cinquièmes Rencontres internetio-

programme est écleetique, comme l'est la politique de l'nffice départemental de développement culturel des Côtes-d'Ar-

# les équipements locaux

« Musiques aimées en mai » n'est qu'une des manifestations nrganisées toute l'année dans l'ensemble du département. «Les chemins de la voix», «La campagne dn rire», «De conte en conte»: pnur checune d'elles, l'affice chaisit et achète les spectacles, se charge de leur promotion et de leur logistique. Les communes peuvent ensuite ehnisir de les diffuser en prenant à leur compte une part des coûts artistiques.

Dès sa création, il y a trois ans, l'affice e réalisé un invennales de le clarinette populaire taire des lieux dntés d'une

mai, la musique à Berrien et Ginmel (1)... Le scène, condition préalable pour qui veut irriguer le territaire. Selle des fêtes, foyer rural, voire lycée agricole, leur fnisonnement était à la mesnre de leur sous-équipement et reflétait la lenteur des progrès de l'inter-communalité dans les Côtesd'Armnr enmme ailleurs... Depuis, le conseil général, pré-sidé par Charles Jusselin (PS), incite les municipalités à edapter leurs salles, même modestement, à l'accueil de représentatinns. Ses eides peuvent représenter 20 % des investissements nécessaires et l'affice dispase d'un perc de metériel moderne, qu'il met à la disposi-

> L'effort du département ne se limite pas à la diffusion du spectaele vivant. La missinn arts plastiques, qui travaille en partenariat avec des institutions réginnales, est désormais bien implantée. D'étonnantes installations contemporaines dans

tion des collectivités locales.

quelques villages bretons en temoignent

ASOMME BATIT SUR

En fait, les Côtes-d'Armor illustrent à leur façon cette. fameuse « decentralisation culturelle», leitmotiv de tous les colloques netionaux et casse-tête des élus locaux concernés. Hormis le gestion des archives et des bibliothèques centrales de prêts, les luis de décentralisatinn n'ant pas prévu de rôle particulier pour les conseils

généraux dans ce domaine. Pnurtant, le production et la diffusion musicale, chorégraphique et théâtrale prennent une part tnujnurs grandissente dans leurs budgets. Le spectacle vivant se place maintenant en deuxième positinn eprès la conservation du patrimoine, qui s'impose de fait.

Au tntal, les départements eonsecrent 2,5 % de leurs dépenses au secteur culturel. Un pourcentage qui ne peut refléter la diversité de leurs. chnix, Les Côtes-d'Armor se situent d'ailleurs en dessous de cette mnyenne nationale, déformée par les quelques « gros coups» qui princtuent la belle saison de l'Hexagone.

-

53.....

1, 20

7

**≖**..⊃ ∘ :

5:2:

52 : ⊬<sub>6</sub> . .

3≥:2 

HORMANDIE

MOITATION

200

MITRE DE CAEN

- - : .

整数に 直 さい

RHONE ALPES

LES PRIVATI

CONTINUEN

-- - - -

(1) Pour obtenir les détails de la programmatinn, s'adresser à l'inffice départemental de développement culturel. Tel : (16) 96-62-62-31.

#### **BLOC-NOTES**

#### AGENDA

■ Images d'Epinel. - La caricature e supplenté les traditionnelles illustrations neives à Epinal, avec la Festival de dessin de presse qui se termine, cette année, la lundi 24 mal. Expositions, débats, concert, édition de plusieurs catalogues sont organisés pendant deux semaines dans différents lieux de la ville, Le municipalité souhaite exploiter davantage sa tradition en créant une Cité des images, regroupant, sur un site, un Centre du dessin de presse, l'Ecole des beaux-arts et un Musée de l'imagerie.

Nenselgnements eu (16)

■ Salon des associations. - Les associations sont invitées à se retrouver au centre d'exposition Mégacité d'Amiens, à l'occasion de la huitième édition du Salon Espaces 1901, le samedi 15 et le dimanche 16 mal. Le samedi se tiendra un colloque, organisé par l'office culturel d'Amiens, qui coorionne l'ensemble de la manifestation. aux collectivités locales: représentativité et créativités. Des spectacles de théâtre, de marionnettes, des concerts animeront ce week-end

Renseignements au (16)

■ Evaluation. - L'université de Provence (Aix-Marseille-I) organise un coltoque sur « Les méthodologies d'évaluation des politiques publiques », à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), du lundi 17 au mercredi 19 mai. Comment contrôler l'efficience des politiques dologie? ▶ Renselgnements eu (16-1)

42-20-70-06.

■ Démocratie et citoyenneté. - Les deuxièmes Rencontres de Parthenay (Deux-Sèvres), organisées, du jeudi 20 au samedi 22 mai, par l'essociation Transversales sciences culture et le Monde diplomatique, avec le concours de la Fondation de France, poursuivront la réflexion entamée en mars 1991 sur la démocratie participative et la citoyenneté active au ouotidien.

bouleverd de Grenelle, 75015 Paris. Tél : (16-1) 45-78-34-00.

ment les villes peuvent-elles réegir face à la crise économique? Au moment où la dette s'accroft et les concours financiers de l'Etat se réduisent, quelle stratégie adopter pour retrouver les marges de menœuvre nécessaires à l'investissement? Le cabinet Bossard Consultants présentera des principes méthodologiques permettant de réduire les dépenses des villes et de conduire des actions de changement dens les municipalités, à Paris, mardi 25 mai. Renseignements au (16-1) 41-08-40-00.

Paysage. - Le conseil général des Deux-Sèvres, que préside André Dulait (UDF), organise un colloque sur « La gestion locale du paysage » à Niort, samedi 26 et dimanche 27 mai. Du remembrement à la friche, comment protéger les paysages? Comment réhabiliter des espaces abimés par les activités agriautoroutes?

➤ Renseignements eu (16-1) 45-15-09-09 et (16) 49-24-98-92.

■ Congrès des Ingénieurs. - L'Associetion des îngénieurs des villes de France (AIVF), que préside Jean Gayas, directeur général du district de Bayonne, organise son prochain congrès à Lyon, du mercredi 26 au vendredi 28 mai. II aura lieu en même terros que le salon Citexpo, qui accueille des entrepreneurs du bâtiment et des prestatzires de service aux collectivités locales. Le congrès portera sur « Les villes et l'Europe ». Des tables rondes sont prévues sur la stratégie européenne des villes moyennes ou l'évolution du métier d'ingénieur territo-

Renseignements eu (16-1) 42-45-81-82.

Propreté du littoral. - L'Associatinn nationale des élus du littoral, que préside Antoine Rufenacht (RPR), organise une journée d'étude sur «La propreté du littoral », jeudi 27 mai à Paris. Alors que les côtes vont bientôt connaître une affluence estivale, des spécialistes perferont de la lutte contre la pollution marine, du traitement des déchets, ou du nettoiement des places. Renseignements eu (18-1) 45-62-00-95.

■ Délinquance. - La Maison des collectivités locales organise un colloque : «Canaliser les énergies, réprimer, gérer, prévenir la délinquance», sous la présidence, notamment, de Pierre Cardo (UDF), maire de Chanteloup-les-Vignes, jeudi 3 luin à Paris. Quels sont les âges, les formes, les causes de la délinquance? Comment remolacer l'incarcération? Comment functionment les entreprises de réinsertion? ➤ Renseignements au (16-1)46-35-

■ Restauration municipale. – L'As-sociation nationale des directeurs de la restauration municipale (ANDRW) tiendra son prochain congrès à Lorient (Morbihan), jeudi 10 et vendredi 11 juin. L'ANDRM est présidée par André Nizard, ancien directeur de la restauration municipale d'Etampes (Essonne). chargés du suivi de la restauration muni-cipele, et « milite » pour la gestion en régie de ce service public.

Renseignements eu (16) 98-70-63-05.

#### **PUBLICATIONS**

Un classeur pour la démocratie locale. - L'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) propose des «fiches de la citoyenneté locale a aux abonnés de sa revue mensuelle Territoires. Il s'agit de huit pages détachables, devant s'insérer dans un classeur. Pédagogiques, elles font le point sur l'organisation du conseil municipal, le fonctionnement d'une mairie ou les terrains d'intervention de la commune. Les auteurs proposent des commentaires, des textes de loi, ainsi que la liste des partenaires à contacter pour agir en citoyen et se préparer aux élections municipales de 1995.

► Abonnement d'un an à la revue Territoires: 330 francs pour les particuliers, 450 francs pour les collectivités. ADELS, 108-110, rue Seint-Maur, 75011 Peris. Tél (16-1) 43-55-40-05.

■ Aide-mémoire de la presse. - Le Documentation française vient de publier l'édition 1993 de l'Aide-mémoirs de la presse, Médiasid. Ce précieux répertoire, mis à jour par la service d'information et de diffusion du premier ministre, la SID, donne les coordonnées des divers services de presse ministériels et présente l'ensemble de la presse : écrite, audiovisuelle, française, étrangère... L'Aide-mémoire consacre une solvantaine de pages à la presse écrite régionale. Il présente aussi les journeux spécialisés dans la secteur des

Médiasid 1993-465 pages, 130 francs. La Documentation fran-caise, 29, quai Vultaire, 75344 Perls cedex 07, Tél. (16-1) 40-15-70-00.

■ Le budget en cent leçons. - François Valembois, administrateur territorial et professeur au Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), fait preuve de pédegogie pour présenter laurs entorses. En cent lecons il explique en quoi consiste la séparation de l'ordonnateur et du comptable, et la gestion de fait qui y déroge, le règle de l'ennualité budgétaire et l'autorisation de programme, qui permet de ventiler les dépenses d'investissement sur plusieurs années. Le budget primitif, cet acte «par lequel sont prévues et autorisées les dépenses et les recettes de la commune», peut être aiusté par des décisions modificatives et un budget supplé-

► Le Budget communal, de Francois Velembois. 100 pages, 350 francs. Collection «les Essentiels», Edition Sofiae, 8, rue de Furstenberg, 75006 Paris. Tél: (16-1)

## TEXTES

Indemnités das responsables de groupement. - Le Journal officiel e publié, la 30 mars, un décret précisant la montant des indemnités de fonction des présidents et vice-présidents d'établissements publics de coopération intercommunale. Ce texte achève le dispositif indemnitaire prévu par la loi du 3 février 1992 sur les conditions d'exercice des mandats locaux, dite cloi sur le statut de l'élus. Il permet de mieux rémunérer les responsables de structures intercommunales. Il avantage légèrement caux qui dirigent des groupe-ments à fiscalité propre, parce que ces formules témoignent d'une intégration plus soutenue en matière d'intercomme nalité, et nécessitent souvent plus de

Les indemnités perçues pour l'exercice président sont égales à 75 % des indemnités prévues, respectivement, pour le maire et l'adjoint du maire d'une commune dont la population est égale à celle du groupement, lorsque celui-ci est doté d'une fiscalité propre (district, communauté de communes ou de villes, syndicat d'agglomération nouvelle). Les indemnités sont égales à 50 % du montant de ces indemnités lorsque l'établissement public n'est pas doté d'une fiscalité propre (syndicat de communes).

#### DÉCALAGE HORAIRE

#### Amsterdam coulera-t-elle?

Sous les pavés, la gengrène? Un mal aussi pernicieux que souterrain rangerait les pilotis sur lesquels repose une grande partie d'Amsterdam, pour cause de snus-sol spon-gieux I II mine « entre 10 % et 20 % des bätiments » et met en danger, à terme, la viabilité de € 40 000 à 70 000 logements », sur un total de 344 000 (pour 714 000 habi-

tants).

«Ce sont des estimations minimales », affirme même Ton Hooijmaijers, conseiller municipal de la capitale néerlandeise depuis 1990, qui vient de soumettre au Collège (le bourgmestre et ses adjoints) un étude signalant le risque d'effaissement « du tiers des habitations». Les longs pieux de bois qui leur servent de fondetion depuis plusieurs décennles urnssent, se detorment et s'incurvent, entraînant lentement mais sûrement les immeubles dans leur avachissement.

Ce « problème de fondations » se pose par définition en sous-sol. Son résultet eet cependant parfaitement imaginable en surface : les planchers s'affaissent, les murs se distendent, les façades se fissurent, et toute la construction finit par se gondnier. La « Veniee du Nord » qu'est Amsterdam lui doit déjà quelques meisons sérieusement inclinées. Elle lui doit aussi, selon le directeur du service de la construction et du logement, Jaap Vos, «la démolition, bon an mal an, d'un millier de logements y dont le consolidation coûte trop chère. Le phénomane n'e donc, en soi, rien da nouveau et la mairie le quelifie de «problème connu ».

Tan Hooijmaijers n'en e pas moins voulu lancer un « cri d'alarmes, la situation étant selon lui gravement dégradée. « Tout l'Amsterdam de l'entredeux-guerres, le « ceinture 20-40 », est menacée. » Or cette ceinture abrite «le tiers des logements de la ville » et son urbanisme est un double legs, de l'erchitecte Berlage et de la célèbre Ecole d'Amsterdam. Des quartiers populaires

et des evenues résidentielles, telles la Beethovenstraat nu l'Apollalaan, en fant partie, qui composent le visage de la ville au même titre que les maisons étroites ou les résidences patriciennes s'élevant le long de ses cagaux.

La médeille de l'histoire présente en l'occurrence son revers. Larsqu'il s'est agl, à partir des années 1900, d'étendre l'Amsterdam portuaire et industrielle autour du lobe central formé par ses canaux de légende (Singel, Keizersgracht, etc.), les bâtisseurs ont rencontré un soi de plus en plus humide, constitué de polders. Pour le mettre à hauteur de la « vieille ville », ils l'ont rehaussé à l'eide de couches de sable, au départ déposées manuellement, puis projetées sous pression à partir de 1918. Plue denses, ces couches se sont révélées aussi plus lourdes : eu fil du temps, elles se sont affaisséee dans la tourbe mouillée des polders, tirant vers le bas les pieux de bois d'au moins 10 mètres de long implantés en guise de fondations et emenuisant leur force portative. Plus récemment, la baisse du niveau des eaux souterraines e mis le sommet des pilotie eu eec, accélérant leur affaiblissement.

Selon Ton Hooiimaiiers, le phénomène n'est pas irréversible : il est possible d'espirer le sable et de kii substituer une e mousse » de béton, déjà utilisée paur le construction de routes nu de digues. L'opération coûterait de 600 millions à 1,2 milliard de francs. Alors que laisser la situation se dégrader se traduirait à tarme par une facture de 3 à 6 milliards de francs, théoriquement entièrement à la charge des propriétaires des bâtiments menacés. La municipalité n'e pas encore réagi à cette suggestion : tout en admettant que e la frontière critique est dépassée dans la ceinture 20-40 », la service du Ingement ene prévoit pas de catastrophe».

> de notre correspondant à Amsterdam Christian Chartier

# Thèmes première journée 1\_ le patrimoine comme ressource de développement

2\_ conservation/mise en valeur du patrimoine: quelle répartition du champ des compétences entre l'Elat, les collectivités territoriales et le secteur privé? Thèmes deuxième journée

3\_ mise en valeur du patrimoine: nouvelles demandes, nouveaux services, la dimension européenne et la dynamique française.

4\_ mise en valeur du patrimoine; nouveaux services,



CALL SE Commence.

## PICARDIE

"本一本""京"和二年表演

والمراز

# LA SOMME BATIT SUR LE SABLE

L'action du département a permis de tirer le meilleur parti des 50 kilomètres de rivages inhospitaliers

le pare ornithologique du Marquenterre. Chassés par le flot qui envahit l'estuaire de le Somme, de l'autre côté des digues, des milliers d'oiseaux arrivent à tire-d'aile et s'abattent ici et là. En livrée noir et hlanc, les hoîtriers pie s'établissent eu bord des mares. A certaines époques on e pu en compter plus de 7000. Ils y rejoignent tout un peuple de hlanches avocettes et de spatules qui prospectent la vese à pas comptés. Sur les canaux et les marigots, des escadrilles de canards amerrissent à grand hruit. Qu'elles soient « cendrées », « rieuses », « bernaches » ou « des moissons », les oies en transit préfèrent les prairies où elles patûrent en compagnie des chevreuils, résidents habituels des lieux,

Tout ce bestiaire déambule, virevolte et vaque à ses affaires sans prêter la moiodre attention aux centaines de visiteurs qui les épient. Ccux-ci, jnmelles aux yeux et téléobjectifs en bataille, oot dissimulés dans des observetoires habilemeot nichés eu creux des dunes. Et pour aller d'un poste à l'eutre, ils sont ohligés d'emprunter des chemins creux, toojonrs à l'abri des regards des animaux.

Cette cohebitetion quasi idéale eotre le tourisme et la faune sauvage est l'une des particularités du Marquenterre, Elle résulte d'un mootage joridique qui o'est pas moins original. Ici l'Etat, les collectivités locales et une entreprise privée ont réussi a se merier pour le meilleur. Résultat : le Marquenterre n'est pas seulement un reposoir fréquenté par plus de 300 espèces d'oiseaux migrateurs. Avec 100 000 visiteurs par an (dont 35 000 écohers en visite guidée), il est enjourd'hui le point le plus ettractif du littoral picard. Il vient de marquer le vingtième anniversaire de sa création eo offrant aux amateurs de oou-

veaux espaces d'observation. L'idée d'exploiter la facade maritime du département de la Somme revient à Max Lejeune (centriste), qui fut pendant près d'un demi-siècle président du conseil général et qui est encore sénateur de ce terroir. En 1974,

'EST un jour de grande il créait avec les dix-huit com-marée qu'il faut voir vivre munes littorales le Syndicat munes littorales le Syndicat mixte pour l'aménagement de la côte picarde (Smacopi) (1). Le conseil général, qui prend l'essentiel des dépenses à sa charge (certeins les, trouvent trop lourdes), occupe 60 % des fautcuils au conseil d'administration. Ohiectif: aménager les 50 kilomètres de « fenêtre » sur la mer de manière à y attirer les voyageurs de passage. Entre Fort-Mahon et Mers s'égrennent unc demi-douzaine de bourgades abritant chacune de 1 500 à 4000 âmes. Pas de quoi nourrir de vastes desseins hôteliers on immobiliers. Le rivage est difficile : un tiers de falaises, deux tiers de marais et de dunes. C'est le royaume des oiseaux d'eau, des lapins ... et des chasseurs. Le plomh vous siffle aux oreilles huit mois sur douze. Comble de disgrâce, le cordon dunaire protégeant l'arrière-pays est si dégradé par le piétinement et le vent que, par trop gros

temps, il laisse passer la mer! Mais Max Lejeune e tracé la ronte. Le seul capital exploitable

LAIN . CARIGNON

ble, s'est récemment

converti à la privatisation d'une

partie des activités que sa ville gérait jusqu'alors directement

(le Monde daté 5-6 octobre

1992). Après avoir cédé l'eau, eu

lendemain des élections munici-

pales de 1989, après les parkings

ainsi que les places de stationne-

ment sur la voie publique, les

abattoirs et la Régie foncière et

immobilière, elle-même proprié-

taire d'nn centre commercial

situé dans le sud de la ville qui a

été vendu, Grenoble vicot de

remettre le responsabilité de son

tourisme d'affaires ao secteur

LES PRIVATISATIONS

Après avoir cédé certaines de ses activités,

CONTINUENT A GRENOBLE

RHONE-ALPES

étant la sauvagerie des lieux, il faut la protéger, la restaurer pnis l'offrir au public. Le départe-ment a donc classé en zone de préemption 3 000 hectares de rivages. Là-dessus, il e déjà acheté 600 hectares et s'est acquis la complicité du Conservatoire qui cn a acquis 900 autres. Le reste passera dans le domaine public au fur et à mesure des opportunités.

Une solution ingénieuse

Puis le Syndicat mixte a entrepris nn patient travail de réhabilitation du paysage. Des dunes entières ont été remodelées au hulldozer. On y a posé des kilomètres de filets brisevents et de fascines derrière lesquels on a aligné des millions de touffes d'oyats. On a même joveoté une machine pour les planter plns vite. Déjà les pins, les arbousiers et les euphorbes colonisent le sable. En dix ans oo e dépensé près de 8 millions de francs pour cet indispensable

labeur de remise en état. Et il ne sera jemais terminé car ici la nature est violente. Mais à présent on peut nuvrir des aires d'accueil et de sentiers-nature.

L'un des sites les plus intéressants était celui du Marquenterre sur les franges nord de la baie de Somme. Pour y tirer le lapin, nn industricl parisien, Henri Jeanson, y evait acheté jadis un millier d'hectares. Par le hiais d'une concessinn d'endigage - alors que ce type d'opération était encore possible - ses descendants s'y étaient approprié 150 hectares de littoral appartenant eu domainc public pour le poldériser et y installer successivement unc exploitation horticole puis un pare ornitholo-

Mais la famille Jeanson était hors d'étet d'investir suffisamment pour en tirer parti. Une solution assez ingénieuse a finalement été trouvée. En 1986 ct 1990, le Conservatnire du littoral e acheté l'ancien polder et en a confié le gestion au Syndicat mixtc. Celui-ci, qui n'e nnlle vocation à recevoir des tonristes, a remis l'exploitetion du parc à ses anciens propriétaires désargentés mais qualifiés.

Cette combinaison porte ses fruits. Le Smacopi réalise les aménagements (evec des eides de Bruxelles et de Paris), et les frères Jeansoo eccueillent les visiteurs. Le parc, où les courbes de fréquentation des oiseaux et des hommes grimpent en paral-lèic, est devenn le noyau d'un complexe de loisirs avec résidence hotelière, gîte d'étape, restaurant, chasse à la journée, centre équestre, etc. Une centaine de personnes y travaillent à la belle saison et réalisent un chiffre d'affaires de 8 millions de francs. Le village voisin reçoit les taxes professioonelles et quatre terrains de camping s'y sont

ouverts. Eo d'eutres points du littoral picard on trouve nne seconde réserve ornithologique, une maison de l'oiseau, un aquacluh, un golf 18 trous, etc. Le tout dans des paysages préservés ou le département interdit toute urbanisation. Snr les côtes de la Somme, à présent connues comme le pays des niseaux, nn attend l'ouverture du tunnel sous le Manche et l'autoroute A 16. Alors Bruxelles et Londres seroot à deux heures de voiture, Paris à 1 heure 30. Le pari sur la nature n'est pas encore gagné mais, tout est prêt pour qu'il le

> de notre envoyé spécial en baie de Somme Marc Ambroise-Rendu

(1) Smacopi : I, place de l'Amiral Courbet, 80100 Abbeville, Tél. 22-31-12-28. Parc du Marquenterre : Saint-Quentin-en Tourmont, 80120 Rue, Tél. 22-25-03-06.

Accor sans aucune contrepartie pour la ville. Seule la chambre devrait bénéficier d'un intéressement de 300 000 francs oux béoéfices escomptés des activités du oouveau ceotre, doot le chiffre d'affaires est estimé, dès la première année, à 8 millioos de francs. Seloo le président du groupe socialiste, Michel Destor, cette ioitietive muoicipale est « contraire à l'esprit des lois de décentralisation, qui font des collectivités territoriales les leviers du développement économique». li redoute qu'à son tour le palais des expositions soit entraîné

loir, tout emhrasser. de notre correspondant à Grenoble Claude Francillon

(1) Alpexpo gère également une salle de concerts et le Palais des sports de la ville, construit pour les Jeux olympiques de 1968.

affirme « ne pas être deman-

deur » et ne pas pouvoir, ni vou-

#### MUSIQUES

Kiosques en fête

Les kiosquee à musique ont séduit la Frence dès le début du dix-huitième siècle. Il faudra ettendre 1848 pour y entendre d'eutrea accords que ceux des fanfares militeires et 1992 pour les voir reprendre vie, eprès un long silence indifférent. Euroscène événemente, une société spécialisée dans la progremmation ertistique, a lencé l'an demier l'opération « Kiosques en fête », où trois mille musiciens professionnels et emateure se sont côtoyés.

Pour la deuxième édition, qui aure lieu semedi 15 et dimenche 16 mei, quetre kiosquee parisiens ee joindront à le soixanteine de villes perteneires de le mani-festation. Le euccès devenant international, une commune suisse et quetre helges résonneront eussi eu même

Certaines municipalités profitent de la menifestation pour rénover leur pevillon désuet ou pour l'hebiller de sculptures et de peintures,

#### PROVENCE-ALPES-CôTE D'AZUR

Les routes du Var victimes des vandales

Quatre à 5 millions de francs, telle est la somme que coûtent chaque ennée, dans le Ver, les déprédetions de penneeux de signelisation ou de mobiller urbain. La direction départementale des Postes et des télécommunicetions supporte une cherge ennuelle supplémentaire de 150 000 F pour remettre en état ou changer des boîtes à lettre, des combinés ou des cebines téléphoniques. Le seul enlèvement dee graffitis coûte 450 000 francs par an à la ville de Toulon.

Meie c'eet pour le direction départementale de l'Equipement que la fecture est le plue lourde : 2 millions de francs consacrés à remplacer des plentes, è gommer les traces de l'affichage sauvage, ou des panneaux et hornes kilométriques annoncent Saint-Tropez ou le circuit du Castellet.

#### BASSE-NORMANDIE

# LE CENTRE DE CAEN **EN MUTATION**

Tramway, anneaux de circulation, espaces piétonniers : la ville rénove son cœur

ture du Calvados vient d'engager une vaste opération qui va la mobiliser jusqu'en l'an 2000. Conçu comme un carré evec ses quetre côtés, le chantier s'accélère evec la proximité des fêtes du cinquantième anoiversaire du débarquement allié en Normandie, en juin 1994. Premier côté du carré : la

restructuration du réseau de transports en commun evec la création d'un transport sur voic réservée. Une innovation pour nne agglomération de 200 000 habitants, qui a retenn l'option du tramway sur pneus, un sys-tème intermédiaire entre le tram-way et le bus articulé auquel s'intéressent également les villes de Tours, Lorient et Le Mans. « Nos travaux ont abouti à ce que nous soyons les premiers en France à choisir un nouveau mode de transport sur voie réservée, explique François Solignac-Lecomte, pre-mier adjoint de Jean-Marie Girault (UDF-PR), maire de Caen. Il sera électrique pour être non polhuant, sur pneus pour être moins coûteux, guidé pour affir-mer sa priorité, à plancher plot intégral pour améliorer les conditions d'accès et à grande capa-

Actuellement, les bus caeo-

OUR rénover totalement son centre-ville, la préfec-lions de passagers par an. Après l'appel d'offres lancé au niveau européen, le 26 février, une première phase d'études avec un prototype dn materiel roulant a lieu jusqu'en 1995, puis une seconde phase de réalisation est prévue en 1996-1997. L'exploitation est prévue pour janvier

#### Pas d'« intégrisme arıti-voiture »

Deuxième démerche : la réorganisation dn réseau de circulation. Imaginé dans les années 70 par l'architecte et urba-niste parisien René Doddelonde, le nouveau plan de circulation est appréhendé à la façon d'anneaux. Les véhicules circuleront au travers de quatre anneaux : un premier anneau extérieur, celui du périphérique, dont la partie sud est en cours d'achèvement; un deuxième, constitué des grands boulevards; un troisième pour la desserte du centre servira de «ring». L'originalité de l'opération réside dans le quatrième anneau qui irriguera l'hyper-centre, dans un sens de circulation inverse du précédent. A l'intérieur de cet anneau, priorité sera consacrée aux pictons afin de nais transportent chaque jour « donner à Caen un cœur de ville

qu'elle ne possède pas naturellement», la guerre eyant détruit beaucoup du bâti ancien.

coogrès, d'une superficie de

8 500 mètres carrés, dont uoe

partie fnt récemment rénovée

par ses soins. La « capitale des

Alpes » estimeit disposer

d'etouts suffisants pont attirer,

eu pied du massif de Belle-

donne, des manifestations pou-

vant rassembler queiques cen-

teines ou plusieurs milliers de

congressistes. Alpes-Congrès

ponvait compter sur la présence

à ses côtés d'un voisin entrepre-

nant, le palais des expositions,

dont le propriétaire est égale-

ment la ville. Il y e trois ans un

«mariage» avait même été envi-

sagé. Les deux associations ges-

Le troisième temps fort de cette approche globale concerne la création de parkings souterrains en centre-ville et à la périphérie. Sur le troisième anneau, deux des trois nouveaux parkings souterrains, de 400 places chacun, devraient ouvrir en juin 1994. A l'extérieur, deux parcs d'accneil sont créés eu nord et à l'ouest de la ville, près de la saile Zénith qui sera ineugurée le

Dernier côté du carré : l'extension des zones à dominante piétonne. Au sein du dernier anneau, un nouvel espace de 32 000 mètres carrés de rues et de places doit être rendu aux promeneurs pour juin 1994. «Je veux mettre un trait d'union entre toutes les richesses caennaises, l'abbaye aux Dames, l'abbaye aux Hommes, le château, le bassin Saint-Pierre, alors qu'aujourd'hui la ville est coupée en deux par des axes de circulation rapide», dit René Doddelonde.

Partisan d'un centre evec a plus de piétons, moins de voitures », François Solignac-Lecomte ne veut pas pour autant tomher «dans l'intégrisme de l'anti-volture ou dans celui de la voiture. Notre problème, expliquet-il, est d'éviter dans le centre ceux qui n'ont rien à y faire et de reje-ter vers l'extérieur la circulation de transit. Pour le centre-ville, il faut favoriser l'accès et le stationnement de ceux qui viennent y flåner, acheter, se rencontrer dans une ambiance d'agrément. Avec l'ensemble de cette opération, notre volonté est de redonner vie au centre de Caen».

de notre correspondant Jean-Jacques Lerosier

la municipalité poursuit le désengagement de la commune Depuis vingt ans, la ville est tionoaires de ces équipements LAIN CARIGNON

Depuis vingi aus, ia vine est

(RPR), maire de Grecopropriétaire d'un paleis des auraient fusionné pour constid'Alpexpo (1), capable de rivaliser avec ses concurrents frandans la spirale des privetisations. Un moment intéressée par Comme beaucoup de palais le reprise des activités d'Alpexpo, le président de la CCI

des coogrès, celui de Grenoble fut confronté, jusqu'à la fin des années 80, à un déficit qui ougmentait proportionnellement au oombre de ses hôtes. Ils furent 136 000 en 1989, grâce à le centaine de manifestations, dont la moitié seulcment de congrès, organisées dans ce vaste espace. L'importance des suhventions eccordées par la ville et le conseil général ne se justifiait que par les retombées économiques générées par ces rendez-

Depuis 1990, l'activité congrès n'a cessé de diminuer pour atteindre le nombre de douze rassemhlements en 1992, pour un chiffre d'affaires de 3 millions de francs, hors sub-

### Le rôle de la CCI

Pour réactiver cet outil, la ville décidait, le 9 juillet, de céder gracicusement son palais des congrès à le chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Grenoble qui venait de se doter dans le nouveau quartier, Europole, d'un centre de conférences intégré à un «World Trade Center». La mise en place de synergies entre ce pôle, edapté à des menifestations d'une taille inférieure à 500 personnes, et celui d'Alpes-Congrès, d'une plus grande dimension. paraissait naturelle eux élus et

eux responsables économiques. Meis la CCI, « qui ne dispose pas des réseaux susceptibles d'attirer des congrès, se devait de trouver un partenaire pour l'oider à remplir l'espace formé par les équipements d'Europole et d'Alpes-Congrès », explique son président Christian Gauduel, également adjoint au maire chargé des problèmes économiques. Il justific ainsi la convention d'affermage, d'une durée de douze ens dont trois d'essai, qu'il vient de signer avec le groupe Accor et sa filiale Atria. La remise des clefs d'Alpes-

Congrès à une société privéc, effectuée en deux temps, est dénnacée par l'opposition municipalc. Les socialistes déplorent la « manaurre » qui a consisté à remettre, gracieusement, à la disposition de la CCI le «palais», qui fut aussitôt cédé à

## RÊVONS LA FRANCE

Quel avenir pour le territoire français ? Un état des lieux, des tendances, des scénarios. Une réflexion prospective initiée par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Vaissance de nouvelles campagnes, Bernard Kayser<sup>a</sup>, 176 p., 95 FF

Les villes, lieux d'Europe. Alain Salles!. 200 p., 95 FF

La planète au village. Herry Le Bras. 224 p., Les nouveaux espaces de l'entreprise,

Michel Savy, Pierre Veltz\*, 200 p., 95 FF Circuler demain. Alain Bonnafous, François Plassard, Bénédicte Vulin\*, 192 p., 95 FF

Entre l'Europe et la décentralisation, Jean-Claude Nemery, Serge Wachter's, 176 p.,

Destins atlantiques, Jacques Beauchard\*,

La Méditerranée inquiète. Navier Gizard\*, 192 p., 95 FF

Le continent retrouvé, Michel Foucher, Jean-Yves Potel\*, 184 p. 95 FF

Les territoires du futur. ouvrage collectif. 95 FF

Sous la direction de

datar / éditions de l'aube



#### QUATRIÈME Chirac

au marché corrézien

A chacun son 1" mai. Une cinquantaine de jeunes agriculteurs corréziens avaient choisi de se manifester à Paris. Ils avaient choisl le place Baudoyer, juste devant le mairie du quatrième arrondissement et à quelque enjambées de l'appartement de Jacques Chirac, le député de leur département. Quelques stande prêtés par la Ville leur ont permis d'offrir aux Parisiens qui avaient bravé le temps maussade, les produits du ter roir ; seucissons, fraises tomates, pommes, noix, fromages, Vedettes attendues : le maire de Paris et son épouse. Ils sont venus en voisins «faire leur marché». Jacques Chirac e expliqué aux curieux ce qu'était le « génisse lourde » dont la viande persillée metrait l'eau à la bouche. Une limousine de trois ans, nourrie exclusivement à l'herbe et pesant au minimum 380 kilos. C'était une leçon de choses campagnardes sur le pavé de Paris...

#### PERSONNELS Des téléviseurs municipaux

Faire partie du corps des 36 000 fonctionnaires municipaux de Paris est un privilège recherché. Maie comment connaître aussi tôt que possible les postes mis au concours, les stages de formation, les occasions de promotion? Voilà trois ans, la municipalité e installé, à l'usage exclusif du personnel en 53 opinte tréquentés. comme par exemple les cantines, des téléviseurs qui, à partir d'une «rédaction» centrale diffusent 24 heures sur 24 les préciouses informations, quatidiennement mises à jour. Pour en savoir davantage, les agents intéressés peuvent interroger des bornes Minitel en pianotant sur un clavier. Ce système de télévision interne répond au nom de «Paris Mairie Vidéo». Une spécialiste de la communi cation, Véronique Le Hen, trente et un ans, en e la responsabilité. Son dispositif vient d'obtenir un prix décerné par l'Union des journaux et journalistes d'entre prise de France (UJJEF). Ce succès encourage Véronique Le Hen à mettre en place, à travers Paris, 12 téléviseurs et 4 bornes

#### HISTOIRE

# **GRÉVIN SAISI** PAR LA DÉCENTRALISATION

Le célèbre établissement n'est plus l'apanage de Paris : ses ateliers fournissent des personnages pour des musées de cire de province

U mois de juillet à Saint-Jean-de-Luz, le jeune Louis XIV, escorté de sa mère Anne d'Autriche et de Mazarin, rencontrera l'infante d'Espagne. Exactemeut comme il y a trois cent trente-trois ans. Ces fantômes seront des person-nages de cire, imaginés, muulés, habillés et muutés sur place par les eteliers parisiens du Musée

Ainsi doit s'unvrir, royalement, le huitième musée français portant le nom du célèbre établissement de la capitale. La vieille maison du buuleverd Muutmartre s'est mise à l'heure de la décentralisatiuu. Elle essaime à travers l'Hexegone sous forme d'établissements privés ou mimicipaux, tous franchisés. Et elle garde le contrôle de sa marque, comme de son image, en fuurnissant les sujets de cire clés en mains en quelque sorte.

C'est le juurnaliste Arthur Meyer, directeur du quotidien le Gaulois, qui, en 1882, ent l'idée de mettre en scène des poupées grandeur nature représentant les célébrités du mument. Avec la complicité du sculpteur caricaturiste Alfred Grévin, alurs fort connu, et du financier Gabriel Thumas, il fit aménager la galerie du boulevard Muutmartre. Intrigués, amusés, épatés par la ressemblance de ces fac-similés. les Parisiens de tuntes couditiuns lui fireut un éuurme

En 1889, le musée aménagea ses caves pour y représenter les soènes de la Révolution, dont un setait le centenaire. Puis il récunéra l'un des «sons et lumière» de l'expositiun universelle de 1900 : le palais des mirages.

et en les entretenant. Un service L'affaire connut une telle prospérité qu'elle fut introduite en Bourse, uù elle est toujuurs cotée. Elle a annoncé pour 1992, un chiffre d'affaires de 30 milliuns et 3 millions de bénéfices.

#### Résister à la télévision

Aujuurd'hui encore, malgré le concurrence du ciuéma, de la télévision et des parcs de loisirs, le vieux musée reçoit eucore 500 000 visiteurs par an. L'arrière-petit-fils de l'un des fundateurs, Bernard-Gabriel Thomas est anx commandes. « Euro Disney nous a enlevé des clients parisiens, reconnaît-il, mais il nous amène un surcroit de touristes étrangers. > Si le musée Grévin continue

séduire, c'est qu'il joue, comme à l'origiue, sur deux tableaux : l'actualité et l'histoire. Chaque année de nouveaux personnages à la mude prennent le relève des célébrités d'hier. Greviu est aussi cruel qu'un audimat. On y entre comme à l'Académie, mais uu y est rarement considéré comme un immurtel. Les dépouilles des ancieunes vedettes sont tont de même respectées. Sourires figés, leurs têtes s'alignent par centaines dans des placards à la Frankenstein : le conservatuire des vanités. Les corps, trop encumbrants, mais réutilisables, sont expédiés dans une réserve située à Tours. On y pratique en somme le recyclage des anatomies.

Restent les scènes et les per-

per une bonne centaine à l'ave-

#### Après l'histoire, la géographie Le Musée Grévin a pris le

contrôle, il y a quelques mois, d'un pare de mini-monuments situé à Elancourt dans les Yvelines. Cent soixante maguettes eu 1/30 des édifices et villeges les plus célàbres de France cont plentées sur un hexagone de 3,5 hectares. Montagnes, fleuves et rivages sont à leur piece et figurés à

Après une uuverture difficile en mai 1991 et 360 000 visiteurs seulement en 1992, le parc Frence-Miniatura avait

besoln d'un coup de pouce

financier. Il est devenu aujourd'hui le complément géographique, et estival, du musée de cire du boulevard Montmartre. Une initiative encore rera. Quatre parcs de même nature fonctionnent en Europe : à Brignoles (Var), Rimini (Italie), Madurodam (Peys-Bas) et Broxelles, En développant celui de l'Ile-de-France, la vieille maison Grévin montre qu'elle a toujours de l'ambition.

recours d'une modeste associa-

tion de quartier, baptisée Tam

Tam, a suffit à immobiliser une

énorme machine déjà fortement

ralentie par la crisc de l'immo-

bilier. Les promoteurs, qui

allaient signer des actes d'achat.

ont suspendu leur plume. Or les

iutérêts des emprauts conti-

nuent à courir. Le projet subit

une remise en cause psychologi-

que et politique. Même à

l'Hôtel de Ville, certains

demandent qu'uu en profite

pour réexaminer complètement

le dossier. Petites couses,

Jacques Chirac et Camille

Cabana (RPR), adjoint à l'erba-

nisme, n'unt pas à faire un

complexe de persécutiun. Tuus

les maires sout sur la sellette.

Partout, les services juridiques,

souveut confiés à titre acces-

soire aux responsables adminis-

tratifs ou financiers, sont débor-

dés. Au point qu'une dizaine de

grandes eités out souscrit un

abonnement annuel auprès de

bureaux de conseil juridique. Et

dans certains cas, des avocats,

spécialistes du droit publie, rédigent à présent les projets de

délibération soumis aux conseils

municipaux. « On n'est jamais

sociation des maires de France

donne environ cent ciuquante

consultations inridiques per an

Une Association française des

lectivités locales s'est créée

avocats-conscils anorès des col-

Harceiée de demandes, l'As-

trop prudent », explique-t-on.

immenses effets...

Déminer le terrain

# LA CAPITALE **FACE AUX PLAIDEURS**

Suite de la page 17

Mais les juristes oublient un élément sans donte déterminaut. Dans une société très organisée où puissance publique et technocratie sout omuiprésentes, l'individu e l'impression qu'il ne peut plus exister qu'en s'upposant. Bref, le juridisme, qui était l'apanage des Anglo-Saxons (un homme d'affaires américaiu ue se déplece plus sans ses evocats), etteint à présent la France.

Cunséquence : à Paris, le uombre des affaires contentieuses opposant la Ville aux citoyens augmente de 15 % par an. Il a quasiment donblé en dix ans. On dépassera cette année le ebiffre de 1 100 procès. Sur presque tous les sujets : les marchés publics (1 %), le statut du persouuel (7 %), les concessions (8 %), les travaux publics (10 %), la publicité murale (10 %), et surtout l'urbanisme (40 %) uù permis de démolir, eutorisation de travaux et permis de construire sont systématiquement mis en cause Si le tribunal de commerce est très rarement sollicité, les tribunaux civils de grande instance sont de plus eu plus mubilisés. uutamment dans les cas d'expulsiuns et, plus encore, le tribunal administratif, qui croule sous les recours.

Cet assaut des plaideurs

L'Avant-Scène Opéra

publie un numéro spécial sur

Aïda de Verdi.

Avec livret intégral traduit, illustré et commenté

études littéraires et historiques, discographie et

vidéographie comparées, portraits de grands inter-

prètes d'Añla à travers le monde. Un guide comple

en 152 pages et 120 photos. 100 F (+8F tois de port).

Par chèque à l'Av.-Sc. Op. - 15, rae Tiquetonne 75802 Paris

Par Carte bleue an (1) 42 33 51 51 on 3615 ASOPERA.

Lire avant, c'est mieux entendre pendant

Envel du cutalogue complet de nos éditions sur simpl

nir. L'Hôtel de Ville de Paris a déjà un avocat ettltré au Conseil d'Etat et en mubilise une vingtaine d'autres pour le tribunal administratif. Avec des professeurs de drolt, ils ont constitué un comité fournissant coûte cher à la Ville, même si à la mairie des avis sur « cerévaluation financière est en C'est précisément pour diricours, mais elle se chiffre saus donte par des dizaines de milger l'imposant groupe des avolions de francs ebaque année. cats, et en régler les honoraires, Le dernier coup de Trafalgar a été l'arrêt de la grande opération Seine Rive gauche. Le

que le nouvean service juridique a été créé. Il ne l'a pas été sur un coup de tête mais après un audit réalisé par un conseiller d'Etat. Sa mission est beaucoup plus ambitieuse, et c'est en cela que Paris prend une lougueur d'avance sur les autres grandes villes françaises. Les juristes de Ma Laurent vont éplucher les arrêtés signés

par Jacques Chirac et les délibératiuus du Couseil de Paris. « Vigilance et compétence » sont leurs mots d'urdre. Puisque la muiadre virgule peut devenir un piège, il s'agit de déminer le terrain. Autrement dit, « réduire les défaillances » au strict mini-

Placé suprès de Jean-Michel Hubert, secrétaire général de la Ville, le «commando» de M= Laurent n'entend pas se substituer aux juristes qui travaillent dans chacune des quinze grandes directions de la ville. Mais il jouera le rôle de superviseur de la stricte légalité des actes. Et il va s'efforcer de diffuser cette rigueur nuuvelle dans l'épaisseur du corps administratif municipal.

Notamment en assurant un va-et-vient de spécialistes entre le service juridique et leurs bureaux d'origine. Mais l'administration muni-

cipale ne cache pas que la tâche va être rude. Car en metière d'urbanisme, uutamment, la jurisprudence est en train de faire évuluer le droit. Et les juges apprécieut souvent d'une manière inattendne. Quant aux citoyens, de mieux en mieux formés et informés, ils sont devenus civiquement des edultes. Du coup, l'administration doit se préparer à dialoguer voilà uu an. Elle compte une avec de redoutables plaideurs.

M. A.-R.

sonuages définitivement cousacrés par l'histoire. Elles sont d'autant plus réalistes que certaius des accessoires sout authentiques : la porte du cachot de Marie-Antoinette, la baignuire de Marat, le lit de Napoléon. Le musée renouvelle aussi ses attractions : son merveilleux théâtre, classé monument historique, ebrite sans cesse spectacles, uue-man-show et concerts classiques. Le musée se loue

même pour des réceptiuns.

Mais surtout il fait des petits. En 1979, il e installé, dans les profuudeurs du Furum des Halles, 140 personuages Belle Epoque. Puis sunt venues les villes de province : la Rochelle, Tuurs, Lourdes, Saluu-de-Provence, Dijon, Le Mont-Saint-Michel. Initiative privée ou municipale, elles unt tuutes pour biectif de faire revivre l'histoire locale à travers ses plus fameux acteurs. Tous sont conçus et fabriqués dans les coulisses de la galerie du boulevard Montmartre où s'activent à lungueur d'anuée une douzaine d'artistes.

A partir des gravures d'époque, les sculpteurs modèlent les têtes dans la glaise evant d'en tirer un moulage de cire. Les yeux sont soigneusement choisis dans des collections multicolores et les dentitions sout exécutées sur mesure par des prothésistes. Des capilliculteurs plantent alors un à un 500 000 vrais cheveux et, s'il le faut, les frisent au fer. Puis les maquilleuses intervieunent evec leurs fards. Confectionnés sur mesure en résine synthétique, les anatomies arriveut

de Tours et l'assemblage peut se

Alors interviennent les tailleurs et les bottiers. A l'aide des livres de mode des siècles passés, dont ils conservent des bibliothèques entières, ils habillent et chaussent les manuequius. Etoffes de prix- certaines sont tissées spécialement à Lyon - et cuirs de première qualité sont exclusivement employés. Même exigence pour les bijoux et les couronnes revêtues d'or fin. Il faut que les personnages Grevin restent présentables pendant quarante ans. Le prix est en eunséqueuce : eu muyenne

70 000 francs.

Cet artisanat d'art typiquemeut parisien a du succès. Pour sou musée du sport, Lausanne a commandé un Pierre de Coubertin. Après Saint-Jean-de-Luz, qui va recevuir du boulevard Montmartre 41 personnages de la cour du Rui-Soleil, l'Alsace, Carcassonne, la vallée du Mont-Blanc, la Bretagne pourraient voir éclore de nouveaux musées Grévin. Encore des années de travail pour les créateurs parisiens. Et même si la chaîne s'arrêtait, des décennies d'entretien. Car les poupées de cire et de résine vieillissent, comme leurs vêtements. Il faut les soumettre périudiquement à des cures de jouvence. Grévin prend done one dimension nationale. Mais son cerveau reste sur le beu même de sa création : dans les pittoresques etcliers du nenvième arroudissement.

Marc Ambroise-Rendu

#### **PORTRAIT**

## Roland Perreaut: cuisinier de la crise

«Temps court et budget limité»: c'est avec ces deux idées bien dens l'air du temps que Roland Perreaut a décidé de s'installer à son compte en ouvrant une boutique de restauratiun rapide, A mi-chemin entre les hamburgers du fastfood et le steak-frites du bistrot, il e traduit en cuisine francaise les formules pizzes ou rouleaux de printemps prêts à déguster ou à emporter qui se multiplient. Pour des Parisiens epparemment de moins en moins enclins à fréquenter les mêmes.

Pour l'enseigne des 60 mètres carrés qu'il e aménagés rue Feiguière, dans le quinzième errondissement, Roland Perreaut avait d'abord choisi Feim de loup. Hélas I l'intitulé était déjà pris, du coup il e opté pour Gros loup. Si cela sonne moins bien, en revenche il s'y retrouve côté souvenirs. C'est ainsi que ses copains sumommaient ce natif de la Nièvre qui maintenant frise la cuamotaine et e conservé une rondeur ave-

Dans ce métier de la restauration, Roland Perreaut n'est pas un débutant. Orphelins de père, son frère Didier et lui doivent travailler très tôt. A Saint-Honoré les-Bains, ville thermale et touristique, en dehors de l'hôtelleria et de la restauration, les emplois sont plutôt rares. Du coup, les deux frères se lancent dens ce secteur. Pour s'adapter à la saisonnalité de tte activité, Roland travaille à Saint-Honoré-les-Bains durant l'éré et. l'hiver, il exerce ses talents à Courchevel (Savoie).

Vers 1975, une fois attrapés leurs vingt ans, les deux frères se sentent l'envie de venir à Paris. «C'était l'âge d'or du métier, se souvient Roland. ll y avait du travail, et on pouvait même fort bien gagner sa vie en travaillant beaucoup. » A cette époque les « formules » sont un beau succès. Roland pesufine sa formation. «Après douze ans de cuisine et autant de service en salle, j'ai estimé qu'il était temps de monter ma propre affaire. >

Pas question pour autent de faire de la restauration traditionnelle. D'autant que la conjoncture est à la crise et, dans lea grandes villes, les gens sont de plus en plus pressés. Selon les jours, Gros loup propose des endives eu jarnbon, des dames de saumon, de

la bianquette de veau. Pour des prix qui varient entre 26 et 32. francs la part. A consommer sur place avec un verre de vin. eccoudé au comptoir, ou à emporter pour faire rechauffer chez soi ou au bureau, Sans compter les salades, les sandwiches ou les viennoiseries pour les petits creux du matin. Car pour les heures d'ouverture, Roland e vu large : de 7 h 30 à 20 heures, six jours sur sept. Les pains au chocolat et les croissants sont cuits sur place. En revanche, c'est le soir mieux adaptée à ses besoins, que Roland Permaut concocte les plats qu'il apporte le lende-

#### Discussions courtelinesques

En réalité, son installation ne relève pas d'une simple intuition, mais d'une véritable étude de marché sur le quartier. Avant de signer son bail dans cette rue à la frontière de Montparnesse, il avait repéré la proximité de l'hôpital Necker, d'un grand laboratoire d'ana-lyses médicales, d'écoles prosionnelles. Sans compter les habitants du quartier : « Nous avons aussi comme clientes les mamies qui sont ravies de venir faire un brin de causette», raconte Roland qui semble evoir davantage misé sur la qualité de l'accueil que sur celle de la cuisine. Sa mère et son frère lui donnent un coup de main, notamment pour tenir la boutique lorsqu'il e'absente pour faire les courses.

Discret sur ses comptes, Roland Perresut es donne entre eix et huit mois pour vérifier que son idée était bonne et pour prendre le risque d'embaucher un salarié. Il conserve un très mauvais souvenir des démarches administratives qu'il a dû effectuer pour le lancement de sa société. Malgré le comptable et l'avocat auxquels il aveit fait appel pour la signa-ture du beil, il a aussi d'u négocier avec ses banquiers et mener des discussions courteinesques avec l'administration des douanes pour obtenir une licence de débit de boissons. «Il faut une patience d'ange et ne pas être pressé de gagner se viez, commente Roland Perreaut qui a passé plus de quatre mois à ces préparatifs.

Francoise Chirot

1 × 7

155 C. C. C.

E : \*\*\*\* -

# 1 m 1 m 1 m

22

EEG TO SEE A

Barre I a training

Etting on a

zz: î propagită

**2** 71. :

CT 100

E. W. 1. .

22.4 Television

4.5

SOCIAL

Property of the second

7.12 and

Supply to the 1 mary ...

quarantaine de membres et se fixe comme objectif d'en grou-

# **LES VOIX DE BIÈVRES**

La moitié des habitants ont répondu au questionnaire rédigé par les associations

de Paris, juste après la zone d'activités, les centres commerciaux et l'aéroport militaire de Vélizy-Villaconblay, la vallée de la Bièvre apparaît comme un extraordinaire îlot de nature préservée, entre les pôles d'nrbanisation de Versailles et du platean de Saclay. Cette vallée, inscrite à l'inventaire des sites, court d'ouest en est, de Buc à Verrières-le-Buisson, traversant les départements des Yvelines et de l'Essonne, mordant même légèrement sur celui des Hauts-

de-Seine. An milieu de cette vallée, Bièvres est une des communes d'Ile-de-France où les conditions de vie restent privilégiées. Les immeubles collectifs y sont rares et toutes les habitations paraissent enfouies dans une nature omniprésente, entre deux collines boisées.

#### La menace du « bétonnage »

A COME.

.. :--

... . 42.

. . .

1000

محضاء اسرو

L'émotion a été grande parmi certains des 4 200 hebitants lorsqu'ils ont découvert, en janvier 1992, à l'occasion d'une exposition à la mairle, l'existence d'nn conconrs d'idées euprès d'architectes et d'urbanistes. Le conseil munici-pal aveit donné « corte blanche » à ces spécialistes, et les projets présentés redistribuaient la circulation, les équipements et les espaces verts à interieni la commune. Quelques Biévrois en ont déduit qu'une menace de « goudronnage et bétonnage » pesait sur leur commnne. A la même épôque, le projet de schéma directeur pour l'île-de-France multipliait les infrastructures rontières nonvelles dans cette région et envisageait le développement d'un « centre d'envergure européennes autour de Saclay et de Massy.

Les associations, qui sont nombreuses dans la commune, ont alors pris contact avec la

onze kilomètres au sud mairie. Celle-ci les a renvoyées dans un bremier temps vers le cabinet Carrie et Roze, qu'elle venait de désigner, et auquel avait été décerné un prix de 50 000 francs ponr faire un « état des lieux » et élaborer un « plan de référence ». Mais douze associations de quartier et trois monvements de défense de l'environnement ont finalement obtenu d'être associés à d'éventuels réaménagements de

> Réunis an sein d'un groupement informel, leurs représentants ont voulu douner la parole anx babitants euxmêmes. Pendant l'été 1992, ils ont dressé une liste des problèmes dont dépend l'avenir de la commune. Sur une vingtaine de pages, pas moins de 282 questions devaient permettre aux Biévrois de s'exprimer sur l'intérêt qu'ils attachent à leur cadre de vie et au patrimoine architectural et historique de lenr commune; sar leurs problèmes de logement, de garde et de scolarisation des enfants; snr lenrs pratiques sportives, leur vie culturelle, leurs loisirs; snr lenrs difficultés de transports; et enfin sur leur partici-

pation à la vie locale. Des volontaires ont distribué ces volumineux questionnaires dans les 1 565 fovers de la ville, en expliquant à chaque fois l'importance de la consultation. Ils proposaient même un deuxième exemplaire du questlounaire aux familles dont les conjoints ou les enfants semlaient en desaccord réponses à donner.

Les associations ont refusé tonte subvention pour l'impression du questionnaire et le déponillement des résultats, qui ont coûté 35 000 francs. Elles ont financé l'opération en insérant la publicité des commercants locaux dans nne petite brochure intitulée Une commune s'exprime, qui reprend les résultats de la consultation, et qu'ils ont déjà vendue (20 francs) à 650 exemplaires, en deux tirages.

tance des réponses, qui confir-ment l'attachement des Biévrois à leur cadre de vie, leurs réserves devant tout bouleversement de l'urbanisme dans la commune et lenr participation active à la vie locale, le taux de participation à la consultation

témoigne de l'intérêt de la population à cette démarche. Avec 815 questionnaires retournés, ce sont 52 % des foyers de la commune qui ont consacré chaeun environ une heure à répondre. Un chiffre qui permet aux responsables des associations de demander au maire de revenir sur certains de ses engagements. Ils regrettent en particulier que Bièvres adbère au district du plateau de Saclay, « qui défend une forte urbanisation de ce ploteau agricole. »

Plus encore que la subs-

#### Une question de légitimité

Pour Jacques Berthier (sans étiquette), le maire élu en 1989, la consultation des Biévrois constitue un «excellent travail» et un «indispensable instrument de réflexion ». Mais M. Berthier tient aussi à rappeler que la majorité municipale a plus de légitimité pour conduire l'avenir de la commune qua les associations qui ont organisé eette consultation, et dont certains membres font partie de la liste battue aux dernières élections municipales. « Il n'est pas possible de laisser la commune en l'état. Il faut des logements et des équipements sociaux pour que les enfants des Biévrois puissent se loger sur place», assnre l'éln, qui affirme que l'on oublie parfois que le POS, voté en 1973, comprend des ZAC sur lesquelles pourraient être construits des ensembles immobiliers.

«SI on les laisse se réaliser la population actuelle de lo commune risque de doubler. La réorganiser lo circulation outomobile sur le territoire de lo commune. Elle est actuellement complètement parasitée par les véhicules qui tentent d'échapper aux emboutéillages des grands axes de lo région. Il faut donc que nous élaborions un nouveau plon d'urbanisme, un véritable contre-projet oux opérations immobilières et aux projets routiers qui pèsent sur Bièvres », conclut M. Berthier.

Christophe de Chenay

SEINE-ET-MARNE

# SENART SUSPENDU **AU GRAND STADE**

Les hésitations du gouvemement pèsent sur le développement de la ville nouvelle

OUS ovons déjà gagné le match deux fois. On nous oblige aujourd'hui à le rejouer une troisième fois. Avec le temps tout cela ne m'émeut plus beaucoup et je reste confiant. Le Grand Stade se fera à Sénart ou ne se fera pas!». Le président du syndicat d'agglomération nonvelle de Sénart (Seine-et-Marne), Jean-Jacques Fournier (PS), témoigne d'un optimisme à toute épreuve en dépit des récentes attaques dont sa ville nouvelle fait à nouveau

l'objet. Le combat de Sénart pour accueillir des matches de la Coupe du monde de football de 1998 fait ponrtant figure d'un long chemin de croix (le Monde du 13 mai). Première station : Sénart est désigné, contre toute attente, le 8 février 1991, par Michel Rocard au terme d'une compétition entre vingt-cinq sites de la région parisienne. Moins d'un an plus tard et après plusieurs semaines de comparaisons juridiques et financières avec le projet de Charles Pasqua sur Nanterre-la Défense, Pierre Bérégovoy confirme Sénart. Une victoire de courte durée, puisque depnis trois semaines les réserves et les critiques se sont à nouveau multipliées à l'encontre de la plus jeune des cinq villes nouvelles d'Ile-de-

## Projets gelés

« Nous ne sommes pas surpris. Nous nous attendions en effet à ce nance pour remettre en cause la décision de Michel Rocard et de Pierre Bérégovoy, estime Jean-Jacques Fournier. Mes récentes entrevues avec le ministre des sports, Michèle Alliot-Marie, et le responsable du dosster à Matignon, Pierre Louette, m'ont rassuré. La consultation lancée par l'établissement public d'aménasement ira à son terme, le 8 juillet. Le gouvernement s'est engagé à respecter les accords contractés auprès de la Fédération internationale de football association (FIFA) en organisant la Coupe du monde et en construisont un stade de 80 000 places ». Tout se passe aujourd'bui comme si les projets d'aménage-

ment suspendus au stade. Avec 19 000 logements, 86 000 babi-tants mais seulement y implanter le Grand Stade, nous 19 000 logements, 86 000 babi-17 000 emplois et un développement éclaté autour des centres anciens de ses dix communes, la

ment de Sénart étaient entière-

ville nouvelle misait, il y a quelques mois, sur l'aménagement d'un « espace central » appelé à devenir le cœur de la ville, qui lui

fait toujours défaut. Ce grand pôle urbain, destiné à accueillir 150 000 babitants à l'horizon 2010, doit s'étendre sur plusieurs centaines d'hectares an nord de la ville nouvelle. Le projet s'articule autour d'un échangeur de l'autoroute A5 (Paris-Troyes), de la gare RER de Lieusaint-Moissy (l'ouverture de la ligne D jusqu'à Melun est prévue pour 1995) et d'une gare TGV située sur le barreau sud de l'interconnexion. Il comprend notamment la réalisation d'un lac de 45 hectares, d'un pôle universitaire de plusieurs milliers de mètres carrés bureaux, d'environ 15 000 logements et d'un immense centre commercial bap-

tisé Francilia. Ce dossier, repoussé successivement par les commissions départementale et pationale d'urbanisme commercial, a finalement obtenu le feu vert du ministre du commerce quelques semaines avant les élections.

L'opposition suscitée par ce projet de centre commercial à l'extérieur de la ville nouvelle et jusque dans sa commune d'accueil, Lieusaint, conjuguée au ralentissement du marché immobilier l'e depuis lors considérablement éclipsé. « Il y o quatre ons, reconnaît Jean-Jacques Fournier, on ne parlait pas de Grand Stade ni de crise immobilière. Francilia nous permettait de démarrer la construction de notre centre. Les enectives out oniours changé et nous mettons l'accent sur le stade, la gare TGV et le plan d'eau, en sachant que, si nous n'obtenons pas le premier de ces éléments, il est inutile de songer aux

Reste à savoir si une enceinte sportive de 80 000 places fré-

quentée quelques jours par an est

susceptible de créer la dynamique de ville dont rêvent les élus? « Elle est pour nous synonyme d'infrastructures, de notoriété et donc de développement économique, affirme Jean-Louis Mouton (PS), maire de Savigny-le-Temple et président de l'établissement public d'aménagement. Les villes nouvelles sont des opérations d'intérêt national voulues par le gouvernement. Si celui-ci ne manifestait aucun intérêt pour la nôtre devrions revoir le développement à la baisse! » **Roland Puig** 

**VAL-DE-MARNE** 

Des Jeux pour favoriser le sport

Plus de 100 000 personnes ont participé aux dix-septièmes Jeux du Val-de-Mame du 7 au 16 mal. Cet ensemble de mani-festations destinées à promouvoir le sport comporte quatre volets. Les Ecoliades, journées da patins à roulettes et d'initiative sportive rassemblent les classes du CP au CM1, dont le nombre a été limité à 500 pour das raisons da aécurité. 40 000 scolaires et 35 000 membres d'associations ont participé aux compétitiona et aux démonstrations à l'initiativa des villes. Les Olympiades des collèges ont réuni 21 000 élèves da 80 établissements pour une série d'épreuves. Les comitéa départemantaux ont organisé una Journée «Sport pour tous » au parc du Tram-blay, complétée par des tour-nois de football, de tennis at de pétanque réunissant una cin-quantaine d'entreprises.

Le conaail général a assuré le financement de ces manifestations. Le comité départamental olympiqua et eportif, la direction da la jeunassa at daa sports et l'inspection académique, avec l'appui des communes at l'engegament das bénévolas du mouvament sportif, ont permis sa réalisa-

**YVELINES** Nouveau pont à Mantes-la-Jolie

LE trafic routier de l'egglomé-ration mantaise (80 000 habitants) connaît une nette amélioration evec le mise en service, le 7 mei, de la rocade de Limay, une voie de 5,2 km déviant la RN 183 par l'est via Limey, Mantas-le-Jolie at de cet axe est le nouveau pont de franchissament de la Seina, un viaduc da 500 mètres, enjambant l'île da Limay et desqu'à présent an sarvice à Mantes. tiné à soulager le seul pont jus-

La rocade de Limay complète le

schéma routiar da desserte de

la vallée de la Seine, essentiel à moyen terme à un nouvel essor économiqua da ca bassin d'emploia touché par les restructurations industrielles. Le financement da l'opération prévu au contrat de Plan Etatrégion était à l'origine de 50 % pour l'Etat et 50 % pour la Région. Depuis 1991, cetta dernière assure à 100 %, pour un total da 21 millions da francs, les frais de cet investis-sement. Le conseil général des Yvelines a pris en charge les échangaurs avec la voiria locale, soit 30 millions.

# LOGEMENT SOCIAL

# **L'INSERTION** Les initiatives pour reloger

les personnes démunies sont primées

E premier groupe français de logement social qui possèda un pare de dix mille logements locatifs dont 80 % en Ile-de-France, 3 F, vient de décerner son premier prix de l'iunovation sociale à deux associations. La Clef, dans le Val-de-Marne, et l'Association insertion et réhabilitation (AIR), en Seine-Maritime, sont ainsi récompensées pour leurs actions innovantes en faveur du relogement des personnes défavorisées. Ce prix de l'innovation

sociale est, en effet, destiné à soutenir une action d'accompagnement liée an logement et mise en œuvre par une association: accès au logement autonome, maintien dans les lieux, insertion dans le quartier, actions visant à favoriser la mobilité résidentielle. Les bénéficiaires doivent être des ménages défavorisés au sens de la loi du 31 mai 1990, pour lesquels l'intervention d'une association ou d'un autre partenaire a été jugée nécessaire. Ces initiatives, individuelles ou collectives, peuvent s'intégrer dans une procédure conventionnelle territoriale (DSU, DSQ, POPS,

plan départemental..). L'association La Clef a été créée en 1983 à l'initiative de quatorze des dix-huit centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) du Val-de-Marne, qui abritent des SDF et des chômeurs à titre provisoire et dans lesquels trois cent quatre-vingts personnes sont accueillies quotidiennement. La Clef a imaginé plusieurs initiatives pour favoriser l'accès au logement et le maintien dans les lieux de familles démunies. Par exemple, elle signe nn bail au nom de la famille et snit celle-ci jusqu'à sa complète antonomie; alors la location passe sous le nom des bénéficiaires selon le principe du bail

#### Le financement d'un poste

Grâce au projet primé, vingt familles à très faibles revenus – soit bénéficiaires du RMI, soit en formation professionnelle – et pour lesquelles l'insertion nécessitait une action prolongée, ont pu être relogées dans le parc HLM, sur contingent de la préfecture. Il a fallu mettre en place un dispositif de prospection auprès des bailleurs sociaux et une concertation avec la préfecture. Les candidats avaient été sélectionnés par une commission qui s'est également chargée de l'évaluation des besoins. Un intervenant du CHRS s'est

elles ont été en mesure d'assurer leur totale autonomie. Pour La Clef, ce prix équi-

oceupé du suivi social des

familles jusqu'au moment où

vaut à une contribution du groupe 3F pour le financement d'un poste de travailleur social ehargé du suivi des familles ainsi qu'à la reconduction pour 1993 du contrat d'objectif pour le relogement de familles, notamment de CHRS signés en 1992 En Normandie, l'Associa-

tion insertion et réhabilitation eréée en 1988 par le Centre communal d'action sociale de Bolbec poursuit une double mission: aider à la création d'emplois satisfaisant dea besoins collectifs et favoriser l'insertion ou la réinsertion dans la vie active de personnes an chômage. Son action s'appuie sur nne formation des jeunes aux métiers du bâtiment. Ceux-ci penvent accéder à un logement en participant à sa réhabilitation au sein de l'entreprise d'insertion eréée par l'AIR en vue de réaliser des logements sociaux et des

plaiues de jeux pour les enfants. Le projet primé concerne l'attribution de quatre logements anciens réhabilités avec la participation de leurs futurs occupants. Les bénéficiaires, employés dans le cadre de contrats emploi-solidarité (CES), ont participé aux travaux de plomberie et de second œuvre. Le groupe F3 contri-buera au financement d'un poste de travailleur social chargé du suivi des familles et il participera à la réalisation de deux logements en PLA-insertion à Mélamare (Seine-Mari-

Francis Gouge



La douzlàme édition de « Jazz sous les pommiers » e lieu du 15 eu 22 mai à Coutsnees, dans is Manche. Durant cette semaine de l'Ascension, la cité épisco-pale de 12 000 habitants, habituellement blottie dernère les hsies du bocage normand, double sa population. Au fil des concerts, « Jszz sous les pommiers » s'est taillé une réputation de convivialité et de qualité. Comme à son hebitude, l'édi-

tion 1993 mélange les ∢ pros », comme Lionel Hampton, Budy Guy ou Césana Evore, l'étonnante chen-teuse du Cap-Vert, et les originalités. Pour ouvrir le festivel, un « bœuf sous les pommiere » mariere la compagnie de danse contempo-raine Daniel Larrieu et la quatuor anglais Balsnescu. Lancé en 1982 psr une équipe de copains sutour da Denis Lebas, sujourd'hul directeur du théâtre de Coutsnoes, ce festival tient à tout prix à protéger son côté ertisanal et

#### RHÔNE-ALPES Un funiculaire à Tignes

Un quatrième funiculeire deseert, depuis le 14 evril, les pentes des Alpes, Après Val-d'Isère, les Deux-Alpes et Bourg-Saint-Maurice-les Arcs, la station de Tignes, en Savole, vient de se dotsr d'un epperail qui achemine toutes les six minutes, jus-qu'à 3 000 mètres d'altitude, 330 skieurs, Cette nouvelle remontée mécanique emprunte un tunnel de 3,5 kilomètres sous le glecler de la Grande-Motte, Près de quatre ennées ont été nécesseires pour réeliser ce projet financé per la Société des téléphériques de le Grande-Motte, contrôlée par le Compagnie des Alpes, elle-même filiele à 100 % du groupe Calsse des dépôts-dévelop-

pement. Cette remontée mécanique, d'un coût élevé (près de 170 millions de francs), doit permettre à la station d'eméiorer l'environnement en faisent disperaître les deux lignes de télécabines en service depuis plus de vingt ens. Les cinquente pylones de la remontée et le ligne électri-que de 20 000 volts qui cpollueient » le site seront démontés, fivrant aux skieurs de nouveaux espaces.

#### Un district de l'Ain invite ses « enfants »

Partant du principe que les gens qui ont quitté le région sont les mieux à même d'y revenir, à condition de gommer l'image négative qui leur est restée et de leur offrir des perspectives, les responsables du district rural de Champagne-en-Vslromev. dans le département de l'Ain. ont bâti ce qu'ils eppellent <une opération disspora».</td> L'objectif de cette initiative, qui e lieu samedi 15 mai, est de sensibiliser les «enfants du pays » aux efforts de ravitalisation engagés psr les élus et leurs partenaires.

L'idée est de leur montrer, témoignages à l'appui, qu'il est possible de trevsiller et de bien vivre dens leur région d'origine et qu'ile peuvent contribuer à son développement, soit en apportant leure idéee, soit en y revensnt pour y créer de nouvelles activités. Le district e retrouvé et invité trois cent cinquante personnes, dont les médaillées olympiques et championnes du monde de bigthion Corinne Niogret et Delphine Burlst, devenues aujourd'hul porte-drapeau de la région, qui partageront leur joumée entre informations. réflexions et retrouvailles fes-

# LA CALABRE PROCHE DE LA CORSE

Ces deux régions périphériques de l'Europe souffrent de maux semblables : une agriculture en déclin et une industrialisation problématique

équipements démesurés coostruits à graods frais dans les pays sous-développés, sans jamais les enrichir mais en gonflant les comptes eo banque de quelques profiteurs, ne sont pas une spécialité africaine. La Calabre, à la pointe sud-ouest de la péninsule italience, a les siens. Elle eo a même beaucoup pour une région aussi pauvre, doot le niveau de vie atteint seulement 62 % de la moyenne de la Communauté européenne. Le plus célèhre de ces «élé-

phants blancs » calabrais est le complexe sidérurgique avorté de Gioia-Taoro. Dans cette plaine fertile, riebesse précieuse eo théorie pour cette région montagneuse, « on n arraché des hec-tares d'oliviers plusieurs fois centennires », dit, avec une voix eocore frémissante de colère, Domenico Rognietta, bientôt quatre-vingt-huit ans et toujours bon pied bon œil, ancien consul de France, descendant d'une vieille famille de Reggio. Un saccage organisé pour construire ce qui devait être le «cinquième pôle industriel» du pays, né dans l'imagination des hommes politiques de Rome, quand, eo 1970, la décision de tranférer à Catanzaro, plus au nord, la capitale de la régioo déciencha la colère des habitants de Reggio. Il fallut envoyer l'armée pour calmer ls ville, et le gouvernement promit uo complexe sidérurgique... su moment où l'acier européen s'ef-

Aujoord'bui, il o'y s plus que quatre grues inutiles, puis-qo'il n'y s jamais sucun bateau dans ce port, visibles à des kilo-mètres à la ronde et symboles du gâchis de cet écorme chantier qu'oo dirait stoppé oet. Mais il o'y a pas que Gioia-Tsuro, A Saline, tout près de Reggio, oo e construit, seloo la même logique, uoe usioe chimique. Elle o'a jamais tourné, mais trois cents personnes soot toujours payées pour veiller à soo bon oon-fonc-

Pour bico des Calabrais, ces «élépbants blancs» résumeot jusqu'à la caricature l'attitude de l'Etat vis-à-vis d'une région dont Rome, seloo eux, se souvieot seulemeot quaod elle menace d'exploser, pour jeter alors sur l'incendie uoe eau qui s'évapore au solcil sans rien changer à soo oon-développement. Aujourd'hui comme hier, l'agriculture, souvent morcelée, peu compétitive, maigré des « poches » de modernité, reste la principale activité productive; sans substitut, pour



le moment, à une scrivité qui, comme partout eo Europe, a eotamé uo déclin apparemment irrémédiable, D'autant que cette agriculture, confrootée à la baisse des marchés, est en concurrence directe avec des psys comme l'Espagne, dotés de circuits commerciaux plus efficaces.

C'est pourquoi l'agriculture calabraise traverse une « grave crise », comme l'explique, dans soo palazzo de Polisteoa, le comte Nicola Riaro Sforza, l'un des grands propriétaires terriens de la province de Reggio. Pour la première fois cette anoée, le comte, qui exploite 250 bectares plantés d'oliviers, d'nrangers et d'actinidias (kiwis), a commencé à ressentir les effets de la crise. Il pense qu'à terme très peu d'agri-culteurs pourroot rester sur leurs terres et que les petits exploitants mais ici on n'a seront coodamnés à se regrouper pour survivre. Ce diagnostic est largemeot partagé. Mais personne oc sait ce que voot faire l'industrie | » les actifs qui abandoocent la

terre. La poissance de la Msfia calabraise, la N'drangheta, oe fait que compliquer les choses. L'éconnmie est prise dans un cerele vicieux : cette situation dissuade one partie des investisseurs potentiels, peu soucieux d'avoir à eboisir entre la mazzetta, la dime prélevée d'autorité par la Mafia, et, en cas de refus, les représailles en forme d'incendie ou d'attentat à l'explosif (le Monde du 16 mars); cela cootribue à maintenir uo chômage élevé, qui, à soo tour, permet à la N'dranghets de recruter dans la masse des sans-

Au-delà de le présence msfieuse, singularité du sud de l'Italie, le problème posé par la Calabre ao pays est un peu celui de l'intégration dans la Communauté de boo combre de régions du sud de l'Europe, Proportions gardées, la situation de la Calabre vis-à-vis de Rome n'est-elle pas comparable à celle de la Corse vis-à-vis de Paris?

«On parle d'ère post-industrielle, jamais vu

Le parallèle est réducteur et gomme les ouances, alors que les cootextes politiques locaux - le couraot nationaliste corse, qui recueille quelque 20 % des voix, o'a pas soo équivalent en Calabre, où ce sont les partis classiques qui soot en présence - sont très différents. Mais les similitudes entre ces deux régions périphériques, mal à l'aise dans leurs ensembles nationaux respectifs, sont suffisantes pour dresser ce parallèle. Comme si une unité oationale encore récente se traduisait, d'une certaine facon, par des difficultés comparables à celles qu'entraîne l'insularité.

En Corse comme en Calabre, oo racoote qu'il y a quelques décennies les jeuoes bommes découvraient pour la première fois qu'ils étaient Français pour les uns, Italieos pour les eutres, en recevant leur feuille de route pour le service militaire. A Reggin comme à Ajaccio, le visiteur rencontre la même rancœur dirigée contre des capitales accusées de se désintéresser de réginns abandonnées à leur «handicap». Les denx économies ont aussi des structures comparables, avec un poids décisif du tertiaire, notamment administratif, et de l'agriculture.

Les populations, elles, partageot cette même ideotité culturelle forte, ce même attachement à leur terre, accompagnés d'un fort courant historique d'émigration pour échapper à la misère, mais eussi à la sensation d'étouffement que l'on oeut ressentir parfois dans ces régions ouvertes au vent du large, en fait repliées sur elles-mêmes. Et les mêmes histoires contant des réussites écocomiques exemplaires d'enfants du pays, des lors qu'ils sont expatriés, courent sur les Cala-

Dans les deux cas se

vis-à-vis des étrangers; ces mêmes zooes d'ombre qui rendent la réalité, notamment économique, difficile à appréhender. En Corse, oo ironise sur les «primes à la vache» de la CEE qui permettent d'acheter des voi-tures tout terrain, à la réalité plus tangible que les bovios qui les ont financées... En Calabre, ce sont les «primes à l'olivier» qui jouent ce rôle. Avec la différence que ce qui va, en Corse, dans la poche d'individus qui oot su exploiter les failles du système va, en Calabre, grossir le patri-moloc de la criminalité organisée. L'une des craintes que suscite l'évolutino de la Corse est que se développe une situatioo mafieuse à l'italienne si l'écoomie continue de péricliter.

La stagnation écocomique est su cœur des frustrations qui sc manifesteot eo Calabre comme eo Corse. « On parle d'ère post-industrielle, mais ici on n'a jamais vu l'industrie | p, lance avec amertume un journaliste calabrais. Mais le problème, dans le cas de la Calabre comme dans celui de la Corse, ce se résume au fond, une ultime singularité, pas au manque d'stteotion de l'Etat : ces sociétés encore archaîques, bâties sur les structures familiales et les relations de solidarité, oe favorisent pas l'émergenee d'une mentalité iodustrielle, fondée sur l'émulation et la concurrence. L'un des quelques chefs d'entreprises perfor-

mantes qui existent eo Corse racontait que, lorsque sa compagnie de transports s commencé à enregistrer des succès, un concur-reot est veou lui dire qu'il oe comprenait pas soo attitude, en sjoutant : « Nos familles n'ont jamais été ennemies. » Ao surplus, les interférences entre les mondes économique et politique - la réussite dans le premier peut déboucher sur une concurreoce dans le second - constituent un autre frein à l'ectivité. Enfin, le manque de matières premières, les frais de transports liés à l'éloignement, ajoutés à toutes ces spécificités, font que l'implantatioo d'industries inadaptées au contexte local paraît, à l'evance, vouée à l'échec.

Tout se passe comme si un modèle de développement restait à inventer pour ces anciennes sociétés rurales, longtemps fondées sur une ecocomie agricole désormais dépassée, sans que l'industrie ait pris la relève. C'est pourquoi le débat sur le développement du tourisme dans ces cootrées joue un rôle cié : activité moderne, pourvoyeuse de devises, utilisant l'espace et les richesses oaturelles dont elles disposent, le tourisme suscite la coovoitise de beaocoup, qui y voieot une sorte de troisième voie pleine de promesses entre agriculture et industrialisatioo. La Commission européenoc considère que l'axe principal de l'action do Fonds européen de développement régionel (FEDER) en Calabre devrait être le tourisme qui est le programme

le plus en retard. Pourtant l'exemple corse est là pour montrer combien une invasion massive peut bouleverser l'équilibre de ces sociétés où l'hospitalité à l'égard de l'étranger est une valeur traditionnelle. Jean-Paul de Rocca-Serra, figure historique de la politique corse, o'e-t-il pas explique que les Corses perçoivent le tourisme comme une « agression », même si elle est « rentable »? Rico ne dit que les Calabrais, infiniment désireux de sortir de lour marasme, auraient une ettitude comparable Mais, en dépit de l'aide de la CEE, le développement du tourisme ici se beurte pour le moment à deux obstacles. D'une part, la présence de la Mafia; d'autre part, encore que ces deux obstacles soient en partie liés, l'urbanisation anarchique et la spéculation immobilière, qui rendent les villes peu attirantes et gâchent les paysages.

doot elles se seraient sans doute bien passées : le diagnostie de leurs maladies est aussi facile à établir que les remèdes sont difficiles à imaginer.

> de notre envoyé spécial à Reggio-de-Calabre Jean-Louis Andréani

## Crise de la bergamote

La culture de la bergamote est une spécialité chistorique » de Reggio. La Calabra, grâce à un microclimat très favorable. en détient pretiquement l'exclusivité mondiale et se production représente 20 % des exportations de la province. Les problèmes que rencontrent eujourd'hui ses producteurs illustrent les difficultés, qui paraissent perfois insolubles, de l'agriculture calabraise.

Frencesco Crispo, président du consortium de Reggio, dont l'usine transforme, dit-il, de 20 % à 25 % de la production de le province, raconte le lent déclin de la bergsmote estabreise. Utilisée surtout dens la fabrication des parfums, la bergamote a vu les superficies consacrées à sa culture, situées en bord de mer, grignotées par l'urbanisation et la spéculation immobilière. Accusée, il y a queiques années, de contenir des produits cancériganes, elle subit meintenent is concurrence d'essences de synthèse.

Enfin, feute d'un lobbying efficace dee représentants de cette production marginale, les certificats d'origine qui attestaient sa qualité et sa Drovenance ne sont plus obligetoires, explique M. Crispo. depuis l'ouverture du grand marché européen. Le prix pavé pour le kilo d'essence de bergamote équivalait, en 1989, en lires constantes, à 10 % du

prix payé en 1966 l Bien que le fruit de la bergamote ressemble à un gros citron, se culture n's longtemps pas été considérée par la CEE comme une production agricole, puisque la bergamote est surtout utilisée à des fins industrielles. M. Crispo explique que la Communauté soutient depuis deux ans cette culture, dans ls cadre de la défense des patrimoines régionaux spécifiques.

#### Une usine vieillotte et délabrée

La CEE e financé à 100 % la reconversion de plantations anciennes et devrait aider à la modernisation de l'usine de transformation du consortium de Reggio. Ce qui ne serait pas un luxe, tant l'usine, vieillotte st délabrée, évoque plus le dixneuvième siècle que la vingt et

Néanmoine, M. Crispo, l'aide, trop faible, accordée jusqu'à maintenant a profité seulement à 5 % des producteurs. Lorsqu'on lui demande comment, dans ces conditions, les heureux bénéficiaires ont été choisis, il éclate de rire et répond : « A l'italienne I » C'est tout dire.

brais comme sur les Corses.

retrnuve ce enmportement contradictoire, en particulier visà-vis de l'Etat, ces reproches permanents qui s'accommodent du respect de la «loi du silence»

## Les aides de Bruxelles

Comme toutes les régions pauvres de la CEE, la Celabre reçoit l'aide des fonds structurais de la Communauté (fonds agricola, fonds régional, fonds social). Au total 13 % de l'ensemble des sommes attribuées à l'Italie lui reviennent. Bruxelles e prévu, ici eussi, une diminution de l'activité agricole, qui représente encore 20 % des emplois. C'est pourquoi, si l'ac-tion de ls CEE comprend un volet agricole (des subventions destinées à ranouveler les variétés d'orangers, ou à com-pléter les oliveraies par la construction d'hullerles), is Commission consacre l'essentiel de son aide à d'autres secteurs : infrastructures de transports ou de communication, environnement, équipements touristiques, formation, petites

et moyennes entreprises Mais l'action de la CEE se heurte à de nombreusas difficultés. Au 1- janvier 1993, les programmes, qui venaient à échéance cette snnée pour les uns, sn 1992 pour les autres, n'svaient été réslisés en moyenne qu'à 23,8 %. Le rythme s'est récemment accéléré, puisqus ce taux était passé à 30 % environ à la fin mars. Ces chiffres ne sont pas spécifiques à la Calabre; des données simileires se retrouvent dans toutes les rácions du sud de l'Italia.

Les trois scteurs principaux de l'utilisation des fonds communeutaires se pertagent la responsebilité de cette situation : les difficultés venues de le région, sous-équipée et sous-administrée, sont réelles, tout comme les retards du gouvemement romain pour apporter sa part de cofinancement. Mais, dens des milieux proches du gouvernement, on peut eussi racueillir des commentairee peu amènes sur ls démarche «technocratique», de la Commission en Calabre : « On ne peut pas échapper à cette logique, il faut rester dans ce chemin, dans cette procédure, sinon vous étes perdul »

Ce que reprochent certains à la Commission, qui se défend en soulignant la laxisme italien, c'est de vouloir plaquer sur une réalité - culturelle, économique et administrative - du sud de l'Europe des echémas mentaux qui sont ceux du Nord. D'où les difficultés de compréhension et de mies en œuvre de le politique de la Communauté. Ainsi pour l'université de Reggio, réa-lisée evec l'eide de le CEE : «L'université est plutôt une réussite, mais elle est considérée comme une faillite, parce qu'elle n'a pas eu les effets d'entraînement prévus » dans d'autres secteurs.

WEURINTERNE AWAL

52 71.

ATMINISTRATION OF THE PARTY OF

Report 1

72(17) 700

14 T 4 1 T 1

LA CORSE

nen ye

€ \*E . = . . .

4 - 1,000

V2.44

# REPENSER LA DÉCENTRALISATION

par Paul Graziani et Pierre Richard

A décentralisation est à repenser. Cette affirmation en forme d'epparent paradoxe ne mésestime pas l'importance des réformes qui ont été accomplies depuis onze ans, pas plus qu'ella na traduit une volonté eoue-jacente de eurenchaire. Plus modestement, mais sans doute aussi plus fondamentalement, alla souligne an revanche l'urgence qu'il y aurait à procéder à une éveluation digne da ce nom des réformes engagées et à clarifier l'échevesu d'une décennie de réformes qui e généré un droit embigu, souvent obscur, contradictoire, et des pratiques parfois lourdes de dysfonctionnements.

# Une dimension très politique

L'affirmation appelle une réflexion sur le sens et les finelités d'un « mouvement » dont on commence à prendre conscience qu'il ne se situe pas à la marge mais bien eu cœur du processus de modernisation de l'ensemble de notre sphère publique et des principaux défis qui se posent aujourd'hui à notre société.

En fait, eprès onze ans de décentralisation, le «local» n'est plus seulement dans le «local»; la construction européenne, l'impéneuse nécessité d'une relance de l'eménagement du territoira, la crise du politique, celle de nos systèmes de solidenté sociale, les interrogations sur l'évolution du rôle de l'Etat «central» dens un monde où l'une des caractéristiques de la modernité est le partage des pouvoirs, restituent à la dynamique lancée en 1982 la dimension politique qui est la sienne.

Car non seulement la décentralisation ne peut plus être réduite à son seul mécano administratif, mais elle constitue désormeis l'un des «fils rouges» traversant ce tissu sens coutures, d'enjeux complexas, de crises et de défis multiples, de mutations et d'évolutione, qui touchent tous les grands

domaines de notre organisation sociala, inetitutionnelle et politiqua.

Parler de la décentralisation eujourd'hui, c'est parler à le foia da l'emélioration du cadre de via et du fonctionnament de la démocratie, de le geation des collèges ou des lycées et de l'avenir da notre système éducatif, de l'urbenIsma at du logement at de le montée da l'exclusion sociele, da l'archaisma de notre système fiscal et des prélèvements obligatoires, de la modernisation da la gestion locale et de l'avanir du service public, de la citoyenneté et da l'Eu-

Cette évolution n'est pas seulement le fait de l'exercice des responsabilités territoneles par das élus davenus de véritables décideurs publics locaux et confrontés, en première ligne, à une pression sens précédent de la demande sociale. Elle tient eussi à la relative Incapacité de l'Etat, ces dernières ennées, à intégrer, la logique de la décentralisation et à la configuration d'un nouveau diptyque, où le construction de l'Europe et l'émergence d'une « scène politique locale » jouent un rôle majeur.

#### De l'Etat jacobin à l'Etat relatif

L'ouverture européenne entraîne L'Etat sur un terrain où il n'est plus le seul « maître des horloges »; la relance de l'Europe, avec l'affirmation du principe de subsidierité, ne peut sans doute qu'accélérer en la révélent un peu plus, le nécessaire évolution de l'Etat jacobin. Mais e'egit-il de revenir en errière ou d'eccepter ces évolutions et donc d'y réfléchir collectivement? Cette ligne de partage est désormels tracée dans notre paysage politique, d'une part entre les jacobins et les décentralisateurs, et d'autre pert entre les « eurosceptiques » et les « pro-européens », ce qui complique notre vieux clivage droite-gauche et traverse cheque

S'il faut eujourd'hui repenser le décentralisation dans toute sa dimension polyphonique, il convient d'ébord de mieux

connaître sas réalités complexes, d'evoir enfin, comma l'appeleit da ses vœux la sociologue Michal Croziar, une « connaissance experta » du chemin parcouru, appuyéa sur des faits incontestables, qui puissent devenir matiara pertinante à analyse. Cala suppose eussi de réunir les conditions d'un débet public antre experts et élus, fondé sur la transparence, la vérité des arguments at le recharche da l'objectivité, dans le respect des sensibilités.

# Expertise et débat public

Depuis plusieurs années, l'institut da le décentralisation s'est engagé dens cette voie. Fort da son pluralisme, de la qualité de ses trevaux, il doit eujourd'hui répondre mieux encore à sa vocation. La renouvellement de ses instances revêt la double sens de cette exigence et d'un appel que nous voulons lancer. Nous pensons qu'il est temps que, dans un esprit de tolérance et de dialogue non partisan, eu-delà des querelles de chapellee, de territoires et de spécialistes, se ressemble, au sein d'une structure s'Inspirent des grendes fondetions englo-saxonnes, tout ea que l'esprit public et l'entreprise comptent d'élus, de spécialistes, de fonctionnaires, de citoyens engagés.

engagés.

L'Institut de le décentralisation pour sa part, veut être ce « lieu indépendant d'expertisa », de débat at de libre réflaxion, éclairant la délibération politique, et ouvert à tous ceux qui voudront, è nos côtés, dens le respect des missions régeliennes de l'Etat, penser l'evenir des libertés locales en Europa.

▶ Paul Graziani (RPR) est maire de Boulogne-Billancourt, président fondateur et prásidant du comité d'orientation de l'Institut de la décentralisation.

Pierre Richard est président du directoire du Crédit local de France, président du conseil d'edministration de l'Institut.

#### LIVRES

# MÉMOIRES DE BARCELONE

par Montserrat Roig let Annie Goetzinger Ed. La Sirène, 18, avenue de la Cristallerie, 92310 Sèvres. 76 p., 129 F.

Une promenade dans la capitale catalane est toujours un moment agréable. Une flèche de la Sagrada Familia, le doigt de Christophe Colomb, une vue de quelques terrasses des ramblas, voilà de petites parcelles de Barcelooe qui rappellent des souvenirs, qui invitent à de nouvelles aveotures.

Annie Goetzioger, la dessioatrice qui chaque semaine apporte des couleurs eux villes présentées dans la série « Cités » page suivante, e vécu à Barce-lone. Elle a aimé cette ville, son architecture, son histoire, son ambiance méditerranéence, ses babitaots. L'envie de restituer ces images glanées au fil des jours, au gré des flâncries et des sorties nocturnes, lui est venue. « Ce livre est né de l'envie de renouer le dialogue, même artificiel. et de faire encore une promenade avec Montserrat dans Barcelone » écrit Annie Goetzinger dans la préface, en évoquant son souhait de faire mieux connaître eux lecteurs français Mootserrat Roig, une romancière et essayiste cataleoe disparue prématuré-

Alors, avec ses couleurs et ses crayons, l'auteur de baodes dessinées ebandonne ses personnages et se fait reporter. Elle propose eux lecteurs de l'emmeoer dans les cafés de la place Cataluoya, eu marché de la Boqueria, deos les quartiers oeufs construits pour les Jeux olympiques, le loog de la plage San-Miquel et eocore, et toujours, sous

Goetzinger dessine les feoêtres svec leurs stores verts à lamelles de bois, elle parvient aussi à illustrer les parfums de la ville.

Des textes de Montserrat Roig, des images d'Annie Goelzinger, des pages qui iovitent au 
voyage. Et parfois le plaisir laisse 
place à la mélancolie. « Les tertulias disparaissent, mais les cafés 
aussi. Sur une portion de la rambla qui porte son nom, à Can-Canaletes, on sert désormais des 
hamburgers et des boissons pétillantes venues d'ailleurs. » Le 
temps passe, la ville change, et 
parfois les amis disparaissent.

S. B.

#### URBANISME ET SÉCURITÉ JURIDIQUE

Ed. Litec. 158, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. 1993, 1047 p.

Les ootaires ne font pas les choses à la légère. Pour préparer leur congrès consacré cette année à l'urbanisme (le Monde du 25-26 evril), ils oot travaillé durant des mois co quatre commissions. Le résultat de leurs réflexions est un pavé juridique, tant par son épaisseur que par sa pertinence. Abordant les quatre sujets clés de l'urbanisme (le plao d'occupetion des sols, la maîtrise et l'aménagement des sols, le permis de construire, la protection des espaces bâtis), ils se livrent à une analyse critique du code et de son application. Elle iotéressera les praticions et les juristes. Car en cc domainc les textes sont loin de se suffire à eux-mêmes, il faut aussi flairer

one seem to see the contract of

## **OFFRES D'EMPLOIS**

REPRODUCTION INTERDITE

#### AUDITEUR INTERNE-ANALYSTE DE GESTION

LA VILLE DE MULHOUSE, 2 200 agents, un budget de 900 MF + 300 MF d'investissement, s'est dotée d'un système d'information da gestion performant. Elle souhaite développer ces procédures afin d'optimiser le service public.

FONCTIONS: La création d'une mission d'audit interne est ainsi à l'ordre du jour.

Votre rôle sera de promouvoir cette nouvelle structure, participent par là même à la détermination des objectifs stratégiques concernant l'ensemble de la gestion de le ville (conception et suivi du système d'information de gestion, analyse de la performance, évolution des tableaux de bord existants et leur hiérarchisation).

La mission d'audit interne regroupera également l'administration du système d'information et la callule organisation et méthode. Dotée d'une compétance transversale, elle sera directement rattachée au Secrétaire général de la ville da Mulhouse.

PROFIL: Formation grande école de gestion, ingénieur ou équivalent, complétée si possible par une formation en informatique (type MLAGE). La connaissance des outils micro-informatique est indispensable. Le candidat retenu sera un homme ou une femma de terrain, alliant rigueur, méthode, sens de l'analyse et de grandes qualités relationnelles. Il devra justifier d'une ou plusieurs expériences concluentes dans des organisations similaires (minimum : 7 à 10 ans).

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée de votre CV, d'une photo et de vos prétentions à ;
M. LE MAIRE DE MULHOUSE - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
BP 3089 68082 MULHOUSE Cedex - Fax 89/32/59/09

VILLE DE TREMBLAY-EN-FRANCE

(Seine-Saint-Danís = 32 000 habitants)

20 minutes CHATELET RER B

RECHERCHE



#### LE CNASEA

établissement public national

recrute par CONCOURS

#### son CHEF DE BUREAU pour CERGY-PONTOISE (95)

Sous l'autorité du délégué régional d'Île-de-France, vous aurez la responsa- ibilité du bureau chargé des actions de formation professionnelle et de l'emploi.

Dans le cadre de l'organisation de votre unité, vous assurerez la gestion administrative et financière des dossiers en utilisant des procédures informatisées, vous concevrez et réaliserez des études et bilans statistiques, vous encadrerez et évaluerez les personnels du bureau (30 à 40 personnes).

Vous représenterez la délégation régionale dans les réunions externes et participerez avec le délégué régional aux négociations conduites avec les partenaires locaux.

#### CONDITIONS D'INSCRIPTION

Les candidots devront être titulaires d'un diplôme de niveau bac + 5 (diplôme de troisième cycle de l'enseignement supérieur. d'ingénieur des grandes écoles ou équivalent) el retirer un dossier d'inscription à l'adresse cidessous. La cloture des inscriptions interviendra le 14 JUIN 1993.

CNASEA, Service du Personnel, Cellule Concours
7. rue Ernest-Renan, 92136 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex
Téléphone: 46-48-40-42 ■ 46-48-40-51

UN ATTACHÉ PARLEMENTAIRE

Chargé de coordonner l'activité parlementaire dans les trois villes de la circonscription : SEVRAN/TREMBLAY/VILLEPINTE. Travaillera en étroite liaison evec le Directeur de Cabinet.

UN DIRECTEUR DE CABINET

Collaborateur du Maire, il s'attachera à étudier les grands dossiers d'une ville dynamique placée au cœur du pôle d'envergure européenne da Roissy, aidera le Maire dans le prise de décisions, dirigera une équipe de collaborateurs et d'assistants.

Formation universitaire souhaitéa.
 Connaissance des affaires municipales appréciée.
 Esprit d'écoute st d'ouverture aux problèmes complexes da

QUALITÉS REQUISES :

Esprit d'initiative.

QUALITÉS REQUISES :

Aptituda à la rédaction.
 Formation jundique souhaitée.

Envoyer lettre de candidature et curriculum vinae à :

MONSIEUR LE DÉPUTÉ/MAIRE

VILLE DE TREMBLAY-EN-FRANCE

18, bd de l'Hôtel-de-Ville

93290 TREMBLAY-EN-FRANCE

L'AFAQ, organisme certificateur de systèmes Assurance Qualité en France

RECHERCHE

## UN CADRE

pour son Comité Sectoriel Transports



ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'ASSURANCE DE LA QUALITÉ

Dynamique, méthodique et rigoureux, il ou elle aura en charge d'animer ce comité.

Agé(e) entre 30 et 40 ans, il ou elle devra avoir une formation supérieure (ingénieur) et devra bien connaître le monde du Transpon ou de la Logistique et les systèmes de certification (assurance Qualité).

Parler anglais et utiliser la micro-informatique sont des atouts essentiels.

Poste à pourvoir rapidement, basé banlieue sud de Paris.

Adresser CV + lettre manuscrite à l'attention de P. BOURGEOIS : AFAQ = BP 40 = 92224 BAGNEUX Cedex

# CALAIS

# Un pas entre la France et l'Angleterre

ALAIS, c'est déjà un peu l'Angleterre. Après une promenade venteuse sur la séjour. Elle ne capte que 2 % à 3 % des voyageurs. Nul n'est en mesure de dire pourquoi. Le clietée, deux dames britanniques se réfugient dans une brasserie pour commander «a nice cup of tea», tandis que leurs époux savourent un verre de bière rousse. Les accents, l'obscurité un peu mystérieuse des pubs qui jalonnent la rue Royale, le ballet des ferries auquel on assiste depuis la plage rappellent à chaque instant com-bien les côtes anglaises sont proches. Distantes de quarante kilomètres, on peut même les apercevoir, par beau temps. Le détroit qui sépare Calais

de Douvres est le plus court cbemin entre l'île et le continent. A partir du treizième siècle, il est devenn le principal point de passage des bateaux, le « pas », comme on disait alors. Ce «pas» de Calais a, depuis, donné son nom an département et, pour moitié, à la région. Aujourd'hui, les ferries, véritables immeubles flottants, le franchissent en soixante-quinze minutes. Les hovercrafts, aéroglisseurs bourdonnants, mettent un peu plus d'une demi-beure, lorsque la mer n'est pas déchaînée. Bientôt, un métro, le tunnel sous la Manche, unira les côtes en trente-cinq minutes, indifférent aux intempéries.

Quatorze millions de voyageurs sont passés par le port en 1992. Et pourtant, la ville est pauvre...

Premier port continental de transit, avec 14 millions de voyageurs en 1992, Calais va devenir «le» point de liaison avec l'An-gleterre. En 1994, trente millions de persounes devraient y passer. On pourrait penser que la ville tire parti de cette rente de situation exceptionnelle. Il n'en est rien. Calais est pauvre. La preuve en est qu'elle touche la dotation chômage dépasse le seuil national des 13 %. Le tiers de l'habitat est constitué de logements sociaux, et deux quartiers sont soumis à une opération de développement (DSQ). Ce n'est pas la municipalité qui encaisse les recettes liées à l'activité maritime, mais la chambre de commerce et d'industrie (CCI), concessionnaire du port. Calais ne profite de son site qu'indirectement, grâce aux entreprises qu'il attire, comme Alcatel, fabriquant de câbles sous-marins. Lorsque le tunnei sera en service, Calais ne devrait toucher qu'une partie de la taxe professionnelle induite : le terminal et sa zone de développement sont essentiellement situés sur le bourg voisin de Coquelles, et l'intercommunalité n'est pas encore

Le tourisme n'est pas parti-culièrement développé, Calais est une ville de transit, et non de

Chiffres

mat et l'urbanisme n'en font pas, sans donte, un lieu de villégiature. Calais a été blessée par de multiples invasions. Sa position stratégique lui a valu d'être occupée dès le débnt de la seconde guerre mondiale. En mai 1940. les Allemands envahissent le nord de la ville pour contrôler le Channel, d'où l'ennemi pourrait débarquer. Ils chassent les habitants et dynamitent les voies de chemin de fer. Les bombardements des Alliés détruiront toutes les maisons. A la Libération, Calais-Nord n'est plus qn'une ruine, comme en témoignent des photo-graphies exposées dans un ancien blockhaus. Il ne reste que la tour du guet, solitaire, et les fondations de l'église de style Tudor où s'est marié, en 1921, le capitaine Charles de Gaulle, lillois, à Yvonne Vendroux, native de

De Calais-Nord, les habitants disent, par dérision, qu' « elle a été détruite deux fois, pendant la guerre et pendant la reconstruction». Pour aller plus vite, les architectes chargés d'en rebâtir le centre nnt pris les plans de... Casablanca. D'où des cubes blancs aux toits en terrasse, qui rendent méconnaissable la place d'Armes nu se promenaient jadis les Anglais bannis de leur pays, comme Lord Brummel, le célèbre dandy, ou Lady Hamilton, ancienne maîtresse de Nelson.

On peut pourtant aimer Calais-Nord pour son nuverture vers la mer, qui pardonne bien des choses. En se tournant vers le large, on oublie le front d'immeubles construit le long de la côte et l'on avale un air vivifiant, tandis que les véliplanchistes profitent du vent. Le dimanche, tous les Calaisiens viennent se promener sur la plage de sable jaune. Lorsque survient l'ondée, ils se réfuglent dans leurs minuscules «chalets», plantés le long de la dune. A l'intérieur de ces baraques blanches an toit incliné, qu'ils penyent acquérir moyennant 15 000 francs, ils disposent en général d'un réchaud, d'une table et d'un coin penderie. A l'abri de

Bien que le nom de Calais soit associé au trafic avec l'Angleterre, localement les échanges restent inexistants. Compte tenu de la récession qui sévit outre-Manche, les Calaisiens ne sont pas des travailleurs transfrontaliers. D'Albion, ils n'attendent done rien, si ce n'est les voyageurs d'un jnur, qui viennent s'approvisionner dans les grandes surfaces. Est-ce pour cela qu'ils sont légèrement anglophobes? Il a fallu que la municipalité fasse nne campagne de promotinn pour qu'ils apprennent la langue

Les Anglais ont longtemps été des envahisseurs. Calais étant une place stratégique, ils l'ont contrôlée, puis les Français l'ont fortifiée pour la défendre. Est-ce parce que les guerres l'ont épargné, ou parce qu'il témoigne de cette époque, que le symbole de

. 18 455 (80,44 %)

.... 12 075 (39,55 % )

E Sous-préfecture du département du Pas-de-Calais, Calais

a L'agglomération, qui réunit sept communes, compte

101 768 habitants et se altue au cinquente-cinquième rang du

classement effectué par l'INSEE des cent premières aggloméra-

tions de France métropolitaire.

n Résultats des élections municipales du 12 mars 1989 :

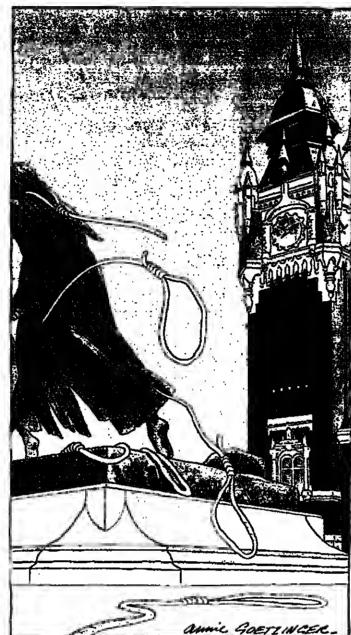
I., 50 088; V., 33 434; A., 33,24 %; E., 31 618.
Union gauche (Barthe, PC, m.), 18 895 (58,78 %), 40 étus (21 PC, 18 PS, 1 MRG).
Union droite (Demassieut, RPR), 10 565 (33,41 %), 8 étus (2 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 4 RPR, 1 div. d.).

L. 48 983; V., 31 627; A., 35,43 %; E., 30 530.

z Résultate du référendum sur l'Union européenne du

Divers (Fleuret), 2 158 (6,82 %), 1 du.

ntembre 1992 :



reddition des bourgeois de Calais. pendant la guerre de cent ans? En 1346, les Anglais assiègent la tulent au bout de onze mois. Le roi Edouard III accepte de les éparener à condition que six notables viennent se livrer à lui « tête nue, la corde au cou, les clés de la ville à la main». An dixnenvième siècle, la bourgeoisie locale manifeste un vif intérêt pour cet épisode relaté dans les Chroniques de Froissart. Elle voit. dans le sacrifice des bourgeois, un

La municipalité commande un monument au sculpteur parisien. De multiples péripéties opposeront les souscripteurs à l'artiste, qui donne aux personnages une attitude douloureuse, impropre, selon certains, à traduire le dévouement patriotique des bourgeois. Pourtant, l'œuvre est inaugurée solennellement. Aujourd'hui, le groupe vert-degris, placé devant l'hôtel de ville. se retrouve sur les cartes postales, les briquets on les tasses de thé que vendent les magasins de souvenirs. A l'office de tourisme, e'est une clé géaute qui est accrochée sur un mur.

acte de courage civil exemplaire.

Curieusement, cette ville maritime a longtemps véen repliée sur elle-même. Du dixneuvième siècle jusqu'anx années 60, la principale richesse de Calais est venue de la dentelle, dnnt on nublie parfois de dire que ce sont des Anglais qui l'ont importée. Les métiers à tisser le tulle se sont installés dans Calais-Sud, où ils disposaient de vastes terrains. Ce quartier, séparé dn nord par un canal et une voie ferrée, a vu naître nne vraie ville manufacturière. Autour des fabriques sont apparues teintureries. fonderies, entreprises de mécanique, usines de production de gaz d'éclairage. De petites maisons de briques aux toits pentus, percés

la ville est un groupe du sculpteur d'une lucarne, s'alignent dans les Auguste Rodin commémorant la rues, et certaines façades sont agrémentées de bow-windows, qui traduisent les goûts anglais de leurs premiers habitants. Le plus précieux échantillons de la dentelle, ombrelle noire à manche d'ivoire, colffe blanche nu voile de baptême. Après avnir perdu près de trois mille emplois en dix ans, et fait grimper le taux de chômage à 18 %, cette industrie restructurée exploite aujourd'hui de nouveaux débouchés dans la lingerie et la haute couture.

> Bien que ville maritime. Calais a longtemps vécu repliée sur elle-même et sur son industrie principale: la dentelle

Lorsque la France et l'Angleterre out pris, en 1986, la décisinn de creuser on tunnel sous la Manche, certains Calaisiens ont eu le sentiment un'ils allaient subir une nouvelle invasion, de nature économique cette fois, celle d'Eurotunnel. La confiance est revenue lorsque le plan d'accompagnement transmanche a été rendu public. Calais serait enfin désenciavée côté terre, puisqu'elle allait être reliée au réseau autoroutier (A26 sur l'axe nordsud, A16 sur l'axe littoral). En 1994, le TGV devrait la placer à heure 35 de Paris, an lieu de 3 heures 30. Le chantier du tunnel et l'immense effort de formation qui allait être accompli devraient endiguer le chômage La CCI craignait, à juste

titre, que l'activité maritime nesoit mise en péril. Mais elle s'est préparée à affronter la nouvelle concurrence du tunnel. Elle a fait creuser un bassin en ean profonde, afin d'accueillir des cargos. Elle s'est battue pour que la rocade littorale desserve non seu-lement le tunnel, mais aussi le port. Elle envisage de construire une plate-forme de fret au croisement des deux authroutes. De leur côté, les armateurs out modernisé les ferries et amélioré les services à bord, pour que la traversée devienne une « minicroisière ». Les compagnies maritimes cassent les prix pour séduire la clientèle. La conjugaison de ces efforts a déjà produit des effets. En 1992, le port a vu

passer trois millions de passagers de plus que l'année précédente. Le maire, Jean-Jacques Barthe (PC), avait découvert avec inquiétude qu'un «monstre du Loch Ness» allait sortir des eaux. C'est ainsi qu'il désigne le complexe de commerces et de loisirs prévu aux portes du terminal, à cinq kilomètres de Calais. Ce projet, soutenn par la société Eurotunnel qui veut rentabiliser ses investissements, risque de dévitaliser le centre de la ville en aspirant sa clientèle. M. Barthe a décidé d' «armer» sa ville contre cette « invasion commerciale » qui la menace. Avec l'aide d'un architecte originaire de Calais, Yves Lepère, la municipalité a conçu un plan d'urbanisme censé donner de la cité une image plus

Le projet du tunnel a stimulé l'activité économique locale. Mais aujourd'hui, les clignotants du chômage se rallument

La chose n'était pas facile. L'autornute, surélevée, qui contourne désormais le polder calaisien, montre la ville sons un jour inattendu, en altitude. La municipalité a restauré les édifices qui attirent le regard (église, phare, théâtre, fortifications). Mais il faudra encore débarrasser un certain nombre de terrains des friches qui les envahissent.

souder Calais-Nord et Calais-Sud Ces deux communes, qui ont fissionné à la fin du siècle dernier. sont reliées symboliquement par l'hôtel de ville. Ce curieux édifice d'allure néogothique flamande, construit au début du siècle en béton, mais décoré de briques et d'ardoises, n'arrive pas à égayer le couloir désolé qui fait passer de l'une à l'autre. Il faudra animer cette longue ossature. Le plan de circulation invitera les automobilistes à rouler jusqu'à la mer. Les boulevards, enfin rendus aux habitants grâce au contournement autoroutier, mais meurtris par les milliers de véhicules qui les ont traversés, scront aménagés. Enfin, pour que les voyageurs aient envie de faire un détour par Calais, la ville doit leur offrir un pôle d'attraction original. Elle envisage de créer un centre international de la den-

Le projet du tunnel a stimulé les acteurs politiques et économiques locaux. Mais le chantier se termine et les clignotants du chômage se rallument. L'inquiétude demeure. Le projet d'intérêt national que constitue le tunnel va-t-il donner sa chance à Calais ou la rayer de la carte? De l'autre côté de la Manche, les habitants de Folkestone viennent de manifester pour protester contre la décisinn qui avait été prise de remplacer, sur les pancartes, le nom de leur ville par celui d'Eu-

> de notre envoyée spéciale Rafaēle Rivais Prochain article: ANNECY

\* Champagne et les « day trippers.»

Alen Thomson repond et telephone. decharge ans palattes de bière, étiquette prix en france et en in conseille les cliants Anglars a une compara d'anglas a set parties de monte a se un moir à se un carre a mana fincitures no series dens pri ancien entrepo du terminal des families parties e Champingas e communes a communes de la compara de la commune de la compara de la compa le sa, cen hommege a.C. Heidsieck, dont o étalisti

Heidsieck cont o statilitation nome, explique to l'accommendation de la contra del la contra de la contra del la con sort venus pour l'après midi à Calais efin d'acheur à moire dres frais de l'alcook

Tony et Annett sont des ces-trippers x Cés voyageus d'un jour représentent entroy 40 % du trafic entre Douvres et Calais, ils filent dans les hypermarches acheter biere.

times.
Aujourd fait, le séléphone d'Alan Thomson d'arrêts pas de souner. Un journal popu-laire, le Surr, at une compagne de ferries es sont associés pour proposer use traverses a moiss de Livre 19 (pace) Su-tine deroi-page (livistrée de photos couleur accrocheuses. le journal compare jes pirt des alcools en Grande Bretagne à ceut d'un hyperteache cale sien où des marques de biens sont trois fois moins chères. L'article indique sussi les mei-teures affaires de Champagne Charlie's Comment Alan Thompson peut I faire mieus qu'une grande éurface? « Regardez le décor! Les

le sol, nous n'avons pas de perlang i a C'est en Tevenent d'un, voyage à Entodisney que cet ancien patron de pub au bras tatoué a su l'idée de s'installer à Calais, Avec l'ouverture du marché unique, les ressortissents britanniques peuvent acheter vingt fois plus d'alcool que par le passé, «lle ont droit à près de 100 livres de vin par personne et autant de bière. Quand un Angleis se marie, Il vient acheter son champagne ici i a Locaque le turnel ouvrira, son affaire ne risque-t-elle pas de péricliter? « Il y aura toujours des passagers sur les fer riess, prévoit-il, en faisant ses comptee eur un petit blocnotes. Les jours de grande affluence, son chiffre d'affaires dépasse 50 000 francs, payés en cartes de crédit, en chèques, en francs ou en livres. Son magasin a pennis de

créer quatre emplois, qu'il a crear quarte emplos, qu'i a confiés à de jeunes competitiotes d'une vingtaine, d'amées. Après des études, leborieuses, Anthony est paid de chez lui e pour evoir le paox». Il a connu les petits bon-lots et le chômage. Un jour, Il s'est retrouvé sur un chentier à Hesdin, dans le Pas de Caleis. De là, il est venu chez Charlie. qui cherchait de le main diceuvre. Pour ne pes dépenser son maigre salaire à l'hôtel il per-tage avec un camarade tire chambre sons fenètre dans le fond de l'entrepôt. Mais il six content, parce qu'il a installé se télévision et se chaîne la fi a James en Angletorre je n'allrais ou avoir tout cata

Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre); Rodez (daté 20-21 décembre); Lisieux (daté 27-28 décembre); Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993); Aurillec (10-11 janvier); Troyes (17-18 janvier); Tulle (24-25 janvier); Blois (31 janvier-1= février); Albertville (7-8 février); Angers (14-15 février); Périgueux (21-22 février); Vescul (28 février-1= mars); Bastia (7-8 mars); Thionville (14-15 mars); Arles (21-22 mars); Colmar (28-29 mars); Le Havre (4-5 avril); Saint-Quentin (11-12 avril); Auxerre (18-19 avril); Carcassonne (25-26 avril) et Versailles (9-10 mai).

des lemoiselles de non bestant min tingleting lastn locamentarie of Agrees i med

RADIO I

40.00

and part of the demand of the same of the

and participated in Security

in part years a service of the servi

is processed water and